

Nathalie Heinich : « Ce nouveau militantisme travesti en recherche »

PUBLIÉ LE 12 MARS 2021 PAR EMMANUEL LEMIEUX

Depuis quelques années, la sociologue Nathalie Heinich est dans le collimateur d'une communauté de chercheurs. Passe son statut de chercheuse, ses travaux sur l'art contemporain et sur le féminisme. De son *Bêtisier de la sociologie* (Klincksieck) qui aura agacé plus d'un rentier du bourdivisme, à ses prises de position sur le Pacs, le mariage pour tous et l'islamisme, elle a déclenché les foudres de la *woke culture* à la française. Elle est montée au créneau avec Pierre-André Taguieff et le philosophe Jean-François Braunstein contre l'intrusion de l'"islamo-gauchisme" à l'université et d'une pratique de la recherche qui lui semble dévoyée et dégradée. Retour sur son analyse.



Nathalie Heinich, *sociologue et essayiste*. © Olivier Roller.

La polémique sur « l'islamo-gauchisme » a tourné en quelques jours à une polémique très communautariste intra-universitaire du coup sur la validité des études décoloniales, de genre et de race. Est-ce à dire qu'il est difficile de circonscrire scientifiquement l'impact de ce concept et son effectivité dans l'enceinte universitaire ?

Nathalie Heinich : Je ne dirais pas que cette polémique est « communautariste », car un grand nombre d'entre nous, attachés à la mouvance universaliste, laïque et républicaine de la gauche, sommes justement opposés au communautarisme de ces idéologies « identitaires », cet « identitarisme » qui est le point commun des différentes « *studies* » pseudo-scientifiques importées d'Amérique du Nord, qu'il s'agisse des études « décoloniales », des « études de genre » dans leur version néoféministe radicale, des « *queer studies* », etc. Cette polémique clive profondément l'Université, selon une ligne de fracture qui n'est pas, comme essaient de le faire croire les partisans de ce nouveau militantisme travesti en recherche, l'opposition entre la gauche, qu'ils incarneraient, et la droite, que nous incarnerions, mais une opposition entre un communautarisme victimaire et républicain.

Concernant le rapport à l'islam, l'identification exclusive de tout musulman à sa religion d'origine et de celle-ci à sa définition la plus rigoureuse a pris la place de l'« islamo-gauchisme » tel que l'avait décrit il y a vingt ans Pierre-André Taguieff, avec la collusion entre une extrême gauche en quête de nouveaux « dominés » et un islam politique visant l'imposition à l'ensemble des musulmans d'une conception intégriste, fondamentaliste et, par ailleurs,

sexiste, homophobe et antisémite de la religion. Parler d'« islamo-gauchisme » à l'Université ne signifie pas, bien sûr, que certains de nos collègues feraient ouvertement la promotion du terrorisme islamiste, selon la vision caricaturée que tentent de donner de nous nos adversaires. Il s'agit d'un phénomène plus diffus, à la gauche de la gauche, de complaisance à l'égard de l'islamisme radical (comme « *religion des opprimés* ») et de légitimation du terrorisme (comme « *dernier recours* »). Il se traduit par des invitations de militants du PIR (Parti des Indigènes de la République) dans des séminaires universitaires, par des actes de censure contre des formations ou des colloques consacrés au terrorisme et à la radicalisation (ce fut le cas en 2019 à la Sorbonne et à Jussieu), voire contre des cours où il est question de l'islam (récemment à l'université d'Aix-Marseille et, cette semaine encore, à Sciences Po-Lyon). Cette complaisance et cette légitimation de l'islamisme, aux antipodes des conceptions universalistes et libératrices de la gauche, sont une des strates du terreau idéologique et militant sur lequel prolifèrent les assassins de Samuel Paty.

Le terme même d'« islamophobie », largement exploité comme thème de recherche par certains sociologues, témoigne d'une consternante confusion entre la race – une réalité imposée aux individus – et la religion – qui, du moins en France, relève d'un choix

Cet islamo-gauchisme s'inscrit dans un paysage académique au sein duquel progresse, au mépris du savoir scientifique, l'idéologie « décoloniale », qui fait de la race l'alpha et l'oméga de toute identité « dominée », de la « domination » la clé de lecture unique du monde, et des discriminations racistes le résultat d'un « racisme d'État », lequel justifierait dès lors toutes les formes de lutte, y compris les plus violentes – et l'on voit bien comment les islamofascistes s'emparent de ces pseudo-analyses pour rameuter les faibles d'esprits et armer les plus radicaux.

Le terme même d'« islamophobie », largement exploité comme thème de recherche par certains sociologues, témoigne d'une consternante confusion entre la race – une réalité imposée aux individus – et la religion – qui, du moins en France, relève d'un choix ; et d'une tout aussi désolante confusion entre ce qui est illégal – l'expression publique du racisme – et ce qui est légal – l'expression publique de la critique de telle ou telle religion ou des religions en général. En fin de compte, ce terme est une arme de délégitimation de toute approche critique des conséquences sociales de l'islam traditionnel (notamment en ce qui concerne le statut des femmes) et des effets de l'islamisme radical, en Europe comme dans les mondes musulmans. *Charlie-hebdo* a fait suffisamment les frais de ce type de confusions pour qu'il ne soit pas nécessaire de faire un dessin pour mettre en évidence le lien logique et surtout idéologique entre dénonciation de l'« islamophobie » et refus de toute critique de l'islamisme, menant à la complicité plus ou moins active avec celui-ci.

Depuis votre première tribune dite des 100, Frédérique Vidal a embrayé et repris votre idée de mener une enquête sur l'évaluation de ce risque. Vous suggérez une instance indépendante, le HCÉRES. Quels seraient les protocoles de ces « bœufs-carottes » U ?

N.H. : La ministre a en effet entendu notre appel de début novembre à prendre au sérieux, après Jean-Michel Blanquer, les dangers de l'idéologie qui a conduit à la décapitation de Samuel Paty, et les complaisances dont elle bénéficie chez certains de nos collègues. Nos adversaires ont feint de voir dans notre demande un appel à la mise au pas de la recherche par le politique, mais il s'agissait au contraire de constituer un dispositif d'alerte interne à l'Université, afin de ne pas contrevenir à l'autonomie, garante des libertés académiques. La récente déclaration de Frédérique Vidal arrive avec trois mois de retard, car l'actualité aujourd'hui est moins celle de l'islamo-gauchisme universitaire que, plus généralement, celle des ravages d'un militantisme dévoyé qui tend à transformer les salles de cours en lieux d'endoctrinement et les publications en tracts. Et elle a également le tort de proposer une solution bancale, car le CNRS n'a pas pour mission d'évaluer ni d'amender le travail des universités – c'est le rôle institutionnel du Haut comité d'évaluation de la recherche et de l'Enseignement supérieur (HCÉRES). La question aujourd'hui est de faire en sorte qu'il fasse correctement son travail d'évaluation,

d'accréditation et de sanction des programmes, maquettes pédagogiques, etc., alors qu'il n'a pas été capable jusqu'à maintenant d'endiguer la vague de ce que notre collègue Didier Lapeyronnie avait opportunément nommé, il y a vingt ans, « l'académisme radical », c'est-à-dire la contamination de certains universitaires par un radicalisme qui, bien sûr, est du meilleur effet sur des étudiants naïfs et peu informés. On connaît les ravages qu'a produit par le passé la subordination du savoir à l'idéologie, récurrente dans les régimes totalitaires au XX^e siècle. C'est à nous, enseignants-chercheurs, d'obtenir que le HCÉRES s'empare du problème et en fasse une mission prioritaire – dispositif dans lequel il ne serait d'ailleurs pas absurde que les académies aient aussi leur rôle à jouer.

Quel sens cela a-t-il de voir fleurir sur tout le territoire les même « études de genre », alors que l'activité de recherche est censée découvrir ce qu'on ignorait plutôt que rabâcher ce qui est devenu un topos ?

Et leurs effets concrets ? La réduction des moyens, des budgets ?

N.H. : La première mission serait de vérifier, au niveau national, l'équilibre de l'offre de formation, ainsi que le respect d'un minimum de diversité dans les cooptations et les attributions de crédits. Quel sens cela a-t-il de voir fleurir sur tout le territoire les même « études de genre », alors que l'activité de recherche est censée découvrir ce qu'on ignorait plutôt que rabâcher ce qui est devenu un *topos*, et se donner comme objectif l'accumulation de connaissances et non pas la transformation du monde – celle-ci ayant bien sûr sa légitimité mais dans ses arènes dédiées que sont les associations, les syndicats, les partis, le Parlement? Aujourd'hui les meilleurs islamologues peinent à accéder aux crédits de recherche et aux bourses, qui sont trustés par de proliférantes études sur « l'islamophobie », tant au niveau national qu'international. Lutter contre cet appauvrissement, par une réorientation des accréditations et des affectations de crédits, devrait être une mission prioritaire du HCÉRES. Sans compter le suivi des carrières de nombre de nos collègues qui, très occupés par leurs activités académico-militantes, en oublient de publier dans des revues scientifiques dignes de ce nom, se contentant d'articles répétitifs dans de micro-revues aux comités de rédaction complaisants. Il y a du travail à faire, assurément, pour faire en sorte que la formation de la nouvelle génération d'étudiants ne soit pas abandonnée à la médiocrité, à la démagogie et à l'entre-soi.

Quels sont les leviers possibles pour garantir une pluralité des recherches au sein des universités ?

N.H. : Avant de garantir la « pluralité », nous aimerions que soit garantie la qualité scientifique, la rigueur épistémique des publications et des enseignements. Si la « pluralité » signifie faire de la place à de la pseudo-science où à de pseudo-concepts servant de cache-misère à de pseudo-avancées théoriques, alors faisons l'économie de cette pluralité-là ! Quant aux moyens concrets, ils existent en théorie, *via* les instances universitaires chargées d'organiser la cooptation et le contrôle par les pairs. Le problème est qu'elles ne jouent pas correctement leur rôle, comme en témoigne notamment le maintien du recrutement local, qui devrait être interdit comme dans tous les pays avancés ; ou comme une gouvernance des universités aux règles calamiteuses, qui favorisent automatiquement les alliances douteuses, les conflits d'intérêt et l'immobilisme. Il y aurait tant à faire, en matière législative, pour permettre aux universités et aux instituts de recherche de faire correctement ce pour quoi la collectivité les finance : à savoir organiser, encadrer et garantir la production et la transmission des connaissances. Et malheureusement ce ne sont pas les récentes réformes imposées par le ministère qui nous rapprochent de cet objectif...

Dans votre tribune du *Monde*, vous dénoncez « le dévoiement militant » et souhaitez protection scientifique de l'université pour assurer la pluralité des recherches. Des marxistes orthodoxes à la Gauche prolétarienne, en passant par les maoïstes, et les potes de Pol Pot, liste non exhaustive, n'y a-t-il pas comme une tradition du « dévoiement » ? Quelles différences fondamentales voyez-vous avec les décennies précédentes ?

N.H. : Nous espérons en avoir fini avec la contamination de la recherche par le militantisme,

cette subordination de la mission épistémique – produire et transmettre du savoir – à la mission politique – faire advenir un « monde nouveau », souvent terrifiant – qui a conduit aux pires excès totalitaires. Eh bien non : dans une splendide ignorance des calamités d'un passé pourtant récent, nos « universitaires engagés » – trouvant sans doute que voter, manifester, militer dans une association ou un parti ne sont pas assez chics pour eux – essaient de remettre le couvert. Les causes ont certes changé : la classe sociale a cédé le pas à la race et au sexe, comme l'ont récemment déploré Stéphane Beaud et Gérard Noiriel, et la religion est passée, chez certains, du statut d'opium du peuple à celui d'étendard des opprimés. Mais le fond est le même : grave déficit de curiosité intellectuelle, radicalisme borné, lâcheté individuelle dissimulée sous la meute, jouissance perverse du pouvoir exercé par la culpabilisation, par la menace ou par la force.

Tâchons donc de replacer le débat sur le terrain des idées et des valeurs, et non pas des âges – comme le voudrait la gérontophobie de nos adversaires.

Dans ses recherches, le doctorant Pierre-François Mansour (*Les Territoires conquis de l'islamisme*) travaillant sur l'impact des études décoloniales à l'université note l'émergence d'une « nouvelle génération de chercheurs décoloniaux français, souvent formés aux États-Unis ». N'assiste-t-on pas à une bataille entre générations de chercheurs, de lutte d'influences et de places ?

N.H. : En effet, le phénomène est en grande partie générationnel (même si beaucoup de nos jeunes collègues nous soutiennent mais évitent de le faire publiquement pour ne pas ruiner leur carrière), et l'idéologie se mêle aux enjeux professionnels et carriéristes : là non plus, d'ailleurs, ce n'est pas une nouveauté puisque c'était déjà le cas dans les régimes totalitaires. Mais ce n'est pas parce qu'une génération est nouvelle qu'elle est forcément du côté du bien : les fascistes italiens, les nazis en Allemagne, les miliciens sous l'Occupation étaient souvent des jeunes. Et ce n'est pas parce qu'une génération a eu le temps, pendant plusieurs décennies, de lire, de s'informer, de réfléchir, de mûrir ses valeurs, qu'elle mérite d'être reléguée à l'asile de vieillards – bien au contraire. Tâchons donc de replacer le débat sur le terrain des idées et des valeurs, et non pas des âges – comme le voudrait la gérontophobie de nos adversaires – ni, surtout, des positions politiques : car c'est le vrai progressisme que nous défendons à travers le souci politique et moral de l'universalisme et celui, scientifique, de la pensée rigoureuse, contre la régression communautariste, identitariste et clanique que l'on prétend nous opposer au nom des droits des plus faibles.

AUFFLAMMENDER ANTISEMITISMUS:

Wer jetzt schweigt

- VON JÜRGEN KAUBE
- -AKTUALISIERT AM 14.05.2021-18:04



Gerade bezeugen wir wieder, dass viele „Israel-Kritiker“ den Nahostkonflikt nicht verstehen. Sie wollen nicht sehen, was die Hamas anrichtet. Und auf der Straße zeigt der Antisemitismus sein Gesicht.

Das eine ist Israel und seine Auseinandersetzung mit den Palästinensern, die Siedlungspolitik und der Terrorismus, der sich als Antwort darauf versteht. Im Krieg sagen alle, die anderen hätten angefangen, und erzählen ihre halbierten Wahrheiten. Das andere sind diejenigen Muslime, die hierzulande vor Synagogen ziehen, als seien es Eigentumswohnungen von Benjamin Netanjahu, um antisemitische Sprüche zu skandieren. Oder Demonstranten, die den Juden „Mohammeds Heer“ ankündigen. Oder solche, denen zum Konflikt im Nahen Osten Parolen wie „Free Palestine“ einfallen, für die Terrorbanden „Aktivisten“ sind und die „Intifada bis zum Sieg“ rufen. Dass die Raketen der Hamas gerade dabei sind, Netanjahu neuerlich zum Ministerpräsidenten zu machen, dass die Hamas kaum so töricht ist, das nicht in Kauf genommen zu haben, dass die Hamas den Palästinensern schadet – all das wollen die Demonstranten nicht sehen.

Wie aber soll man dann die Haltung von Leuten nennen, die sich eine Intifada bis zu welchem Sieg eigentlich wünschen? Der „israelbezogene Antisemitismus“, hieß es unlängst, sei eine Erfindung zur Verteidigung der Kolonialpolitik Israels. Jetzt, da sich eine Form des manifesten Antisemitismus vor den heimlichen, „codierten“ geschoben hat, schweigen aber viele der soeben noch vor allem um BDS-Sympathisanten Besorgten vernehmlich. Womöglich, weil sie es zu mühevoll finden, sich der Geschichte Israels zu erinnern, und es lieber „politisch“ finden, sich auf eine Seite der Auseinandersetzung in Palästina zu schlagen, die dann selbstverständlich als Seite der Opfer bezeichnet werden muss.

Wer den Versuch machen wollte zu erklären, wie es zu den Bombardements gekommen ist, die gerade zwischen der Hamas im Gaza-Streifen und der israelischen Armee stattfinden, würde tatsächlich Zeit brauchen. Das Gedächtnis müsste in der Zeit weit zurückgreifen. Denn der Streit um Palästina dauert nun schon mehr als hundert Jahre an. Theodor Herzl und seine Entwürfe eines „Judenstaates“ kämen in seiner Geschichte vor, die britischen Kolonialinteressen im Ersten Weltkrieg und die arabischen Pogrome an Juden 1929 in Hebron, Jerusalem, Jaffa. Ihnen folgte damals die Gründung einer jüdischen Terrororganisation, die Anschläge auf Araber und Briten verübte. 1936 scheidet eine Zwei-Staaten-Lösung an den Arabern, die ganz Palästina für sich beanspruchten. Kurz danach koalitiert der Chef der arabischen Nationalbewegung mit Hitler.

Der deutsche Massenmord an den Juden Europas führt zu weiterer Einwanderung nach Palästina. Die Teilungslösung der Vereinten Nationen von 1947 wird von arabischer Seite abgelehnt, am Tag der Unabhängigkeitserklärung Israels erklären dem Land alle seine Nachbarn und der Irak den Krieg. Es ist

nicht der letzte, den Israel gegen Nationen gewinnen wird, die es auslöschen wollen. Der Sechstagekrieg der 1967 von Ägypten ausging, hatte dies zur deklarierten Absicht. Wer seine Ergebnisse heute als Wurzel des israelischen Unrechts darstellt, sei daran erinnert, dass die arabischen Staaten damals Friedensverhandlungen abgelehnt hatten. Also behielt Israel die eroberten Gebiete des Gaza-Streifens, im Westjordanland und Ostjerusalem sowie die Golan-Höhen.

All das – und es ging immer so weiter, der Krieg war nie vorbei – wurde von beiderseitigen Vertreibungen, Landverkäufen, Enteignungen begleitet. Mitunter dauern die Gerichtsprozesse um Immobilien bis heute an. Räumungen gehörten zu den Auslösern der 1700 Raketen, die gerade auf Israel abgeschossen worden sind. Von jedem einzelnen Moment des Konflikts – vom Scheitern der Friedensverhandlungen in Camp David etwa – gibt es gegensätzliche Darstellungen. Darüber hinaus sind beide Seiten, Israel wie die Palästinenser, in sich selbst gespalten. Alle erzählen deshalb andere Geschichten, und in vielen davon spielen Unterdrückungserfahrungen, Hass, Angst, religiöser Fanatismus und aberwitzige Vorstellungen von der Zukunft eine Rolle. Das ist schrecklich, verfahren bis zur Aussichtslosigkeit. Mitunter scheint es, als hätte alle Beteiligten gar keinen Anreiz, den Krieg jemals zu beenden.

Hier aber, in Deutschland beispielsweise, geht man auf die Straße, um die simpelsten, um nicht zu sagen: dümmsten Versionen dieser Geschichte lautstark zu bekräftigen. Hier sind viele ganz sicher, Israel störe im Grunde den Weltfrieden, es sei ein staatliches Gebilde, das von Anfang an zu Unrecht existiere. Die Handlungen seiner Regierungen, entweder seit jeher oder in den vergangenen zwanzig Jahren, werden zum Vorwurf gegen das Land als solches. Das Leid der gegängelten Palästinenser wird in Sympathie für ihre mörderischen Repräsentanten transformiert.

Wer dabei nicht mitmacht, muss sich inzwischen anhören, das liege nur am deutschen Schuldkomplex. Und schließlich treten hier Leute auf, die vor Synagogen „Scheiß Juden“ rufen, nachdem vor kurzem in Halle jemand versucht hat, Juden in einer Synagoge zu erschießen. Die Debatte, was schlimmer ist, was den Antisemitismus mehr repräsentiert, auf welche Gefahr mehr zu achten sei, entwürdigt alle, die sich an ihr beteiligen.

<https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/arm-und-reich/ungleichheit-in-deutschland-armutsbericht-gehoert-abgeschafft-17339970.html>

UNGLEICHHEIT IN DEUTSCHLAND:

Dieser Armutsbericht muss weg

- EIN KOMMENTAR VON DIETRICH CREUTZBURG, BERLIN
- -AKTUALISIERT AM 14.05.2021-11:36



Der Armuts- und Reichtumsbericht der Regierung wird von Interessenvertretern missbraucht. Als Wahlkampfmunition und Bestätigung vorher festgelegter Forderungen.

Die künftige Regierungskoalition sollte der Sozialpolitik gleich nach der Wahl einen Dienst erweisen – und den Armuts- und Reichtumsbericht der **Bundesregierung** abschaffen. In seiner bisherigen Darbietung leistet dieses Konvolut aus Analysen und Studien keinen sinnvollen Beitrag zum politischen Erkenntnisgewinn. Er wird von einschlägigen Regierungs- und Interessenvertretern als Wahlkampfmunition und vermeintliche Bestätigung vorher festgelegter Forderungen missbraucht.

Gerade hat das Kabinett die neue Ausgabe des Werks gebilligt, das der Sozialminister alle vier Jahre zusammenstellt. Und was folgt daraus? Eine Presseerklärung von **Hubertus Heil** (SPD), der zufolge zwar „alle Einkommensbereiche“ vom Wirtschaftsaufschwung profitiert hätten – die aber auch eine „Verfestigung von Armutslagen“ beklagt. Woraus Heil messerscharf folgert, dass es „schnellstmöglich“ einen Mindestlohn von 12 Euro und die Abkehr von der Arbeitsmarktreform Hartz IV geben müsse. „Kein Entkommen aus der Armut“, meldete die Deutsche Presse-Agentur.

Deutungshoheit im Wahlkampf

In der Tat enthält der Bericht Passagen über eine Studie, die eine geringere Aufstiegsmobilität feststellt als in den 1980er-Jahren. Er sagt aber auch, dass sich der Anteil der Menschen in ernster wirtschaftlicher Not hierzulande zuletzt fast halbiert habe. Und es findet sich darin der Satz: „Für viele Menschen stellen Zeiten niedriger Einkommen Übergangsphasen dar.“

Wichtiger als die Frage, wie diese Vielfalt akademisch zu erklären ist, wäre ein echter Diskurs darüber, welche Politik denn Aufstieg erleichtert – zum Beispiel aus Langzeitarbeitslosigkeit in die Mittelschicht. Oder soll man einfach glauben, dass dies eher gelingt, wenn die Hartz-IV-Sätze kräftig steigen und man (weiterhin) jedes Bemühen um Hinzuverdienst durch Eigenleistung mit prohibitiven Transferabzügen von mehr als 80 Prozent bestraft? Und das verknüpft mit einer immer stärkeren Regulierung des Angebots an Einstiegs-Arbeitsplätzen?

Eine Abschaffung des Armuts- und Reichtumsberichts soll natürlich die Inhalte nicht unterdrücken. Im Gegenteil: Die Regierung könnte die verwendeten Analysen einfach fortlaufend veröffentlichen – dann würden sie viel eher in ihrer ganzen Breite wahrgenommen und diskutiert. Aber die politische Furcht vor einem Verlust an Deutungshoheit im **Wahlkampf** ist dafür vermutlich zu groß.

ANTISEMITISCHE DEMONSTRATIONEN:

Eine unheimliche Mischung

- EIN KOMMENTAR VON BERTHOLD KOHLER
- -AKTUALISIERT AM 14.05.2021-20:22



Ein Polizist bewacht die Frankfurter Westend-Synagoge. Bild: dpa

Zum alteingesessenen Antisemitismus in Deutschland gesellt sich eingewanderter Judenhass. Migranten werden nicht automatisch zu „guten Deutschen“.

Seit 1961 wird zu Beginn Evangelischer Kirchentage der Opfer des Holocausts gedacht. Am Freitag wurde auch auf dem Ökumenischen Kirchentag an die fast 12000 Frankfurter Juden erinnert, die in den Konzentrationslagern ermordet wurden. Das Gedenken vor der Westend-Synagoge ist – ungeplant – zu einem Kontrapunkt zu den Szenen geworden, die sich in dieser Woche vor jüdischen Gotteshäusern und Gemeindezentren in Gelsenkirchen, Bonn, Düsseldorf, Mannheim und anderen deutschen Städten abspielten. Dort brach sich militanter **Antisemitismus** Bahn, mitunter nicht einmal mehr getarnt als Protest gegen Israels Reaktion auf den Angriff der Hamas.

Weil man nicht an die Köpfe herankommt

Insbesondere nach den verstörenden Bildern aus Gelsenkirchen wurde Kritik an der Polizei laut, weil die sich, überrascht von der Zahl der „Demonstranten“, auf die Sicherung der Synagoge konzentriert habe. Was für ein billiger Vorwurf! Zum Glück hielt wenigstens diese letzte Linie. Das größere Scheitern im Kampf gegen den alten wie neuen Antisemitismus gab es schon, bevor er sich ohne Scheu auf den Straßen zeigte. In vielen Fällen ist die Schlacht um die Gehirne verloren gegangen – oder noch nicht einmal eröffnet worden, weil man an die Köpfe der jungen Männer gar nicht herankommt, die sich unter arabischen und türkischen Fahnen vor den Synagogen zusammenrotteten.

Keine Umerziehung im Handumdrehen

Da mische sich unheimlich viel zusammen, sagte der Düsseldorfer Innenminister Reul. „Unheimlich“ ist das richtige Wort. Zum alteingesessenen Antisemitismus gesellt sich der Hass auf Israel, der mit den Einwanderern kam und immer noch kommt. Was Deutschland aus seiner Geschichte gelernt hat, ist vielen Migranten fremd. Die Erwartung, Flüchtlinge würden auch in Sachen Vergangenheitsbewältigung schon irgendwie zu „guten Deutschen“, steht auf wackeligen Beinen. Gerade die linken Parteien wollten lange gar nicht, dass Einwanderer „zu deutsch“ werden. Doch selbst partielle Umerziehung gelingt nur selten – und kaum bei Hunderttausenden im Handumdrehen. Besonders die einladende Einwanderungspolitik der Grünen aber glaubt noch immer daran.

Le Figaro, no. 23866

Le Figaro, samedi 15 mai 2021 926 mots, p. 18

Débats

Écriture inclusive : le sacrifice d'une parole libre au profit d'une pensée surveillée

Louis, Adrien

Le philosophe* se réjouit de l'interdiction de l'écriture inclusive par Jean-Michel Blanquer, mais s'inquiète de voir le ministre avancer des arguments très défensifs.

C'est dire la puissance d'intimidation du projet idéologique revendiqué par les partisans de l'écriture inclusive, juge l'auteur. Il y a tout lieu de se réjouir de la récente circulaire de Jean-Michel Blanquer publiée au Bulletin officiel du 6 mai, proscrivant l'usage de l'écriture inclusive dans les enseignements scolaires, et rappelant que la même interdiction est de mise pour la rédaction des actes administratifs. Mais le raisonnement retenu pour justifier cette interdiction peut laisser perplexe.

Au coeur de la circulaire, trois arguments sont en effet avancés. Le premier, c'est que l'utilisation de cette écriture est malavisée puisqu'elle bouleverse et complexifie à outrance les règles d'accord des verbes et des adjectifs. Le second, c'est que cette écriture constitue un obstacle évident à la lecture, et serait donc particulièrement nuisible pour les plus jeunes. Enfin, pour une raison identique, cette écriture aurait pour effet d'exclure les plus fragiles, souffrant d'un handicap ou de troubles de l'apprentissage.

De ces trois arguments, il ressort que l'écriture inclusive pose essentiellement problème en raison de sa complexité et de son instabilité, qui la rendraient incompatible avec le souci de rendre la langue française accessible à tous. On pourra penser qu'à défaut de toucher à l'essentiel, cette argumentation a du moins l'avantage d'être imparable ou d'éviter la polémique. Si l'écriture inclusive affaiblit en effet les plus faibles, preuve est faite que cette écriture, pure dans ses intentions, serait profondément immorale dans ses effets. La force de cet argumentaire serait donc d'en appeler à la responsabilité morale des enseignants tentés par l'écriture inclusive, sans pour autant contester la pureté morale de leurs intentions.

En même temps, on peut se demander jusqu'à quel point un argumentaire fondé sur les difficultés des élèves ne pourrait pas servir des causes à peine plus honorables que l'écriture inclusive - par exemple, la simplification de l'orthographe ou celle, justement, des règles grammaticales.

Ensuite, on peut se demander si en laissant de côté l'essentiel, cet argumentaire n'ouvre pas la voie à des aménagements qui rendraient l'écriture inclusive tolérable dans certains contextes - par exemple au lycée où les élèves sont supposés savoir lire, ou moyennant une fixation des règles de l'écriture inclusive, qui la rendrait moins instable.

Mais quel est donc l'essentiel ? Il est en fait suggéré par une phrase de la circulaire : « *Notre langue est un trésor précieux que nous avons vocation à faire partager à tous nos élèves, dans sa beauté et sa fluidité, sans querelle et sans instrumentalisation.* » Ainsi est-il suggéré que l'écriture inclusive s'apparente à un saccage de notre langue, ainsi qu'à son instrumentalisation partisane. À vrai dire, c'est surtout ce dernier point qui, me semble-t-il, devrait être tenu pour le plus fondamental.

Car si le caractère disgracieux de l'écriture inclusive est en effet frappant, il ne fait que traduire l'ambition originelle de cette écriture. Plus précisément, cette disgrâce esthétique reflète très fidèlement l'obsession morale que cette écriture entend introduire dans notre usage de la langue, et plus fondamentalement, dans notre pensée. La disgrâce exorbitante de l'écriture inclusive traduit en fait une intention exorbitante : celle de mettre délibérément la langue au service d'une certaine morale, ou celle d'introduire la pureté morale dans la texture la plus intime de notre pensée.

Cette intention est du reste parfaitement explicite. Ainsi peut-on lire sur la page d'accueil du site « officiel » de l'écriture inclusive : « *Changer les mentalités est nécessaire pour faire progresser l'égalité, et pour y arriver, il faut agir sur ce par quoi elles se construisent : le langage.* » (www.motscles.net/ecriture-inclusive).

Une telle déclaration nous fait également saisir l'espèce de syllogisme qui motive toute cette entreprise. Ce syllogisme serait le suivant : puisque la langue est toujours un embrigadement, l'enjeu premier de notre civilisation n'est pas de libérer les esprits, mais simplement de les arrimer à la bonne idéologie. C'est ainsi que le désir d'embrigader la langue française devient non seulement légitime, mais même nécessaire.

Ce que je tiens toutefois à souligner ici, c'est que le seul projet de soumettre notre langue à une injonction moralisatrice devrait nous sembler exorbitant. Pourquoi le paraît-il alors si peu ?

Assurément parce que la morale invoquée, à savoir la lutte contre les discriminations et le triomphe de l'égalité, nous apparaît comme la plus légitime de toutes. Au nom d'une cause si sacrée, aucun sacrifice ne nous paraît trop grand. Mais encore faut-il bien mesurer ce sacrifice. Il n'est pas essentiellement celui de la beauté ou de la lisibilité de la langue française. Il est celui, il est vrai plus difficile à saisir, de cette espèce de liberté qui permet à la pensée de respirer et de s'épanouir avec confiance. C'est le sacrifice d'une parole libre au profit d'une pensée constamment surveillée, maladivement soucieuse de ne pas offenser.

Ne convenons donc pas trop promptement de la pureté morale d'une telle entreprise, comme le fait à mon sens la circulaire du ministre Blanquer. Embrigader délibérément notre langue, ce n'est pas seulement saccager un trésor, c'est humilier la raison humaine.

* Docteur en philosophie, Adrien Louis est professeur de philosophie en lycée et chargé de cours d'histoire politique à l'université du Littoral-Côte d'Opale. Il est l'auteur de *Léo Strauss, philosophe politique*, préfacé par Pierre Manent (CNRS Éditions, 2019) et publié *Ils n'auront pas le pouvoir. Une enquête à partir d'Aristote, Pascal et Tocqueville* (PUF, 2021, 256 p., 19euros).

KOMMENTAR

Amazon macht es vor: Die Digitalisierung bringt der modernen Gesellschaft eine neue Arbeiterklasse

Der Versandriese Amazon rekrutiert weltweit Zehntausende Beschäftigte. Die Handlanger des E-Commerce schufteten ähnlich wie einst die Arbeiter in den Fabriken. Aber nicht jeder Klassenkampf ist vorbestimmt.

Benjamin Triebe, London 15.05.2021, 05.30 Uhr



Eine Arbeiterin in einem Amazon-Verteilzentrum in New York.

Brendan McDermid / Reuters

«Wessen Strasse ist die Strasse, wessen Welt ist die Welt?», dichtete vor fast hundert Jahren Bertolt Brecht in einem Arbeiterlied. Heute zeigt der Blick aus dem Fenster: Die Strasse ist die der Liefer- und Paketdienste, und die Welt ist die der Tech- und E-Commerce-Anbieter, die ihre Fahrer auf die Strasse schicken. Der Onlineriese Amazon kündigte nun an, 75 000 Mitarbeiter in Nordamerika und 10 000 in Grossbritannien einzustellen. Vergangenes Jahr, beflügelt durch den Onlineshopping-Boom in der Pandemie, wuchs Amazon bereits um 500 000 auf 1,3 Mio. Beschäftigte.

Sehr viele der Neuzugänge sind Arbeiter. Sie arbeiten in der Logistik, in den Paketzentren, bei der Auslieferung. Es sind recht einfache, sich stets wiederholende Tätigkeiten, und sie finden unter grossem Zeitdruck und bei schlechter Bezahlung statt. Hat jemand geglaubt, in der modernen westlichen Industriegesellschaft sei die traditionelle Unterscheidung zwischen Arbeitern und Angestellten hinfällig, weil selbst der Arbeiter als ausgewiesene Fachkraft in der Werkshalle ein Orchester von Hightech-Maschinen dirigiert? Dann hat er wohl recht. Aber in der modernen Dienstleistungsgesellschaft sind die Arbeiter zurück. Sie schufteten und schieben Schichten wie ihre Vorfahren an den Fließbändern.

Es ist nicht neu, dass viele Dienstleistungsjobs aufgrund der niedrigeren Produktivität schlecht bezahlt werden. Neu ist die Flut an Handlangerdiensten, die ausgerechnet die Digitalisierung hervorgebracht hat. Die Arbeitgeber sind gut beraten, Konflikte mit ihren Arbeitern nicht so auf die Spitze zu treiben wie einst die Fabrikbosse. Unlängst [mehrten sich Streiks und Proteste in](#)

[Amazons Lagerhäusern](#). Immerhin zahlt der Konzern in Grossbritannien nun mehr als den Mindestlohn und verspricht Versicherungsleistungen. Fortschritt kann mehr sein als nur technisch, und nicht jeder Klassenkampf ist vorbestimmt.

Ce que le militantisme fait à la recherche

14 MAI 2021

CE QUE LE MILITANTISME FAIT À LA RECHERCHE

[par Nathalie Heinich]

(Gallimard, collection « Tracts », sortie 27 mai 2021)

Évoquant l'emprise du politique sur le monde universitaire français et la façon dont la pensée s'en est trouvée figée, l'historien Jacques Julliard identifie trois « glaciations » successives : la glaciation soviéto-marxiste, dans l'après-guerre ; la glaciation maoïste, dans les années 1970 ; et la glaciation actuelle, qu'il résume par le terme d'« islamogauchiste ». Or celui-ci est l'objet d'une polémique qui déchire l'Université depuis la décapitation de Samuel Paty par un islamiste, et qui a mis sur le devant de la scène intellectuelle la question de la « militantisisation » de l'enseignement supérieur et de la recherche, pour tenter un néologisme rendu hélas nécessaire par la réalité de ce qui se produit sous nos yeux : l'emprise croissante d'un militantisme littéralement déplacé, qui tend à transformer les salles de cours en lieux d'endoctrinement et les publications en tracts.

(...)

Après les dérives des années post-68, nous pensions en avoir presque fini avec la contamination de la recherche par le militantisme, qui subordonne la mission épistémique à la mission politique. Eh bien non : dans une splendide ignorance des calamités engendrées par cette confusion dans un passé pourtant récent, nos « universitaires engagés », trouvant sans doute que voter, manifester, militer dans une association ou un parti ne sont pas assez chics pour eux, tentent d'y revenir. Certes, leurs causes ont changé : la classe sociale s'est effacée derrière la race et le sexe, tandis que la religion passait chez certains du statut d'opium du peuple à celui d'étendard des opprimés. Mais le fond est le même : justification de moyens plus que douteux par la mise en avant de causes légitimes, sur le vieux modèle du « la fin justifie les moyens » ; refus de l'autonomie de la science, n'empêchant pas d'ailleurs la défense opportuniste de la liberté académique dès qu'un doute est émis sur la place de ces productions à l'université ; médiocrité intellectuelle, encouragée par une division en « *studies* » mono-centrées ; glissement vers un radicalisme propre à fasciner les esprits faibles.

Tout cela n'est pas dû au hasard, ni même au fait que le militantisme académique attire en priorité les plus médiocres (qui sont souvent aussi des apparatchiks, à la production plus que mince), ne connaissant guère que le morne confort de la langue de bois mais pas la joie pure de la découverte. Car ces détournements de la pensée, ces perversions intellectuelles découlent de la priorité donnée au renforcement des convictions et au recrutement de nouveaux adeptes, qui relèvent de la logique des partis, des religions voire des sectes, mais pas de la connaissance et de la compréhension du réel que vise ou doit viser l'activité scientifique.

Ce que le militantisme fait à la recherche, donc ? Il l'abêtit, il la dégrade, il la stérilise. Au lieu de lui permettre de s'élever au rang de science, il la rabaisse à celui d'idéologie.

En 1955, en pleine « première glaciation » de la pensée, Raymond Aron écrivait : « Cherchant à expliquer l'attitude des intellectuels, impitoyables aux défaillances des démocraties, indulgents aux plus grands crimes, pourvu qu'ils soient commis au nom des bonnes doctrines, je rencontrai d'abord les mots sacrés : gauche, Révolution, prolétariat ». Aujourd'hui nous ne cessons de buter sur d'autres mots sacrés : « décolonialisme », « intersectionnalité », « racisés ». Mais le fond est le même : c'est le retour de la doxa de l'engagement, qui a gagné jusqu'au Collège de France.

Or de même que, comme disait André Gide, on ne fait pas de bonne littérature avec de bons sentiments, on ne fait pas de bonne science avec de bonnes causes. Et rien ne se périmé plus vite qu'une explication orientée vers la dénonciation, comme l'ont expérimenté à leurs dépens de grands sociologues comme Edgar Morin, Pierre Bourdieu ou Luc Boltanski. Car est-ce vraiment au chercheur de dire aux acteurs comment *doit être* le monde ? Cela, c'est le rôle du citoyen, dans l'arène civique. Mais le rôle du chercheur est de dire comment il *est*. Encore faut-il en être capable.

Tout ce qu'on peut espérer est que le fatras de productions médiocres issues du militantisme académique finira vite dans les poubelles déjà bien pleines de l'histoire intellectuelle. Mais c'est toute une génération de jeunes chercheurs qui y aura perdu son temps, son énergie, et le sens même de ce que devrait être notre métier.

Thomas Piketty : « La solution la plus simple pour diffuser la richesse est l'héritage pour tous »

CHRONIQUE

Directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, Ecole d'économie de Paris

L'économiste plaide pour un système de redistribution de la richesse basé sur trois piliers : revenu de base, garantie d'emploi et, surtout, héritage pour tous.

Publié aujourd'hui à 01h11, mis à jour à 15h32 Temps de Lecture 4 min.

Chronique. La crise du Covid-19 oblige à repenser les outils de la [redistribution et de la solidarité](#). Un peu partout les propositions fleurissent : revenu de base, garantie d'emploi, héritage pour tous. Disons-le d'emblée : ces propositions sont complémentaires et non substituables. A terme, elles doivent toutes être mises en place, par étapes et dans cet ordre.

Commençons par le revenu de base. Un tel système fait dramatiquement défaut aujourd'hui, notamment dans le Sud, où les revenus des travailleurs pauvres se sont effondrés et où les règles de confinement sont inapplicables en l'absence de revenu minimum. Les partis d'opposition avaient proposé [d'introduire un revenu de base en Inde lors des élections de 2019](#), mais les nationalistes-conservateurs au pouvoir à Delhi traînent toujours des pieds.

En Europe, il existe différentes formes de revenu minimum dans la plupart des pays, mais avec de multiples insuffisances. En particulier, il est urgent d'en étendre l'accès aux plus jeunes et aux étudiants (c'est déjà le cas au Danemark depuis longtemps), et surtout aux personnes sans domicile ou sans compte bancaire, qui font souvent face à un insurmontable parcours d'obstacles. On notera au passage l'importance des discussions actuelles autour des monnaies numériques de banque centrale, qui dans l'idéal devraient déboucher sur la création d'un véritable service public bancaire, gratuit et accessible à tous, aux antipodes des systèmes rêvés par les opérateurs privés (qu'ils soient décentralisés et polluants, comme le bitcoin, ou centralisés et inégalitaires, comme les projets de Facebook ou des banques privées).

Outil ambitieux

Il est par ailleurs essentiel de généraliser le revenu de base aux travailleurs à bas salaire, avec un système de versement automatique sur les bulletins de salaire et les comptes bancaires, sans que les personnes concernées n'aient à le demander, en lien avec le système d'impôt progressif (également prélevé à la source).

Le revenu de base est un outil essentiel, mais insuffisant. En particulier, son montant est toujours extrêmement modeste : il est généralement compris suivant les propositions entre la moitié et les trois quarts du salaire minimum à plein temps, si bien qu'il ne peut s'agir par construction que d'un outil partiel de lutte contre les inégalités. Pour cette raison, il est d'ailleurs préférable de parler de revenu de base que de revenu universel (notion qui promet davantage que cette réalité minimaliste).

Un outil plus ambitieux qui pourrait être mis en place en complément du revenu de base est le système de garantie d'emploi, récemment proposé dans le cadre des discussions sur le Green Deal (*La Garantie d'emploi. L'arme sociale du Green New Deal*, de Pavlina Tcherneva, La Découverte, 2021). L'idée est de proposer à toutes les personnes qui le souhaitent un emploi à plein temps au salaire minimum fixé à un

niveau décent (15 dollars [12,35 euros] par heure aux Etats-Unis). Le financement serait assuré par l'Etat et les emplois seraient proposés par les agences publiques de l'emploi dans le secteur public et associatif (municipalités, collectivités, structures non lucratives). Placé sous le double patronage de l'Economic Bill of Rights proclamée par Roosevelt en 1944 et de la Marche pour l'emploi et la liberté organisée par Martin Luther King en 1963, un tel système pourrait contribuer puissamment au processus de démarchandisation et de redéfinition collective des besoins, en particulier en matière de services à la personne, de transition énergétique et de rénovation des bâtiments. Il permet aussi, pour un coût limité (1 % du PIB dans la proposition de M^{me} Tcherneva), de remettre au travail tous ceux qui en sont privés pendant les récessions et d'éviter ainsi des dommages sociaux irrémédiables.

Perte de docilité

Enfin, le dernier dispositif qui pourrait compléter l'ensemble, en complément du revenu de base, de la garantie d'emploi et de l'ensemble des droits associés à l'Etat social le plus étendu possible (éducation et santé gratuites, retraites et allocations-chômage fortement redistributives, droit syndical, etc.), est un système d'héritage pour tous. Quand on étudie l'inégalité dans le long terme, le plus frappant est la persistance d'une hyperconcentration de la propriété. [Les 50 % les plus pauvres n'ont quasiment jamais rien possédé : 5 % du patrimoine total en France actuellement, contre 55 % pour les 10 % les plus riches.](#) L'idée selon laquelle il suffit d'attendre que la richesse se diffuse n'a pas beaucoup de sens : si tel était le cas, on l'aurait vu depuis longtemps.

La solution la plus simple est une redistribution de l'héritage permettant à l'ensemble de la population de recevoir un héritage minimal, qui pour fixer les idées pourrait être de l'ordre de 120 000 euros (soit 60 % du patrimoine moyen par adulte). Versé à tous à l'âge de 25 ans, il serait financé par un mélange d'impôt progressif sur la fortune et sur les successions rapportant 5 % du revenu national (montant significatif mais envisageable à terme). Ceux qui actuellement n'héritent de rien auraient 120 000 euros, alors que ceux qui héritent de 1 million d'euros recevraient 600 000 euros après imposition et dotation. On est donc encore loin de l'égalité des chances, principe souvent défendu à un niveau théorique, mais dont les classes privilégiées se méfient comme de la peste dès lors que l'on envisage un début d'application concrète. Certains voudront mettre des contraintes à son utilisation ; pourquoi pas, à condition qu'elles s'appliquent à tous les héritages.

L'héritage pour tous vise à accroître le pouvoir de négociation de ceux qui ne possèdent rien, à leur permettre de refuser certains emplois, d'acquérir un logement, de se lancer dans un projet personnel. Cette liberté a tout pour effrayer les employeurs et les possédants, qui perdraient en docilité, et pour réjouir les autres. Nous sortons péniblement d'une longue mise sous cloche. Raison de plus pour se remettre à penser et à espérer.

Thomas Piketty(Directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, Ecole d'économie de Paris)

Le Figaro, no. 23866

Le Figaro, samedi 15 mai 2021 324 mots, p. 1

Une

ÉDITORIAL

La manipulation

Des millions d'Algériens manifestent, depuis deux ans, dans leur pays à leurs risques et périls pour réclamer la démocratie, mais on n'a pas vu l'ultragauche française lever le petit doigt en leur faveur. Du Mozambique au Mali, des centaines de civils africains sont tués tous les ans par la terreur islamiste, mais Jean-Luc Mélenchon et ses amis n'ont jamais volé à leur secours. En revanche, lorsque la tension monte entre Israéliens et Palestiniens, tous sont là au rendez-vous de la rue française ; pour dénoncer l' « oppression » des seconds, évidemment.

C'est dire si leur colère est à géométrie variable, plus politique qu'humanitaire, moins sincère que théâtrale. Elle dégage les relents mauvais d'un amalgame qui consiste à se servir de la cause palestinienne pour tenter de soulever les musulmans de France, la nouvelle chair à militantisme des Insoumis et compagnie. La manipulation est aussi caricaturale que détestable.

Le gouvernement a eu raison d'interdire la manifestation de samedi. Celle-ci n'aurait été que le prétexte à un déchaînement de haine contre la France, Israël, l'Occident judéo-chrétien et forcément impérialiste. Car telle est cette gauche niqab, islamo-populiste, qui porte la défense de la diversité et de la liberté d'expression en sautoir, mais qui défile en soutien du Hamas, mouvement terroriste soutenu par les Frères musulmans. Le délit d'opinion n'existe certes pas sur les rives de la Seine, et c'est heureux, mais doit-on, pour autant, accepter l'apologie de la violence, d'une idéologie obscurantiste et d'un antisémitisme ripoliné aux couleurs de l'antisionisme ?

Le précédent du 19 juillet 2014 à Paris, quand l'est de la capitale avait été mis à sac par quelques milliers d'individus, ne doit pas se reproduire. Cette manifestation pro-Hamas avait pourtant, elle aussi, été interdite. Au gouvernement, cette fois, de faire respecter l'ordre républicain. Au nom de tous les Français qui, quelle que soit leur confession, ne veulent pas vivre sous la tyrannie d'une minorité d'activistes.

« Penser les glaciers comme des acteurs d'un monde que nous habitons en commun »

TRIBUNE

Collectif

Face au projet d'un troisième téléphérique sur le glacier de la Meije (Hautes-Alpes), un collectif d'habitants, alpinistes, chercheurs et personnalités engagées dans la défense de l'environnement, propose, dans une tribune au « Monde », de réinventer notre relation à la montagne.

Publié le 06 mai 2021 à 23h52 - Mis à jour le 07 mai 2021 à 17h19



La Meije et son glacier, au-dessus de La Grave (Hautes-Alpes), en juin 2017. JEAN-PIERRE CLATOT / AFP

Tribune. En 1944, alors que la seconde guerre mondiale fait rage et brutalise le monde, Aldo Leopold se pose la question de l'« *éthique de la terre* ». Face à l'humanisme brisé et aux milieux de vie ravagés, cet ingénieur forestier américain nous enjoint d'adopter le point de vue d'une montagne pour nous décaler intérieurement et nous donner les moyens de changer de monde. Et si nos existences étaient mêlées à celles des autres êtres vivants et entités mouvantes, et si, ensemble, ils formaient un réseau tendu vers un devenir commun ? Et si les humains, les animaux, les montagnes, les forêts, les rivières, les glaciers et les prairies partageaient plus qu'une simple relation d'utilitarisme, et s'ils coexistaient au-delà, ou en deçà, des formes étriquées de calculs coûts-intérêts que nous, humains issus de la modernité industrielle, leur avons assignées ? Telles sont les questions qui animaient le précurseur de la pensée écologique il y a plus d'un demi-siècle ; telles sont les questions que nous souhaitons reposer aujourd'hui.

Notre histoire parle d'un glacier. Un glacier qui surplombe une vallée encaissée des Hautes-Alpes, au pied de la Meije, dans le canton de La Grave. Un glacier sur lequel une entreprise d'exploitation a décidé de construire un troisième tronçon de téléphérique, dont l'arrivée culminerait à 3 600 mètres, devenant ainsi le digne concurrent de l'aiguille du Midi chamoniarde. Cette infrastructure ouvrirait, dans l'avenir, la

possibilité de créer un énième super-domaine de ski, permettant à terme de relier les stations de l'Alpe-d'Huez, des Deux-Alpes et de La Grave.

Faire coexister les métiers et les pratiques

Or, cette dernière se distingue justement parce qu'elle est tout sauf une station de ski classique, mais un domaine de ski hors-piste, privilégiant l'autonomie de pratiquants engagés dans un milieu encore sauvage, en bordure du parc national des Ecrins. Face à ce projet dantesque, aux millions d'euros qu'il coûte et à l'absence de consultation publique des habitants, un collectif citoyen s'est formé. Il propose de faire le choix de ne pas construire de troisième tronçon et de retirer toutes les infrastructures obsolètes déjà existantes sur le glacier pour réinventer de nouvelles formes de relations à ce milieu de vie fragilisé.

Ces formes doivent être en mesure d'allier les pratiques de ski de montagne et d'alpinisme, la compréhension scientifique du glacier et l'éducation aux problématiques écologiques et climatiques dont les milieux sensibles montagnards alpins représentent, en Europe, des avant-postes. Notre idée consiste à penser depuis le pied du glacier et à se demander comment faire coexister la pluralité des pratiques et des métiers existant ici : du pastoralisme à l'agriculture, du tourisme de montagne aux commerces, de l'artisanat à l'éducation et aux sciences, dans un dialogue qui produise des réponses alternatives aux loisirs mécanisés.

La question que pose aujourd'hui le collectif au sujet de ce petit bout d'altitude français et des aménagements qui y sont prévus dépasse les enjeux d'une simple localité : au sortir de deux confinements successifs, au moment où nos existences sont prises dans un faisceau d'incertitudes qui touchent tous les pans de nos vies, la bonne manière de se relier à la montagne et au glacier, qui surplombent nos vallées depuis des millénaires, est-elle de continuer à monter, plus vite, plus haut, plus fort, pour aller chercher la « ressource » là où elle se trouve encore pour les quelques dizaines d'années à venir ?

N'est-il pas plutôt temps de descendre d'un cran, de se reposer collectivement la question de ce qu'est un glacier en train de mourir et de se demander en quoi sa mort annoncée résonne avec la manière dont notre modernité extractiviste se décompose à vue d'œil, à l'épreuve d'un virus qui fait, en quelques mois, voler en éclats toute notion de sécurité ? En Islande, le glaciologue Oddur Sigurdsson déclara, en 2014, à la communauté scientifique que le glacier Okjökull devait être déclassé car il s'était transformé en « glace morte » du fait du réchauffement planétaire ; la terminologie « glace morte » devrait nous alerter.

Humanité en mal de sens

Nous sommes habitués, en Occident, à penser les glaciers comme des éléments inanimés faisant partie de notre « environnement naturel », plutôt que comme des acteurs à part entière d'un monde que nous habitons en commun. C'est peut-être cette idée qu'il nous faut commencer à déconstruire pour tisser les fils d'une autre histoire possible.

Un détour par les collectifs autochtones, qui se relient depuis des milliers d'années aux montagnes et aux glaciers de manière quotidienne, peut nous aider à reformuler le problème. Pour ces collectifs, il n'existe pas de contradiction entre le fait de les considérer comme des entités vivantes, envers lesquelles les humains ont certains « devoirs de dialogue », et la nécessité de s'y déplacer ou d'utiliser l'eau qu'ils prodiguent à ceux qui vivent à proximité.

Les Q'eros des Andes péruviennes leur adressent des rituels pour qu'ils veillent à l'équilibre des saisons et du climat ; les Athapascans du Yukon et de l'Alaska les considèrent comme des entités qui écoutent ce que les humains disent et répondent à leurs actes avec leur manière propre ; les Even du Kamtchatka les pensent comme le lieu de transit des âmes des morts et des vivants à naître ; la calotte de glace du Grand Nord américain et canadien est nommée, dans nombre de langues autochtones, et malgré l'impression trompeuse de « vide » qui saisit le spectateur extérieur lorsqu'il regarde la banquise, « le lieu où toute vie commence ». En Nouvelle-Zélande, les Maoris, dépositaires du même type de relation au monde, ont même réussi à transformer le statut légal du mont Taranaki en 2017, officiellement déclaré « sujet de droit » quelques mois après le fleuve Whanganui. Grâce aux combats de leurs porte-parole, qui s'appellent eux-mêmes les

« Taranaki iwi », en référence à ce volcan qu'ils considèrent comme leur ancêtre, ces milieux de vie échappent enfin à l'emprise de certains humains qui s'arrogent leurs droits d'exploitation exclusifs.

Et nous, ici ? Est-il si difficile de changer de focale pour se relier aux montagnes et de les considérer autrement que comme de simples terrains de jeu et d'extase développés pour une humanité épuisée en mal de sens ? Les pratiques qui pourraient s'y déployer ne seraient-elles pas infiniment plus variées si l'on décidait de pluraliser l'unique cadre paysager et récréatif, asseyant l'idée d'une montagne étrangère aux tribulations des êtres qui la parcourent ? Est-il si difficile de faire un pas de côté et d'essayer de transformer une cosmologie héritée de la révolution industrielle, nous intimant de croire dur comme fer – l'habitude, la paresse et l'usure aidant – qu'il existerait une nature extérieure à nous que nous devrions, en tant qu'*Homo economicus* modernes, exploiter jusqu'à ce que plus une once de ce grand dehors ne résiste à nos impératifs de gestion rentable et profitable ?

Redonner la parole aux habitants

Sentez-vous une tristesse naître en vous lorsque l'on vous explique que l'économie des vallées montagnardes ne tient qu'à l'aménagement touristique bétonné et mécanisé, et à l'exploitation des « ressources » naturelles dont les humains disposent encore pour quelques minces années ? Si oui, c'est que vous aussi, où que vous soyez, vous vous demandez ce que nous avons fait du monde qui soutenait nos existences. Est-il concevable qu'au sortir de la crise sanitaire le « *business as usual* » reprenne le pas sur les prises de conscience qui ont salutairement surgi en nous pendant que nous étions cloîtrés entre les quatre murs de nos maisons ? Allons-nous, une fois de plus, faire porter à nos milieux de vie notre incapacité à nous réinventer pour faire face à ce qui vient ? Est-ce cela notre réponse collective au surgissement de l'incertitude généralisée dans nos vies ?

Au sein du collectif La Grave autrement, nous pensons que nous sommes nombreux à vouloir changer de monde ; nombreux qui souhaiteraient voir les collectivités prendre de nouvelles mesures pour se décider à expérimenter d'autres formes de relation aux entités qui peuplent nos milieux. « *Nous luttons tous pour la sécurité, la prospérité, le confort, la longévité et l'ennui* », écrit Aldo Leopold pour clore son chapitre. N'est-il pas temps de lutter aujourd'hui pour un écosystème au sein duquel les grandes entreprises qui règnent sur lui n'ont plus le dernier mot ? De redonner la parole aux habitants et à leurs formes de vies, qui, par leurs actes, tentent de faire varier la pensée dominante ?

Nous sommes tous acteurs de nos mondes. Les humains avec leurs activités différentes, les animaux avec leurs comportements spécifiques, les montagnes, les rivières et les glaciers avec leurs masses instables et mouvantes. S'opposer aux projets d'aménagement qui ne font plus sens, c'est d'abord et avant tout reconnaître cette pluralité d'acteurs agissant à des échelles diverses, dont les relations doivent redevenir décisives.

Au sein [du collectif La Grave autrement](#), nous ne disons pas que nous savons ce que c'est que penser comme un glacier. Nous ne sommes pas sûrs. Nous doutons. Nous nous posons des questions. Nous avons envie d'essayer. De faire un pas vers lui, qui ne soit pas des pylônes et des câbles, un pas à l'échelle de nos corps, un petit pas d'humain encordé sur un géant de glace dont les abysses fascinent et terrifient à la fois.

Nous décidons d'arrêter de nous acharner sur ses restes, mais de rendre hommage à ce qu'il a inspiré en nous. Nous décidons d'en prendre soin, de marcher, avec lui, vers ses derniers jours, car c'est peut-être notre dernière occasion pour comprendre de quoi il est fait et ce qu'il nous fait. Face au champ de ruines que génère l'économisation à outrance de nos vies, nous pensons qu'il est possible de retisser les fils d'une autre histoire, qui se raconte avec tous les existants d'un milieu de vie particulier, si différents soient-ils, animés et inanimés, innervés et gelés, mais tous acteurs d'un même monde.

A vous tous, nous vous proposons d'associer votre nom à cet appel. Affirmons ensemble que, sur ce petit bout de territoire qu'est La Grave, un autre modèle de développement est possible. Demandons à la société concessionnaire des téléphériques et à la commune de La Grave de renoncer au projet de troisième tronçon et de lancer, avec le collectif, l'ensemble des habitants et toutes les personnes intéressées, l'étude d'un autre projet, qui respecte et mette différemment en valeur le glacier de la Girose.

Bernard Amy, écrivain ; **Isabelle Autissier**, navigatrice ; **Geneviève Azam**, essayiste ; **Paul Bonhomme**, alpiniste ; **Christophe Bonneuil**, historien, rédacteur en chef de la revue *terrestres.org* ; **Stéphanie Bodet**, alpiniste et écrivaine ; **José Bové**, activiste ; **Florence Brunois-Pasina**, anthropologue ; **Pierre Charbonnier**, philosophe ; **Caroline Ciavaldini**, grimpeuse ; **Yves Citton**, philosophe ; **Philippe Claudel**, écrivain ; **Geremia Cometti**, anthropologue ; **Alain Damasio**, écrivain ; **François Damilano**, alpiniste ; **Lionel Daudet**, alpiniste ; **Fredéric Degoulet**, alpiniste ; **Philippe Descola**, anthropologue ; **Catherine Destivelle**, alpiniste, coprésidente du Groupe de Haute Montagne ; **Cyril Dion**, réalisateur ; **Marie Dorin**, biathlète ; **Jean-Louis Etienne**, explorateur ; **Malcom Ferdinand**, ingénieur en environnement, politologue et chercheur au CNRS ; **Bernard Francou**, glaciologue ; **Nathalie Fromin**, chercheuse en écologie des sols au CNRS ; **Barbara Glowczewski**, anthropologue ; **Sophie Gosselin**, philosophe ; **Nicolas Henckes**, sociologue de la santé au CNRS ; **Nicolas Hulot**, ancien ministre de l'écologie ; **Killian Jornet**, traileur ; **Étienne Klein**, philosophe ; **François Labande**, alpiniste et écrivain ; **Bruno Latour**, philosophe et anthropologue ; **Thomas Lovejoy**, spécialiste de la biodiversité et de l'Amazonie ; **Xavier Lucien**, réseau des Crefad (Centres de recherche, d'étude de formation à l'animation et au développement) ; **Mike Magidson**, réalisateur ; **Luc Martin-Gousset**, producteur ; **Marielle Macé**, historienne de la littérature ; **Pierre Mazeaud**, alpiniste, président honoraire du Conseil Constitutionnel ; **Reinhold Messner**, alpiniste ; **Barbara Métais-Chastanier**, autrice et dramaturge ; **Maurine Montagnat**, glaciologue ; **Luc Moreau**, glaciologue ; **Baptiste Morizot**, philosophe ; **Jean-François Noblet**, naturaliste ; **Francis Odier**, président France Nature Environnement Isère ; **James Pearson**, grimpeur ; **Arnaud Petit**, alpiniste ; **Alessandro Pignocchi**, auteur de bandes dessinées ; **Eric Piolle**, maire de Grenoble ; **Sylvain Piron**, historien ; **Axelle Red**, chanteuse ; **Olivier Remaud**, philosophe ; **Elisabeth Revol**, alpiniste ; **Jean-Marc Rochette**, auteur de bandes dessinées ; **Liv Sansoz**, alpiniste ; **Cédric Sapin-Defour**, écrivain ; **Marc-André Selosse**, Muséum national d'histoire naturelle (Paris), Gdansk University (Pologne), Kunming University (Chine), membre de l'Académie de l'agriculture ; **Charles Stepanoff**, anthropologue ; **Hubert Tournier**, ornithologue ; **Christian Trommsdorff**, alpiniste, coprésident du Groupe de haute montagne ; **Sarah Vanuxem**, juriste ; **Julien Vidal**, auteur ; **Patrick Wagnon**, glaciologue ; **Estelle Zhong-Mengual**, historienne de l'art ; Collectif La Grave Autrement ; Mountain Wilderness ; Collectif Abrakadabois NDDL (Loire-Atlantique) ; Réseau des Crefad (Centre de recherche, d'étude de formation à l'animation et au développement) ; Collectif de paysans-forestiers de Treynas (Ardèche).

Le Figaro, no. 23867

Le Figaro, lundi 17 mai 2021 316 mots, p. 1

Une

ÉDITORIAL

Gauche morte, droite piteuse

Rose fanée, pétales à terre, épines toujours piquantes : quarante ans après l'entrée de François Mitterrand à l'Élysée, voilà à quoi ressemble la gauche française. Frappée, comme toutes ses cousines en Europe, par la fin d'un cycle historique, elle est condamnée à alterner bouffées nostalgiques et discours fanatiques. Race, genre, identité - ce triangle des Bermudes de l'intelligence - remplace désormais les anciennes luttes sociales. Une forme sophistiquée du nihilisme, le « wokisme », tient lieu d'imaginaire. Les derniers tenants de la social-démocratie redistributive en sont les premières victimes. L'écologie politique, elle aussi traversée de courants troubles, voudrait emporter ce qu'il reste du rafirot. Sur nombre de thèmes - autorité, immigration, laïcité -, la poussée de l'opinion contredit avec force l'angélisme de ceux qui voulaient changer la vie. Le paradoxe est que cette large majorité reste minoritaire dans le débat. Un Persan qui viendrait s'installer en France et n'écouterait que la radio publique pourrait penser que Benoît Hamon représente deux tiers des citoyens . « *La gauche : le Bien . La droite : une maladie* », écrivait drôlement Jean Cau. Cette asymétrie morale persiste et se renforce même à mesure que le poids électoral des socialistes et de leurs satellites décline. La droite, malgré tout, reste timide, presque honteuse. L'erreur serait, une fois encore, de se contenter des notions (indispensables) de compétence et de performance pour abandonner l'atmosphère culturelle à ceux qui se proclament progressistes. Le grand dérèglement contemporain qui protège l'impunité et désarme l'autorité doit trouver une réponse intellectuelle et morale. L'équivoque entretenue par le président de la République n'en est pas une. Les palinodies de Renaud Muselier en Paca non plus. Les revirements opportunistes du Rassemblement national encore moins. On demande une vision, un programme, un chef pour que la gauche morte ne laisse pas derrière elle, en ultime méfait, la droite la plus bête du monde.

«Derrière le soutien de l'extrême gauche au peuple palestinien se cache un antisémitisme latent»

FIGAROVOX/TRIBUNE - La préfecture de Police a annulé une manifestation de soutien à la Palestine samedi 15 mai. Pour Benjamin Sire, l'indignation sélective de ces mobilisations ciblant Israël plutôt que des régimes autoritaires dissimule un antisémitisme latent.

Par Benjamin Sire

Publié le 15/05/2021 à 15:33, mis à jour hier à 08:17



Une manifestation en soutien au peuple palestinien a été interdite par la préfecture de Police de Paris samedi 15 mai. *AFP*

Benjamin Sire est compositeur et journaliste.

Comme lors de chaque rebond du conflit israélo-palestinien (et celui du moment est de taille), les rues de France bruissent de plusieurs manifestations en soutien d'une pacifique Palestine croulant sous les bombes de l'ogre israélien, selon le storytelling habituel d'une certaine gauche et de mouvements se réclamant de «l'antisionisme», plus soucieux des graves agissements du gouvernement israélien que de ceux des terroristes du Hamas, passés maîtres dans la guerre des images et de la communication, à plus forte raison depuis que Twitter est devenu l'épicentre des stratégies d'influence. Dans ce contexte, le rassemblement prévu à Paris dans l'après-midi de ce samedi 15 mai a été interdit par des autorités craignant de nombreux débordements, sans pourtant ignorer que des attroupements braveraient ladite interdiction et provoqueraient des violences.

Ce manège bien rodé depuis des années et qui avait connu son acmé lors des manifestations contre l'offensive israélienne de 2014, illustre à merveille la formule «*no jews, no news*», voulant que les guerres, attentats et régimes autoritaires ne suscitent pas de grande émotion chez certains activistes quand le petit Israël ou les Juifs ne sont pas en question, ce qui laisse à penser que le sujet principal n'est pas tant un conflit meurtrier au Proche-Orient, qu'un antisémitisme qui ne cesse de croître sur notre territoire, mais également dans tout l'Occident.

Pour nous en persuader, il suffit de faire un petit tour du monde à la rencontre des violences et indices démocratiques qui s'y expriment. Un tel voyage n'a pas pour autant vocation à dédouaner un gouvernement israélien qui, depuis Begin en 1977, mais encore davantage avec Netanyahu, a joué les apprentis sorciers en acceptant le secours d'ultras religieux juifs qui l'a pris en otage, pas davantage que la gauche israélienne, cornerisée par la radicalité de sa minorité et les scandales qui ont décrédibilisé son versant plus social démocrate (pour résumer à très gros traits).

Notre mémoire est peut-être courte et sélective, mais tandis que le cauchemar syrien continue de se produire dans l'indifférence générale, nous n'avons pas le souvenir de manifestations de masse dans nos quartiers pour dénoncer les abominations commises par Boko Haram

Benjamin Sire

Actuellement, selon les reconnaissances officielles de l'ONU, notre petite planète compte 195 pays indépendants, dont seulement deux ne sont pas membres de l'organisation internationale, mais simples observateurs, à savoir, le Vatican et... la Palestine.

Dans cet ensemble il existe actuellement 38 conflits d'intensités diverses, mettant aux prises des belligérants de plusieurs pays ou des factions armées s'affrontant dans le cadre de guerres civiles. Parmi ces conflits, 12 peuvent être considérés comme majeurs à raison du nombre de morts qu'ils font annuellement, tels ceux en Syrie ou au Yémen, celui opposant plusieurs nations africaines à la secte islamiste Boko Haram, ou celui qui ne cesse de secouer l'Afghanistan, et a pris une nouvelle tournure depuis 2015 etc. Nulle trace parmi eux du conflit israélo-palestinien, qui est pourtant celui qui fait le plus de vagues.

Notre mémoire est peut-être courte et sélective, mais tandis que le cauchemar syrien continue de se produire dans l'indifférence générale, nous n'avons pas le souvenir de manifestations de masse dans nos quartiers pour dénoncer les abominations commises par Boko Haram, ni celles pouvant être mises au crédit des talibans, la plupart frappant pourtant des musulmans. Il en est de même de l'atroce situation des Ouïgours, eux aussi musulmans, et pourtant plus nombreux à eux seuls que l'ensemble des populations israéliennes et gazaouites, incapable de troubler le sommeil d'un militant pro-palestinien ou de l'extrême gauche française. «*No jews, no news*», on vous dit.

Concernant la situation des régimes présidant à la destinée de l'ensemble des nations formant notre terre géopolitique, et selon l'indice mis en place par *The Economist Group* depuis 2006, il existerait 4 types de gouvernances allant de la plus démocratique à la plus autoritaire : les démocraties pleines, les démocraties imparfaites, les régimes hybrides et les régimes autoritaires. Dans ce corpus se fondant sur une soixantaine de critères et ne se focalisant que sur 167 pays parmi les 195 mentionnés plus haut, Israël, au même titre que les États-Unis et la France, appartient à la catégorie dite des démocraties imparfaites, prenant les 27, 25 et 24ème places respectives du classement.

Pendant ce temps, sur le terrain de la politique française, le Rassemblement national compte les points, et, parti originellement antisémite, se délecte d'être aujourd'hui la formation à recevoir la plus grande part d'intentions de vote de nos concitoyens de confession juive

Benjamin Sire

Le rangement de ces trois pays que nous envisageons, vus d'ici, comme de véritables démocraties, dans une catégorie ayant besoin de progresser en termes de libertés et de considération du peuple est finalement un bien plus grand camouflet pour notre République et pour le géant d'Outre-Atlantique que pour nos amis israéliens, qui ne s'en sortent pas si mal pour un pays sans cesse renvoyé sur le banc des accusés de la géopolitique mondiale.

Parmi les démocraties pleines, on retrouve sans surprise les pays scandinaves qui trustent les premières places, mais également le Canada et les démocraties océaniques, mais aussi Taiwan, le Costa Rica, le Japon et une dizaine d'autres parmi lesquels nombre de pays européens... à l'exception de la France donc, mais aussi de la Belgique, de l'Italie, de la Grèce ou du Portugal, qui restent pourtant assez éloignés de dictatures au sens où nous l'entendons le plus souvent.

Ces différences entre démocraties pleines et imparfaites restent cependant assez nébuleuses et peuvent laisser supposer que l'indice britannique est discutable et surtout marqué du sceau d'une considération très anglo-saxonne et libérale de la démocratie. Mais c'est une autre histoire.

Toujours est-il qu'à ce petit jeu, le régime israélien, en dépit de ses errances discontinues, reste assez éloigné de ceux qui mériteraient le plus de voir nos rues hexagonales remplies de manifestants outrés, prêts à en découdre avec des forces de l'ordre ne prenant pourtant pas leurs ordres du côté de Jérusalem.

Parmi ceux-là, les plus autoritaires, la Corée du Nord obtient année après année la palme d'or, suivie par plusieurs nations africaines, la République démocratique du Congo en tête, et de nombreux pays musulmans parmi lesquels le Yémen, l'Arabie saoudite, l'Iran, le Qatar ou encore l'Égypte, frontalière d'Israël, mais aussi bien entendu, la Chine et la Russie, tandis que la Turquie bénéficie du statut de régime hybride. Là encore, de mémoire (très imparfaite) de journaliste, le souvenir d'embrasements parisiens en soutien des peuples nord-coréens, saoudiens ou chinois est, pour tout dire, à peu près nul. «*No jews, no news*», là encore.

Le régime israélien, en dépit de ses errances discontinues, reste assez éloigné de ceux qui mériteraient le plus de voir nos rues hexagonales remplies de manifestants outrés

Benjamin Sire

Tout cela étant dit, les images des enfants massacrés de Gaza (servant le plus souvent de boucliers humains aux cyniques communicants de guerre du Hamas), tout autant que celles des pluies de missiles survolant le territoire israélien et heureusement le plus souvent interceptées, évitant de véritables carnages, sont insupportables aux yeux de tout être humain normalement constitué. Mais qu'en est-il alors de celles de ces dizaines de fillettes tout juste assassinées par la folie des talibans en Afghanistan, qu'en est-il des horreurs absolues perpétrées par l'ensemble des mouvances islamistes ces derniers temps, là encore le plus souvent à l'encontre d'enfants ayant commis pour seul crime que de vouloir s'éduquer, au Pakistan, au Kenya en passant par le Burkina Faso ou le Nigeria ? Elles sont abominables, apocalyptiques, parce que toujours l'enfance visée sciemment est le reflet de l'absence d'humanité de ceux qui commettent ces actes. Mais ces derniers n'auront jamais le droit à la contestation de leurs actes par les masses rassemblées en nos rues. Parce qu'au jeu de la concurrence victimaire, ce sont toujours les mêmes qui gagnent. Non parce qu'ils sont réellement plus soucieux de leurs morts que de ceux des autres. Non, des victimes du camp qu'ils défendent ils ne voient que la morbide utilité pour, encore une fois, alimenter leur antisémitisme à l'heure du «*no jews, no news*», allant jusqu'à employer, dans un sommet d'indécence, le terme «génocide», qui caracole en tête des tendances Twitter depuis deux jours. Pendant ce temps, sur le terrain de la politique française, le Rassemblement national compte les points, et, parti originellement antisémite, se délecte d'être aujourd'hui la formation à recevoir la plus grande part d'intentions de vote de nos concitoyens de confession juive. Un véritable tour de force qui doit tant, tout à la fois au Hamas qu'à l'extrême gauche française et à ses soutiens islamistes...

Le Figaro (site web)

vendredi 14 mai 2021 - 20:05 UTC +02:00 862 mots

Vox ; Vox Société

Mathieu Bock-Côté:

«Quelle philosophie politique pour la droite?»

FIGAROVOX/CHRONIQUE - Pour s'opposer aux différentes mouvances qui font part de leur aversion pour la civilisation occidentale, la droite française doit prendre un pari aronien.

Raymond Aron, assurément le philosophe politique le plus important de la deuxième moitié du XXe siècle, a su, en son temps, se faire un critique incisif du marxisme, qui subjuguait l'intelligentsia, et qu'il voyait comme une religion séculière. Il prit au sérieux ses penseurs et fit le pari de les lire pour les décrypter. Non pas qu'il se laissait éblouir par leurs constructions intellectuelles alambiquées, mais puisque les marxistes étaient des idéologues résolus à reconstruire le monde en le soumettant à leurs théories, mieux valait savoir quel avenir ils nous préparaient.

Les idées mènent le monde. Plus exactement, les idéologues mènent le monde, surtout le monde moderne, dans la mesure où ils disposent, grâce à l'appareil administratif de l'État thérapeutique, d'un instrument politique permettant une ingénierie sociale permanente, au nom de la déconstruction des «préjugés» de la population.

Aron s'est donné le devoir de confronter intellectuellement le communisme en déconstruisant ses thèses tout en analysant les affects qui conduisaient trop de professionnels de la pensée à l'embrasser. Comment comprendre l'emportement idéologique des intellectuels, qui se laissent si facilement enfermer dans un monde parallèle, et qui au nom d'une conviction religieuse confondue avec une certitude scientifique se donnent le droit de persécuter leur société?

Aron l'avait compris, les grandes révolutions sont d'abord le fait des intellectuels qui n'hésitent jamais à persécuter ceux qui ont le culot de ne pas voir le monde avec leur prisme. Quant aux catégories sociales résiduelles, assimilées au bois mort de l'humanité, elles doivent être balayées de l'histoire. C'était le sort réservé aux Vendéens, puis aux Koulaks, c'est maintenant celui destiné aux peuples historiques occidentaux, modérément enthousiastes devant leur rééducation diversitaire et leur submersion démographique.

Il n'est pas interdit de penser que la démarche aronienne puisse redevenir pertinente. **Car une nouvelle religion politique a pris forme dans les sociétés occidentales, alors qu'elles croyaient au mythe de la fin des idéologies. La tentation totalitaire de la modernité toujours renaît, même si elle n'a plus la cohérence et la sophistication du marxisme d'antan. On y fait référence de mille manières, en parlant de la gauche «woke», de l'indigénisme, du néoféminisme, de la névrose antispéciste ou de la théorie du genre.**

Ces différentes **mouvances convergent dans leur aversion pour la civilisation occidentale, qu'elles rêvent simplement d'abattre.** Elles sont aujourd'hui **médiatiquement hégémoniques, c'est-à-dire culturellement dominantes et politiquement appelées à triompher**, comme en témoigne leur capacité à présenter partout les propos qui les contredisent comme des discours haineux. Seuls les étourdis ne s'en inquiéteront pas.

Mais trop souvent, le réflexe de ce que la gauche appelle la droite est moqueur ou bourgeois. À la manière d'un Philippe Muray, mais sans son génie, elle tourne en ridicule ceux qu'elle veut voir comme des zigotos. À la manière de la bourgeoisie, elle veut croire que les jeunes excités de la gauche «woke» imitant les délires des campus américains changeront d'avis quand ils prendront de la bedaine. Dans les deux cas, elle se trompe.

La droite devrait prendre au sérieux le camp d'en face qui, lui, entend aller jusqu'au bout de l'application de sa doctrine et entend transformer les sociétés occidentales sur le modèle du camp de rééducation, et créer un monde indifférencié, où les sexes sont appelés à se dissoudre dans la fluidité identitaire, où les peuples deviendront des populations interchangeables, où l'humanité se

fondera dans le magma du vivant, où l'Occident s'offrira paisiblement aux indigénistes qui prétendent le civiliser comme autrefois on prétendait civiliser en colonisant.

C'est à la lumière de ce péril idéologique que **la droite peut se refonder, si elle veut exister autrement qu'à la manière d'une force résiduelle, basculant entre l'esprit gestionnaire et la nostalgie. Au-delà des divisions stériles entre son aile classique et son aile médiatiquement proscrite, elle est appelée à tenir tête à la révolution qui vient, et à l'affronter autrement qu'à travers les tièdes arguments d'un pragmatisme cul-de-jatte, pour peu qu'elle veuille exister contre les déconstructeurs fanatisés et publiquement subventionnés.**

C'est l'existence même de la civilisation occidentale et de ses nations, à travers leur identité, leur souveraineté et leur liberté, qui est compromise. Ces mots peuvent sembler grandiloquents et animés par un catastrophisme crépusculaire: ils désignent pourtant la réalité des choses. **Il ne s'agit plus seulement d'opposer un programme à un autre, mais une idée de l'homme à une autre.** Tel devrait être aujourd'hui le pari aronien de la droite française.

Israël-Palestine :

«Il faut impérativement qu'un processus de paix crédible soit remis sur les rails»

FIGAROVOX/ENTRETIEN - Les tensions entre Israël et le Hamas atteignent cette semaine des proportions sans précédent depuis des années. Frédéric Encel analyse cette résurgence du conflit et explique l'importance d'un véritable processus de paix pour mettre fin à l'escalade de violence.

Par Martin Bernier

Publié le 14/05/2021 à 18:47, mis à jour le 15/05/2021



«S'il devait y avoir aggravation et multiplication des violences intercommunautaires en Israël, le conflit changerait de nature» *ABBAS MOMANI / AFP*

Frédéric Encel est docteur en géopolitique et maître de conférences à Sciences Po. Il a notamment publié Atlas géopolitique d'Israël (Autrement, 2018).

FIGAROVOX. - Depuis une semaine, les frappes israéliennes sur Gaza ont fait 119 morts, et 7 personnes ont été tuées par les tirs du Hamas sur des villes israéliennes. Comment expliquez-vous cette nouvelle escalade de violence ?

Frédéric ENCEL. - La première raison, c'est la volonté très classique du Hamas d'instrumentaliser l'exaspération populaire d'un certain nombre de Palestiniens, en jouant notamment sur la fibre sensible de Jérusalem. Autant la colère de la rue palestinienne est compréhensible et légitime devant l'absence totale de perspective politique - le dernier processus de paix remonte à l'an 2000 ! -, autant la politique du pire qu'a toujours menée ce groupe islamiste radical - ayant chassé l'autorité palestinienne de la bande de Gaza en 2007 par un putsch - est condamnable. Je rappelle que le Hamas avait tout fait pour torpiller par ses attentats l'authentique processus de paix d'Oslo dans les années 1990, et qu'il cherche à abattre non pas seulement des civils israéliens mais l'autorité palestinienne. Du côté israélien, la crise politique devenue véritable crise institutionnelle ainsi que la dérive raciste anti-arabe et extrémiste encouragée à l'extrême droite, par un Premier ministre sortant aujourd'hui démonétisé, a largement contribué également à l'éclatement de la crise actuelle.

Alors que de violents heurts entre Juifs et Arabes ont aussi eu lieu à Jérusalem et dans différentes villes mixtes du pays, faisant des centaines de blessés, une escalade des tensions entre civils est-elle à craindre ?

Je vais être extrêmement clair : s'il devait y avoir aggravation et multiplication des violences intercommunautaires en Israël même, le conflit changerait de nature et nous passerions à une dimension bien plus grave qu'un «simple» énième conflit militaire entre Israël et le Hamas. Là, ce sont les fondements démocratiques et nationaux de l'État d'Israël qui seraient en cause, avec des perspectives potentiellement catastrophiques. Je ne crois pas que nous irons vers de telles extrémités parce que depuis la création d'Israël en 1948, et en dépit de vrais problèmes sociaux et politiques entre Juifs et Arabes, globalement, la paix civile a quasiment toujours régné en Israël ; au regard des violences parfois cataclysmiques qui frappent toute la région ces dernières décennies, cela relève du tour de force !

Les grandes chancelleries ont relégué le conflit israélo-palestinien au rang de simple contentieux. De ce point de vue là, je pense donc qu'il n'y a pas mieux à attendre ces prochaines semaines qu'un nouveau cessez-le-feu en attendant hélas une prochaine secousse de violence.

Frédéric Encel

De nombreux chefs d'État ont appelé à l'apaisement et le Conseil de sécurité de l'ONU s'est réuni lundi pour aborder la situation à Jérusalem-Est. La communauté internationale est-elle susceptible d'enrayer ce cycle de violences ?

Je pense que la seule impulsion diplomatique crédible proviendra une fois encore de Washington, quoi que certains observateurs aient pu prétendre ces dernières années, les États-Unis ne se retirent pas du Moyen-Orient, ils ne font que «pivoter» vers la zone indopacifique. Mais au Moyen-Orient, c'est de loin la seule puissance susceptible d'obtenir au moins un cessez-le-feu, sinon de régler le conflit. Le problème est que celui-ci n'est pas prioritaire pour Joe Biden, surtout face aux grands défis concernant la Chine, la Russie, ou encore le nucléaire iranien. Je dis et écris depuis de longues années que les grandes chancelleries - et même le monde arabe, on l'a vu lors des récents accords d'Abraham - ont relégué le conflit israélo-palestinien au rang de simple contentieux. De ce point de vue là, je pense donc qu'il n'y a pas mieux à attendre ces prochaines semaines qu'un nouveau cessez-le-feu en attendant hélas une prochaine secousse de violence. Il faut impérativement qu'un processus de paix sérieux et crédible soit remis sur les rails car c'est dans le vide politique et diplomatique que s'engouffrent systématiquement les extrémistes.

Frédéric Le Moal:

«Le fascisme italien se voulait un mouvement révolutionnaire»

FIGAROVOX/TRIBUNE - Il y a cent ans, en Italie, 35 députés fascistes, Mussolini en tête, étaient élus à la Chambre. Une étape cruciale dans sa montée vers le pouvoir. Le fascisme, à ses débuts, entendait abattre l'État libéral, conspuait la société bourgeoise et a séduit une partie de la jeunesse, raconte l'historien.

Par Frédéric Le Moal

Publié le 14/05/2021 à 11:50



Benito Mussolini *Rue des Archives/Rue des Archives/RDA*

Frédéric Le Moal est docteur en histoire et professeur au lycée militaire de Saint-Cyr. Il est l'auteur, notamment, de Victor-Emmanuel III. Un roi face à Mussolini (Perrin, 2015) et de Histoire du fascisme (Perrin, 2018), prix Ernest Lemonon de l'Académie des sciences morales et politiques. Dernier ouvrage paru: Pie XII, un pape pour la France : enquête sur le conclave de 1939 (Le Cerf, 2019).

Le 15 mai 1921, les Italiens se rendirent aux urnes pour élire un nouveau Parlement. La campagne électorale, marquée par les violences des chemises noires faisant une centaine de morts, déboucha sur **l'élection de 35 députés fascistes dont Mussolini**. Cette victoire, obtenue au prix **d'une alliance avec les partis conservateurs**, constitue une étape cruciale dans la montée vers le pouvoir du fascisme. Toutefois, le tournant à droite du mouvement ne doit pas nous induire en erreur. **Comme le note François Furet dans *Le passé d'une illusion*, le fascisme italien, autant que le national-socialisme, «furent des ripostes de type révolutionnaire».** **Car il ne s'agissait pas seulement d'écraser les communistes, mais aussi de subvertir l'État libéral qui devait être transformé et remplacé.**

En réalité, l'Italie s'enfonçait dans la guerre civile opposant socialistes et fascistes, ces derniers réunis dans des groupes paramilitaires, les *squadre*. Le squadrisme rassemblait d'anciens combattants, déterminés à préserver l'héritage de la Grande Guerre, mais **attirait aussi étudiants et adolescents désireux de connaître les**

extases supposées du combat, exaltés pour ne pas dire fanatisés par cette lutte en faveur de la nation. Révolte générationnelle, le fascisme recrutait en masse dans cette jeunesse à la **recherche d'un idéal de renversement de l'ordre établi et issue en grande partie de la bourgeoisie**, alors même que le mouvement ne cessait – et ne cesserait jamais – **de vouer cette classe sociale aux gémonies**. Paradoxe purement apparent en vérité car ces fils bien nés se dressaient contre leur propre milieu qui incarnait à leurs yeux la vieille Italie à abattre. De surcroît, la classe moyenne, radicalisée par les difficultés socio-économiques et mise de côté par l'élite libérale, apportait son soutien à ce projet fasciste de transformation politique. **Toutes les révolutions du XX^e siècle ont fonctionné sur ce schéma.**

Les squadristes correspondaient à tous les critères d'une minorité bien organisée : **l'intransigeance idéologique, l'absence totale de doutes quant à la pureté de leur cause, la violence et la terreur contre des adversaires qu'il fallait abattre en les humiliant, la mobilité et l'exaltation d'une jeunesse certaine d'incarner l'avenir**. Ils avaient leur uniforme, leur hiérarchie, leurs rites, leur liturgie, leurs martyrs, et dévastaient toutes les provinces du centre-nord de la péninsule.

Le fascisme, rappelons-le, **naquit dans le cœur économique du pays, le plus intégré au reste de l'Europe**, le plus ouvert et moderne. Avec la force d'un orage, ces sbires, désormais revêtus d'une chemise noire, incendiaient les bâtiments politiques, syndicaux ou journalistiques, destituaient par la force les municipalités socialistes, humiliaient leurs adversaires, abreuvés d'huile de ricin, voire les tuaient.

Leur ardent patriotisme alimentait **leur hostilité au socialisme internationaliste**. Cela étant, **leur rêve d'uniformité, imprégnée de rousseauisme, leur faisait aussi exécuter le système libéral et tout ce qu'il représentait : la séparation des pouvoirs, l'acceptation des divisions sociales, le débat contradictoire, les libertés individuelles**. Ces réalités heurtaient de plein fouet leur obsession de l'unité nationale. À vrai dire, les fascistes aspiraient à achever le processus unitaire commencé avec le Risorgimento du XIX^e siècle, puis à fusionner la nation avec le fascisme.

Un tel dessein révolutionnaire non seulement ne tolérait pas le débat avec l'adversaire, assimilé à un traître, mais en plus poussait à l'élimination des opposants devenus des obstacles à la réalisation de l'utopie. C'était pour eux par **la violence politique sacralisée et purificatrice, par le fer et le feu**, par le combat sur les places et dans les rues que serait résolu le conflit politique lacérant la société, ce qui a conduit un historien italien, Mimmo Franzinelli, à voir dans le fascisme une **« sorte de négation de la médiation parlementaire »**.

Le suffrage universel masculin n'a été institué en Italie qu'en 1912.

Frédéric Le Moal

Devant un tel danger, **le régime libéral fit étalage de son impuissance**. On ne saurait trop insister sur l'affaiblissement profond de l'État italien, peu représentatif, ouvert au suffrage universel masculin seulement depuis 1912, rongé par le clientélisme, miné par les épreuves de la guerre et incapable de défendre le pays à la conférence de la paix. Un État malade qui butait sur la question majeure de l'intégration des masses à la vie politique. Un État dont les dirigeants, entre insipidité, déconnexion, rouerie parlementaire et surestimation de leurs propres forces, semblaient bien désarmés.

Ce régime à l'agonie crut trouver sa planche de salut dans le retour au pouvoir de Giovanni Giolitti, maître du jeu politique depuis vingt ans et orfèvre du **trasformismo**, **cette politique visant à l'intégration des forces subversives dans l'appareil gouvernemental pour mieux les désarmer**. Mais l'homme avait vieilli et la situation ne ressemblait plus à celle de l'avant-guerre. **L'heure n'était plus aux « combinazioni »**.

Dès 1919, le gouvernement avait fait étalage de son incapacité à assurer l'ordre face aux actions subversives des «rouges». Cette perte de confiance dans la puissance publique conduisit toute une partie de la société – qui ne se limitait pas, loin de là, aux fameux grands propriétaires terriens – à se tourner vers les squadristes, devenus à leurs yeux l'unique moyen de garantir l'ordre. Les militaires, effarés devant la décomposition de l'autorité publique, dissimulaient à peine leurs sympathies. Les préfets n'appliquaient pas ou mal les ordres de Rome. Bref, **l'État libéral perdit son monopole de la violence légitime au profit des nervis du fascisme et ne se releva pas d'un tel discrédit.**

Le Parti national fasciste, fondé en novembre 1921, a ôté au fascisme son caractère « d'antiparti » désordonné. Mais le Duce devait toujours compter avec ces chemises noires enragées et autonomes.

Frédéric Le Moal

Le primat de l'idéologie n'empêcha pourtant jamais Mussolini d'être **pragmatique**, d'où l'**alliance électorale avec les forces conservatrices pour les élections de mai 1921**. Fort de sa victoire électorale et rompu aux manœuvres d'appareil, il crut alors pouvoir négocier avec les socialistes un pacte de pacification mais qui se heurta au refus absolu des «faucons» de son mouvement. Il n'en demeurait pas moins convaincu que la prise du pouvoir nécessitait de la discipline, de l'ordre et **un parti politique, qu'il fonda en novembre 1921. Le Parti national fasciste ôta ainsi au fascisme son caractère «d'antiparti» désordonné.**

Mais le Duce devait toujours compter avec ces chemises noires enragées et autonomes, dont il usait pour asséner des coups mortels à un État libéral éreinté, mais qui épouvantaient les tenants du régime sans le soutien desquels le pouvoir lui échapperait. C'était sur cette voie étroite que Mussolini cheminait jusqu'aux ambiguïtés de la marche sur Rome l'année suivante.

DEUTSCHLAND UND ISRAEL:

Verbundenheit auf Abruf

- VON MERON MENDEL
- -AKTUALISIERT AM 17.05.2021-10:32

Jetzt reden wieder alle von Israels Sicherheit: Was von gut gemeinter Staatsräson bleibt – und was gerade in dieser Situation an ihre Stelle treten müsste. Ein Gastbeitrag.

Bis vor ein paar Tagen erschien das Leben in Israel beneidenswert; die Pandemie war überwunden, die Sonne lachte über den Strandcafés von Tel Aviv. Nun hat der Raketenhagel aus Gaza die Israelis wieder in die Realität des [Nahost-Konflikts](#) zurückgeholt – oder, wie es mein Vater formulierte: „Bei euch ist noch Corona-Ausnahmestand, wir sind wieder zurück in unserer Routine.“ Aber auch hierzulande setzt Routine ein, sobald es in Israel und Gaza brennt. Schon gibt es wieder die bekannten Appelle der Politik zur Mäßigung „auf beiden Seiten“, Rathäuser und Landtage hissen Israel-Flaggen, Menschen mit Palästina- und Türkei-Flaggen greifen Synagogen an. Und natürlich wird auf Israels Sicherheit als deutsche Staatsräson hingewiesen. Eine „Nahost-Konflikt-Routine“, die sich auf vier Ebenen vollzieht.

Da ist zunächst die nationale Ebene: Hier existiert ein Bekenntnis deutscher Politik zur „besonderen historischen Verantwortung“ Deutschlands für die Sicherheit Israels, die sich aus dem Holocaust herleitet. Während das Bekenntnis auf Adenauer zurückgeht, vollzog sich die Verankerung als „Staatsräson“ erst in jüngster Zeit. [Angela Merkel](#) formulierte sie 2008 in einer Rede vor der Knesset zum sechzigsten Gründungstag des Staates Israel: „Diese historische Verantwortung Deutschlands ist Teil der Staatsräson meines Landes. Das heißt, die Sicherheit Israels ist für mich als deutsche Bundeskanzlerin niemals verhandelbar.“

Wirtschaftliche Interessen und leere Symbolpolitik

Die Bedeutung solch einer Deklaration einer Regierungschefin, die den deutschen Staat auf ewig der Sicherheit eines anderen Landes verpflichtet, wiegt schwer. Sie wurde nicht einmal an Bedingungen geknüpft, wie etwa an das Fortbestehen der israelischen Demokratie. Als Israeli hatte mich Merkels Rede gerührt, weil ich ihre guten Absichten zu verstehen meinte. Seither wird aber immer deutlicher, dass dieses Versprechen nicht einzulösen ist. Es wäre vielmehr an der Zeit, sich seiner Unerfüllbarkeit zu stellen und eine neue Grundlage für das deutsch-israelische Verhältnis zu finden, sowohl auf politischer als auch auf gesellschaftlicher Ebene.

Als prominentes Beispiel für das Nachkommen des Versprechens werden oft die U-Boote angeführt, die Israel von Deutschland erhalten hat. Die erste solche Lieferung folgte einer Entscheidung Helmut Kohls 1991, nach dem ersten Golfkrieg. Seitdem wurde der kleine Staat mit nicht weniger als neun U-Booten beliefert – obwohl das israelische Militär die Notwendigkeit von so vielen U-Booten stets bestritten hat und die steigenden Wartungskosten beklagt hat. Heute gilt es als erwiesen, dass das deutsche Unternehmen ThyssenKrupp im Umfeld [Netanjahus](#) Überzeugungsarbeit in Millionenhöhe leistete, um ihn zum Kauf der vom deutschen Staat subventionierten U-Boote zu bewegen. Was als Handeln aus moralischer Verantwortung präsentiert wurde, diente hauptsächlich den wirtschaftlichen Interessen deutscher Rüstungskonzerne.

Die deutsche Staatsräson erstreckt sich aber nicht nur auf die Marine, sondern auch auf die Luftwaffe. Im vergangenen Jahr flogen israelische F-16-Kampffjets zusammen mit deutschen Eurofightern über das ehemalige Konzentrationslager Dachau und das Flugfeld Fürstfeldbruck, wo palästinensische Terroristen 1972 elf israelische Olympia-Sportler ermordeten. Worin der Mehrwert dieses Manövers für die israelische Sicherheit lag, bleibt unklar, ebenso der symbolische Wert der Flugroute, die umstandslos palästinensischen Terror auf eine Stufe mit dem Holocaust stellte. Von der gut gemeinten Staatsräson bleibt oft nicht viel mehr als eine Vermischung wirtschaftlicher Interessen mit leerer Symbolpolitik. Wie weit die Verpflichtung im

Ernstfall gehen würde, ist zweifelhaft. Können wir uns ernsthaft vorstellen, dass im Fall der Fälle deutsche Soldaten an die Grenze Israels ziehen und ihr Leben riskieren, um ein fremdes Land zu verteidigen?

Eine nicht geteilte Verpflichtung

Kommen wir zur zweiten Ebene: der deutschen Bevölkerung. Hier scheint ein deutlich anderer Konsens vorzuherrschen. So weisen Umfragen seit Jahren darauf hin, dass die Verpflichtung der deutschen Politik auf Israels Sicherheit von weiten Teilen der Bevölkerung nicht geteilt wird. Sechzig Prozent der Bevölkerung sehen nach einer Umfrage der Bertelsmann-Stiftung 2015 keine besondere Verantwortung für das jüdische Volk.

Bei einer Umfrage der Universität Leipzig teilten siebzig Prozent der Befragten die Ansicht, dass Israels Politik in Palästina fast oder genauso schlimm sei wie die der Nationalsozialisten. Die Staatsräson geht jedenfalls nicht so weit, derartigen Einstellungen in der Bevölkerung wirksam entgegenzutreten. So bleibt die ewige Verbundenheit zwangsläufig eine auf Abruf.

In Wahrheit eine Projektionsfläche

Betrachten wir auf einer dritten Ebene die individuellen Äußerungen von Menschen in Deutschland, dann sehen wir viel zu selten Positionen, die den Nahost-Konflikt in seiner ganzen Komplexität reflektieren. Dass die Solidarität mit Palästina leider häufig eine weit offene Flanke für den Antisemitismus darstellt, zeigen die Demonstrationen der vergangenen Tage vor den Synagogen in Deutschland. Hier wurden Israel-Fahnen verbrannt und Parolen wie „Scheiß Juden“ gerufen. Auf der anderen Seite erlebe ich im politischen Spektrum von der AfD bis zu bestimmten Teilen in der deutschen Linken eine Form der Israel-Solidarität, die jegliche Empathie für die Situation der Palästinenser vermissen lässt. Einmal musste ich eine Demonstration gegen Antisemitismus in Frankfurt verlassen, nachdem dort prominent ein Banner mit der Aufschrift „Palästina, halt's Maul!“ von einer „antideutschen“ Gruppe hochgehalten wurde.

Nicht nur hier begegne ich dem irritierenden Phänomen einer geradezu rauschhaften Emotionalität, mit der in Deutschland über die Parteien im Nahost-Konflikt diskutiert wird. Es scheint, dass es hier nur vordergründig um die Fehde zwischen Israelis und Palästinensern geht, während der Konflikt in Wahrheit eine Projektionsfläche darstellt, um sich der eigenen Identität zu vergewissern. Je nach politischer Überzeugung stellen sich Herkunftsdeutsche und Migranten in diesem Konflikt uneingeschränkt auf die Seite ihrer jeweiligen „Guten“ und demonstrieren damit nicht nur ihre Solidarität, sondern vor allem eine scheinbar eindeutige Position in einem unübersichtlich gewordenen Weltgeschehen.

Beschämende Behauptungen

Auf einer vierten, medialen und kulturpolitischen Ebene dieses Konflikts in Deutschland müssen wir zugeben, dass es nicht nur in Bezug auf Israel und Juden aktuell schwierig ist, die richtigen Worte zu finden. Schnell führen sprachliche Ungenauigkeiten zum Pranger und zum Abkanzeln, zumal die Erregungsschleifen in den sozialen Medien eine aufklärerische und differenzierte Diskussion erschweren. Die gebotene Zurückhaltung, die bei diesem Thema lange herrschte, wurde spätestens mit der Ära Trump begraben. Wenn die Geschichte Israels oder das Leid der Palästinenser so routiniert wie unsensibel in einer Handvoll Sharepics abgehandelt wird, gehen meistens nicht nur die Wahrheit, sondern auch der Anstand verloren.

Stattdessen verhärten sich ideologische Einstellungen: Jakob Augstein war mit seiner beschämenden Behauptung „Wenn Jerusalem anruft, beugt sich Berlin“ 2012 noch recht allein, und die Thesen von Günter Grass über Israel als Hauptgefahr für den Weltfrieden ernteten weithin Widerspruch. Inzwischen ist die Vorstellung, Israel kontrolliere die deutsche Politik, weit in den Mainstream eingewandert. Die Schnittmengen zu antisemitischen Narrativen in der Verschwörungsszene liegen auf der Hand – hier bereitet sich eine Verbindung vor, die Schauern macht.

Wir brauchen Ehrlichkeit in der Diskussion

Wer ernsthaft Frieden in Nahost haben möchte, sollte sich nicht als Erstes hinter Nationalflaggen versammeln. Auch nicht hinter der deutschen als einer qua Staatsräson geläuterten Nation. Das Bedürfnis, diesmal auf der „richtigen“ Seite der Geschichte zu stehen, versperrt den Weg zu einer selbstreflektierten, differenzierten Position. Auschwitz war keine Schule, auch impliziert sie keinen Imperativ zur Selbstzensur. Vielmehr sind alle aufgefordert, zu diskutieren und gleichzeitig darüber zu reflektieren, wann Kritik im Sinne der Aufklärung in eine moralische Selbsterhöhung übergeht.

Dafür brauchen wir Ehrlichkeit in der Diskussion. Der israelische Philosoph Omri Boehm fordert, dass die Aufgabe „der deutschen Intellektuellen wegen und nicht trotz der deutschen Geschichte darin besteht, sich mit Israel im Forum der öffentlichen rationalen Diskussion auseinanderzusetzen, und gerade nicht darin, es in irgendeine metaphysische Sphäre auszulagern, von der man nicht sprechen kann und über die man schweigen muss“.

Ohne Bekenntnispflicht und Fahnenzwang

Der Wunsch nach einer öffentlichen Debatte kann nicht erfüllt werden, solange nach dem Vorbild des Fußballstadions zwischen Israel- und Palästina-Fans gepöbelt wird. Eine aufgeklärte Diskussion erfordert eine Analyse der Kräfte auf beiden Seiten: Welche Interessen treiben die Eskalation voran? Wer sind die Gewinner, wer Verlierer? Aktuell scheint der Konflikt den Interessen Netanjahus in die Hände zu spielen, nachdem die Pläne seiner Herausforderer, die erste jüdisch-arabische Koalition in der Geschichte zu schmieden, nun gescheitert sind. Auf palästinensischer Seite konnte die Hamas ihre Position gegenüber Präsident Abbas stärken, nachdem dieser vor Kurzem die geplanten Wahlen in der Westbank abgesagt hat.

Während Tel Aviv und Gaza unter Beschuss waren, haben sich Araber und Juden spontan versammelt und den Aufruf „Wir weigern uns, Feinde zu sein“ in die Welt hinausgetragen. In der Nähe meines Heimatorts in der Negev-Wüste versammelten sich viele meiner jüdischen und arabischen Freunde aus der Schulzeit in einem Beduinenzelt. Es mischten sich Trauer und Verzweiflung über die aktuelle Situation mit dem festen Glauben daran, dass es doch eine Alternative zu Hass und Gewalt gibt. Ich wünsche mir, dass wir hier auch diese Menschen wahrnehmen und unterstützen; gerade sie brauchen unsere Solidarität. Eine Solidarität ohne Bekenntnispflicht und Fahnenzwang; eine Solidarität, die durch keine Staatsräson der Welt geleistet werden kann.

Meron Mendel ist Historiker und Direktor der Bildungsstätte Anne Frank in Frankfurt.

Barbara Lefebvre:

«Quand le conflit israélo-palestinien révèle l'idéologie anti-française»

FIGAROVOX/TRIBUNE - Alors que le conflit fait rage entre Israël et le Hamas, la cause palestinienne est instrumentalisée par des groupuscules islamistes pour mener à bien un agenda politique et religieux sur le sol français, argumente la professeure d'histoire-géographie, Barbara Lefebvre.

Publié il y a 2 heures, mis à jour à l'instant



Manifestation pro-palestinienne à Lyon, le 16 mai 2021. AFP

Après une semaine de violences entre l'État hébreu et le Hamas islamiste, on entend en France par la voix de politiques, de journalistes, la récurrente invocation de veiller à « *ne pas importer le conflit en France* ». S'agit-il de naïveté, de cynisme, de déni ? Toute personne douée de raison constate que depuis des années, ce conflit s'invite dans nos actualités nationales en Europe, et singulièrement en France où une communauté juive d'environ 470 000 personnes vit aux côtés d'une communauté musulmane approximativement évaluée entre 5 et 8 millions de personnes (selon les méthodes statistiques). Au cours de la seconde intifada (2000-2005), nous avons vu, en France, les flambées de violences antijuives commises par des musulmans qui pour la majorité d'entre eux ne possède qu'une faible connaissance de la géopolitique moyenne-orientale. On se souvient de l'antienne d'un « *génocide palestinien* » commis par les *nazisraéliens* (et hier encore présent sur les pancartes dans les manifestations) qui a longtemps paru acceptable dans les discours publics ; personne ne songeant à rappeler qu'en 1944 la Palestine mandataire comptait 1.4 millions d'Arabes palestiniens et qu'ils sont à présent plus de 5 millions...

Depuis les années 2000, les Français juifs menacés et assassinés par des Français musulmans l'ont été au nom du jihad et fréquemment de la cause palestinienne. Les Français juifs ont-ils riposté à ces multiples attaques par les armes ? Ont-ils lancé des représailles contre des mosquées ou des commerces hallal ? Ont-ils organisé des manifestations en hurlant « *mort aux musulmans* » ? Des élèves juifs ont-ils constitué des groupes de camarades pour harceler des élèves musulmans ? Si importation il y a, elle vient exclusivement des islamistes et des troupes qui leur obéissent en se mobilisant au nom de « *la cause palestinienne* » quand il s'agit de crier « *Mort à Israël !* » (comme hier encore lors des manifestations). Quand Ian Halimi a été kidnappé en 2006, séquestré, torturé et exécuté, la cause palestinienne a servi de catalyseur à ses bourreaux, comme l'ont prouvé les propos de Yousouf Fofana sur « *le sang des enfants palestiniens* » et les documentations propalestiniennes retrouvées au domicile de certains geôliers (tous libérés aujourd'hui).

Idem pour les djihadistes de Toulouse et de Vincennes, idem pour l'assassin de Sarah Halimi, Kobili Traoré et sa bande d'amis dont les propos sur les réseaux sociaux ne laissent aucun doute sur leur palestinophilie puissamment colorée d'antisémitisme. Pourquoi ces musulmans-là ne se passionnent-ils que pour les Palestiniens ? Pourquoi les associations musulmanes françaises organisent-elles plus de la moitié de leurs actions caritatives en faveur de cette cause alors que dans le monde musulman le niveau de sous-développement éducatif, sanitaire, économique devrait bien davantage mobiliser les musulmans européens ? Sans parler de leur relative indifférence au sort des minorités musulmanes opprimées en Asie.

La dimension djihadiste est immédiatement présente dans la narration palestinienne à travers des figures comme Izz al-Din al-Qassam un imam soufi syrien installé à Haïfa, puis le Frère musulman Haj Amin al-Husseini, grand mufti de Jérusalem, qui s'installera à Berlin pour collaborer directement avec le IIIe Reich.

Barbara Lefebvre

Voici des décennies que les États arabes exportent ce conflit en instrumentalisant la cause nationale palestinienne, d'une part pour détourner l'attention des foules musulmanes de leur propre incurie politique, d'autre part pour continuer à nourrir un antijudaïsme consubstantiel au récit coranique sur lequel s'appuie depuis toujours le nationalisme arabe. Le *moudjahidin*, qu'il fut algérien, afghan, somalien, syrien ou tchétchène, fut et demeure un combattant de la foi engagé dans le *jihad* au sens littéral. La dimension nationaliste du conflit dans laquelle s'insère le *moudjahidin* n'évacue en rien sa dimension spirituelle, carburant de son nationalisme, et non l'inverse. Mais pour les États européens sécularisés du XXème siècle, et déracinés du XXIème siècle, cette double dimension spirituelle et nationaliste est incompréhensible, ou réduite à un folklore. Pourtant, tous les conflits contemporains dans lesquels des États ou groupes musulmans sont impliqués sont marqués du sceau du *jihad*, car lui seul permet d'agrèger des musulmans de toutes origines ethniques. Ne pas le comprendre, ou refuser de le voir quand il s'exprime dans nos pays européens, c'est la garantie de ne pas être prêts à y répondre le moment venu. Le *jihad* est le moteur de l'import-export des conflictualités politiques au-delà de leurs terrains d'expression ; son rôle n'est en rien accessoire pour maintenir l'union de l'*Oumma*, toujours plus menacée par la mondialisation, l'acculturation. Plus le monde musulman est faible économiquement, culturellement, politiquement, socialement, plus il se raccroche à ses mythes fondateurs, à l'islam des origines. Or que cela plaise ou non aux belles âmes, cet islam des origines est empreint de violences politiques. L'arbitrage théologique a été fait il y a déjà plusieurs siècles : le belliqueux Coran médinois a vaincu le pacifique Coran mecquois. Le prophète tolérant prêt à débattre et cohabiter avec l'altérité a été vaincu par Mohamed le chef de guerre. Cet islam des origines dans les récits populaires (qui n'est pas celui des universitaires, mais qui est bien plus puissant !) c'est celui où le premier acte d'union politique de Mohamed et ses troupes récemment installés à Médine sera d'exterminer les juifs de l'oasis de Khaybar en 628. Est-il alors étonnant que dans les manifestations propalestiniennes en France, comme partout ailleurs, on entende les foules hurler : « *Khaybar Khaybar ya yahoud, Jaych Mhammad sa yaaoud* » (« *Khaybar Khaybar aux juifs, l'armée de Mohamed va revenir* »). Importation, dites-vous ? Islamisation et djihadisation de la géopolitique, plus sûrement.

La cause palestinienne est le parangon de la cause exportée. Au début du XXème siècle, dès l'époque britannique, les chefs arabes - que l'on ne nommait pas encore « palestiniens » - galvanisaient déjà les populations musulmanes au-delà des frontières de la Palestine mandataire. Les Arabes avaient supporté le joug ottoman pendant des siècles, dans le plus grand sous-développement, car il était islamique, ils ne supporteraient pas le modèle des *kouffars* anglais, moins encore des *sheitans* sionistes. Cela aboutira à de multiples pogroms organisés contre les villages juifs à partir de 1920 et l'attaque inaugurale de Tel Haï. La dimension djihadiste est immédiatement présente dans la narration palestinienne à travers des figures comme Izz al-Din al-Qassam un imam soufi syrien installé à Haïfa, puis le Frère musulman Haj Amin al-Husseini, grand mufti de Jérusalem, qui s'installera à Berlin pour collaborer directement avec le IIIe Reich. Al-Husseini à la tête du Haut Comité Arabe coordonne après la guerre (grâce à la sollicitude française il a pu quitter l'Europe libérée en 1945 en toute impunité) les actions terroristes au nom du jihad avec des jeunes musulmans recrutés en Égypte, en Syrie : « *Je déclare le djihad, mes frères musulmans. Tuez les juifs ! Tuez-les tous !* ». Des massacres de juifs ont lieu en écho aux appels des « *chefs palestiniens* » en Égypte et au Liban dès 1945, en Lybie en 1948, Syrie en 1949. Pour ce qui est de l'import-export du conflit, tout cela est donc archi-connu des historiens. Lorsque le plan de partage de 1947 fut validé par l'ONU, accepté par le camp sioniste et refusé par le camp arabe en dépit des avantages territoriaux accordés, les pays

arabes coalisés lancèrent leur guerre d'extermination visant à « *jeter les juifs à la mer* », exigeant des familles arabes qu'elles abandonnent leurs maisons pour laisser passer les armées arabes, puisque la conquête serait rapide et sanglante. Ces armées furent défaits par une armée israélienne naissante qui perdit, dans cette guerre d'indépendance, une grande partie de sa jeunesse. Depuis lors, la lucidité sur la motivation de l'ennemi n'a jamais fait défaut aux Israéliens. C'est sans doute ce qui explique l'agilité et la réactivité israélienne depuis plus de sept décennies. L'Europe, qui se berce d'illusions, n'a évidemment pas les moyens de comprendre de quoi il retourne, ni combien ce qui se déroule en Israël la concerne du point de vue civilisationnel.

La France sera frappée le 9 août 1982 rue des Rosiers où six personnes perdent la vie ; la France négocia avec le groupe palestinien d'Abou Nidal et personne ne fut jamais jugé pour ces faits.

Barbara Lefebvre

En 1948, s'ouvrent pour les civils palestiniens de longues décennies d'abandon et d'instrumentalisation politique dont « l'import-export » de cette cause est un des ressorts : les États arabes les utilisent pour servir leurs intérêts propres tant au sein de conflits régionaux qu'internationaux. L'Égypte occupe Gaza, la Jordanie occupe la Judée-Samarie et Jérusalem Est (Vieille ville incluse), la Syrie occupe le Golan. Entre 1948 et 1967, quels droits ces pays arabes ont-ils accordés à leurs « frères palestiniens » ? Quelles perspectives politiques et économiques leur ont-ils offertes ? Qu'a mis en œuvre la Ligue arabe pour aider les Palestiniens à obtenir par la voie diplomatique, l'État dont la stratégie erratique de leurs propres dirigeants les a privés en 1948 ? Puis vint le temps plus désolant encore des leaders palestiniens de l'OLP et du FPLP. Eux ont exporté le conflit en le projetant dans le terrorisme international, ciblant des juifs à travers le monde et non uniquement « les intérêts israéliens ». À partir de 1967, attaques et détournement d'avions à profusion en Europe, attentats à la voiture piégée etc. La France sera frappée le 9 août 1982 rue des Rosiers où six personnes perdent la vie ; la France négocia avec le groupe palestinien d'Abou Nidal et personne ne fut jamais jugé pour ces faits. La même année à Anvers, soit trente ans avant l'attentat de l'école Ozar a-Torah (l'assassin de Toulouse disait venger les enfants palestiniens), un terroriste palestinien attaquait une école juive tuant un enfant.

L'histoire et la chronologie des attentats commis par le terrorisme palestinien en Europe et dans le monde ont été oubliées, effacées par l'héroïsation dont a bénéficié dans les années 1990 Yasser Arafat, le fossoyeur de la cause palestinienne, l'organisateur de la mécanique de corruption de l'Autorité palestinienne, le soutien indéfectible aux courants jihadistes palestiniens inventeurs de l'attentat-suicide contemporain. Le narratif mensonger palestinien (largement inspiré de la révision historique islamique opérée dès la fin des conquêtes au VII^{ème} siècle) a si facilement convaincu en Occident qu'on ne peut que s'interroger sur les motifs conscients et inconscients du biais antisioniste commun aux élites intellectuelles et politiques occidentales depuis quatre décennies au moins. Elles ne veulent pas savoir que pendant plus de 1600 ans les juifs ont constitué la principale population de cette région qu'elles appellent Palestine (nom imposé par les occupants romains). En dépit des conquêtes assyrienne, babylonienne, perse, grecque, romaine, les juifs étaient majoritaires. Contraints à l'exil par la puissance romaine, des foyers juifs sont demeurés vivants sous Rome puis les Ottomans autour des quatre principaux centres urbains juifs, Safed, Tibériade, Hébron et Jérusalem, et secondaires à Gaza, Rafah, Ashkelon, Jaffa, Jéricho. Jamais « *la Palestine* » n'a été une terre sans juif. La Jérusalem ottomane était majoritairement peuplée de juifs, et les musulmans à peine un quart de sa population.

Depuis al-Husseini jusqu'à Ismail Haniyyeh, en passant par Arafat et Mahmoud Abbas, pas un leader musulman palestinien qui n'exploite la figure symbolique de l'esplanade des Mosquées pour attiser la violence antijuive. Et dans les galas de charité en faveur de la Palestine qui se déroulent en France c'est toujours l'image de la Mosquée d'Omar ou celle d'Al Aqsa qui est mise en relief pour enjoindre les fidèles aux dons. Les commentateurs européens de répéter comme des perroquets que ce lieu est saint pour l'islam, sans rappeler que c'est d'abord le lieu le plus sacré du judaïsme. C'est sur le Ar a-Beit (Mont du Temple), où jusqu'en 70 se tenait le Temple, que les conquérants musulmans érigent leurs mosquées, parce que c'est le lieu fondateur du monothéisme juif et surtout de sa souveraineté nationale. Pour être la religion ultime qui vient clore le projet divin, pour ériger le nouveau monde de la vraie foi, l'islam doit venir s'enraciner au sens propre et figuré dans la terre originelle du judaïsme. Ce remplacement n'est pas qu'une question de monument religieux, c'est un enjeu ontologique pour l'islam. Aujourd'hui, les juifs n'ont toujours pas le droit

de venir prier en ce lieu, la police israélienne veille à ce qu'aucun juif n'y « provoque » le courroux musulman en prononçant à voix haute quelques prières que ce soit. En revanche, les chefs palestiniens aiment lancer des rumeurs d'exactions commises contre les mosquées ou les fidèles pour déclencher intifada et autres agitations. C'est ce que le Hamas a fait il y a quelques jours avant de lancer ses milliers de missiles sur des civils.

Il faut accepter de confronter la réalité israélo-palestinienne à notre réalité de difficile cohabitation avec des islamistes anti-France.

Barbara Lefebvre

La dimension religieuse du conflit est centrale voire totale dans les imaginaires populaires musulmans, là-bas et ici ! Vouloir y plaquer nos représentations occidentales rationnelles à la Metternich relève de l'infantilisme. Le 30 avril 1999, la radio officielle de l'Autorité palestinienne diffusait le message suivant qui résume parfaitement le discours tenu au monde musulman depuis des décennies : « *Le territoire de la Palestine musulmane est une entité unique qui ne saurait être divisée. Il n'existe aucune différence entre Haïfa et Naplouse, entre Lod et Ramallah, ni entre Jérusalem et Nazareth. La terre de Palestine est une terre du Waqf consacrée à tous les musulmans, l'est comme l'ouest. La libération de la Palestine est une obligation pour toutes les nations islamiques et non pas seulement pour la nation palestinienne* ». Ce genre de message n'a cessé de se répéter et de gagner en audience avec le développement de l'islamisme violent post 11 septembre et depuis que le Hamas est au pouvoir à Gaza (2007). Dès lors, celui qui connaît le contexte dans sa profondeur historique autant que dans sa dimension culturelle ne saurait s'étonner que l'importation du conflit est inévitable. La présence en France d'une mouvance islamiste minoritaire mais puissante, ayant des sympathies pour le djihadisme, nourrissant un antijudaïsme virulent, devrait conduire les commentateurs et les politiques à plus de lucidité.

Ils devraient aussi accepter de confronter la réalité israélo-palestinienne à notre réalité de difficile cohabitation avec des islamistes anti-France. La facilité avec laquelle ces courants s'arrogent des droits historiques sur des territoires où ils s'installent, y imposent leurs modes de vie, y régentent ceux qui seront tolérés (les dhimmis payant tribut) et ceux qui ne le seront pas, devraient inquiéter ceux qui comptent diriger la nation française dans la décennie qui vient. Auront-ils le courage et la pugnacité de la nation israélienne à défendre son droit à exister ?

« Ce qui est en train de se passer à l'intérieur d'Israël entre citoyens juifs et citoyens arabes est absolument dramatique »

L'explosion des violences entre citoyens israéliens juifs et arabes a révélé une réalité que l'Etat hébreu préférerait ne pas voir, souligne le politiste israélien Ilan Greilsammer, dans une tribune pour « Le Monde ».

Par Ilan Greilsammer (Professeur de sciences politiques)

Publié aujourd'hui à 10h36, mis à jour à 18h26

Tribune. J'écris ces lignes en précisant que j'appartiens à la gauche israélienne qui, c'est vrai, est très minoritaire, mais peut s'enorgueillir de compter dans ses rangs la quasi-totalité des intellectuels israéliens. Et je suis de ceux pour qui il n'y a qu'une seule solution possible, raisonnable et logique du conflit, deux Etats pour les deux peuples, car sinon c'est soit la fin du rêve sioniste, soit un Etat binational d'apartheid.

Pour nous, pour le camp de la Paix, ce qui est en train de se passer à l'intérieur d'Israël entre citoyens juifs et citoyens arabes est absolument dramatique. Lynchages, incendies de synagogues, coups et blessures, peur de ses voisins de palier, pillages, destructions... L'explosion de violence incontrôlée, non seulement dans les villes « mixtes », mais aussi dans tout le reste du pays, paraît sonner le glas de ce que nous croyions honnêtement être une forme de coexistence pacifique et de bon voisinage. Où nous sommes-nous trompés ?

Nous tous, politologues et sociologues israéliens, nous nous sommes endormis car nous nous plaisions à croire que la coexistence se développait et ne faisait que se renforcer. Nous parlions de l'intégration croissante des jeunes Arabes à la société israélienne, nous aimions croire à leur « israélisation » accélérée. Leur vie n'était-elle pas beaucoup plus « facile » en Israël que dans nombre de pays arabes ? Le grand nombre d'étudiants arabes dans nos universités et nos collèges universitaires, leur accession à des postes importants, dans le public comme dans le privé, l'étroite coopération judéo-arabe dans la lutte contre le Covid-19, avec le travail remarquable des médecins et infirmiers arabes aux côtés de leurs collègues juifs dans les hôpitaux, la présentation des villes « mixtes », Acre, Lod, Ramle ou Jaffa, comme des modèles exceptionnels de cohabitation et d'entraide, etc.

Vision fautive et superficielle

De l'autre côté, nous étions certes parfaitement conscients de l'existence d'une extrême droite raciste en Israël, mais nous aimions la considérer comme marginale, concentrée dans quelques organisations brutales, voire folkloriques, du genre « La familia », le noyau dur du club de football Betar de Jérusalem. Même Itamar Ben Gvir, chef du groupe d'extrême droite Otzma Yehudit, n'était pas considéré comme vraiment dangereux, tant ses résultats électoraux passés étaient insignifiants.

Or ce qui s'est passé les jours derniers dans tout le pays, parallèlement au cycle militaire avec le Hamas, a pris de court tous les spécialistes de la société israélienne. La soi-disant « israélisation » des jeunes Arabes israéliens, sans cesse représentée comme un succès, était une vision fautive, superficielle et surtout autosatisfaite de ce qui se passait en réalité.

La réalité, c'est d'abord et surtout le sous-développement économique et social et la pauvreté persistante d'une grande partie de cette population, le manque criant d'infrastructures de base dans les villages et les

quartiers arabes, la discrimination évidente engendrant l'amertume et la jalousie, et aussi, comme dans bien d'autres sociétés arabes, l'impact croissant du militantisme religieux et l'influence de l'islamisme constamment diffusé dans les mosquées. Sans compter la montée de la violence interne et du gangstérisme dans les villes et les villages arabes.

C'est un peu comme si Israël, étourdie par la réussite de son high-tech et les lumières de Tel-Aviv, avait préféré fermer les yeux. Plus encore que le sous-développement, l'appel de la religion et les fantasmes autour de Jérusalem ont joué le rôle du plus puissant détonateur. La police israélienne montant en force sur l'esplanade des Mosquées et lançant des bombes lacrymogènes dans Al-Aqsa, l'expulsion programmée d'habitants arabes du quartier de Cheikh Jarrah, la danse des drapeaux annoncée dans la Vieille Ville pour la Journée de Jérusalem [*qui marque la conquête de la partie orientale de la ville par Israël, en 1967*]... On voit surtout la stupidité, le manque de réflexion, de subtilité et, surtout, de prudence des autorités israéliennes en plein ramadan, période toujours très problématique à Jérusalem.

Reconstruire patiemment

Quant à notre société juive, prise de court, comme lors de l'assassinat de Yitzhak Rabin [*premier ministre israélien, tué le 4 novembre 1995*], elle a découvert avec stupeur, mais beaucoup trop tard, que le kahanisme [*courant créé par le rabbin américano-israélien Meir Kahane, assassiné en 1990*] et le racisme s'étendaient bien au-delà des petits cercles très surveillés de l'extrême droite, des enragés des clubs de foot et des colons extrémistes impatientes d'en découdre avec les Arabes.

Le principal responsable de ce développement de l'extrême droite est le premier ministre Benjamin Nétanyahou, qui, pour sauver à tout prix son pouvoir, a tout fait pour renforcer les fanatiques, les extrémistes et les racistes. Ainsi, lors des dernières élections, il s'est entièrement mobilisé pour faire élire la liste d'extrême droite.

Il est largement temps que cet homme, sous le coup de trois chefs d'accusation pour corruption, quitte le pouvoir car il ne laisse derrière lui que terre brûlée. Je pense aussi qu'il ne faut pas exempter de toute responsabilité les leaders de la population arabe, et surtout les députés arabes à la Knesset, qui ont été étrangement absents du terrain et ne se sont pas servi de leur influence pour faire cesser les violences. Malheureusement, l'extrême indigence du personnel politique israélien, juif et arabe, s'est révélée de façon éclatante lors de ces émeutes.

Alors, que faire à présent ? Reconstruire, reconstruire patiemment. Lorsque l'affrontement entre Tsahal et le Hamas prendra fin, il faudra reconstituer soigneusement le tissu de la coexistence. Après ces violences ce sera difficile, très difficile, mais pas impossible. Il y a tant à faire ! Investir massivement dans la société arabe, lutter contre le gangstérisme et la pauvreté, reconnaître les localités encore sans infrastructures, restaurer le bon voisinage... Surtout, n'oublions jamais la vision de paix du philosophe Martin Buber (1878-1965), ou, plus récemment, celle de nos aînés, les écrivains Amos Oz (1939-2018), Avraham B. Yehoshua et David Grossman.

Ilan Greilsammer est professeur émérite de sciences politiques à l'université Bar-Ilan de Tel-Aviv.

Kapitalismus ist nicht das Problem, sondern die Lösung

...| Lesedauer: 4 Minuten

Von Rainer Zitelmann



Braucht es mehr Staat für einen besseren Klimaschutz?

Quelle: dpa

Kapitalismus ist angeblich die Ursache für den Niedergang der Umwelt – so sehen es die Klimaschützer auf ihren Demos. Aber Studien beweisen: Kapitalismus macht das Klima besser. Staatliche Planwirtschaft nützt der Umwelt nicht, sondern schadet ihr.

Deutschland setzt seit Jahren in der Umweltpolitik auf mehr Staat und weniger Markt. Und die Grünen, die so oder so in der nächsten Bundesregierung eine entscheidende Rolle spielen werden, wollen diesen Trend noch massiv verstärken. Eine immer wiederholte These, die man auf jeder Fridays-for-Future-Demonstration hören kann, lautet, der Kapitalismus sei die Ursache für Umweltverschmutzung und den Klimawandel. Daher sei ein „Systemwechsel“ notwendig, um den Klimawandel und die Umweltprobleme zu lösen.

Vergleicht man jedoch das Ranking der Länder mit den höchsten Umweltstandards mit dem Kapitalismusindex, zeigt sich ein anderer Zusammenhang. Seit über 20 Jahren veröffentlicht die Yale-Universität den Environmental Performance Index (EPI) der zeigt, wie gut die Länder im Umweltschutz sind. Insgesamt werden 32 Indikatoren in elf Kategorien erfasst:

Luftqualität; Hygiene und Trinkwasser; Schwermetalle; Abfallmanagement; Biodiversität und Habitat; Ökosystemdienstleistung; Fischerei; Klimawandel; Schadstoffemissionen; Wasserreserven; Landwirtschaft.

Nachhaltigkeit und Wohlstand

Laut den Analysen der Forscher sind Dänemark, Luxemburg, die Schweiz, Großbritannien und Frankreich die Länder mit der höchsten Punktzahl. Es folgen in dem Ranking Österreich, Finnland, Schweden, Norwegen und Deutschland. In dem Bericht heißt es: „Eine der konsistenten Lehren des EPI ist, dass das Erreichen von Nachhaltigkeit ausreichenden wirtschaftlichen Wohlstand erfordert, um die öffentliche Gesundheit und die Umweltinfrastruktur zu finanzieren.“ Die Forscher schreiben, dass es einen klaren Zusammenhang zwischen dem Bruttosozialprodukt und dem Stand des Umweltschutzes in einem Land gibt.

Interessant ist es, wenn man den Umweltindex mit einem anderen Ranking vergleicht, dem Index der wirtschaftlichen Freiheit. Dieser Index of Economic Freedom, den die Heritage Foundation seit 1995 ermittelt, misst die wirtschaftliche Freiheit in allen Ländern der Welt. In dem aktuellsten Bericht (2021) wurden 178 Ländern analysiert. Man kann diesen Index auch als „Kapitalismusskala“ bezeichnen, so der Soziologe Erich Weede.

Der Grad der wirtschaftlichen Freiheit wird in dem Index anhand von zwölf Kriterien gemessen: Eigentumsrechte, gerichtliche Wirksamkeit, staatliche Integrität, Steuerbelastung, Staatsausgaben, finanzpolitische Gesundheit, unternehmerische Freiheit, Freiheit des Arbeitsmarktes, Währungsfreiheit, Handelsfreiheit, Investitionsfreiheit und finanzielle Freiheit.

Die freiesten Länder

Gemessen an diesen Kriterien ist Singapur das freieste Land der Erde, gefolgt von: Neuseeland, Australien, der Schweiz, Irland, Taiwan, Großbritannien, Estland, Kanada und Dänemark. Die wirtschaftlich unfreiesten Länder sind laut diesem Ranking Nordkorea, Venezuela, Kuba, der Sudan und Simbabwe. Alle Länder unterteilen sich in die fünf Kategorien „frei“, „überwiegend frei“, „moderat frei“, „überwiegend unfrei“ und „unfrei“. Die Forscher der Heritage Foundation haben die beiden Indizes – den Umweltindex EPI und den Index der wirtschaftlichen Freiheit – für das Jahr 2020 verglichen.

Das Ergebnis: Die wirtschaftlich freiesten Länder hatten auch die höchste Punktzahl im Umweltindex der Yale-Universität, nämlich durchschnittlich 76,1. Die Länder, die „überwiegend frei“ sind, hatten durchschnittlich 70,2 Punkte. Und dann gibt es einen großen Sprung zu den Ländern, die nur „moderat frei“ sind und die für ihre Umwelt deutlich schlechter (59,6 Punkte) geratet wurden. Die Länder, die „überwiegend unfrei“ beziehungsweise „unfrei“ waren, hatten die mit Abstand schlechteste Umwelt (46,7 beziehungsweise 50,3 Punkte im EPI).

Der Ökonom Daniel Fernández Méndez hatte schon 2018 für einen Zeitraum von 15 Jahren eine Regressionsanalyse durchgeführt, um zu sehen, welchen Zusammenhang es zwischen den beiden Indizes gibt: „Die Regressionsanalyse zeigt, dass jeder Anstieg des Index der wirtschaftlichen Freiheit um einen Punkt einen Anstieg des Environmental Performance Index um 0,96 Punkte zur Folge hat“, so der Ökonom. Eine so klare positive Korrelation kann man in der Forschung selten feststellen.

Der Ökonom setzte sich jedoch auch mit dem möglichen Gegenargument auseinander, dass die Länder mit größerer wirtschaftlicher Freiheit „ihre umweltverschmutzenden Industrien in die weniger freie Dritte Welt ‚exportieren‘, während sie die nicht umweltverschmutzenden Industrien in ihrem Land behalten“.

Dem ist jedoch nicht so. Wenn man die Investitionen von Ländern mit einem hohen Umweltstandard analysiert, dann zeigt sich, dass nur 0,1 Prozent der Auslandsinvestments von Ländern mit hohen Umweltstandards in solche Länder erfolgen, die einen niedrigen Umweltstandard haben. Die Folgerungen aus diesen Berechnungen sind eindeutig: „Anhand der analysierten Daten können wir sehen, dass der Kapitalismus gut für die Umwelt ist. Je größer die wirtschaftliche Freiheit, desto besser die Umweltqualitätsindizes. Die ‚saubereren‘ Länder exportieren ihre Umweltverschmutzung nicht durch die Verlagerung von Unternehmen.“

Die Folgerung wird Antikapitalisten nicht gefallen, aber sie ist eindeutig: Kapitalismus ist nicht das Problem, sondern die Lösung. Weniger Kapitalismus und mehr staatliche Planwirtschaft, wie es die Grünen wollen, wird der Umwelt nicht nützen, sondern ihr schaden.

Übrigens: Ein Hauptgrund, warum Deutschland trotz aller Bemühungen nicht besser dasteht, war der Entschluss zum Atomausstieg, der dazu führte, dass wir bei den CO₂-Emissionen schlechter sind, als es möglich wäre, wenn Deutschland weiter auch auf Kernkraft setzten würde. Vorsichtig-diplomatisch formulieren die Yale-Forscher in ihrem EPI-Bericht 2021, „einige Analysten“ vertreten die Meinung, dass der deutsche Atomausstieg dem Fortschritt des Landes beim Klimaschutz schaden könnte. Aber dieser Beschluss zum Atomausstieg ist nicht dem Kapitalismus anzulasten, sondern einer von grüner Ideologie getriebenen Politik.



Rainer Zitelmann, der Autor dieses Artikels, ist Historiker, Soziologe und Immobilieninvestor

<https://www.faz.net/aktuell/ezb-anleihekaufprogramm-bundesverfassungsgericht-legt-streit-um-ezb-anleihekaufprogramm-bei-17346624.html>

BESCHLUSS AUS KARLSRUHE:

Verfassungsgericht legt Streit um EZB-Anleihekaufprogramm bei

- VON CORINNA BUDRAS
- -AKTUALISIERT AM 18.05.2021-09:38

Im vergangenen Jahr sorgten die höchsten deutschen Richter für viel Wirbel, als sie eine sorgfältigere Prüfung von milliarden schweren Anleihekäufe durch die EZB anmahnten. Doch seitdem hat sich viel getan.

Das Bundesverfassungsgericht hat den lang andauernden Streit um das EZB-Anleihekaufprogramm PSPP beigelegt. Am Dienstag haben die Karlsruher Richter weitere Anträge des ehemaligen CSU-Politikers Peter Gauweiler und des AfD-Mitbegründers Bernd Lucke mit dem Hinweis abgelehnt, dass sich Bundestag und Bundesregierung nach der Grundsatzentscheidung vom Mai 2020 hinreichend mit dem umstrittenen Programm beschäftigt hätten. Dabei hätten verfügten die beiden Verfassungsorgane über einen Einschätzungsspielraum, der nach Ansicht der Verfassungsrichter nicht überschritten worden ist. Der Zweite Senat sieht deshalb keinen Grund, selbst tätig zu werden.

Hätten die Richter anders entschieden, wären weitere Verwerfungen im Verhältnis von Deutschland und der Europäischen Union unausweichlich gewesen. Mit ihrem überraschenden Grundsatzurteil hatten die Richter im Zusammenhang mit dem milliarden schweren EZB Anleihekaufprogramm unter dem Namen „Public Sector Purchase Program“ (PSPP) erstmals einen „ausbrechenden Rechtsakt“ festgestellt und damit die Zuständigkeit in einem europäischen Kontext an sich gezogen.

Zentrales Argument war damals, dass nicht ersichtlich sei, dass die EZB das Programm auf seine Verhältnismäßigkeit geprüft hätte und deshalb insbesondere die negativen Folgen für die Finanzen der Mitgliedstaaten, die privaten Haushalte, Sparer und Kreditnehmer, den Bankensektor und Unternehmen in den Blick genommen hätte. Auch der Europäische Gerichtshof habe seine Rolle als Kontrollinstanz vernachlässigt, weshalb sich damals das Bundesverfassungsgericht gezwungen sah, einzuschreiten. Es verurteilte die deutschen Verfassungsorgane auf eine solche Verhältnismäßigkeitsprüfung hinzuwirken.

Die Antragssteller legten erfolglos nach

Die Karlsruher Richter würdigten in ihrem Beschluss am Dienstag, dass sich die EZB daraufhin Anfang Juni mit der Verhältnismäßigkeit des PSPP beschäftigt hat. Im Anschluss daran stellte der Bundestag im Juli fest, dass diese Prüfung den Anforderungen aus dem Urteil genüge.

Die Antragssteller bezweifelten hingegen, dass die Bedenken vollständig ausgeräumt werden konnten. Sie forderten eine vertiefte Prüfung der Verhältnismäßigkeitsprüfung durch die EZB. Außerdem sollte die Bundesbank daran gehindert werden, sich an dem Vollzug des Programms zu beteiligen.

Dem hat das Bundesverfassungsgericht nun eine Absage erteilt. Bundesregierung und Bundestag seien weder untätig geblieben, noch hätten sie Maßnahmen getroffen, die offensichtlich ungeeignet oder völlig unzureichend wären, um die sich aus dem Urteil ergebende Verpflichtung zu erfüllen, heißt es in dem Beschluss.

Le Figaro (site web)

lundi 17 mai 2021 - 17:11 UTC +02:00 1601 mots

Économie ; Entreprises

Tenue, comportement à l'égard des femmes... L'inquiétante hausse des conflits liés à l'islam en entreprise

ENQUÊTE - Selon une étude publiée par l'Institut Montaigne, les comportements rigoristes ont progressé en 2020 et concernent particulièrement les salariés musulmans.

« Il y a vingt ans, j'avais des positions très claires et radicales sur la laïcité. Maintenant, je prône l'accommodement raisonnable. » Eric Challan-Belval est patron de l'entreprise d'insertion spécialisée dans le recyclage et la propreté La Feuille d'Érable. Au début de l'année, il a décidé d'instaurer une clause de neutralité interdisant tout signe religieux ostensible dans son entreprise. Une clause rédigée en collaboration avec un avocat. « C'est avant tout rassurant pour les managers, et cela permet d'établir des règles claires », fait-il valoir.

À une conductrice portant le hijab, le patron demande de porter un simple fichu pour éviter les dangers d'ordre mécanique ; à un salarié qui demande un espace calme pour prier, il explique que les vestiaires, et plus globalement les locaux, ne sont pas l'espace adapté à cette pratique. Mais face à des toilettes régulièrement inondées par des flaques d'eau, Eric Challan-Belval a dû dépasser sa surprise, et comprendre que ces désagréments étaient liés aux ablutions pratiquées par des salariés. Le patron étant prêt aux concessions, il va installer des toilettes à la turque et des douchettes.

Combien sont-ils, ces patrons et ces managers obligés de composer avec le fait religieux dans l'entreprise ? Selon le baromètre annuel du fait religieux en entreprise réalisé par l'Institut Montaigne (« *Religion au travail : croire au dialogue* »), les Français sont de plus en plus nombreux à observer une immixtion du phénomène religieux dans la vie de leur entreprise : deux répondants sur trois ont déjà observé de tels phénomènes. Et les comportements rigoristes progressent : ils ont été observés, selon l'étude, dans 12% des lieux de travail contre 8% l'année précédente. « *La présence du fait religieux est de plus en plus significative depuis une dizaine d'années. C'est indiscutable* », affirme Lionel Honoré, directeur de l'Observatoire du fait religieux en entreprise (OFRE) et auteur de l'étude.

Selon cette étude réalisée auprès de 25.000 cadres et managers, le prosélytisme est principalement le fait de pratiquants évangéliques, mais les comportements négatifs envers les femmes et plus largement les comportements « *les plus problématiques et dysfonctionnels* » sont le fait de salariés musulmans. « *Statistiquement, il faut distinguer deux parts, décrypte Lionel Honoré. 80% de situations dans lesquelles le fait religieux apparaît au travail sont bien gérées et ne génèrent, qu'au pire, des frustrations. Les dysfonctionnements les plus radicaux se concentrent dans 15% à 18% des situations restantes.* »

Une préoccupation croissante

Quelle place donner à sa religion au travail ? Peut-on prier ? Porter le voile ? Les forums musulmans en ligne bruissent régulièrement de ce type de questions. « *Je prie sur mon lieu de travail, généralement dans une salle de réunion vide. Jusqu'à présent, personne n'a remarqué* », témoigne un membre. « *J'ai dû quitter certains postes en raison de l'impossibilité de faire les prières à l'heure,* » explique un autre. Pour la plupart, les croyants s'interrogent, mais cherchent avant tout à invisibiliser leur pratique au travail.

La question se pose autrement en ce qui concerne le voile, signe religieux ostensible qui met mal à l'aise certaines entreprises. C'est d'ailleurs dans la foulée de l'« *affaire Baby Loup* » que les entreprises ont commencé à se presser au cabinet de Michael Amado, avocat au barreau de Paris. Cette affaire, née du licenciement d'une salariée d'une crèche en raison du voile qu'elle portait, est rapidement devenue emblématique du débat sur la place de la religion en entreprise. En 2013, la Cour de Cassation estimait, dans une décision source de polémiques, que le licenciement de la salariée était « *discriminatoire* » et donc « *nul* ».

« Depuis cet arrêt, les demandes concernant la place du fait religieux en entreprise ont augmenté, » explique l'avocat Michael Amado. Quand bien même le pourvoi de la salariée de l'affaire Baby Loup sera finalement rejeté par l'Assemblée plénière de la Cour de Cassation en 2014, les entreprises commencent à chercher à se prémunir contre les conflits liés à l'entrée du religieux dans l'entreprise. L'avocat est consulté de manière croissante concernant des salariés qui demandent des aménagements de leur temps de travail, ou encore une révision des plats proposés par la cantine d'entreprise pour qu'ils soient halal, casher ou végétariens.

Des dispositifs de contrôle renforcés dans les transports publics

Pour les entreprises publiques de transport, le moment de la prise de conscience concernant la place du fait religieux s'est produit en 2015. Au lendemain de l'attentat du Bataclan, la France apprend que l'un des terroristes kamikazes qui ont sévi ce soir-là a travaillé comme chauffeur de bus pour la RATP de 2010 à 2012. À la Régie, les regards se braquent vers les salariés musulmans à la pratique religieuse est jugée trop ostentatoire.

La RATP est sommée de mieux contrôler ses agents. En tant qu'entreprise publique, elle doit en effet leur faire respecter le principe de neutralité religieuse — contrairement aux salariés d'une entreprise privée, pour lesquels le principe de liberté religieuse prime. En 2015, la RATP a mis en place une délégation chargée des questions d'éthiques. « Nous avons également mis en place des vidéos ou des guides, notamment sur la question de l'égalité homme-femme ou encore des habitudes alimentaires, » explique au *Figaro* Frédéric Potier, délégué général à l'éthique et à la conformité de la RATP. En 2015 et en 2016, 7 et 6 licenciements en raison de la pratique religieuse des agents concernés avaient été prononcés, contre 1 et 2 licenciements en 2019 et en 2020.

La loi Savary de 2016 a également permis au secteur des transports publics de réaliser des enquêtes administratives sur le profil des potentiels futurs agents, et sur les salariés qui demandent une mutation. De quoi assainir la base de recrutement. La SNCF, de son côté, s'est dotée d'un guide sur les principes « de laïcité et de neutralité », en listant des cas pratiques et leur résolution en fonction des valeurs de l'entreprise. Parmi les questions traitées : peut-on saluer les personnes différemment en fonction de leur sexe ? Peut-on refuser une visite médicale en invoquant un motif religieux ?

Soupçon d'entrisme

Malgré ces mesures, il apparaît, selon l'enquête de l'Institut Montaigne, que le secteur du transport reste l'un des plus touchés par les conflits managériaux liés à la religion, avec le BTP, la logistique ou la sécurité. En bref, des secteurs qui emploient une main-d'œuvre importante et peu qualifiée. Si les musulmans sont surreprésentés dans les situations problématiques mises en évidence par l'étude de l'Institut, c'est avant tout parce que « pour les croyants qui tiennent à leur pratique, les faits religieux musulmans sont plus divers avec davantage de signes extérieurs, » explique Lionel Honoré.

Des explications insuffisantes pour Adel Paul Boulad. Auteur de l'ouvrage « *Le Tabou de l'entrisme islamique en entreprise. Guide du Manager* ». Il considère qu'il existe, chez quelque dix pour cent des salariés musulmans, une volonté manifeste d'adapter le lieu de travail aux pratiques religieuses. « C'est un tabou global dans la société, mais aussi au niveau de l'entreprise pour les managers » abonde Adel Paul Boulad. Or, il suffit d'un petit nombre de salariés revendicatifs pour que l'ambiance se dégrade au sein de l'entreprise. « Pour des personnes musulmanes ou perçues comme telle, il peut par exemple être difficile de résister à une forme de pression exercée par un collègue ou un supérieur pratiquant le ramadan et insistant sur ce point », confirme Lucy de Noblet, directrice de la société de conseil en gestion du fait religieux en entreprise InAgora.

Des clauses, règlements et chartes

N'ayant pas les capacités de contrôle administratif d'une entreprise publique, de plus en plus d'entreprises privées tentent de maîtriser le fait religieux par d'autres biais. Les interlocuteurs joints par *Le Figaro* reconnaissent que cette volonté de contrôle peut se traduire par de la discrimination à l'embauche envers les musulmans (ou candidats perçus comme tel), ce qui est illégal. Certaines entreprises préfèrent en revanche la clarté et incluent des règles sur la pratique religieuse dans leur règlement intérieur, voire dans des chartes ou des clauses spécifiques.

Utiles pour fixer noir sur blanc l'esprit et les valeurs d'une entreprise, les guides ont cependant « une très faible valeur juridique, et peuvent déposséder les managers de leur rôle d'analyse de la situation avant de décider, souligne Hugo Gaillard, membre de l'AGRH et de l'Observatoire Action Sociétale - Action publique (ASAP). *L'essentiel, pour les entreprises, est avant tout de se placer dans une position plus proactive sur ces questions. Le règlement intérieur est en cela central il définit les frontières*

'dures' des pratiques. » Hugo Gaillard insiste sur la nécessité de constance et d'équité dans le traitement des demandes d'ordre religieux, afin de créer une « *jurisprudence managériale* ».

Autre conseil : éviter à tout prix d'entrer dans un débat théologique. Oui, l'islam permet à ses croyants de « *rattraper* » une prière qui n'a pas été

té réalisée à l'heure mais non, il ne faut pas le dire comme cela au salarié qui demande des temps de prière. Le manager doit demander à l'employé de respecter ses engagements contractuels et les règles de l'entreprise. « *Chaque entreprise a sa façon de faire, conclut Lucy De Noblet, mais l'important c'est qu'il y ait un cadre, et qu'il soit connu.* »

Marion Van Renterghem : "À 16 ans, Angela Merkel faisait partie du club des filles non-embrassées"

Par [Chloé Friedmann](#)

• Le 14 mai 2021



Angela Merkel, alors ministre de l'Environnement, participe à une réunion de son cabinet. (Allemagne, le 14 avril 1994.)

Getty Images

Dans son ouvrage *C'était Merkel*, paru le mercredi 12 mai, l'auteure revient sur le destin hors norme de la Chancelière, au crépuscule de son quatrième et dernier mandat. L'occasion d'évoquer l'enfance - un brin ingrate - de l'une des femmes les plus puissantes du monde.

«Je ne suis pas vaniteuse. Je sais utiliser la vanité des hommes.» Tels sont les propos tenus par Angela Merkel, chancelière d'Allemagne depuis 2005. Dans son ouvrage *C'était Merkel* (1), paru le mercredi 12 mai aux éditions Les Arènes, Marion Van Renterghem revient sur le destin hors norme de cette petite fille élevée dans un régime totalitaire. En 1957, Horst Kasner, le père d'Angela Merkel, quitte l'Allemagne de l'Ouest pour la ville de Templin, à l'Est. Il entraîne dans son sillage Herlind, son épouse, et leur aînée, tout juste âgée de 3 ans. Le couple donnera naissance à deux autres enfants, Marcus et Irène.

C'était Merkel offre une plongée inédite dans l'enfance d'Angela Merkel. De ses «blue jeans» tant convoités à ses soirées dans l'école de séminaristes de son père, en passant par son admission, à 16 ans, dans le «CDU» (le «Club Der Ungeküssten», celui des filles non-embrassées), Marion Van Renterghem explore dans son livre la jeunesse méconnue - et parfois ingrate - de la Chancelière. Nul ne présage alors de son destin extraordinaire. La petite fille un brin gauche parviendra en effet à s'imposer dans un monde essentiellement masculin. À la clé, quatre mandats, quinze années de pouvoir, et une empreinte indélébile sur l'histoire de l'Allemagne.

Une enfance "pas loin du Paradis"

Philippe Quaisse

Madame Figaro. - Qui étaient les parents d'Angela Merkel ?

Marion Van Renterghem. - Horst Kasner, son père, est une figure qui a beaucoup compté dans sa destinée. Ce pasteur de l'Ouest, élevé à Hambourg, où Angela Merkel est née, était une personnalité charismatique. Il a eu l'originalité, au moment où les Allemands de l'Est fuyaient vers l'Ouest, avant la construction du mur de

Berlin, d'effectuer le chemin inverse. On lui a proposé un poste pour former des séminaristes dans la ville de Templin. Horst Kasner partageait l'idéal socialiste de la République démocratique allemande (RDA), celle de l'Est. Il a donc entraîné sa famille dans son sillage, en 1957, avec la petite Angela, âgée de 3 ans. L'aspect intrigant du père, c'est qu'il se rendait à l'Est par conviction idéologique, tout en sachant que la religion - y compris la religion protestante, majoritaire dans cette région de l'Allemagne - y était mal perçue. Herlind, la mère d'Angela, était professeure de latin et d'anglais. En tant que femme de pasteur, elle n'avait pas le droit d'enseigner en RDA.

Quelle enfant était Angela Merkel ?

C'était une petite fille réservée, studieuse, mais aussi très bonne camarade et rigolote. Elle lisait énormément, et elle était la meilleure élève de sa classe en maths. Elle était douée dans toutes les matières, sauf en sport, car elle était maladroite avec son corps. Elle se qualifiait elle-même de «petite idiote du mouvement».

Son père l'a beaucoup marquée par sa rigueur morale et son ambition

MARION VAN RENTERGHEM

Dans quelle mesure ses parents ont-ils façonné sa personnalité, son caractère ?

Elle leur doit un certain sens du secret, de la méfiance et de la prudence, mais également une ouverture d'esprit particulière. Sa mère était, semble-t-il, une personne curieuse des gens, joyeuse et bavarde. Tout comme Angela Merkel, qui s'en est d'ailleurs servi comme excuse lorsque la Stasi (*le Ministère de la Sécurité d'État, le service de renseignements et de police politique d'Allemagne de l'Est, NDLR*) a tenté de la recruter. «Je suis beaucoup trop bavarde, je ne serai jamais capable de tenir un secret», aurait-elle assuré à un espion. Son père l'a beaucoup marquée par sa rigueur morale, son ambition et son éthique du travail. Ce sont des principes protestants qui ont énormément structuré Angela Merkel en tant que dirigeante.

Malgré la dictature, vous affirmez que l'enfance d'Angela Merkel n'était «pas loin du paradis». Pour quelle raison ?

C'est un paradoxe. Des milliers de personnes ont perdu la vie en essayant de fuir l'Allemagne de l'Est. Le livre ne remet pas du tout en question l'atrocité de ce régime, qui entravait la liberté de penser. Mais Angela Merkel évoluait dans une sorte de monde à part. Son père habitait Templin, et vivait à côté de l'établissement où il formait les séminaristes, lequel se trouvait près d'un centre pour handicapés. C'était un lieu assez récréatif, situé sur un vaste terrain, à la lisière de la forêt. Cette proximité et cette interaction permanentes avec des personnes en situation de handicap ont énormément compté pour Angela Merkel. Cela l'a rendue extrêmement sensible à l'humain et à toute la part non-normée de l'humanité.

Soirées à l'école des séminaristes

Angela Merkel (au centre du premier rang) pose avec ses camarades durant des Olympiades de mathématiques. (Templin, 1971.)

AFP Forum

À l'époque, les Kasner se nourrissent de la traite des chèvres et cuisinent les orties du jardin. Diriez-vous que le clan vivait dans la précarité ?

Les Kasner n'avaient pas beaucoup d'argent et vivaient simplement. Angela Merkel en a d'ailleurs gardé cette absence totale de goût pour le luxe. Durant son enfance, elle a cependant bénéficié de certains privilèges. Sa famille était culturellement plus dotée que les autres. Elle possédait beaucoup de livres, et captait la télévision de l'Ouest. J'ai rencontré l'un de ses amis de longue date, qui adorait venir chez elle et discuter avec ses parents. Il y avait une ambiance intellectuelle forte chez les Kasner. Le père d'Angela Merkel, tout en étant très froid et un peu impressionnant, était chaleureux avec les amis de sa fille aînée.

Angela Merkel était-elle une élève populaire ?

Au cours de mon enquête, j'ai eu accès à des photos d'elle et de ses copains, en vacances en camping ou participant à une fête. Le père d'Angela Merkel lui prêtait parfois la salle de formation des pasteurs pour qu'elle y organise des soirées, notamment durant le Nouvel an. Elle n'a pas eu autant de succès d'un point de

vue sentimental. On m'a raconté qu'à 16 ans, Angela Merkel faisait partie de la «CDU», le club des filles non-embrassées. Mais elle était bonne camarade, et elle l'est restée. C'est une bonne vivante, qui adore le vin et le fromage. Elle imite très bien les présidents français, notamment Nicolas Sarkozy et Jacques Chirac. C'est aussi quelqu'un de loyal. Certains de ses amis s'étonnent du fait qu'elle continue à prendre de leurs nouvelles, malgré son emploi du temps chargé. Elle est, par ailleurs, très attachée à ses collaborateurs. Ses plus proches conseillers évoluent avec elle depuis parfois dix ou vingt ans.

Malgré la dictature, Angela Merkel vivait dans une sorte de monde protégé

MARION VAN RENTERGHEM

Vous écrivez que, durant son adolescence, les «jeans d'Angela» faisaient bon nombre d'envieux...

Une partie de la famille Kasner était demeurée à Hambourg. Angela Merkel recevait donc des cadeaux de l'Ouest - notamment ces fameux blue jeans. Cela faisait partie des valeurs que l'on s'arrachait. Il faut savoir que l'Allemagne de l'Est fabriquait de faux blue jeans, dans un tissu imité. Cela se voyait. Le vrai blue jean de l'Ouest représentait quelque chose de formidable. Le prof de maths d'Angela Merkel se souvient encore de ces pantalons que tout le monde enviait. En bref, Angela Merkel évoluait dans un monde protégé. On savait que la Stasi rôdait, mais on s'en accommodait en vivant dans une sorte de bulle. Cela a changé lorsqu'elle est partie étudier la physique à Leipzig, puis est devenue chercheuse à Berlin-Est. La réalité de la dictature d'Allemagne de l'Est l'a rattrapée.

"Face à la détresse, elle tend les bras"

En quoi le fait d'avoir vécu en Allemagne de l'Est, dans une dictature, a-t-il forgé la politique future d'Angela Merkel ?

Cela a développé chez elle un certain sens de la prudence. Angela Merkel est aussi très économe dans ses mots. Cela provient de ses valeurs protestantes et du fait qu'en Allemagne de l'Est, on se méfiait de ses voisins et on ne parlait pas trop. On ne faisait pas confiance aveuglément, on prenait le temps de connaître les gens. Elle cultive aussi cet amour intrinsèque de l'État de droit et de la liberté, émanant d'une personne qui en a été privée. Je pense que le grand moment de sa carrière, durant la crise des migrants, en 2015, est profondément lié à son expérience d'être née du mauvais côté du mur, derrière des barbelés. Cela lui a donné une humanité supplémentaire. Face à des gens en situation de détresse, qui ne sont pas nés au bon endroit et veulent franchir une frontière pour sauver leur peau, elle ne peut faire autrement que de tendre les bras.

Son attitude durant la crise des migrants est liée à son expérience d'être née du mauvais côté du mur

MARION VAN RENTERGHEM

Est-ce vrai que, toute jeune déjà, elle était fascinée par l'Amérique ?

En tant qu'enfant de la dictature, Angela Merkel a vécu derrière un mur, ce qui l'a profondément marquée. Elle n'a pas pensé une seconde que ce régime s'effondrerait, et que le mur tomberait. Petite, elle se disait : «Quand je serai retraitée, j'irai voir les montagnes rocheuses et le Pacifique», car l'Allemagne de l'Est autorisait les personnes âgées à voyager hors du bloc soviétique. On considérait qu'elles étaient inoffensives et qu'elles n'allaient pas disparaître pour faire de la résistance. L'Amérique représentait, pour une personne privée d'une démocratie, le pays de la liberté. C'est ce qui explique le lien particulier d'Angela Merkel avec ce continent. Mais cela va bien au-delà de la Chancellerie. Il s'agit d'un réflexe allemand, celui d'un attachement aux États-Unis comme garant de la démocratie et au gendarme du monde que fut l'Amérique d'après-guerre. Le premier voyage outre-Atlantique d'Angela Merkel aura lieu en 1990, alors qu'elle a déjà 36 ans.

Quelle place occupe aujourd'hui Templin dans la vie d'Angela Merkel ?

Quand elle était en Allemagne de l'Est, elle a acheté une résidence secondaire, une «datcha» comme on dit. La demeure est vraiment d'une modestie totale. Il s'agit d'une petite maison, pourvue d'un toit de tuiles rouges et, paraît-il, de meubles Ikéa. Elle est située à une vingtaine de kilomètres de là où habitaient ses

parents, à Templin. Sa mère est décédée l'année dernière - son père, il y a une dizaine d'années. Après la mort de son père, elle allait régulièrement à Templin, le week-end, pour s'occuper de sa mère et lui faire ses courses. Elle est restée attachée à cette région. Elle aime aller se baigner dans les lacs et se promener dans la campagne.

Si l'on en croit ses amis de longue date, aucun ne s'attendait à ce qu'Angela Merkel connaisse un tel destin... Comment l'expliquer ?

Contrairement à Nicolas Sarkozy, qui disait dès le plus jeune âge vouloir être président, Angela Merkel n'avait pas la moindre envie de devenir Chancelière et l'idée était à mille lieues de lui passer par la tête. Lorsqu'elle était petite, personne ne soupçonnait ce qu'elle deviendrait, comme personne n'imaginait que le mur tomberait et que l'Allemagne de l'Est cesserait un jour d'exister. Si elle s'était lancée en politique, elle aurait été au service du régime ou une dissidente héroïque. Or, elle n'était ni l'un ni l'autre. Elle s'est, au contraire, lancée dans des études scientifiques pour échapper au contrôle du régime, et parce qu'elle était douée dans ce domaine. Si la dictature ne s'était pas effondrée, elle serait devenue une grande chercheuse en Allemagne de l'Est, et cela ne lui déplaisait pas. Ce ne sont que l'occasion et le moment de l'histoire qui ont fait basculer son destin. Elle s'est prise de passion pour ce nouveau monde qui s'ouvrait à elle, cette Allemagne qui allait se réunifier. Elle a été happée par la politique du jour au lendemain. La politique, c'était pour elle un moyen de contribuer à un régime de libertés qu'elle n'avait jamais connu.

(1) *C'était Merkel*, de Marion Van Renterghem, paru le 12 mai 2021, éd. Les Arènes, 320 p., 21€90

<https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/klima-energie-und-umwelt/warum-wir-fuer-die-klimarettung-eine-starke-wirtschaft-brauchen-17341507.html?GEPC=s5&premium=0xf53732adb9a28390fe76bdfb4d787b95&premium=0xf53732adb9a28390fe76bdfb4d787b95>

GLOBALER KRAFTAKT:

Klima und Marktwirtschaft

- VON GERALD BRAUNBERGER
- -AKTUALISIERT AM 15.05.2021-10:30



Zukunftsfähige Marktwirtschaft: Ein Laser des Unternehmens Trumpf Bild: dpa

Das Klimathema wird vor allem von Kritikern der Marktwirtschaft vorangetrieben. Die vor uns liegende gewaltige Transformation bedarf jedoch einer leistungsfähigen Wirtschaft.

Also sprach Olaf Scholz dieser Tage: Flüge unter 50 oder 60 Euro solle es in Europa nicht mehr geben. Viele Menschen, die sich dem Klimaschutz verpflichtet fühlen, werden dem Kanzlerkandidaten der SPD zustimmen. Unfug wäre Scholz' Position, die von der Bundesregierung durch bestimmte Vorgaben für Flugpreise ohnehin schon vor rund zwei Jahren beschlossen wurde, mit Blick auf das Klima trotzdem: „Innereuropäische Flüge, lieber Olaf Scholz, unterliegen dem EU-Emissionshandel und daher einer CO₂-Obergrenze. Ein solches Verbot bringt fürs Klima null“, schrieb der Präsident des Kieler Instituts für Weltwirtschaft, Gabriel Felbermayr, auf Twitter.

Scholz weiß das. Aber er scheint zu denken – und da steht er im politischen wie im medialen Betrieb nicht allein –, dass eine sich wuchtig gebende Symbolpolitik in der Wählerschaft besser ankommt als das Eingeständnis, nur eine primär marktwirtschaftlich ausgerichtete Klimapolitik sei geeignet, ökologische, ökonomische und soziale Ziele auf eine erfolgversprechende Weise zu vereinbaren.

Psychologisch ist das ja verständlich. Diejenigen, die wie „Fridays for Future“ das Thema Klimawandel mit unbestreitbarem Erfolg auf die öffentliche Agenda gesetzt haben, und diejenigen, die auf dieser Welle mitreiten wollen, sollen ausgerechnet jetzt die Diskurshoheit und die politische Gestaltungsmacht jenen überlassen, die sie erbittert bekämpfen und denen sie nicht selten niedere Motive unterstellen? Eine Konzeption soll die Welt retten, die ökonomischen Anreize vertraut anstatt gern mit missionarischem Eifer und moralisierender Besserwisseri vorgetragenen Appellen zur Abkehr vom sündigen Wirtschaften und Leben? Wie kann man sich dabei nur wohlfühlen? Wachsen diesem verteuerten „Neoliberalismus“, dem man mit den Klimazielen endlich den Kopf abgeschlagen haben wollte, gleich der aus der griechischen Mythologie bekannten Hydra zwei neue Köpfe nach? Da kann man doch nur beleidigt oder empört reagieren. Oder?

Anreize für Innovationen durch Pigou-Steuer

Die Wahrheit ist prosaisch. Eine wichtige Grundlage marktwirtschaftlichen Denkens in ökologischen Fragen bildet das im Jahre 1912 – und damit weit vor jedem „Neoliberalismus“ – von dem britischen Ökonomen Arthur Cecil Pigou veröffentlichte Buch „Wealth and Welfare“, in dem sich Pigou unter anderem mit der

Frage nachhaltigen Wirtschaftens angesichts von Umweltbelastungen durch die Industriegesellschaft befasste.

Pigou war nicht nur ein großer Ökonom, sondern auch ein der Natur verbundener Mann, der ein idyllisch gelegenes Haus im nordenglischen Lake District besaß und bis kurz vor seinem Tod gern durch die Alpen streifte. Anders als viele Möchtegern-Retter unserer Tage blieb Pigou, der zwei Weltkriege sowie schwere politische, wirtschaftliche und gesellschaftliche Erschütterungen erlebte, auch in schweren Zeiten zuversichtlich. Eine vor wenigen Jahren erschienene, von dem jungen Historiker Ian Kumeakawa verfasste Biographie Pigous trägt den Titel „The First Serious Optimist“.

Pigou sah, wie private Produktions- und Konsumententscheidungen durch Umweltschäden Wirkungen haben können, die nicht in Marktpreisen berücksichtigt werden. Daher unterschied er zwischen dem privaten und dem sozialen Nutzen des Wirtschaftens. Zur Berücksichtigung der heute „externe Effekte“ genannten Wirkungen des Wirtschaftens, die nicht in Marktpreisen enthalten sind, schlug er eine Besteuerung vor, die in der Fachwelt als „Pigou-Steuer“ bezeichnet wird. Eine CO₂-Steuer wäre eine Pigou-Steuer, und sie gilt als eine der beiden typischen Instrumente, mit denen ein Regeln setzender Staat in einer Marktwirtschaft versuchen sollte, die Schäden negativer externer Effekte in Preisen zu berücksichtigen.

Die ökonomische Logik ist einfach: Indem die Produktion von Gütern mit negativen externen Effekten verteuert wird, entstehen für Produzenten Anreize, weniger schädliche Verfahren zu verwenden. Die Pigou-Steuer schafft auf diese Weise Anreize für Innovationen, und der Staat freut sich über die Einnahmen aus der Pigou-Steuer. Vor gut zwei Jahren haben sich mehr als 3000 Ökonomen, darunter mehr als zwei Dutzend Nobelpreisträger, für eine CO₂-Steuer ausgesprochen. Das waren nicht nur „Neoliberaler“.

Es geht sogar noch besser: Wenige Jahrzehnte nach Pigou kam der ebenfalls in Großbritannien geborene und später mit dem Nobelpreis ausgezeichnete Ökonom Ronald Coase auf eine Idee, die Marktwirtschaftler besonders schätzen, weil sie ohne Steuer auskommt: Man schafft einen Markt für den schädlichen externen Effekt, im konkreten Fall für CO₂, und installiert dort einen Handel. Auf diesem Prinzip basiert der Handel mit Emissionszertifikaten, der vor allem nach dem Kyoto-Protokoll von 1997 Popularität gewann: Die öffentliche Hand teilt in dem von ihr gewünschten Maße Verschmutzungsrechte zu, deren Preis sich dann als Ergebnis von Angebot und Nachfrage bildet.

In der EU existiert ein solcher Handel für die Energiebranche sowie für Teile der Industrie und der Luftfahrt. Das Prinzip: Ein durch die Preise der Zertifikate steigender Preis verteuert die Nutzung fossiler Energieträger und setzt Anreize, auf eine effiziente Weise weniger schädliche Verfahren anzuwenden. In der Praxis funktioniert das: So wurden in Großbritannien vor ein paar Jahren als Folge steigender Preise für die Zertifikate innerhalb kurzer Zeit Kohlekraftwerke unwirtschaftlich. Eine Ausweitung des Handels auf weitere Wirtschaftsbereiche wäre daher sehr wünschenswert.

Globale Lösung vonnöten

Die Verteuerung von CO₂ im Rahmen einer Marktwirtschaft bildet das mit weitem Abstand mächtigste und effizienteste Verfahren zur Reduzierung von Treibhausgasen, weil sie die Emittenten der Gase dort packt, wo es am meisten weh tut: an der Geldbörse. Das Vertrauen auf das ökonomische Kalkül entfaltet eine weitaus größere Wirkung als alle Versuche, die Menschen durch Moralisationen, Belehrungen, Ächtungen und Drohungen zu Veränderungen ihres Verhaltens mit Blick auf den Klimaschutz zu bewegen. Diese Anstrengungen können nur begrenzt wirken, weil individuelle und kollektive Rationalität divergieren.

Verständigten sich die Menschen als Kollektiv darauf, nicht mehr das Flugzeug zu benutzen, entstünde ein messbarer Effekt auf die globale CO₂-Produktion. Aber die Menschen verstehen sich vor allem als Individuen, doch aus individueller Sicht bestehen keine Anreize, auf das Flugzeug zu verzichten, da der individuelle Beitrag zur globalen CO₂-Produktion sehr gering bleibt. Die Einbeziehung des Flugverkehrs in den Emissionshandel und Anreize für Hersteller, emissionsärmere Antriebe zu entwickeln, bleiben überlegene Verfahren.

Der marktwirtschaftliche Ansatz beinhaltet weitere Erkenntnisse, die regulierenden oder moralisierenden Klimaschützern kaum in ihr Weltbild passen, die aber nicht übersehen werden dürfen. Die erste Erkenntnis lautet: Ein globales Klimaproblem kann politisch nur global angepackt werden. Dann aber fällt auf, dass ein großer Teil der Treibhausgase nicht in den reichen westlichen Ländern emittiert werden, sondern in ärmeren Ländern. So entfallen auf China rund 24 Prozent der Emissionen, auf Deutschland nur knapp 2 Prozent.

Klima-Protektionismus ist nicht das Gebot der Stunde

Gerade in den ärmeren Ländern wird Klimaschutz nur möglich sein, wenn die Regierungen das Versprechen eines steigenden materiellen Lebensstandards nicht aufgeben. Dazu wird es erheblicher Innovationen bedürfen, die nach aller Erfahrung eher in Marktwirtschaften als in Ländern mit ausufernder staatlicher Planung entstehen. „Degrowth“ ist eine Mär weltferner Eliten in reichen Ländern; mit der Wirklichkeit der meisten Menschen auf diesem Planeten hat das nichts zu tun.

Klar sein sollte auch: Eine Vertreibung von Industrie aus Deutschland in ärmere Länder mit niedrigeren ökologischen Standards verschlechtert die globale Klimabilanz. Reine Symbolpolitik wäre es daneben, durch Verichtsmaßnahmen in Deutschland ärmeren Ländern die Chance auf etwas mehr Verschmutzung zu lassen. Wer Interesse nicht nur an einer Symbiose von Klimaschutz und Wohlstand, sondern auch an einem gedeihlichen Umgang in der Weltgemeinschaft besitzt, wird nach besseren Ideen Ausschau halten müssen, als den Handel mit Ländern streng zu reglementieren, die, vielleicht notgedrungen, andere Umweltstandards haben als Deutschland. Nicht Klima-Protektionismus ist das Gebot der Stunde, sondern der Versuch, das Prinzip der Bepreisung von CO₂ durch Verhandlungen in möglichst vielen Ländern zu verankern.

Völlig unterschätzt wird die Wucht, mit der die kommende Transformation Veränderungen mit sich bringen wird. Wer die Energieversorgung (weitgehend) auf Erneuerbare umstellen will, wird Genehmigungsverfahren vereinfachen, den Bau von Stromautobahnen beschleunigen und generell die gepflegte Haltung des „Nicht in meiner Nachbarschaft“ überwinden müssen. Wer den schnellen Bahnverkehr fördern will, wird unter anderem bisher blockierte Projekte in den Tälern von Rhein und Inn in Gang bringen müssen. Man wird sehen, ob ausgerechnet die politischen Kräfte, die einerseits Klimapolitik vorantreiben, bisher aber die großen Blockierer von Verkehrsprojekten waren, für den notwendigen Ruck sorgen.

Verteilungsfolgen der Transformation werden unterschätzt

Unterschätzt werden die Verteilungsfolgen der Transformation auf nationaler wie auf internationaler Ebene. Die Klimapolitik ist ein extrem teures Unterfangen; Schätzungen allein für Deutschland belaufen sich auf fast 2 Billionen Euro. Ein hoher CO₂-Preis vertreibt die Produktion von Treibhausgasen, aber er belastet Unternehmen und Privathaushalte finanziell. Auch in Deutschland werden Benachteiligte Unmut äußern und nach Transfers rufen. Daher hält sich die [SPD](#) in der Frage hoher CO₂-Preise zurück.

Für die deutsche Wirtschaft wird die Transformation insgesamt sehr schwierig, aber zahlreiche Unternehmen, zum Beispiel aus dem Maschinenbau, dürften in der Lage sein, sich zu bewähren. Sollte die deutsche Wirtschaft den Wandel erfolgreicher bewältigen als die Wirtschaft anderswo in Europa, wird es bis zum nächsten Ruf nach neuen mit Schulden finanzierten EU-Programmen nicht lange dauern. Auf globaler Ebene dürfte es vielen ärmeren Ländern voraussichtlich nicht genügen, von Innovationen aus den reichen westlichen Ländern zu profitieren.

Sehr wahrscheinlich wird mit dem gewaltigen Wandel aber niemand überforderter sein als eine Politik, die zu viel regulieren und planen will. Der Ökonom Herbert Giersch hat geschrieben: „Liberale sind Optimisten, Konservative haben Angst vor der Zukunft, Sozialisten wollen sie planen.“ In diesem Sinne kann es angesichts der Herausforderungen gar nicht genügend Liberale geben. Zu befürchten steht jedoch, dass es zu viele Sozialisten geben wird.

<https://www.faz.net/aktuell/politik/inland/annalena-baerbock-schreibt-soziale-marktwirtschaft-der-spd-zu-17342005.html?GEPC=s5&premium=0x82a2bbaafc7f08a0334ab396bffb31e&premium=0x82a2bbaafc7f08a0334ab396bffb31e>

WIRTSCHAFTSKOMPETENZ:

Das Soziale und der Markt

- EIN KOMMENTAR VON FRANK PERGANDE
- -AKTUALISIERT AM 18.05.2021-07:05



Nach der Bundestagswahl 1965: Bundeskanzler Ludwig Erhard (mit Zigarre), Altbundeskanzler Konrad Adenauer und der CSU-Vorsitzende Franz-Josef Strauß (ganz rechts) Bild: SZ Photo

Viel Häme musste Annalena Baerbock einstecken, als sie die soziale Marktwirtschaft der SPD zuschrieb. Ob aber alle ihre Kritiker sattelfest wären?

In der jüngsten Bundestagsdebatte schrieb die Kanzlerkandidatin der Grünen [Annalena Baerbock](#) die Erfindung der Sozialen Marktwirtschaft der SPD zu. Sie sprach über entschlossenes politisches Handeln in Umbruchzeiten und sagte, in den Sechzigerjahren hätten „Sozialdemokraten“ die „Soziale Marktwirtschaft auf den Weg gebracht“, in Wirklichkeit war es die CDU. Viel Häme musste sie dafür einstecken, einen „Baerbock“ habe sie geschossen. Das ist wohlfeil, Fehler können passieren. Friedrich Merz hat neulich den Begriff der Liquiditätsfalle ungenau verwendet, gleichbedeutend mit überbordender Staatsverschuldung. Auch er musste deswegen einiges aushalten.

Dabei möchte man wetten, dass bei Weitem nicht alle, die über Baerbock und [Merz](#) herziehen und auf solche Fehler nur warten, sattelfest beim Thema Wirtschaft und besonders Sozialer Marktwirtschaft wären. Es beginnt schon mit der Frage, wie „Soziale Marktwirtschaft“ geschrieben werden soll. Als Eigenname? Oder ist „sozial“ nur das Beiwort zur Marktwirtschaft? Geht es um ein fest gefügtes Modell für die wirtschaftspolitische Praxis oder eine Überzeugung? Im herkömmlichen Verständnis ist Soziale Marktwirtschaft ein Eigenname geworden. Sie hat einen Erfinder, Ludwig Erhard, einen konkreten Anfang, die Währungsreform 1948 im Westen, und den für jeden verständlichen Inhalt, die Kräfte des Marktes durch den Sozialstaat einzuhegen und abzufedern.

Das alles stimmt so aber nicht. Der Begriff der [Sozialen Marktwirtschaft](#) stammt von Alfred Müller-Armack, dem späteren Staatssekretär von Wirtschaftsminister Erhard. Müller-Armack verwendete ihn zuerst in seiner Broschüre „Wirtschaftslenkung und Marktwirtschaft“ im Jahr 1947. Die Formulierung brauchte Jahre, um Allgemeingut zu werden. Den Start durch die Währungsreform haben die Amerikaner in den westlichen Besatzungszonen festgelegt. Erhards Verdienst dabei war es, mit der Währungsreform die Aufhebung der Preisbindung durchgesetzt zu haben, gegen den Widerstand fast aller.

Der Sozialstaat in seinen heutigen Auswüchsen und mit Kosten, die mehr als die Hälfte eines Jahresetats beanspruchen, ist aber das Gegenteil einer Sozialen Marktwirtschaft. Bei Baerbock war es wohl eine Art Freudsche Fehlleistung: Soziale Marktwirtschaft gleich Sozialleistungen gleich [SPD](#). Erhards Idee war

jedoch eine ganz andere. Das Buch, das ihn populär machte, trägt sie im Namen: „Wohlstand für alle“. Erhard war gegen eine autonome Sozialpolitik. Er meinte, wenn es gelinge, dass die Erfolge des Marktes sich für alle lohnten, brauchte es eine solche Sozialpolitik gar nicht. Das gelang mit dem Wirtschaftswunder, auch wenn es wiederum verkehrt wäre, allein soziale Marktwirtschaft als Treiber des Wirtschaftswunders zu sehen, da spielten viele Faktoren eine Rolle.

Die SPD hatte die Soziale Marktwirtschaft zunächst bekämpft. Aber der erste sozialdemokratische Wirtschaftsminister Karl Schiller verfolgte dann doch eine Politik in Erhard'scher Nachfolge, verdienstvoll für die Entwicklung der Bundesrepublik Ende der Sechziger-, Anfang der Siebzigerjahre. Die Soziale Marktwirtschaft bewährte sich bei der deutschen Einheit. Schröders Agenda-Politik war ebenfalls ein wichtiger Beitrag.

Hinter Sozialer Marktwirtschaft steckt also eine Grundüberzeugung, die auf jede neue Situation neu angewendet werden muss. Schon Adenauer und Erhard konnten sich nicht einigen. Für Erhard war Adenauers Rentenreform von 1957, bei der die Rente an die Arbeitseinkommen gekoppelt wurde, der Anfang des Sozialstaats, den er nicht wollte. Adenauer, geprägt von der katholischen Soziallehre, war nicht nur dem Markt gegenüber misstrauisch, sondern auch gegen die Natur des Menschen. Der markttreue Optimismus Erhards war ihm fremd. Die Einführung der Sozialen Marktwirtschaft war also keineswegs ein Modell mit Erfolgsgarantie, vieles, was heute etwa über Erhard gesagt wird, sind Mythen.

Lässt sich überhaupt etwas daraus lernen? Heute ist die Frage, ob die Soziale Marktwirtschaft Antworten geben kann auf Globalisierung und Digitalisierung, auf das Agieren weltumspannender Unternehmen, auf die Klimaveränderungen und Pandemien. Mit „Wohlstand für alle“ hat die CDU einst Wahlkämpfe gewonnen, heute ist Wirtschaftspolitik unpopulär, inzwischen selbst in der Union. Wer wüsste noch eine Handvoll Namen zu nennen von Leuten, die sich nicht schon in den Begriffen verheddern. Olaf Scholz gilt noch als Fachmann, auch wenn seine politischen Folgerungen nicht jedermanns Beifall finden. Aber was nützt es ihm? Gerade seine Partei sieht an Sozialer Marktwirtschaft zuerst das Adjektiv. Und als Kanzlerkandidat ist er nur die Nummer drei.

GASTKOMMENTAR

Das Problem des islamischen Antisemitismus wird verharmlost und relativiert

In Deutschland müsste die Politik endlich zur Kenntnis nehmen, dass die der islamistischen Ideologie nahen religiösen Gemeinschaften eine grosse Gefahr sind.

Susanne Schröter70 Kommentare18.05.2021, 05.30 Uhr

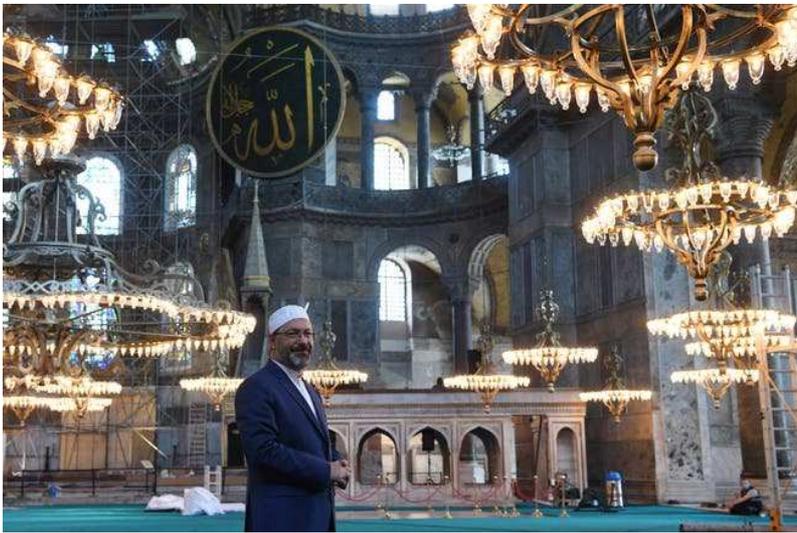


Der türkische Präsident Erdogan hat angekündigt, dass nach der Rückumwandlung der Hagia Sophia in eine Moschee das nächste Ziel die Annexion des Tempelberges in Jerusalem sei. Im Bild eine Licht-Projektion in Ankara.

Anadolu / Getty

«O Allah, lass uns diese Sicht sehen. Trockne die Wurzeln Israels aus», ist unter einer Fotomontage zu lesen, welche die islamische Gemeinschaft Milli Görüs am 10. Mai 2021 in den sozialen Netzwerken verbreitet hat. Auf dem Bild posiert eine offenbar siegreiche Gruppe türkischer Soldaten mit türkischer Flagge vor der Al-Aksa-Moschee in Jerusalem. Die Botschaft untermalt die Vision des türkischen Präsidenten, als Führer einer vereinten muslimischen Weltgemeinschaft anerkannt zu werden: Er und seine Armee seien imstande, Jerusalem zu erobern und Israel zu vernichten.

Passend dazu ergehen sich Repräsentanten der türkischen Religionsbehörde Diyanet seit Tagen in antisemitischen Reden und feiern die Angriffe der Hamas auf die israelische Zivilbevölkerung mit martialischer Rhetorik. Der Begriff des heiligen Krieges fällt wiederholt. In mehreren Ansprachen fordert Ali Erbas, der Vorsitzende der Diyanet, zur Eroberung Jerusalems auf, die er als islamische Stadt bezeichnet. Um diese Botschaft zu unterstreichen, tritt der Imam der Hagia Sophia beim Freitagsgebet mit einem Schwert auf.



Der Vorsitzende der Diyanet, Ali Erbas.

Religious Affairs Directorate / Reuters

Die Muslimbrüder und der Nationalsozialismus

Präsident Erdogan hat bereits angekündigt, dass nach der Rückumwandlung der Hagia Sophia in eine Moschee das nächste Ziel die Annexion des Tempelberges in Jerusalem sei. Erdogan, dem die Religionsbehörde unmittelbar untersteht, ist ein Zögling des Milli-Görüs-Gründers Necmettin Erbakan, der aus seinem Antisemitismus nie ein Hehl gemacht hatte. Anders als die Diyanet, die viele Jahrzehnte als Organ eines moderaten türkischen Staatsislam galt, will die Milli Görüs seit ihrer Gründung die Türkei in einen islamistischen Staat umwandeln. Der Antisemitismus war dabei konstitutiv.

Unter der Präsidentschaft Erdogans wurde der antisemitische Islamismus der Milli Görüs schliesslich zur Staatsdoktrin. Antisemitische türkische Islamisten verstehen die Unterstützung der Hamas, die in Gaza eine islamistische Diktatur errichtet hat, als Gebot der islamischen Brüderlichkeit. Die Hamas, ein Flügel der international agierenden Muslimbruderschaft, hat die Vernichtung Israels in ihrer Charta festgeschrieben.

In dieser Charta nimmt sie auch Bezug auf einen Text aus der islamischen Überlieferung, wonach der Tag der Auferstehung erst dann kommen wird, wenn die Muslime gegen die Juden kämpfen und die Juden allesamt ausgelöscht werden. Diese Haltung wurde in der Muslimbruderschaft seit deren Anfängen in den 1930er Jahren tradiert. Wenig bekannt ist, dass Muslimbrüder auf dieser Grundlage historische Allianzen mit dem deutschen Nationalsozialismus schlossen. Ein Symbol des geteilten Judenhasses war Muhammad Amin al-Husseini, der ehemalige Grossmufti von Jerusalem, der Hitler und Himmler seine Aufwartung machte und beim Aufbau muslimischer SS-Divisionen half.



Amin al-Husseini (1893 - 1974), der ehemalige Grossmufti von Jerusalem.

Hulton Archive / Getty

Die Hamas wiederum wird nicht nur von der Türkei, sondern auch von Iran unterstützt. Islamismus und Antisemitismus erweisen sich hier als probate Klammer zwischen Schiiten und Sunniten, die sich gewöhnlich nicht unbedingt mit Sympathie begegnen. Wie die Hamas hat das Regime in Teheran die Vernichtung Israels zum Staatsziel erhoben. Dafür hatte Ayatollah Khomeiny eigens den sogenannten Kuds-Tag eingerichtet. Kuds ist der arabische Name für Jerusalem, also für die Stadt, die nach dem Willen der Mullahs wie der türkischen Islamisten durch Muslime zurückerobert werden soll. Alljährlich am Ende des Ramadans marschieren deshalb auf Geheiss der iranischen Regierung Muslime auch durch europäische Städte, unter anderem durch Berlin, und fordern die Vernichtung des jüdischen Staates.

Antijüdische Ressentiments

Das hat auch Konsequenzen für Deutschland. Gerade ist es wieder zu Angriffen auf Synagogen gekommen, in den sozialen Netzwerken und auf Demonstrationen lassen Antisemiten ihrem Judenhass freien Lauf. Man fühlt sich an die Situation im Jahr 2014 erinnert, als Israel sich ebenfalls mit militärischen Massnahmen gegen die Angriffe der Hamas zur Wehr setzte und Demonstranten skandierten: «Chaibar, Chaibar, ya yahud, dschaisch Mohamad saya'du.» (Zu Deutsch: «Chaibar, Chaibar, o ihr Juden. Mohammeds Heer kommt bald wieder.») Chaibar war zu Zeiten Mohammeds eine von Juden bewohnte Oase, die von Muslimen militärisch erobert wurde. Mohammed selbst hatte ein gespaltenes Verhältnis zu den jüdischen Stämmen der Stadt Medina, in der er als politischer Führer, Religionsstifter und Kriegsherr herrschte. Nachdem sie sein Angebot, sich ihm anzuschliessen, abgelehnt hatten, vertrieb er sie mit Gewalt und verteilte ihren Besitz unter seine Getreuen. **Mit Recht schreibt der Antisemitismusforscher Samuel Salzborn daher, dass antijüdische Ressentiments zu einem Teil zur religiösen Architektur des Islam gehörten.**

Von kritischen muslimischen Wissenschaftlern wird immer wieder eine Auseinandersetzung mit dem islamischen Antisemitismus angemahnt, doch dies trifft in der Politik und grossen Teilen der linken Zivilgesellschaft auf taube Ohren. **Yasemin Shooman, die Geschäftsführerin des Deutschen Zentrums für Integrations- und Migrationsforschung (Dezim), das 2020 für Rassismusforschung neun Millionen Euro erhielt, bezweifelt sogar, dass es islamischen Antisemitismus überhaupt gibt. Muslime sind ihrer Ansicht nach in erster Linie Opfer eines deutschen Rassismus.** Folgerichtig hat sie in der Vergangenheit den Schwerpunkt ihrer Arbeit auf sogenannte «Islamophobie» gelegt und mit Personen kooperiert, die dem internationalen Netzwerk der Muslimbruderschaft zumindest nahestehen.

Einrichtungen mit ideologischer Nähe zu Islamisten

Auch andere Einrichtungen, die personell mit linken Wissenschaftlern und muslimischen Aktivisten bestückt sind, erhalten immer wieder beträchtliche Summen von Ministerien und Stiftungen für ihre Arbeit gegen «gruppenbezogene Menschenfeindlichkeit». Darunter sollte eigentlich auch Antisemitismus verstanden werden. Deshalb ist es unbegreiflich, dass auch Gruppen und Personen gefördert werden, die ideologisch in islamistischen Organisationen beheimatet sind. Ohnehin ist eine seltsame Scheu in Bezug auf klare Worte zu beobachten, wenn Muslime an antijüdischen Übergriffen beteiligt sind oder antisemitische Hetze verbreiten. Antisemitismus ist ein ausserordentlich ernstzunehmendes Problem in Deutschland.

In vielen Fällen gehen Hetze und Übergriffe bis hin zum Mord von Rechtsextremen aus, **doch es gibt keinen Grund, jeden Vorfall, bei dem kein Täter festgestellt werden konnte, automatisch als rechtsextrem zu verbuchen. Häufig werden von Opfern nämlich Muslime als Täter benannt. Wissenschaftler aus muslimisch geprägten Ländern weisen beharrlich darauf hin, dass Antisemitismus in vielen Staaten der Welt bereits in den Schulen unterrichtet werde, dass Kinder und Jugendliche mit dem Hass auf Juden aufwachsen.**

Dieser Hass entlädt sich auch in Deutschland gegenüber jüdischen Schülern und Schülerinnen. Doch es geht beim muslimischen Antisemitismus nicht nur um Menschen, die aus mangelnder Bildung antisemitisch agieren. Diese Geisteshaltung wird nämlich kontinuierlich aus islamisch geprägten Ländern befeuert. Dabei spielen Medien und muslimische Verbände eine zentrale Rolle.

Was die Ditib und die Milli Görüs angeht, förderten investigative Journalisten immer wieder zutage, dass türkischsprachige Websites für antisemitische Propaganda genutzt wurden. Antisemitische Statements wurden auch für Organisationen unter dem Dach des Zentralrates der Muslime in Deutschland (ZMD) oder für schiitische Einrichtungen im Verband Islamische Gemeinschaft der schiitischen Gemeinden in Deutschland nachgewiesen.

Das Wissen ist vorhanden, doch Konsequenzen folgen nicht. Noch immer sind diese Gruppierungen Partner des Staates auf Bundes-, Länder- und kommunaler Ebene, arbeiten Kirchen und gesellschaftliche Einrichtungen mit ihnen zusammen. **Verharmlosungen, Ausblendungen und Relativierungen führen dazu, dass das Leben für Juden in Deutschland unsicher wird. Und das muss unbedingt verhindert werden.**

Susanne Schröter ist Professorin für Ethnologie an der Goethe-Universität Frankfurt und leitet das Frankfurter Forschungszentrum Globaler Islam. Zuletzt von ihr erschienen: «Politischer Islam. Stresstest für Deutschland» im Gütersloher Verlagshaus (2019).

«Ceux qui menacent Israël nous menacent aussi»

FIGAROVOX/TRIBUNE - Face aux tensions entre Israël et le Hamas, 76 personnalités dont Manuel Valls, Philippe Val et Renée Fregosi affirment leur solidarité avec le peuple israélien et appellent à lutter contre l'islamisme sous toutes ses formes, en Israël comme en France.

Par Tribune collective

Publié hier à 15:49, mis à jour hier à 17:43



Manuel Valls, Luc Ferry, Michèle Tribalat et Philippe Val. *François Bouchon / Le Figaro / François Bouchon / Jean-Christophe MARMARA / Jean-Christophe MARMARA / Le Figaro / Sébastien SORIANO / François BOUCHON*

Tandis qu'Israël s'est totalement désengagé de Gaza en 2005, des attaques à partir de la bande de Gaza se produisent sporadiquement. Depuis plusieurs jours, Israël fait face à une offensive sans précédent : le Hamas tire des milliers de roquettes et de missiles meurtriers sur la population israélienne.

Le Hamas ne vise pas à l'établissement d'un État pour le peuple arabe de Palestine, mais la destruction de l'État hébreu.

Face à cette agression, l'essentiel de la couverture médiatique paraît surréaliste. Certains journalistes osent certes désormais parler d'«*attaques des islamistes du Hamas*», mais la plupart renvoient encore les belligérants dos à dos tandis que d'autres évoquent une énième provocation originelle israélienne (conflits immobiliers à Jérusalem-Est ou supposée invasion d'al-Aqsa, par exemple) qui aurait mis le feu aux poudres, alors qu'on sait bien que le stock de roquettes (financé notamment par les commanditaires iraniens du Hamas) et les tunnels étaient déjà en place de longue date.

Quant à certains partis politiques en France, leur empressement à défendre le Hamas permet de confirmer leur dérive islamo-gauchiste en dépit de leurs molles dénégations. En revanche, quatre cent mille morts en Syrie et toutes les victimes du terrorisme islamiste au Proche-Orient, au Pakistan, en Afghanistan ou en Afrique n'émeuvent pas ces indignés.

En affrontant la figure avancée de l'islamisme à Gaza, Israël contribue à la défaite d'un totalitarisme islamique qui sévit aussi sur notre territoire.

Les tentatives d'excuser ou de justifier la violence islamiste qui serait la conséquence d'une juste colère des humiliés, des «*spoliés*», des opprimés sont infondées et mensongères. Car la «*cause palestinienne*» n'est pas et n'a jamais été la cause d'un Tiers-Monde désespéré au plan économique ou politique. Le malheur arabe est réel, mais sa cause réside au cœur des pouvoirs arabes et n'est pas en Israël. Le malheur palestinien est réel, mais la raison de ce malheur se nomme le Hamas et pas Israël.

Tant que les Européens n'intégreront pas la cosmologie islamiste dans leur grille de lecture de l'espace musulman et du monde arabe, ils n'en comprendront pas les enjeux réels. La pensée mortifère des Frères musulmans dont le Hamas est une incarnation, nous la voyons à l'œuvre en France et en Europe comme en Afrique du Nord et au Sahel. C'est la même idéologie qui a armé le bras de l'assassin de Samuel Paty, comme elle a fanatisé Kobili Traoré qui a massacré Sarah Halimi parce que juive c'est-à-dire suppôt de Satan dans la fantasmagorie islamiste.

Dans l'affrontement présent, Israël est dans son droit. Quelles que soient les erreurs que certains peuvent vouloir reprocher à ses gouvernants, Israël a le droit d'exister et de persévérer dans son être. Et ici, il combat son agresseur. Il lutte aujourd'hui encore pour défendre son territoire et sa population (juive et arabe, touchée indifféremment par les roquettes).

Mais Israël ne fait pas que cela. En affrontant la figure avancée de l'islamisme à Gaza, Israël contribue à la défaite d'un totalitarisme islamique qui sévit aussi sur notre territoire. Il ne faut pas être grand expert pour comprendre cela et comprendre qu'au-delà de ce qui se joue au Proche-Orient, c'est probablement notre avenir, ici même, en France et en Europe, qui se joue aussi.

Affirmons notre solidarité avec le peuple israélien !

Signataires :

Mehdi Aïfa, militant anti-islamiste

Michel Albouy, professeur des universités

Paul Atlan, médecin

Claudine Attias-Donfut, directrice de recherches

Michel Auboin, consultant

Bat Ye'or, écrivain, chercheur

Jean-Jacques Benoît, maire honoraire de Pessa,

Hortense Bile, présidente de AMIFA

Claire Brière-Blanchet, journaliste

Frédéric Joseph Bianchi, président de l'association Terra Eretz

Jean-Marie Brohm, Professeur des universités émérite

Catherine Chalier, philosophe

René Chiche, professeur de philosophie

Elie Chouraqui, cinéaste, journaliste

Sophie Chauveau, écrivain

Charles Coutel, professeur des universités

Brice Couturier, journaliste, essayiste

David Duquesne, infirmier libéral, éditorialiste

Yves Doukhan, consultant, membre du bureau de Dhimmi Watch

Bernice Dubois, présidente d'honneur du Mouvement pour la paix et contre le terrorisme

Annick Duraffour, agrégée de Lettres

Alexandre Feigenbaum, président de Dhimmi Watch

Elisabeth de Fontenay, philosophe

Renée Fregosi, philosophe, politologue

Luc Ferry, philosophe

Jean Giot, professeur des universités émérite

Aline Girard, conservateur général honoraire, essayiste

Gilles-William Goldnadel, avocat

Yana Grinshpun, MCF Université

Philippe Gumplowicz, professeur des universités

Alain Herbeth, essayiste

Danielle Khayat, magistrate en retraite
Alexandre Krivitzki, psychanalyste
Marcel Kuntz, directeur de recherche
Serguey Kuznetsov, écrivain
Alexandra Laignel-Lavastine, philosophe
Teddy Lasry, compositeur, musicien
Michel Laval, avocat
Jean Pierre Lledo, cinéaste
Barbara Lefebvre, enseignante, essayiste
Yves Mamou, journaliste, essayiste
Aurélien Marcq, haut fonctionnaire
Liliane Messika, écrivaine, traductrice
Thibaut Moreau, psychanalyste
Franck Muller, professeur émérite
Marc Nacht, psychanalyste
Fabien Ollier, directeur des éditions QS
Rémi Pellet, professeur des universités
Céline Pina, essayiste
Ziva Postec, réalisatrice, monteuse
Michaël Prazan, écrivain, documentariste
André Quaderi, professeur, psychothérapeute EMDR
Gérard Rabinovitch, chercheur CNRS
Richard Rossin, chirurgien, fondateur de Médecins sans frontières
François Roudaut, professeur des universités
Xavier-Laurent Salvador, MCF Université
Georges-Elia Sarfati, professeur des universités
Jean-Paul Sermain, professeur des universités
André Senik, professeur de philosophie
Bruno Sire, président honoraire Université Toulouse Capitole
Jean Szlamowicz, professeur des universités
Talila, chanteuse, comédienne
Pierre-André Taguieff, philosophe, CNRS
Jacques Tarnero, essayiste
Thibault Tellier, professeur des universités
Semira Tlili, présidente de #Reseau1905
Dominique Triaire, professeur des universités
Michèle Tribalat, démographe
Monette Vacquin, psychanalyste
Henri Vacquin, sociologue
Philippe Val, journaliste, essayiste
Caroline Valentin, avocat
Manuel Valls, ancien premier ministre
Sophie Valles, membre de #Reseau1905
Ibn Warraq, essayiste
Aude Weill-Raynal, avocat
Jean Pierre Winter, psychanalyste
Michel Gad Wolkowicz, psychanalyste
Jacques Wrobel, médecin

«Vive Ben Laden» : à Montpellier, un clandestin arrêté deux fois en 24h est libéré faute de place en rétention

Dans un communiqué, le syndicat de police Alliance dénonce une «véritable certitude d'impunité ouvrant la porte à toutes les dérives».

Par **Guillaume Poingt**

Publié il y a 1 heure

Un individu en situation irrégulière, interpellé à deux reprises en 24h à Montpellier, a été remis en liberté, dénonce le syndicat de police Alliance dans un communiqué de presse publié en début de semaine.

Les faits débutent vendredi 14 mai quand la brigade des chemins de fer de Montpellier contrôle un individu à la gare Saint-Roch. Selon Alliance, il s'agit d'un «*ancien mineur non accompagné de nationalité marocaine, connu défavorablement des services de police et faisant l'objet d'une obligation de quitter le territoire français qui lui a été notifiée par la Préfecture de l'Hérault*». Mais faute de place dans un centre de rétention administratif de la zone sud, l'individu «*est tout simplement remis en liberté*», fustige le syndicat de police.

«Vive Ben Laden»

Le lendemain, samedi 15 mai, ce même individu est de nouveau repéré par les policiers : il traverse les voies ferrées au mépris des règles de sécurité et monte dans un TGV sans titre de transport et sans masque.

Contrôlé par les policiers, il les insulte, crache au visage de l'un d'eux puis lance «*Vive Ben Laden*», relate Alliance.

Interpellé et conduit au commissariat central, il est relâché avec une convocation devant un officier de police judiciaire pour le mois d'octobre «*avec la quasi-certitude qu'il ne s'y présentera pas*», estime le syndicat. «*On ne peut rien faire avec ces jeunes. On n'arrive pas à les identifier, à leur fixer un âge, ils n'ont pas d'adresse fixe. On les voit pendant des années et on sait qu'on les retrouvera demain ou après-demain. Il y a un vrai flou*», explique au *Figaro* Philippe Lavenue, secrétaire général Occitanie du syndicat Alliance. *Le Figaro* n'est pas parvenu à joindre le parquet de Montpellier. De son côté, la préfecture de l'Hérault n'a pas répondu à nos sollicitations.

STANDPUNKT:

Europäische Zentralbank auf grünen Abwegen

- VON CLEMENS FUEST, HANS PETER GRÜNER UND VOLKER WIELAND
- -AKTUALISIERT AM 19.05.2021-11:52



Die Geldpolitik der EZB wird immer „grüner“. Clemens Fuest, Hans Peter Grüner und Volker Wieland sorgen sich um die Legitimation der Unabhängigkeit einer Zentralbank, die ihr Mandat in das Politische hinein überdehnt. Ein Gastbeitrag.

Das Direktorium der [Europäischen Zentralbank](#) will die Geldpolitik „grüner“ machen. Kaum eine Woche vergeht, in der das Thema nicht von einem Mitglied des Direktoriums beworben wird. Neben dem sichtbaren Bemühen, die traditionell trocken anmutende Geldpolitik als praktisch hilfreich und bürgernah erscheinen zu lassen, laufen die Aktivitäten der EZB in der Sache selbst darauf hinaus, ihre Kompetenzen nochmals deutlich auszuweiten.

Es geht dabei erstens um die eigenständige Beurteilung der Umweltfreundlichkeit von durch Unternehmensanleihen oder Bankkredite finanzierten Projekten und zweitens um eine direkte oder mittelbare Bevorzugung der positiv bewerteten Projekte bei den verschiedenen Markttransaktionen der Zentralbank.

Wer diese Politik kritisieren will, hat es nicht leicht, liegt es doch nahe, dahinter Desinteresse an Klimafragen oder eine negative Grundhaltung gegenüber europäischen Institutionen zu vermuten. Weder das eine noch das andere trifft auf uns zu: Wir sorgen uns um die Legitimation der Unabhängigkeit einer Zentralbank, die ihr Mandat in das Politische hinein überdehnt.

Die Legitimierung „grüner“ [Geldpolitik](#) basiert auf drei Bausteinen: einem vermuteten Beitrag grüner Geldpolitik zur Preisstabilität, einer großzügigen Auslegung des Mandats der EZB und einem postulierten Marktversagen. Wir wollen diese Bausteine im Einzelnen würdigen.

Grüne Geldpolitik als Beitrag zur Preisstabilität

Entlang der ersten Begründungslinie wird behauptet, klimabedingte Umweltkatastrophen könnten bestimmte Preise – etwa die Lebensmittelpreise – und damit auch die Inflation steigen lassen. Die EZB sei also aufgerufen, dem Klimawandel vorzubeugen. Derartige sehr langfristige Zusammenhänge sind durchaus denkbar, allerdings sind sie zu wenig untersucht, um daraus quantifizierbare Empfehlungen für kurzfristige geldpolitische Maßnahmen abzuleiten.

Einerseits sind Richtung und Größe der Auswirkungen des Klimawandels auf einzelne Preise schwer prognostizierbar. Andererseits ist unklar, inwieweit der Klimawandel sich durch eine europäische Geldpolitik steuern lässt, denn es handelt sich um ein globales Phänomen. Vor allem fehlt aber der

glaubhafte Bezug einzelner Preise zum Primärziel der EZB. Relative Preise müssen in einer Marktwirtschaft schwanken.

Das Risiko schwankender Lebensmittelpreise ist ebenso mit dem Ziel der Preisstabilität vereinbar wie das Risiko schwankender Rohstoffpreise. Die EZB hat die Stabilität des Preisniveaus insgesamt und damit der Kaufkraft zum Ziel. Sie schützt die Geldwertstabilität am besten, indem sie direkt auf einen Anstieg der Inflation oder der Inflationserwartung mit einer Straffung der Geldpolitik reagiert.

Schwerer wiegt das Argument, klimabedingte Katastrophen könnten die geldpolitische Steuerung erschweren, sofern sie den Finanzsektor in Mitleidenschaft ziehen. Deshalb müsse die Zentralbank dem Klimawandel entgegenwirken. Wenn dieses Argument tragfähig wäre, müsste die Zentralbank auch in vielen anderen Politikbereichen Risiken beurteilen und ihnen entgegenwirken. Die EZB müsste sich außen- oder handelspolitisch engagieren, um Kriege oder Handelskonflikte und daraus resultierende Finanzkrisen zu verhindern. Wenigstens bislang fordert das aber niemand.

Die von der EZB gewählte Begründungslinie über mögliche direkte Preis- und indirekte Finanzmarkteffekte ist genau deshalb nicht stichhaltig, weil sie gar keine Abgrenzung der Geldpolitik von anderen Politikbereichen mehr zuließe. Die EZB würde zu einem einflussreichen und zugleich unabhängigen Akteur in Bereichen, für die bislang aus guten Gründen gewählte Parlamente und Regierungen zuständig sind. Zugleich würde der Ruf nach weiteren korrigierenden verteilungspolitischen Eingriffen wahrscheinlich, da nicht alle Volkswirtschaften gleichermaßen in grüne Projekte investieren. Das wäre erst recht zu erwarten, wenn die EZB eine Bevorzugung grüner Anleihen konsequent auch auf Staatsanleihen ausweiten würde.

Neue Zielkonflikte für die Notenbank

Zweitens und hilfsweise wird daher das Argument bemüht, die Geldpolitik solle vertragsgemäß auch die allgemeine Wirtschaftspolitik der EU unterstützen, sofern das nicht dem Ziel der Geldwertstabilität entgegenwirkt. Aber kann die EZB über den Anleihemarkt Klimapolitik betreiben, ohne beim Ziel der Geldwertstabilität Kompromisse einzugehen? Die Antwort ist nicht ganz einfach.

Falls „grüne“ und andere Anleihen am Markt als enge Substitute gelten, spielt es für die Transmission der Geldpolitik in die Realwirtschaft keine Rolle, welche Anleihen die Zentralbank kauft oder als Besicherung entgegennimmt. Die Preise beider Anleihen gehen dann Hand in Hand. Dann aber wäre grüne Geldpolitik faktisch unwirksam. Ist die Substitutionsbeziehung der Anleihen hingegen nicht perfekt, wirkt sich eine Transaktion der Zentralbank über volkswirtschaftliche Sektoren hinweg unterschiedlich aus.

Seit die Notenbanken im Zuge der Finanzkrise die Leitzinsen auf nahe null Prozent gesenkt haben, versuchen sie, mit direkten Wertpapierkäufen die gesamtwirtschaftliche Nachfrage und Inflation anzuregen. Anleger sollen dazu gebracht werden, ihre Portfolios umzuschichten, damit Risikoprämien sinken. Die Wirkungskette ist jedoch unsicher und macht die Steuerung der Inflation schwieriger. Wenn man die Ankäufe nun gemäß einem Klimaziel auf grüne Anleihen konzentriert, statt breit auf alle wählbaren Segmente des Anleihemarktes, ist man sektorspezifischen Schwankungen in der Wirksamkeit der Geldpolitik noch stärker ausgeliefert. Eine größere Varianz der Inflation würde dem Ziel der Geldwertstabilität aber klar widersprechen.

Darüber hinaus entsteht durch grüne Anleihekäufe ein Zielkonflikt: Selektive Maßnahmen können nur etwas erreichen, wenn genügend Anleihen angekauft werden. Das ist aber nicht immer geldpolitisch geboten. Andersherum können von den wählbaren grünen Bonds auch einmal zu wenige zur Verfügung stehen. Daher ist der Spielraum der EZB faktisch klein: Etwas anderes als Preisstabilität ernsthaft zu verfolgen ruft praktisch immer einen Zielkonflikt hervor.

Geldpolitik ist kein Ersatz für globale Lösungen

Das dritte Argument, der Markt versage beim Bepreisen der Klimarisiken in Unternehmensanleihen, ist schwach, denn es ist nicht klar, weshalb ausgerechnet die EZB in der Lage sei, dies zu identifizieren. In diesem Kontext oft zitiertes Marktversagen wie etwa verkürzte Zeithorizonte bei der Preisfindung zu messen

ist schwierig, sonst ließe sich damit viel Geld verdienen. Selbst wenn es ginge, gibt es bessere Alternativen zu einem solchen diskretionären Eingreifen von Zentralbanken am Bondmarkt. Die einfachsten sind ein globaler CO₂-Preis oder die globale Vergabe von Emissionslizenzen. Die Geldpolitik kann das nicht ersetzen. Soweit angemessene CO₂-Preise existieren, richten zusätzliche geldpolitische Interventionen Schaden an, weil sie eine effiziente Verteilung von CO₂-Einsparungen unter den Sektoren verhindern.

Die Tatsache, dass die EZB wegen ihrer Auswahlkriterien bislang nur in geringem Umfang grüne Bonds hält, rechtfertigt noch keine Ad-hoc-Anpassung dieser Kriterien. Vielmehr müssen diese mit Blick auf das geltende Recht so gewählt werden, dass Preisstabilität bestmöglich erreicht werden kann.

Die EZB hat seit ihrer Gründung beständig an Einfluss hinzugewonnen. Das gilt für ihre Beteiligung an der Troika im Rahmen der europäischen Schuldenkrise, die weitgehende Übernahme der Bankenaufsicht oder den länderspezifischen Ankauf von Staatsanleihen, der sich auch bei wohlwollender Auslegung an der Schnittstelle von Geld- und Fiskalpolitik bewegt. Anders als bei diesen vergangenen Schritten sind wir der Ansicht, dass die EZB mit einer „grünen“ Geldpolitik den Bogen deutlich überspannt.

Zu bereitwillig betritt sie den Raum, den ihr politische Institutionen lassen. Parlamente und Regierungen mögen überfordert erscheinen. Zu bewerten, ob sie es sind, ist aber nicht Aufgabe der Notenbank. Der Einstieg in eine umweltbezogene Bewertung und Bevorzugung von Anleihen durch die EZB ist nicht nur geldpolitisch schädlich. Selbst wenn er nicht formell rechtswidrig wäre, würde er die Geldpolitik zu einem demokratisch nicht legitimierten umweltpolitischen Akteur machen, den die europäischen Verträge sicherlich nicht einsetzen wollten.

Geldpolitische Bescheidenheit und Selbstbeschränkung setzen Anreize, die Probleme dort zu lösen, wo sie entstehen. Sie sollten die Tugenden jedes Zentralbankers sein. Eine um Popularität bemühte Geldpolitik, welche die Grenzen ihres Mandats nicht ernst nimmt, untergräbt auf Dauer ihre Unabhängigkeit.

Clemens Fuest ist Präsident des Ifo-Instituts in München.

Hans Peter Grüner ist Professor für Volkswirtschaftslehre an der Universität Mannheim.

Volker Wieland ist Mitglied des Sachverständigenrats zur Begutachtung der gesamtwirtschaftlichen Entwicklung.

Le Figaro (site web)

mardi 18 mai 2021 - 15:03 UTC +02:00 555 mots

Actualité ; International

Europe : la droitisation de l'opinion publique en 6 graphiques

INFOGRAPHIES - Positionnement politique, immigration, libéralisme économique et individualisme : les Européens se revendiquent de plus en plus de droite, selon le Think tank Fondapol.

Selon une enquête publiée par la Fondation pour l'innovation politique (Fondapol), l'opinion publique se positionne désormais à droite en France, en Allemagne, au Royaume-Uni et en Italie. "Cette étude réalisée à partir des données du Baromètre de la confiance politique du Cevipof (Sciences Po) par OpinionWay «amène également à faire le constat d'un échec de la gauche», résumant les auteurs. Ils estiment «qu'elle n'arrive plus à imposer un imaginaire collectif depuis plusieurs années».

Lorsqu'on les interroge sur leur positionnement dans l'échiquier politique, le positionnement à droite arrive en tête dans chacun des quatre pays de l'étude. Dans l'ensemble, 39 % des répondants s'autopositionnent à droite, 27 % à gauche et 20 % au centre.

Un positionnement à droite qui ne semble pas être lié à des caractéristiques sociales, telles que l'appartenance à une catégorie socioprofessionnelle. Au sein de ces quatre démocraties, l'autopositionnement à droite reste en tête que ce soit chez les ouvriers, les employés ou les cadres.

Les données issues du Baromètre de la confiance politique en France du Cevipof montrent l'évolution graduelle depuis 2017 du positionnement de l'opinion politique à droite. En cinq ans, la proportion de Français se situant à droite de l'échiquier politique est passée de 33 % en 2017 à 38 % en 2021. Sur la même période, la proportion des citoyens se situant à gauche est restée stable de 25 % en 2017 à 24 % en 2021.

«La crise migratoire de 2015 a relancé en Europe le thème politique de l'immigration. Dans les pays de l'enquête, fortement concernés par les mouvements migratoires, la perception de l'immigration est dominée par un jugement négatif» selon les auteurs de l'étude. Aussi, pour six citoyens sur dix, quel que soit le pays, l'immigration est jugée excessive.

Lorsqu'on les interroge sur la limitation du rôle de l'État dans l'économie et le renforcement de la liberté des entreprises, plus de la moitié des citoyens considèrent qu'il faut « que l'État fasse confiance aux entreprises et leur donne plus de liberté ». Une opinion favorable au libéralisme économique qui, d'après l'étude, n'est que très légèrement influencée par les caractéristiques sociologiques, comme l'âge ou le niveau de diplôme. Cependant, en ce qui concerne les Français, la note relève des divergences au sein du bloc de droite. En effet, 77 % des sympathisants de droite considèrent qu'il faut plus de liberté pour les entreprises, contre 49 % pour ceux qui s'autopositionnent très à droite.

Quel que soit le pays, le modèle de croissance ne séduit, dans l'ordre, que 13% des Italiens, 20% des Britanniques, 22% des Allemands et 24% des Français. L'enquête révèle également que cette proportion a diminué depuis l'an dernier. Des éléments qui contredisent «l'idée selon laquelle la décroissance gagnait en popularité dans les foyers confinés».

Les valeurs en faveur de l'individualisme - contrôle de sa propre vie ou bien la liberté d'entreprendre - l'emportent sur l'assistanat. Les auteurs de l'enquête en concluent que « de puissants courants de droitisation sont à l'œuvre en France et, plus généralement, en Europe, notamment en Allemagne, en Italie et au Royaume-Uni.»

Als Araber die Taufurkunden ihrer Geschäftspartner sehen wollten

...| Lesedauer: 8 Minuten

Von Julien Reitzenstein



Gewaltfreie Vertreter der palästinensischen Zivilgesellschaft? Die Hamas ist Mitglied bei BDS

Quelle: pa/Photoshot/rh kat

Die BDS-Bewegung will Israel durch weltweiten Boykott ruinieren. Sie nennt sich selbst zivilgesellschaftlich und gewaltfrei. Aber die Hamas und andere Terrororganisationen sind Mitglieder. Zwei Experten zeigen nun, wie sehr BDS in der Tradition von 100 Jahren Judenhass steht.

Es gibt Experten, die über eine über Jahrzehnte hinweg angereicherte wissenschaftliche Expertise zum Nahost-Konflikt verfügen – gleichwohl sind sich die meisten Menschen sicher, auch ohne Expertenwissen über diesen Konflikt die Wahrheit zu kennen. Das neue Buch „Die Israel-Boykottbewegung – alter Hass in neuem Gewand“ von Alex Feuerherdt und Florian Markl befasst sich mit einem aktuellen Akteur in diesem Konflikt: Der BDS-Bewegung, „Boycott, Divestment and Sanctions“. Diese Bewegung propagiert, der Name sagt es, Boykott und Sanktionen gegen Israel.

Der Zeitpunkt für das Buch hätte nicht besser gewählt werden können. Im Mai 2019 verabschiedete der Bundestag mit überwältigender Mehrheit eine Resolution, die Bundeseinrichtungen empfiehlt, der BDS-Bewegung für deren Aktivitäten weder Mittel noch Räumlichkeiten zur Verfügung zu stellen. Zwar übe die Bewegung legitime Kritik am Regierungshandeln Israels, sie sei aber auch antisemitisch. Ende 2020 kritisierte die „Initiative Weltoffenheit GG 5.3.“ den Bundestagsbeschluss. Sie sprechen von „missbräuchliche Verwendungen des Antisemitismusvorwurfs“ und warnen vor den Folgen.

Stimmt das? Ist die nach eigener Aussage 2005 von 172 Organisationen der palästinensischen Zivilgesellschaft gegründete BDS-Bewegung antisemitisch? Und sind ihre Anliegen tatsächlich eine Reaktion auf die Politik Israels in den Jahren vor ihrer Gründung? Auf 150 Textseiten, 413 Fußnoten und mit umfangreichem Literaturverzeichnis gehen Feuerherdt und Markl dem Gründungsmythos der BDS-Bewegung nach.

Im 7. Jahrhundert begann die Kolonisierung des Gebiets des heutigen Israel durch muslimische Araber. Die muslimischen, christlichen und jüdischen Einwohner wurden seither zumeist von arabischen oder osmanischen Herrschern regiert. Nach dem Zusammenbruch des Osmanischen Reichs am Ende des Ersten Weltkrieges stellte der Völkerbund, Vorläufer der UN, einige von dessen nahöstlichen Gebieten unter die Verwaltung Frankreichs, andere unter die des Vereinigten Königreichs.

Doch die Mandatsmächte sahen sich einem zunehmenden arabischen Nationalismus gegenüber. Seitens dieser panarabischen Bewegung wurde deutlich gemacht, dass es nur *ein* arabisches Volk und *eine* arabische Kultur gebe. Der Panarabismus kritisierte, das arabische Volk sei durch willkürliche Grenzziehungen durch Kolonialmächte in künstlich geschaffene Staaten getrennt worden.

Der Begriff des „Palästinensischen Volkes“ war den arabischen Nationalisten für das britische Mandatsgebiet Palästina unbekannt – vom „Palästinensischen Volk“ war erst ab den 1960er-Jahren die Rede.

1922 wurde zum Boykott jüdischer Waren aufgerufen

Judenfeindlichkeit kannte die Region hingegen schon länger. Die Autoren verweisen auf den fünften Arabischen Kongress, der im August 1922 in Nablus tagte. Dieser forderte, „jüdische Waren“ zu boykottieren und kein Land an Juden zu verkaufen. Ein umfassender Wirtschaftsboykott gegen Juden im Mandatsgebiet war eine der politischen Hauptforderungen des arabischen Aufstands 1936–1939.

Feuerherdt und Markl zitieren aus zeitgenössischen Aufrufen: „Oh Araber! Erwähne Dich, dass der Jude seit Anbeginn der Zeiten Dein und Deiner Vorfahren größter Feind ist.“ Dieser Hass führte zu mörderischen Pogromen an Juden. Angeführt wurde der arabische Aufstand von Amin el-Husseini. Der „Großmufti von Jerusalem“ veranstaltete 1931 und 1937 panarabische Kongresse, die nach Beobachtung des britischen Konsuls in Damaskus, Gilbert MacKereth, „eine Manifestation der Judeophobie“ waren.

El-Husseini zog kurz darauf nach Berlin. Er arbeitete eng mit dem NS-Regime zusammen und unterstützte die Aufstellung muslimischer Einheiten für die Wehrmacht, insbesondere aber für die Waffen-SS. Amin el-Husseini ergänzte die Judenfeindlichkeit der arabischen Nationalisten um den eliminatorischen Antisemitismus der NS-Ideologen, also den Antisemitismus mit dem Ziel des Völkermordes. Mit Eifer sorgte er für die Verbreitung dieses Hasses in der arabischen Welt – beispielsweise mittels NS-Rundfunktechnik – und forderte unermüdlich den Wirtschaftsboykott von Juden. Nach dem Krieg gingen viele prominente NS-Funktionäre in den arabischen Raum, so der Ideologe Johannes von Leers. El-Husseini, aber auch von Leers hatten erheblichen Einfluss auf die ideologische Entwicklung Jassir Arafats.

1945 wurde die Arabische Liga gegründet. Eine ihrer ersten Maßnahmen war der Juden-Boykott. 1947 wurde die Empfehlung der UN umgesetzt, das britische Mandatsgebiet Palästina aufzuteilen. Es sollte auf dem Gebiet der heutigen Westbank sowie in Galiläa und in Gaza ein arabischer Staat entstehen und Jerusalem unter UN-Verwaltung gestellt werden. Israel stimmt dem zugestimmt, obwohl das schmerzliche Verluste bedeutete. Die arabischen Staaten lehnten den Teilungsplan ab, griffen Israel 1948 an, und Jordanien hat Ostjerusalem sowie die für den „palästinensischen“ also arabischen Staat vorgesehenen Gebiete größtenteils annektiert. Israel wurde umgehend Ziel des eigens gegründeten arabischen Boykottbüros.

Feuerherdt und Markl zeigen anhand zahlreicher Beispiele, weshalb der jahrzehntelange arabische Boykott Israels letztlich sein Ziel verfehlte: Als Conrad Hilton ein Hotel in Tel Aviv eröffnen wollte, wurde ihm die Enteignung und der Verlust der Märkte in arabischen Staaten angedroht, aber auch der Boykott seiner anderen Hotels durch arabische Reisende. Doch Conrad Hilton ließ sich nicht einschüchtern: „Es gab in Israel keine Drohungen, als wir unser Hotel in Kairo eröffnet haben. Unser Unternehmen findet es schockierend, dass das Komitee im Falle unseres Vertrages mit dem israelischen Volk zu Boykottandrohungen greift.“ Auf Druck Ägyptens wurde der Hilton-Boykott abgesagt. Schließlich wollte man den Tourismus im eigenen Land fördern.

Die Juden-Schnüffelei

Das Boykottbüro ging aber nicht nur gegen Unternehmen vor, die in Israel tätig sein wollten, sondern auch gegen Unternehmen in aller Welt, die Juden beschäftigten. Sie wurden genötigt, Fragen zu beantworten, um einem Boykott zu entgehen:

„Haben Sie in Ihrer Firma jüdische Angestellte, und wenn ja, wie viele und welche Positionen bekleiden sie? Befinden sich unter den Mitgliedern Ihres Verwaltungsrats Juden? Ist einer Ihrer Manager oder Filialleiter

Jude, und wenn ja, geben Sie bitte den Namen der Abteilung an, die von dem Mann geleitet wird? Wie viele jüdische Arbeiter sind in Ihren Fabriken und Büros beschäftigt?“

Und so fort. Im Buch finden sich die Beispiele von westlichen Unternehmen, die Taufurkunden oder Ähnliches vorlegen mussten, damit ihre Mitarbeiter in arabische Länder einreisen durften. Juden wollte man nicht, aus welchem Land sie immer stammten. Feuerherdt und Markl schreiben: „In der Praxis bedeutete all dies, dass Unternehmen aus Drittstaaten, wollten sie Geschäfte in und mit der arabischen Welt machen, selbst aktiv Juden diskriminieren mussten, indem sie sie nicht beschäftigten, bei Beförderungen übergingen, nicht in Aufsichtsorgane beriefen, usw. Lange Jahre haben sie genau das stillschweigend auch getan, bis die diese schändlichen Vorgänge durch eine Reihe von Skandalen einer breiteren Öffentlichkeit bekannt wurden und in der Politik das Bewusstsein für die Notwendigkeit geschaffen wurde, der arabischen Einmischung in innere Angelegenheiten auf gesetzlichem Wege Einhalt zu gebieten – und der Verletzung der Bürgerrechte der eigenen Landsleute nicht weiter zuzusehen.“

Anschaulich schildern die Autoren einige dieser Skandale. Sie verweisen darauf, dass die USA dem arabischen Boykott schon 1977 einen gesetzlichen Riegel vorschoben, die Bundesrepublik aber erst 1992. Durch Korruption, Partikularinteressen der arabischen Staaten und Anti-Boykott-Gesetze anderer Staaten war die Diskriminierungspolitik Ende der 1990er-Jahre praktisch ein zahnloser Tiger geworden.

Die jahrzehntelangen Versuche, Juden zu boykottieren, brauchten ein neues Gewand. Eine der Vorbereitungskonferenzen der UN-Weltkonferenz gegen „Rassismus, rassistische Diskriminierung, Fremdenfeindlichkeit und damit verbundener Intoleranz“ fand im Februar 2001 in Teheran statt. Als ob es auf dem ganzen Kontinent keinen geeigneteren Ort gegeben hätte als diesen, bemerken die Autoren. Sie verweisen darauf, dass der Iran wie kein anderer Staat die Diskriminierung von Juden und die Vernichtung Israels zum Staatsziel erhoben habe. Sie schildern anschaulich die skandalösen Umstände der Vorbereitungskonferenz und deren antisemitische Tendenzen, die auch in die Hauptkonferenz in Durban eingingen.

„Alle Versuche, vor allem seitens der Vereinigten Staaten, die hetzerischen Formulierungen und die Konzentration auf die Dämonisierung Israels aus dem Deklarationsentwurf zu entfernen, blieben fruchtlos“, schreiben die Autoren. In der Abschlusserklärung finden sich bemerkenswerte Interpretationen des Wesens von Juden und des jüdischen Staates, aber auch der Aufruf zur „kompletten und totalen Isolierung Israels“.

Von diesem Punkt aus schildern die Autoren den Gründungsimpuls der BDS-Bewegung im Jahre 2005, die das Ziel der kompletten und totalen Isolierung ebenfalls verfolgten. Sie zeigen die Hintergründe des

Narrativs der Unterzeichnung des Gründungsaufrufs von 172 Organisationen und Verbänden der palästinensischen Zivilgesellschaft und darüber hinaus aus aller Welt. Im Gründungsaufruf heißt es, dass die beteiligten „palästinensischen politischen Parteien, Gewerkschaften, Verbände, Koalitionen und Organisationen ... die drei integralen Bestandteile des Palästinensischen Volkes“ repräsentieren: „Palästinensische Flüchtlinge, Palästinenser unter Besatzung und palästinensische Bürger Israels“.

Feuerherdt und Markl schreiben: „Der Begriff ‚Zivilgesellschaft‘ hat zweifellos eine ausgesprochen positive Konnotation. Er klingt nach friedlichem demokratischen Engagement, nach überparteilicher, unabhängiger Bürgerinitiative, nach Pluralismus, nach Graswurzelbewegung.“ Doch „ihr gehören sämtliche großen palästinensischen Parteien und Organisationen an, darunter die Terrororganisationen Hamas, Islamischer Dschihad und PFLP sowie die Fatah. Dass diese einen zivilgesellschaftlichen Ansatz verkörpern und repräsentieren, lässt sich beim besten Willen nicht behaupten. Und schon ihr Mitwirken steht in eklatantem Widerspruch zu der von BDS-Anhängern und -verteidigern immer wieder geäußerten Behauptung, die Bewegung sei gewaltfrei.“

Das Buch ist keine geschichts- oder politikwissenschaftliche Monografie, sondern ein mitreißend geschriebenes Sachbuch. Es benennt zahlreiche oft unbekannte Fakten und belegt sie in den Fußnoten, darunter den Umgang mit BDS in verschiedenen Staaten.

Man muss nicht mit allen Schlussfolgerungen von Alex Feuerherdt und Florian Markl einverstanden sein. Doch deren akribische Rechercharbeit zeigt, dass die arabische Boykottbewegung gegen Juden im heutigen Israel und darüber hinaus seit einhundert Jahren besteht. Die BDS-Gründung 2005 ist bewusst oder unbewusst Teil eines üblen Kontinuums der Judenfeindschaft. Der Narrativ, BDS sei frei von Antisemitismus, kann bezweifelt werden. Das Buch von Alex Feuerherdt und Florian Markl ist all jenen zu empfehlen, die eine Meinung zum Nahost-Konflikt vertreten und nicht nur Gesinnung vor sich hertragen wollen.

Alex Feuerherdt, Florian Markl: Die Israel-Boykottbewegung. Alter Hass in neuem Gewand. Hentrich & Hentrich, 19,80 Euro

Le Figaro, no. 23870

Le Figaro, jeudi 20 mai 2021 726 mots, p. 17

Opinions

ANALYSE

« Le complexe de Benzema » ou le dilemme identitaire

Le retour de Karim Benzema est d'abord une affaire sportive, a insisté Didier Deschamps. Mais, c'est un fait, le football est aussi un objet politique, le miroir exacerbé d'une époque, « *un résumé, ou un concentré, du monde* », pour reprendre la formule du philosophe Robert Redeker. En France, la sélection nationale a été tour à tour l'expression d'une unité rêvée -la France black-blanc-beur, victorieuse en 1998, celle des fractures identitaires en 2010 avec le fiasco de Knysna (Benzema ne faisait pas partie de l'équipe de frondeurs), celle de la réconciliation en 2018. L'effet de souffle de la sélection surprise de l'avant-centre du Real Madrid pour l'Euro 2021 en est la preuve : Benzema est plus qu'un simple joueur, c'est un symbole. Celui du désamour entre Français. Si la sombre affaire de chantage à la sextape, qui lui vaudra de passer devant les tribunaux en octobre, pose la question de son exemplarité, ce sont surtout ses propos sur la France qui expliquent la rupture entre le joueur et nombre de supporters. Écarté par Didier Deschamps lors de l'Euro 2016 en raison de ses démêlés judiciaires, l'attaquant avait estimé dans le quotidien sportif espagnol *Marca* que le sélectionneur avait « *cédé à la pression d'une partie raciste de la France* » ... Avant même sa première sélection, interrogé sur les ondes de RMC, en décembre 2006, il expliquait qu'il choisissait la France pour des raisons « *sportives* » mais que « *son pays* », celui qu'il avait « *dans le coeur* », était l'Algérie. Simple maladresse ou ingratitude mêlée de ressentiment? Nul ne sonde les reins et les coeurs mais les propos de Benzema font alors écho aux discours victimaires et séparatistes de certains jeunes de banlieue. Ceux-là mêmes qui sifflaient l'hymne national lors du match France-Algérie au Stade de France en 2001.

Dans son magnifique essai, *Les Nostalgériades* (Le Cerf), Fatiha Boudjahlat analyse avec précision le malaise identitaire des jeunes d'origine algérienne. Malaise qu'elle qualifie justement de « *complexe de Benzema* ». Pour elle, le cas Benzema illustre le dilemme identitaire d'une partie de la jeunesse issue de l'immigration : son déchirement entre deux cultures, deux systèmes de normes et de valeurs, entre son éducation familiale et les moeurs de la société française. « *Posséder une double culture est un tiraillement permanent*, témoigne Claire Koç, fille d'immigrés turcs. *D'un côté votre famille attend que vous fassiez le choix de votre pays d'origine - avec tout ce que cela implique culturellement et religieusement -, tandis que de l'autre, vous grandissez et évoluez dans un milieu qui vous inculque les valeurs de la République.* » À cela peut s'ajouter la pression sociale et communautaire de la cité.

Pour les enfants de l'immigration algérienne, en raison du passé colonial, le conflit de loyauté est peut-être encore plus aigu, le sentiment de trahison des siens encore plus fort. Dans sa biographie, *Ma part de Gaulois* (Actes Sud), le chanteur du groupe toulousain Zebda, Magyd Cherfi, né en France de parents algériens en 1962, écrivait avoir reçu de son père ce conseil : « *Sois français, mais ne le deviens pas.* » « *Quatre de ses frères ont été tués par les Français durant la guerre d'Algérie* », expliquait-il. Devenir français, c'est aux yeux de beaucoup d'entre eux rejoindre le camp de « *l'opresseur* », celui du « *colonisateur* ». D'autant plus que sur fond de culture de la repentance, la mémoire du conflit est instrumentalisée : aussi bien par les nouveaux antiracistes que par les islamistes dont la rhétorique et l'idéologie antifrançaise convergent. « *C'est un pauvre coeur que celui auquel il est interdit de renfermer plus d'une tendresse* », écrivait Marc Bloch. Fatiha Boudjahlat ne dit pas autre chose. « *C'est une schizophrénie dont il faudrait sortir par le haut, c'est-à-dire trouver une alternative à l'amour unique d'une patrie.* » Sur Twitter, Benzema s'est réjoui de son retour en équipe de France. Il a remercié sa famille, ses amis, son club et même Dieu en arabe : « *#AlHamdullilah* ». La vérité du terrain ne suffira sans doute pas à dissiper la défiance qui subsiste vis-à-vis du joueur dans toute une partie de l'opinion. C'est aussi son attitude, son attachement au pays dont il porte les couleurs qui sera inévitablement observé. « *Tout le monde a le droit à l'erreur* », a dit Didier Deschamps et il n'est jamais trop tard pour bien faire. Le retour de Karim Benzema n'est pas une affaire sportive ou ne devrait pas l'être. Cela devrait être une affaire de coeur.

Brandissant le thème de la liberté pour combattre les recherches universitaires

Le groupe néomaccarthyste intitulé « Observatoire du décolonialisme » dispense une haine tous azimuts déguisée en défense de la liberté

publié le 15 mai 2021 (modifié le 19 mai 2021)

Le groupe intitulé « Observatoire du décolonialisme et des idéologies identitaires » prétend « lutter contre la promotion de l'antisémitisme, du sexisme et du racisme par la pseudo-science et pour défendre les principes qui dépendent de l'Université : la langue, l'école et la laïcité ». En réalité, il s'agit d'un groupe néomaccarthyste, défenseur du colonialisme et du racisme, qui détourne en s'en prévalant les notions de liberté, de laïcité, d'éducation et de rigueur scientifique. Allié au « Printemps républicain », « Vigilance université » et autre « Vigilance collèges et lycées », il s'en prend à la liberté de la recherche et tout particulièrement à certains chercheurs qui ont travaillé sur l'antisémitisme et qui combattent aussi l'islamophobie et toutes les formes de racisme et de sexisme. Comme le sénateur McCarthy, ils choisissent des cibles qu'ils diffament et dénigrent. C'est la cas en particulier du politiste Alain Policar et du sociologue Michel Wieviorka.



Joseph McCarthy (1908-1957), homme politique des Etats-Unis qui, au prétexte de défense du « Monde libre », a mené au début des années 1950 une « chasse aux sorcières » contre des cinéastes et intellectuels, conduisant certains comme Charly Chaplin à fuir l'atmosphère liberticide qu'il a créée.

De l'art de l'amalgame Sur l'anti-décolonialisme de papier

Texte collectif à l'initiative d'Alain Policar

Depuis plusieurs mois, des chercheurs, pour la plupart membres ou proches de l'Observatoire du décolonialisme, stigmatisent tous ceux qui ne veulent pas céder à la fièvre obsessionnelle, les accusant de nourrir le ressentiment à l'égard de la France ou encore de favoriser l'islamo-gauchisme. Ces attaques permanentes s'en prennent ouvertement aux personnes, quitte à travestir indignement leur pensée. Ils utilisent les organes de presse dont l'objectif est d'installer, plus ou moins volontairement, les conditions

d'une guerre civile, n'hésitant pas à alimenter le soupçon d'une indulgence coupable à l'égard du terrorisme islamiste.

Le dernier épisode, après maintes tribunes dans *Le Point*, *Valeurs actuelles* ou *Causeur*, est l'article diffamatoire publié par *Marianne* (journal que l'on avait connu mieux inspiré). Dans un texte intitulé « Michel Wieviorka n'est que le pompier pyromane de l'antiracisme », une quinzaine de défenseurs d'une identité nationale réifiée s'en prennent à de nombreux auteurs dont, à l'évidence, interprétation charitable, ils ne connaissent pas les travaux.

Quelques lignes permettent de constater que les signataires font table rase des règles élémentaires du débat. Leur modèle est emprunté à l'éthologie, plus précisément à la théorie de l'empreinte : il suffit de s'intéresser à un champ d'études pour être définitivement marqué par le contact intellectuel avec celui-ci. Ainsi, s'intéresser au décolonialisme vaut approbation de ses principes théoriques, prêter attention aux inégalités, notamment d'origine ethno-raciale, c'est vouer aux gémonies l'idéal républicain d'égalité, s'intéresser à la pertinence morale des frontières, c'est nécessairement souhaiter leur abolition, se pencher sur les promesses non tenues de l'universalisme équivaut à douter du bienfondé de celui-ci. Dès lors, ne faudrait-il pas appliquer un traitement identique à qui n'hésite pas à publier chez Ring, éditeur de Marsault, dessinateur condamné pour harcèlement et injure publique, militant d'extrême droite ?

Nous ne remettons évidemment pas en cause le droit de critiquer la mouvance décoloniale. Mais nous exprimons un doute substantiel quant à la connaissance de ce courant théorique, tant d'élémentaires distinctions ne sont jamais faites. La focalisation sur quelques noms, dont celui de Ramon Grosfoguel (proche du Parti des Indigènes de la République), permet de négliger les travaux d'Enrique Dussel, élève de Levinas, ou encore de Jung Mo Sung, Silvia Rivera Cusicanqui et Eduardo Restrepo.

La technique de l'amalgame

Chacune des interventions médiatiques de nos vigilants utilise la technique de l'amalgame. Ainsi, un tel est supposé défendre le burkini, alors qu'il s'est contenté d'analyser de façon critique les arguments mobilisés pour condamner son port. Cela signifie que la distinction entre approbation et tolérance, philosophiquement élémentaire, n'est pas comprise. Nos polémistes prendraient profit à relire Pierre Bayle ou John Stuart Mill. Ils comprendraient alors que si la tolérance est l'attitude consistant à s'abstenir d'intervenir dans l'action ou l'opinion d'autrui, quoiqu'on ait le pouvoir de le faire, cela signifie qu'elle suppose une désapprobation préalable. Tout principe de tolérance est un principe de restriction : il exclut de bonnes raisons d'interdire, ce qui le distingue radicalement de la permission qui est fondée sur l'absence de ces raisons. On peut donc tolérer le burkini ou le voile sans l'approuver.

Il en est de même à propos du niqab. On est en droit d'examiner les raisons de le porter sans souhaiter sa propagation. Pourtant, les membres d'un jury de thèse sur cette question sont supposés militer en sa faveur ! Ce qui autorise les dénonciateurs à oublier que le travail visé était avant tout une importante contribution à la méthode de l'observation participante, mais aussi une forte critique de l'« argumentation » néo-républicaine, laquelle transforme le républicanisme en un communautarisme national.

La vision du monde des détracteurs du décolonialisme ne laisse aucune part à la subtilité. Ceux qui considèrent que les problèmes soulevés par les théoriciens décoloniaux méritent examen sont accusés, au mieux, d'être des idiots utiles ou, au pire, de complicité avec le terrorisme islamiste. De ce point de vue, il est sans doute utile de revenir sur l'accusation d'islamo-gauchisme. Selon les signataires du fameux Manifeste des Cent, il s'agit d'une l'idéologie « qui mène au pire ». Ceux qui la propagent dans nos universités, « très puissants dans l'enseignement supérieur » (point non étayé et, très probablement, inexact), commettraient d'irréparables dégâts.

Dès lors, on peut se demander si la dénonciation du décolonialisme ne serait-pas, en définitive, une façon de fermer les yeux sur les conséquences du colonialisme.

N'est-ce pas pour cette raison qu'est niée l'existence d'un racisme systémique, laquelle ne peut être comprise sans la reconnaissance du lien entre nos sociétés contemporaines et l'ordre colonial ? Et, à l'évidence, nos adversaires ne comprennent pas que, même si les agents sont dépourvus de préjugés racistes, la discrimination et la stigmatisation fonctionnent. Les institutions peuvent en effet être racialement oppressives même sans qu'aucun individu ou aucun groupe ne puisse être tenu pour responsable du tort subi.

Cette importante idée avait déjà été exprimée par William E. B. Du Bois dans *Pénombre de l'aube. Essai d'autobiographie d'un concept de race* (1940), ouvrage dans lequel il décrivait le racisme comme un ordre structurel, intériorisé par les individus, et ne dépendant pas seulement de la mauvaise volonté de quelques-uns. En conséquence, les cris d'orfraie à propos de la réalité d'un racisme systémique sont stupéfiants.

Liste de signataires :

Ali Aït Abdelmalek, Gérard Alegre, Mourad Asfour, Fabien Aviet, Anne-Françoise Benhamou, Magali Bessone, Marie Bardiaux Vaïente, Goulven Boudic, Tal Bruttman, Olivier Karl Butzbach, François Calori, Stéphane Calvet, David Chaillou, Christiane Chauviré, Rémi Coutenso, Yves Couture, Chopin David, François Delpla, Frédérick Detue, Speranta Dumitru, Jean-Louis Fabiani, Adélie Elbaz, Martine de Gaudemar, Alexandre Gefen, Antoine Germa, Frédéric Gros, Josée Guedj, Nad Iam, Pierre Kanuty, Samuel Kuhn, Alain Laskawiec, Christian Laval, Sylvain Maniach, Nicolas Masuez, Myriem Méghaïzerou, Régis Meyran, Jean-Yves Mondon, Marie-France Morales Berger, Denis Moscovici, Christophe Naudin, Aïda N'Diaye, Luca Paltrinieri, Nicolas Petton, Alain Policar, Jean-Yves Pranchère, Alain Renaut, Jean-Mathieu Robine, Elisabeth Salomon, Brigitte Silberstein, Shy Shriqui, Thoamas Skorucak, Christophe Tarricone, Sylvie Taussig, Agnès Tricoire, Alexis Tytelman, Alexandre Vasseur, Rosemonde Wojciechowski, Francis Wolff, Emmanuel Zareie, Anna Zielinska.

Le Figaro, no. 23870

Le Figaro, jeudi 20 mai 2021 767 mots, p. 17

Opinions

Trois droites, trois gauches, et Le Pen

Ferry, Luc

De nombreux Français pensent aujourd'hui que, coincés entre le centre et les extrêmes, les LR et le PS sont voués à disparaître. Et de fait, si on oublie le PC qui, avec ses 2 %, est en voie d'extinction, la gauche se déchire désormais en trois courants : La France insoumise, un PS qui semble anesthésié sous l'égide du translucide Olivier Faure et des écologistes eux-mêmes divisés en de nombreuses factions. Mitterrand et Jospin avaient réussi le tour de force de rassembler le « peuple de gauche » : c'était « l'union de la gauche », puis la « gauche plurielle », le tout sous couvert d'un grand mensonge qui masquait la scission entre le socialisme révolutionnaire et la social-démocratie réformiste. C'est ce qui permit la conquête du pouvoir par Mitterrand, mais aussi ce qui plomba son exercice et l'empêcha de gérer l'économie avec un minimum de compétence, comme l'aurait fait un Michel Rocard. S'il est un adage qui définit l'union de la gauche mieux qu'aucun autre, c'est bien celui selon lequel on ne sort de l'ambiguïté qu'à son détriment. La gauche en est aujourd'hui sortie, mais au prix de divisions qui ne lui laissent aucune chance à la prochaine présidentielle, car elles ne sont pas seulement de personne, mais de doctrine. Le parti socialiste est comme un canard sans tête qui ne sait plus trouver son chemin entre l'aile gauche de LREM et La France insoumise.

De son côté, la droite dite « républicaine » a réussi le tour de force d'en faire autant, de se fracturer elle aussi en trois morceaux, moins opposés peut-être, mais néanmoins divergents. Il y a d'abord la droite qui, de Darmanin à Muselier en passant par Le Maire, Philippe ou Castex, a rallié Emmanuel Macron en échange de postes ou de soutiens électoraux. Les LR (enfin, ce qu'il en reste...) hurlent à la trahison, tandis que nos macroniens d'adoption assurent n'avoir en tête que le bien commun. De fait, l'ami Le Maire est un des rares à avoir fait du bon travail pendant la crise. Reste que ces transfuges ont, c'est factuel, tout fait pour anéantir leur famille politique, ce que du reste ils ne nient pas puisqu'ils la considèrent désormais comme à moitié morte et enterrée.

Il y a ensuite cette droite autrefois républicaine qui, symbolisée par Thierry Mariani, rejoint Marine Le Pen. En un sens, c'est plus courageux, d'abord parce qu'il n'y a au départ aucun poste à la clef, ensuite parce qu'à l'arrivée, il faut affronter les critiques, voire la haine des républicains de gauche comme de droite. Cela dit, la victoire est possible, en Paca d'abord, et ensuite, pourquoi pas, au niveau national.

Enfin restent les LR canal historique qui, pour parler comme Blum en 1920 face au départ des communistes vers l'internationale léniniste, gardent la « vieille maison », une antique demeure à vrai dire, qui depuis quatre ans s'est montrée incapable sous l'égide de Christian Jacob de produire la moindre idée nouvelle, de construire le moindre programme un tant soit peu sensé et mobilisateur.

Face à ce triple éclatement de la gauche et de la droite, le duo LREM/RN semble indéboulonnable. Comme je le dis et l'écris depuis quatre ans, dans l'atmosphère actuelle de dérégulation, d'atomisation et d'ensauvagement de la France, ce sera un miracle si Marine Le Pen n'est pas élue face à Emmanuel Macron, et si elle ne l'est pas, il est clair à tout le moins qu'elle sera si bien représentée dans l'électorat qu'on ne pourra pas ne pas en tenir compte, tant dans les idées qu'au Parlement où il est inimaginable qu'un parti qui atteindrait le cas échéant plus de 45 % des voix ne soit pas mieux représenté.

Le PS étant moribond, la responsabilité de la droite républicaine est désormais immense, à proprement parler historique. Si elle ne se ressaisit pas, si elle ne soutient pas d'urgence son candidat, si elle n'élabore pas un programme fort, si elle continue à se laisser écraser entre LREM et le RN, elle mourra comme le PS, et c'en sera fini d'un gaullisme dont les idées puissantes sur le rôle de l'État, l'Europe ou la participation sont pourtant plus actuelles que jamais. Notre vie politique se réduira alors à un dialogue déprimant, entre, d'un côté, un centrisme qui parle « en même temps » le langage néolibéral de la startup-nation et celui d'une gauche américanisée, multiculturaliste, ouverte au port du voile jusque sur ses affiches électorales et, de l'autre, un souverainisme antieuropéen dont le programme économique reste encore trop proche de celui de LFI pour ne pas risquer de plonger la France dans le marasme. Bref, il est minuit, amis LR!

Deutschlands Pseudo-Intifada

...| Lesedauer: 5 Minuten

Von Michael Wolffsohn



Bei den pro-palästinensischen Demonstrationen am 15. Mai in Neukölln kam es zu Ausschreitungen – wenig verwunderlich, aber besorgniserregend, findet Michael Wolffsohn

Quelle: Getty Images

Der Antisemitismus ist in Deutschland auf dem Vormarsch – vor allem der muslimische. Trotzdem tun der Staat und viele Medien so, als wären Rechtsextremisten weiterhin die wichtigste Quelle des Judenhasses. Ein fataler Fehler: Selbstbetrug führt zur Selbstabschaffung.

Resignativ oder zynisch bilanziert, ist Deutschlands Migrations- und Integrationspolitik inzwischen höchst „erfolgreich“. Muslimische Neu- und Mitbürger sowie Einwohner brüllten im Juli 2014 auf Deutschlands Straßen: „Juden ins Gas!“ Im Mai 2021 schreien sie: „Scheißjuden“. Anders als Gas sind Exkremente nicht tödlich. Wenn das kein Erfolg ist.

Resignation und Zynismus sind angebracht. Auch Empörung. Das reicht jedoch nicht. Analyse tut not.

Ja, es gibt echte Integrationserfolge. Zum Beispiel das Ehepaar Sahin-Türeci, die Erfinder und Entwickler des Biontech-Corona-Impfstoffs. Ihr deutscher Werdegang beweist: Wo ein Wille, ist ein Weg. Wie bei allen anderen Bürgerinnen und Bürgern, gleich welcher Herkunft. Die in Artikel 3 (besonders 3.3) des Grundgesetzes garantierte Gleichheit vor dem Gesetz steht nicht nur auf geduldigem Papier.

Auch an andere vorbildliche Persönlichkeiten mit Migrationshintergrund sei erinnert: Necla Kelek, Seyran Ates, Cem Özdemir, Ahmad Mansour oder Hamed Abdel-Samad. Sie alle verkörpern Menschlichkeit, Offenheit. Eine universalistische Ethik verbindet diese neuen Deutschen mit den meisten alteingesessenen, mit anständigen Menschen schlechthin. Diese universalistische Ethik ist das Fundament jeder zivilisierten Gesellschaft.

Wie gehört es sich, in Deutschland zu leben?

Von dieser universalistischen hebt sich die funktionalistische Ethik ab. Ihr Tenor: „Ohne die Migranten brähe unsere Wirtschaft zusammen.“ Eher interessengeleitete Einsicht als Ethik. Doch Interessen müssen nicht unethisch sein. Machen wir uns nichts vor: Diese Ethik ist auch unter Einheimischen vorherrschend. Sie leitet Millionen Neu- und Altbürger, Muslime und andere. Jeder profitiert von der funktionalistischen Unentbehrlichkeit des anderen, und die Gesellschaft bleibt friedlich. „Jeder nach seiner Façon.“ Konsens. Alltag.

Kein Konsens herrscht über die intellektuell empörend platte Frage: „Gehört der Islam zu Deutschland?“ Millionen Muslime leben jetzt friedlich in Deutschland. Folglich gehört ihre Religion jetzt zu Deutschland. Es stellt sich diese Frage: Wie gehört es sich, in Deutschland zu leben? Die Antwort gilt für alle: In Deutschland sind deutsche Gesetze einzuhalten. Zur deutschen Staatsräson gehört die Bekämpfung des Antisemitismus. Wer das ablehnt, wird nicht gezwungen hierzubleiben, muss aber mit Konsequenzen rechnen. Werden diese nicht freiwillig akzeptiert, hat der deutsche Staat seine Staatsräson umzusetzen. Schafft er das nicht, wird er inhuman.

Die Rede ist also von einer arabisch-muslimischen Minderheit. Andere Minderheiten machen keine, kaum oder jedenfalls nicht vergleichbare Probleme. Dennoch oder gerade deshalb erhält diese Gruppe als Gewaltprävention und -reaktion Integrationshilfen *en masse*. Ethik? Fehlanzeige. Gerichtet ist der Hass jenes Muslim-Mobs gegen Israel, „die“ Juden, „die“ Deutschen, „die“ Amerikaner, „den“ Westen“, die offene Gesellschaft – also gegen Leben und „Würde des Menschen“ (Artikel 1 Grundgesetz).

Jener Mob greift nicht erst seit dem jetzigen Gaza-Raketenkrieg, sondern seit Jahren Juden mit Wort- und Körpergewalt an: Pseudo-Intifada in Deutschland. Weil die Sicherheit der Juden und Israels (angeblich) zur deutschen Staatsräson zählt, halten jene muslimischen Gewaltaktivisten die deutsche Polizei für den verlängerten Arm der israelischen Armee und greifen sie an. Diese Friedensbrecher verunsichern Deutschlands Städte, beherrschen die Straße und benehmen sich wie eine Besatzungsmacht. Das Gewaltmonopol des Staates gerät ins Hintertreffen.

Wer andere dämonisiert, demonstriert nicht

Am 15. Mai wurden in Berlin-Neukölln 93 Polizisten verletzt und offenbar kein einziger Randalierer. Das bedeutet: Unser Staat schützt auch unsere Beschützer ungenügend. Wie will, wie kann er dann uns alle schützen? Als 2015 Hunderttausende vor deutschen Toren standen, forderten viele Sicherheitskontrollen an

den Grenzen. Das gehe nicht, konterte die Bundesregierung. Aber 2020/21 war es möglich. So schaden Staatslenker dem Staat.

Wer die Straße beherrscht, „demonstriert“ nicht. Wer andere Menschen oder Menschengruppen als Kollektiv dämonisiert; wer gar Gewalt anwendet und randaliert, demonstriert nicht, denn „demonstrieren“ bedeutet: die eigene Überzeugung zeigen beziehungsweise öffentlich bekunden.

Demonstrieren ja, randalieren und attackieren definitiv nein. Das besagt Artikel 8 Grundgesetz. Er garantiert Versammlungs- beziehungsweise Demonstrationsfreiheit: (1) „Alle Deutschen haben das Recht, sich ohne Anmeldung oder Erlaubnis friedlich und ohne Waffen zu versammeln. (2) Für Versammlungen unter freiem Himmel kann dieses Recht durch Gesetz oder aufgrund eines Gesetzes beschränkt werden.“ Oft haben deutsche Gerichte vorhersehbar Juden und Israel dämonisierende, randalierende, andere Menschen attackierende „Demonstrationen“ trotzdem genehmigt oder Gewalttätern gegenüber milde Urteile gefällt. Das gefällt den Tätern, ermutigt sie, und sie krümmen sich vor Lachen.

Zumindest Teile der deutschen Justiz können oder wollen das Grundgesetz nicht anwenden. Damit gefährden sie die zivilisatorische Grundlage unseres Gemeinwesens. Was Wunder, dass unbescholtene Bürger und nicht nur eingefleischte Rechtsextremisten zu dem Schluss gelangen, dass unser Staat arabisch-muslimischen Tätern Sonderrechte zugesteht. Aus Protest wählen sie Rechtsextreme.

Von „allen Deutschen“ ist in Artikel 8.1 des Grundgesetzes die Rede: „Alle Deutschen haben das Recht, sich ohne Anmeldung oder Erlaubnis friedlich und ohne Waffen zu versammeln“. Viele der muslimisch-arabischen Gewalttäter sind keine Bürger, sondern nur Einwohner. Auch Einwohnern das Versammlungsrecht zu gewähren spricht für deutsche Liberalität und Menschlichkeit. Gut so, doch verfassungsrechtlich nicht geboten. Erst recht muss man dann erwarten (und durchsetzen), dass deutsche Liberalität nicht dreifach missbraucht wird: die Gastfreundschaft, das Verfassungs- und das Strafrecht. Wenn sich der deutsche Staat – Exekutive, Legislative, Judikative – nicht gegen Rechtsbrecher durchsetzt, schafft er sich selbst ab.

Alain Policar*Politologue et philosophe*

7/03/2021

L'Université gangrenée ?

Pour faire écho au débat suscité par le terme d'islamo-gauchisme, le bureau de l'UR a demandé à Alain Policar de s'exprimer sur le sujet. Le texte qu'il nous propose éclaire sans parti-pris et avec pédagogie des notions floues qui sous-tendent des débats très actuels.

Alain Policar est politologue et philosophe, professeur au Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof). Dernier livre paru : L'inquiétante familiarité de la race. Décolonialisme, intersectionnalité et universalisme, Le Bord de l'eau, 2020.

Si l'on en croit Frédérique Vidal et, avant elle, Jean-Michel Blanquer, l'Université française serait gangrenée par l'islamo-gauchisme et, au-delà, par la prééminence des études décoloniales en son sein. Il conviendrait donc de la débarrasser des enseignants et des chercheurs qui confondent le militantisme et la science. Comment ? En demandant au CNRS, dont la ministre semble ignorer ses liens constitutifs avec l'Université, d'enquêter pour distinguer le bon grain de l'ivraie !

On pourrait se contenter de souligner le caractère grotesque de la démarche. Ce serait une erreur car il y a bien à l'œuvre une stratégie politique particulièrement inquiétante.

Islamo-gauchisme : une notion confuse

Quelques mots d'abord sur la notion. On en attribue généralement la paternité à Pierre-André Taguieff lorsque, dans un livre de 2002, *La Nouvelle judéophobie*, il dénonce l'alliance entre militants altermondialistes et fondamentalismes musulmans contre « l'américano-sionisme », alliance également justifiée par ses promoteurs par les discriminations systématiques des musulmans par la population majoritaire. Une semblable idée avait néanmoins été formulée dès 1994 par un militant trotskyste anglais, Chris Harman, dans « Le Prophète et le prolétariat », dans la perspective de ramener les islamistes dans le giron de la gauche. Ces précisions permettent de souligner la distance entre « islamo-gauchisme » et « judéo-bolchévisme », expressions que l'on a parfois cherché à rapprocher.

En effet, le plus souvent « islamo » évoque une idéologie, alors que « judéo » désigne un groupe ethnico-religieux voué à la vindicte populaire. De surcroît, « gauchisme » ne renvoie pas à « bolchévisme », les bolcheviks désignant ceux qui exercent le pouvoir à un moment de l'histoire de l'URSS. L'expression « judéo-bolchévisme » veut nous dire que le bolchévisme n'existerait pas sans les Juifs qui en sont les concepteurs, les manipulateurs et les agents. L'expression « islamo-gauchisme » signifie que les gauchistes sont dangereux en ce qu'ils font, fut-ce involontairement, le jeu des islamistes^[1]. C'est le sens de la volonté du pouvoir de considérer comme suspects tous ceux qui, au sein des universités et des organismes de recherche, attiseraient la haine de l'Occident et voudraient saper ce qui fait le prix de notre mode de vie^[2].

Mais l'essentiel est ailleurs : l'expression « islamo-gauchisme » comporte une dangereuse ambiguïté, puisque « islamo » peut faire référence aussi bien à islamisme qu'à islam, ambiguïté qui n'est pas sans pertinence pour éclairer la stratégie gouvernementale présente, à l'aune notamment de la loi visant à renforcer les principes républicains. Or, dans un esprit comparable à la stratégie de l'alt-right aux Etats-Unis, on installe dans l'opinion publique la possible existence d'un ennemi de l'intérieur, les musulmans, disposé à s'allier à un ennemi de l'extérieur, les non-« Blancs », afin de détruire les principes de la République. Pour vaincre l'extrême droite, il faudrait donc utiliser son vocabulaire et ses méthodes !

Cette panique sécuritaire, cette fièvre obsidionale, cherche sa justification dans l'existence d'actions de censure, parfaitement condamnables, exercés par des militants, décoloniaux ou indigénistes, opposés à des représentations théâtrales, hostiles à la tenue de certaines conférences, etc. Mais ces comportements sont-ils significatifs de ce qu'est réellement la mouvance décoloniale ?

Le décolonialisme et ses limites

On peut certes considérer le décolonialisme comme une mauvaise réponse à la discrimination et à la stigmatisation que subissent les populations dites racisées. Mais que la réponse soit mauvaise ne fait pas disparaître la question, et la violence des passions autour de celle-ci suggère qu'elle est aujourd'hui essentielle.

Si la réponse est mauvaise c'est parce qu'elle conduit au sacrifice de l'universalisme. En effet, il n'y aurait pas, pour le décolonialisme, d'issue dans la modernité : la Grèce, Rome, la Renaissance et les Lumières sont violemment répudiées^[3]. Le racisme est perçu comme une volonté de « préserver le privilège énonciatif des institutions, des hommes et des catégories de pensée de la Renaissance et des Lumières ». La conscience décoloniale suppose la désobéissance épistémologique, c'est-à-dire la déprise quant au modèle occidental de rapport à la connaissance. Rendre compte de l'expérience du sujet colonial et racialisé impliquerait de rompre avec les grandes conquêtes de la « pensée occidentale ». Les discours des droits, y compris le plus récent, celui sur les droits humains, font partie « des conceptions globales impériales ». Ils se superposent à « la hiérarchie ethno-raciale globale » qui accompagne et justifie la dichotomie entre connaissances et théories produites par l'Occident et ce que les « autres » proposent, soit religions, folklores et mythes. Dans cette perspective, « la race et le racisme constituent le principe organisateur qui structure les multiples hiérarchies du système-monde »^[4]. Un premier problème est qu'en assignant ainsi à la matrice coloniale l'ensemble des discriminations que subissent tout particulièrement les habitants des quartiers défavorisés, il devient impossible de penser les fabriques contemporaines des racismes ordinaires, celles qui naissent de situations sans lien avec l'histoire coloniale. Elles n'ont alors pas à être pensées en tant que telles. Le retour à l'affrontement en termes de race est significatif de l'importance accordée aux appartenances originelles, à la dimension de la communauté, au détriment de l'autonomie individuelle. Il ouvre vers une ethnicisation des rapports sociaux, qui est hautement problématique, ne serait-ce que parce qu'ici la pensée de l'extrême gauche rencontre celle de l'extrême droite.

Il est à ce propos un autre point que nous ne pouvons passer sous silence : parmi les acteurs de l'antiracisme d'aujourd'hui se trouvent des antisionistes radicaux dont la condamnation de la politique de colonisation israélienne ne s'émancipe guère du vocabulaire de l'antisémitisme. Il est dès lors permis de se demander si leurs principales préoccupations concernent vraiment les atteintes à la dignité humaine que subissent les groupes racisés (desquels, notons-le, les Juifs sont systématiquement exclus).

De la réalité des injustices épistémiques^[5]

Mais ces objections ne nous interdisent pas de considérer d'un œil critique les catégories de pensée qui organisent notre perception du monde. La possibilité de réelles injustices « épistémiques » ne peut être écartée d'un revers de la main. De telles injustices peuvent prendre la forme de l'ignorance. Prenons la notion de « privilège blanc », sur laquelle je reviendrai plus longuement dans quelques paragraphes. Elle peut choquer, et rares sont les « Blancs » qui songeraient à revendiquer ce « privilège ». Pour beaucoup, c'est une sorte de point aveugle. Il a fallu, pour que cette notion émerge, partir de l'expérience vécue par les non-Blancs, non pas victimes de politiques délibérées d'exclusion ou de discrimination, mais « racisés » dans l'expérience quotidienne, y compris par des représentants du savoir ou de l'autorité politique. La notion de privilège blanc vous apparaîtra quand, par hasard, vous vous demanderez combien de fois dans votre vie un policier vous a demandé vos papiers d'identité alors que vous marchiez dans la rue.

Les excès de ceux qui jettent l'opprobre sur le Blanc en tant que tel, lui interdisant de se vouloir antiraciste parce que sa « blanchité » ferait de lui un oppresseur par nature, menacent évidemment d'emporter le bébé de ces concepts encore neufs et parfois fragiles avec l'eau du bain. Mais ce n'est pas parce qu'il est indéfendable d'attribuer aux « Blancs » une sorte d'immoralité héréditaire, que l'on est fondé à rejeter les analyses qui voient dans les stigmatisations présentes les conséquences d'une hiérarchie raciale profondément inscrite dans les institutions, les pensées et les corps. Non, évidemment, la culpabilité collective des « Blancs » n'est pas une thèse acceptable. Mais, oui, les traces de siècles de domination et les crimes de la colonisation ne sont pas dissipés. Et ce n'est pas seulement une affaire militante, mais bien plutôt un enjeu intellectuel majeur que de donner place à ces traces dans l'ordre du savoir.

Il est trop facile, en effet, de promouvoir des analyses « ancrées dans l'Histoire » et de vouer à l'insignifiance ou au confusionnisme les travaux d'auteurs dont l'engagement militant réduirait au néant la pertinence académique. Il y a dans ces travaux, précisément, de l'Histoire qui émerge, et de l'Histoire au sens le plus fort du terme : celle qui laisse des traces, celle avec laquelle, dans sa complexité, se fabrique notre monde.

Privilège blanc ?

Il s'agit avant tout de combattre la commune occultation des fractures raciales que la France veut ignorer au nom du mythe de l'égalité républicaine. Et, plus encore, de comprendre que les discriminations à fondement racial exercent également leurs effets sur celles et ceux qui en tirent des bénéfices. Dès lors, la « blanchité », plus qu'une allusion à la couleur, désigne la façon dont certaines entités sont construites et placées en position de *privilège*. À cet égard, comme James Baldwin l'avait bien vu, il faut souligner ce que le racisme fait à la population dominante : il l'« ensauvage », selon l'expression de Césaire, il brutalise l'ensemble de la société. La colonisation décivilise le colonisateur. C'est également cette perspective qu'adopte Albert Memmi en 1957, notamment dans *Portrait du colonisateur* qui précède son *Portrait du colonisé*, ouvrages (publiés ensemble) dans lesquels il montre qu'il est impossible de comprendre le colonisateur ou le colonisé sans le recours à la situation coloniale dans son ensemble, situation qui, pour paraphraser Jacques Rancière, fait de la citoyenneté l'occasion d'une mésentente, d'un litige renouvelé sur le contenu de l'égalité.

Aussi, malgré ses utilisations à des fins polémiques, le concept de *privilège blanc* (introduit par Peggy McIntosh en 1989) n'est-il pas dénué de pertinence. Certes, les reproches qui lui sont régulièrement adressés ne sont pas tous infondés, le principal d'entre eux étant, par la disqualification des « privilégiés », de rendre difficile la solidarité exigée par l'antiracisme. Mais aussi d'ignorer, au sein de l'ensemble des « privilégiés », l'existence des

inégalités. Faire du « Blanc » un privilégié, quelle que soit sa condition sociale, c'est donner du crédit à la racialisation de l'espace social. Enfin, l'expression ne peut en aucun cas être utilisée dans le but de stigmatiser une partie de la population, les « Blancs ». Et nous devons être conscients que ce risque existe.

Alors, pourquoi ne pas disqualifier la notion ? Principalement parce qu'elle désigne un *fait* et, comme le souligne Cloé Korman, un *fait social* : « Le “privilège blanc” sert à nommer le groupe non discriminé à côté de ceux qui le sont. Ceux qui sont “avantagés”, ceux qui connaissent le goût de la chance : cette idée que des choses heureuses ou normales arrivent par hasard, en dehors d'un effort considérable de la volonté, et sans trop se poser la question de plaire ou de déplaire ». Ce que dit ici Cloé Korman est parfaitement généralisable : l'introduction de certains termes, comme « racisé » ou « féminicide », ne font que rendre visibles des préjugés déjà existants : « Ne pas accepter certains mots peut aussi signifier ne pas vouloir entendre ceux qui les ont choisis, ceux qui les prononcent, pour parler de la réalité de ce qu'ils vivent. Et c'est précisément ce refus d'écouter, de croire, auquel il est temps de mettre fin »^[6]

Alain Policar

^[1] Je remercie vivement Dominique Sopo d'avoir attiré mon attention sur ces essentielles distinctions. J'emprunte ici quelques-unes de ses suggestives formulations (échanges privés).

^[2] Voir le communiqué de la CPU <http://www.cpu.fr/actualite/islamo-gauchisme-stopper-la-confusion-et-les-polemiques-steriles/>

^[3] Cette position paraît ignorer l'origine grecque de la philosophie et le dialogue qu'eurent avec les œuvres de l'Antiquité les penseurs arabes ou persans.

^[4] Ramon Grosfoguel, « Les implications des altérités épistémiques dans la redéfinition du capitalisme global. Transmodernité, pensée frontalière et colonialité globale », *Multitudes*, 2006/3, n° 26, p. 57.

^[5] L'allégation d'injustice épistémique semble avoir été introduite dans l'ouvrage de la philosophe britannique Miranda Fricker (*Epistemic Injustice*, Oxford University Press, 2007). Elle présuppose que le savoir dépend de ceux qui le produisent. Dès lors, dans une perspective d'équité, il conviendrait de substituer à l'épistémologie occidentale des épistémologies alternatives (par exemple, féministes, décolonialistes, etc.)

^[6] Cloé Korman, « Le terme “privilège blanc” désigne un fait social », *Le Monde*, 16 juin 2020.

<https://www.faz.net/aktuell/karriere-hochschule/britische-universitaeten-entkolonialisierung-der-naturwissenschaft-17346787.html>

ENTKOLONIALISIERUNG:

Newton unter Verdacht

- VON GINA THOMAS
- -AKTUALISIERT AM 20.05.2021-11:19



Im Fokus der Entkolonialisierung: Isaac Newton Bild: Picture-Alliance

Darwin, Newton oder Linné: Wegbereiter der Naturwissenschaften werden an britischen Hochschulen auf ihre koloniale Schuld untersucht. Auch Maßeinheiten sind davon nicht ausgenommen.

Auch die Naturwissenschaften bleiben von dem an britischen Hochschulen um sich greifenden Entkolonialisierungseifer nicht verschont. Die Universität Sheffield hat unlängst ein Handbuch für Dozenten und Studenten der Biologie vorgelegt mit dem Ziel, „rassistischer Ungerechtigkeit“ durch das „Nachdenken über die Weißheit und den Eurozentrismus unserer Wissenschaft“ entgegenzutreten. Das Handbuch stellt elf „problematische“ Naturwissenschaftler heraus und erläutert, wie sich ihre fragwürdigen Ansichten auf ihre Forschung niedergeschlagen haben.

So wird von Charles Darwin behauptet, er habe geglaubt, die Theorie der natürlichen Auslese rechtfertige seine Auffassung von der Überlegenheit der Weißen. Darwins Rivale Alfred Russell Wallace wird ebenfalls auf die schwarze Liste gesetzt, weil er seine Beobachtungen in einem „kolonialen Umfeld“ gemacht habe und in dem unter niederländischer Herrschaft stehenden Gebiet, das heute Indonesien heißt, ethnische Hierarchien aufgestellt habe. Dem als Begründer der Taxonomie geltenden Schweden Carl von Linné wird vorgeworfen, sein Klassifizierungssystem angewandt zu haben, um die menschlichen Rassen in absteigender Reihenfolge zu sortieren.

Seine Arbeit soll ebenso wie die des Molekularbiologen James Watson, des Genetikers J.B.S. Haldane, des Mathematikers Karl Pearson, des Biologen Thomas Henry Huxley und der anderen als „problematisch“ empfundenen Forscher nur unter Vorbehalt gelehrt werden, als seien kritische Bewertungen bei der Auseinandersetzung mit der Geschichte der Naturwissenschaften nicht selbstverständlich. In der Technischen Fakultät derselben Universität wird Isaac Newton im Bestreben, „langjährige bewusste oder unbewusste Voreingenommenheiten“ anzufechten, als möglicher Begünstigter des Kolonialismus bezeichnet. Den Studenten wird nahegelegt, von der Verwendung von Begriffen wie „Gründungsvater“ und „Genie“ abzusehen.

Maßeinheiten und Imperialismus

In Oxford, wo man sich ebenfalls um einen weniger eurozentrischen Lehrplan bemüht, denkt die Fakultät für Mathematik, Physik und Lebenswissenschaften über die Entkolonialisierung des imperialen Maßsystems nach, weil es mit der Idee des Empire tief verknüpft sei. Es wird eine „kulturelle Verlagerung“ in Aussicht gestellt. Studenten sollen lernen, ältere Narrative des wissenschaftlichen Fortschritts einzuschätzen und zu

revidieren. Auch das ist ein Kerngrundsatz des kritischen Denkens, von dem man meinen würde, es müsse nicht mit politisch korrekter Terminologie ausbuchstabiert werden, zumal die im neunzehnten Jahrhundert für die Gebiete unter britischer Herrschaft standardisierten Maßeinheiten nicht von britischen Imperialisten ersonnen wurden, sondern im Großen und Ganzen angelsächsischer oder römischer Herkunft sind.

Nach den neuen Kriterien sind fast alle Maßeinheiten imperialistisch, seien es die altrömischen oder das von Napoleon eingeführte metrische System. An dem oft als Herz des Empire bezeichneten Trafalgar Square in London sind Bronzetafeln in Mauer und Boden eingelassen, auf denen 1876 die imperialen Längenmaße verzeichnet wurden. Womöglich werden sie demnächst ebenfalls mit einem „Caveat“ belegt.

Le Figaro (site web)

jeudi 20 mai 2021 - 19:49 UTC +02:00 2176 mots

Vox ; Vox Société

Jean-Pierre Le Goff:

«À la grande désorientation des Français ne répond que l'activisme de la communication»

Trémolet de Villers, Vincent

GRAND ENTRETIEN - Le sociologue et philosophe, auteur de *La Société malade* (Stock), sans doute le livre le plus juste sur la période que le Covid nous a imposée, réfléchit ici sur le décalage impressionnant qui existe désormais entre la parole politique et les réalisations concrètes.

Jean-Pierre Le Goff décrit, avec finesse et profondeur, les effets délétères d'une bulle politico-médiatique dans laquelle se rejoignent la grandiloquence verbale, les notions nihilistes de la «cancel culture», un déferlement de témoignages impudiques et sordides, ou une écologie fondamentaliste et punitive. L'intellectuel s'inquiète des contradictions et des incohérences du pouvoir politique qui dissimulent de plus en plus difficilement un affaiblissement préoccupant de l'État et participent d'un sentiment décourageant de déshérence collective.

LE FIGARO. - Au lendemain de la première étape du déconfinement, comment qualifieriez-vous le climat qui règne aujourd'hui dans le pays?

Jean-Pierre LE GOFF. - L'air du temps est à la fois sentimental et victimaire, angélique et déprimant.

Après des mois de limitation de nos libertés, le plan de sortie du confinement fait plaisir ; le peuple adolescent attend avec impatience le retour du festif et des grands rassemblements ; l'intérêt pour la météo et les vacances ne se dément pas ; les activités sportives, la cuisine et le jardinage, le yoga et la méditation, voire la promotion du vélo comme nouveau rapport au monde, connaissent un succès certain, tout au moins pour des catégories particulières de la population.

Il faut de tout pour faire un monde, mais tous les efforts pour «se vider la tête» ne peuvent faire disparaître une actualité plus difficile à affronter. Aux effets psychologiques et sociaux de la pandémie s'ajoutent des événements violents et mortifères. Face aux attentats islamistes et aux meurtres des policiers, les représentants de l'État compatissent avec les familles endeuillées, décorent les victimes, tiennent des discours émouvants. «*Plus que jamais, notre détermination est sans faille*», entend-on dire à chaque fois. Il n'y a pas de raison de mettre leurs paroles en doute, mais ces déclarations, accompagnées de l'annonce de nouvelles mesures, peuvent-elles rassurer l'opinion? Nombre de Français n'en peuvent plus de ces grands discours et de ces cérémonies de deuil qui se succèdent au fil des mois. Pour légitimes et émouvants qu'ils soient, leur répétition nous démoralise et renforce le sentiment que l'État est impuissant. Il ne faut pas être grand clerc pour constater que l'insécurité et le sentiment de vivre dans un pays à l'«identité malheureuse», pour reprendre une expression d'Alain Finkelkraut, se sont grandement développés.

Quelle place occupe la «cancel culture» dans ce climat déprimant?

Elle y participe et en «rajoute une couche». Des minorités déconstruisent notre histoire dans une logique de ressentiment indéfini qui lamine l'estime de nous-mêmes ; elles développent une vision des plus sombres de la société et des institutions.

«Discriminations», «stigmatisation», «ghettoïsation», «néocolonialisme», «racialisme», «indigénisme»... autant de mots qui, ajoutés aux «phobies» diverses en matière de sexualité («LGBT-phobies») ou de religion («islamophobie» pour la plus connue), dressent le portrait un pays composé d'opresseurs et de salauds, le tout formant système avec un État complice constamment mis en accusation.

Le déferlement des témoignages les plus crus et leur affichage dans l'espace public dressent un tableau sordide des rapports humains et sociaux. Des inquisiteurs et des éradicateurs d'un nouveau genre chassent en meutes dans les réseaux sociaux. Fait-il encore bon vivre dans un pays où la suspicion et la délation se répandent dans les rapports sociaux?

S'y ajoute une écologie fondamentaliste et punitive qui n'a de cesse de mettre en accusation le progrès, prophétise la catastrophe et cherche à nous culpabiliser si nous ne nous soumettons pas à ses injonctions. On s'inquiète à juste titre de l'«état de la planète» que nous laisserons aux générations futures, mais quelle représentation leur donne-t-on aujourd'hui du monde des adultes, de notre pays et de notre civilisation?

Pourquoi ces groupes minoritaires ont-ils pris une telle place dans l'espace public?

Ces groupes minoritaires montent en exergue et instrumentalisent des drames et des injustices. Ils jouent sur la mauvaise conscience en se présentant comme les porte-parole des discriminés et ceux qui rejettent leur idéologie se voient aussitôt accuser de «minorer la parole des victimes». Des responsables, par lâcheté et souci de leur image, cèdent à leur pression pour apparaître vertueux et ne pas subir les foudres des réseaux sociaux. Leur idéologie se diffuse dans les milieux universitaires des sciences sociales, des médias et du showbiz, mais elle peut aussi être présente dans les formations contre les discriminations au sein des services publics et plus largement.

Ces groupes n'en constituent pas moins un «entre soi» en décalage avec la mentalité et les préoccupations de la majorité des Français. La place qu'occupent leurs représentants dans les grands médias leur donne une audience disproportionnée et les légitime dans leur prétention à représenter les victimes et des catégories entières de la population.

Mais par-delà ces phénomènes, il faut prendre en compte le terreau sociétal sur lequel ils se greffent. Nous n'avons pas seulement affaire à l'importation d'un politiquement correct à l'américaine, mais ces activistes minoritaires exploitent et poussent à l'extrême un malaise existentiel des sociétés démocratiques qui ont du mal à assumer leur passé. À l'ancien récit historique unitaire et édifiant s'est substituée une mémoire pénitentielle en morceaux, éclatée en de multiples témoignages victimaires qui exigent reconnaissance et réparation. La loi Taubira de 2001 sur l'esclavage, qui applique rétroactivement la notion de «crime contre l'humanité» à des situations passées qui remontent à cinq ou six siècles, est emblématique de ce basculement. Jusqu'où ira-t-on dans cette relecture anachronique de l'histoire qui entretient la confusion et la mésestime de soi?

Le pouvoir politique actuel n'a-t-il pas sa part de responsabilité dans cette situation?

Le président de la République n'a pas cédé aux groupes de pression en rendant un hommage à Napoléon, mais il y a des propos qui ne s'oublient pas si facilement tellement ils paraissent «énormes» et déconcertants. En février 2017, lors d'un déplacement en Algérie, Emmanuel Macron, alors candidat à la présidentielle, n'a pas hésité à affirmer que «*la colonisation*» était «*un crime contre l'humanité*». Comment peut-on prétendre «*réconcilier les mémoires*» dans ces conditions, tout particulièrement pour ceux qui sont supposés avoir commis un tel crime décrété par la parole du président?

Après avoir déclaré tout bonnement qu'il n'y avait pas de culture française, que signifie la «*défense de notre patrimoine culturel et de notre civilisation*»? Tout en dénonçant, le «*spectre des conflits identitaires*», Emmanuel Macron tiendra des propos ironiques sur deux «*mâles blancs qui ne vivent pas dans ces quartiers*» lors de la remise du plan Borloo. Plus récemment, tout en se démarquant de la «cancel culture» américaine, il emploiera l'expression «*déconstruire notre propre histoire*» lors d'une interview à une chaîne de télévision américaine. Les communicants du pouvoir politique fourniront une explication de texte ou pourront s'appuyer sur d'autres déclarations qui semblent dire l'inverse, sans que cela change grand-chose à leurs effets de confusion et de dépréciation.

Cette incohérence ne se retrouve-t-elle pas dans d'autres domaines?

On ne compte plus depuis des années les messages paradoxaux émis par le pouvoir politique. À sa manière, Emmanuel Macron n'a pas dérogé à cette façon déconcertante de gouverner. Après la fermeture de la centrale de Fessenheim, il affirme que notre avenir énergétique et écologique passe par le nucléaire, alors qu'on subventionne massivement des parcs d'éoliennes peu productifs et destructeurs de paysages, paysages que l'on affirme par ailleurs protéger... Au moment où l'on constate une détérioration de la langue française écrite et parlée, le président de la République se montre favorable à ce qu'on enseigne davantage la langue arabe à l'école. De son côté, l'Assemblée nationale vote une loi qui non seulement protège, mais promeut les langues régionales. Quant au gouvernement, qui défend la francophonie, il lance une nouvelle carte nationale d'identité bilingue français-anglais au nom des exigences d'une Union européenne qui a pourtant vu le Royaume-Uni la quitter. Ce qui peut

apparaître comme un détail pour des technocrates n'en est pas un pour ceux qui demeurent attachés à leur langue inséparable de leur identité nationale, a fortiori quand ils ne parlent pas anglais.

Des politiques expliqueront les raisons de telle ou telle loi ou mesure, sans forcément comprendre qu'elle peut être perçue différemment par les citoyens ordinaires dans une situation donnée. D'autant plus quand ces lois et ces mesures sont toutes présentées comme prioritaires et s'accumulent sans être nécessairement suivies d'effet.

Tout s'emballe et tout va trop vite avec des politiques qui veulent être modernes à tout prix, sans même se rendre compte qu'ils produisent des effets de déstructuration symbolique qui enfonce un peu plus le pays dans la dépression. Et plus la désorientation du pays s'accroît, plus l'activisme communicationnel s'accélère à la manière d'un exercice de vélo d'appartement où, le nez dans le guidon, on pédale de plus en plus vite sans avancer pour autant, quand on ne rétro-pédale pas à l'occasion.

Les projets de loi se sont ainsi multipliés dans la précipitation, quitte à expliquer ensuite qu'il y a sans doute eu des malentendus et des formulations maladroites qu'on s'engage à rectifier au plus tôt. Il en va de même pour les ministres qui parlent à tort et à travers dans les réseaux sociaux et qui finissent par s'excuser de leurs «dérapages verbaux». Ils nous disent, comme de grands enfants, qu'ils ne l'ont pas fait exprès et qu'ils ne voulaient blesser personne. On peut les croire, mais est-ce vraiment la question?

Nous n'avons plus affaire à des erreurs ou des fautes politiques en regard de la fonction que l'on représente, mais à des propos individuels maladroits et blessants vis-à-vis de «celles et de ceux» que l'on a involontairement offensés. La morale de la bonne intention et la psychologie sommaire ont bon dos. Quelle image donne-t-on de la responsabilité politique qu'on exerce quand on multiplie les petites phrases, quand on cherche à se mettre à tout prix au centre de l'«essoreuse à idées», quand on s'affiche avec des animateurs déjantés qui mélangent tout?

Qu'en est-il de l'État dans ces conditions?

Contrairement à nombre d'interprétations gauchisantes qui considèrent que le pouvoir serait devenu tout-puissant, voire «totalitaire», ce dernier apparaît, depuis des années, faible et incohérent. Il a pris des allures à la fois de prestataire de services et de bureau des pleurs et des lamentations, se portant au chevet d'une société malade qu'il reconforte et rassure comme il peut. Cette façon de faire répond à une opinion exigeant de l'État qu'il satisfasse au plus vite à ses besoins et ses désirs dans une logique indéfinie de «droits à», tout en le dénôçant comme oppressif et n'hésitant plus désormais à porter plainte contre ses représentants.

Gouverner dans ces conditions est difficile. Mais en ne se démarquant pas clairement d'une «demande sociale» impossible à satisfaire, l'État a érodé sa fonction de représentation et de défense de l'intérêt général. Il a entretenu un imaginaire vindicatif qui se retourne contre lui. Les «grands débats» et les «comités de citoyens» tirés au sort et «sans filtre» donnent des gages aux partisans d'une démocratie directe qui ne manquent de dénoncer la «trahison» de l'État. Ces comités de citoyens et les comités d'experts en lien direct avec le président secondarisent les institutions existantes et les travaux du Parlement.

Alors que le discrédit des élites et de la classe politique se développe dans l'opinion, le pouvoir politique, sans même en débattre au Parlement, a décidé la suppression de l'ENA - pourquoi pas de Sciences Po? - et la fin du corps préfectoral. Dans une société désorientée et inquiète qui a besoin de stabilité et de repères, l'accélération de la «modernisation de l'État» à la mode managériale apparaît comme une nouvelle étape de l'autodestruction du politique et de son administration.

Le pouvoir politique a beau jeu de dénoncer la démagogie et le populisme quand il leur fournit de quoi nourrir leurs dires et leurs ambitions. On peut toujours espérer que la prochaine élection présidentielle permettra enfin de sortir de cette situation. Mais il n'y a pas lieu de jouer les prophètes après des années de désillusion.

Comment définiriez-vous l'objectivité en sciences sociales ?

On peut définir l'objectivité de manière assez simple en combinant un volet négatif et un volet positif : en négatif, l'objectivité consiste à se démarquer de toute forme de subjectivité, qu'elle idéologique, religieuse ou artistique, et en positif elle implique de faire reposer ses conclusions sur une démonstration cohérente étayée par des preuves vérifiables.

Ce cadre est un peu grossier mais il permet déjà d'écartier les énoncés qui ne relèvent pas de la science. Par exemple, l'écriture inclusive n'appartient pas au registre scientifique car ses partisans vont avoir beaucoup de mal à démontrer que la graphie d'une langue est à l'origine des inégalités entre les hommes et les femmes.

Pour autant, l'objectivité est-elle aisément accessible en sciences sociales ? Ce n'est pas certain, mais il faut au moins distinguer le registre descriptif et le registre explicatif. Dans le registre descriptif, il est parfaitement possible d'être objectif. Rien n'interdit en effet de rendre compte objectivement de phénomènes tels que les évolutions sociodémographiques, les résultats électoraux, les opinions publiques, les programmes des partis politiques, les idées politiques, les politiques publiques, le déroulement des crises, etc. Certes, des désaccords peuvent toujours se produire car les instruments de connaissance et de mesure sont loin d'être parfaits, y compris lorsqu'on dispose de statistiques (songeons aux divergences sur l'évolution de la délinquance, qui augmente pour les uns, mais qui est stable ou en baisse pour les autres). Certains concepts sont également plus opératoires et consensuels que d'autres, et certains phénomènes sont plus faciles à documenter que d'autres.

Mais c'est surtout dans le registre explicatif que l'objectivité est plus délicate. Les mêmes phénomènes peuvent être vus de manières différentes : le populisme est-il un mouvement anti-démocratique ou exprime-t-il au contraire une volonté de réintroduire la démocratie dans des systèmes politiques gagnés par l'élitisme (<https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/13510347.2011.572619>) ? Stanley Milgram a beau avoir produit des résultats très originaux à partir d'une expérimentation spectaculaire sur la soumission à l'autorité, il en a tiré une théorie excessive concernant « l'état agentique ». Même lorsqu'on a affaire à des phénomènes anciens comme la Révolution française ou la guerre de 1914, il est difficile d'obtenir un consensus sur les causes.

La difficulté augmente lorsque les sujets sont sensibles ou clivants, d'une part parce que les passions interviennent, d'autre part parce que la gamme des interprétations possibles recoupe celles qui sont disponibles sur le marché des idées politiques. Bien sûr, une interprétation partisane n'est pas nécessairement une interprétation fautive : après tout, les libéraux qui analysaient le communisme comme un mouvement totalitaire n'avaient pas tort.

Néanmoins, ce chevauchement des interprétations constitue un défi pour les sciences sociales. Durkheim en faisait déjà la remarque : « *le rôle de la sociologie doit consister à nous affranchir de tous les partis, non pas tant en opposant une doctrine aux doctrines, qu'en faisant contracter aux esprits une attitude spéciale que la science peut seule donner par le contact direct des choses* » (http://classiques.uqac.ca/classiques/Durkheim_emile/regles_methode/regles_methode.html). Autrement

dit, la sociologie doit s'efforcer de proposer une manière distincte de voir les choses. Pour ma part, je pense qu'il faut s'attacher à l'analyse des causes. Par exemple, le but n'est pas de justifier la parité en politique ou le mariage gay, mais de comprendre pourquoi de telles réformes ont été adoptées. Un tel objectif implique de restreindre la réflexion aux domaines qui sont accessibles à une documentation minimale et pour lesquels il est possible d'appliquer une démarche scientifique, c'est-à-dire reposant sur des hypothèses claires et cohérentes, et visant à identifier des causalités.

La neutralité du chercheur est-elle possible et souhaitable ?

La neutralité n'est pas toujours bonne en soi. On peut tout d'abord rappeler qu'il existe en science politique une tradition philosophique qui propose une réflexion de type normatif sur le bien et le juste : c'est la tradition léguée par Aristote, Hobbes ou Rousseau. Cette tradition, qui n'a rien perdu de sa légitimité, vise moins à respecter la neutralité épistémologique qu'à chercher une réponse aux débats éthiques, par exemple est-il juste de désobéir à la loi ou de donner des droits spécifiques aux minorités ?

Ensuite, il existe un type de neutralité qui n'est pas très intéressant : c'est la neutralité qui consiste à produire un discours tiède et peu impliquant, ou à ne pas prendre parti dans un débat académique qui voit s'affronter des thèses antagonistes, par exemple sur l'existence d'un nouvel antisémitisme. La neutralité relève ici plutôt de l'attentisme ou du confort personnel. Evidemment, il n'est pas toujours simple de trancher certains débats (par exemple l'immigration est-elle bénéfique pour les sociétés de départ et d'arrivée ?) mais, paradoxalement, ce sont souvent les thèses fortes qui nourrissent les controverses scientifiques, à l'image du « choc des civilisations » de Samuel Huntington, l'un des livres les plus contestés mais aussi les plus commentés.

La neutralité est-elle néanmoins possible ? Tout dépend de ce que l'on entend par neutralité : neutralité par les effets ou par les valeurs ? Dans le premier cas, la neutralité est quasiment impossible car, par définition, toute activité ou intervention publique, même strictement factuelle, a des effets sociaux. Nul n'est à l'abri d'une récupération de son travail : si un parti conservateur reprend à son compte une étude qui montre que la pornographie a des effets négatifs sur les jeunes, cela ne veut pas dire que cette étude manque de neutralité, mais on ne pourra pas dire qu'elle n'a pas eu d'impact sur le débat public. Beaucoup de militants vont aujourd'hui chercher dans les sciences sociales des résultats qui servent leur cause afin de donner une caution scientifique à leur combat.

Si l'on se situe maintenant sur le terrain des valeurs, la réponse est plus complexe. Certes, personne ne peut prétendre être dénué de convictions ou de croyances. Chacun est le produit d'une histoire, et tout chercheur est porteur d'une conception du Bien qui influence ses choix, voire ses objets de recherche et sa manière de les aborder. Si Durkheim a réfléchi sur le suicide et Weber sur le protestantisme, ce n'est pas tout à fait un hasard.

Pour autant, l'existence de valeurs invalide-t-elle toute recherche ? Pas forcément parce que, nous autres modernes, avons développé et cultivé certaines aptitudes. Nous sommes travaillés par des appartenances et des identités multiples, nous savons faire preuve d'empathie à l'égard d'autrui, et, surtout, nous avons reçu une formation intellectuelle qui nous apporte des connaissances et une certaine réflexivité. Nous

sommes capables de sortir de notre zone de confort, de suivre des raisonnements argumentés, de respecter des méthodologies éprouvées, autant de principes qui permettent de tenir à distance les croyances et les idées fausses. De surcroît, il existe une communauté savante qui offre des occasions d'échanges et de confrontations, ce qui permet normalement d'écarter les théories hasardeuses.

Mais ces filtres ne résolvent pas tous les problèmes. On découvre souvent après coup que le discours scientifique a été marqué par son époque. De plus, la neutralité n'est pas automatique ; elle dépend beaucoup des circonstances et des enjeux du moment. Durkheim et Weber ont beau avoir plaidé pour la neutralité de la science, ils sont intervenus publiquement pour plaider la cause de leur pays respectif pendant la Première guerre mondiale. Il faut aussi tenir compte de la volonté réformatrice qui habite traditionnellement les sciences sociales. Les chercheurs qui travaillent sur les inégalités, les discriminations ou la démocratie participative manifestent souvent l'intention d'agir sur les politiques publiques. Ce désir d'action prend parfois une tournure plus radicale car il existe une tradition révolutionnaire, léguée par le marxisme, qui entend utiliser les sciences sociales comme un outil de libération au service des groupes considérés comme dominés.

Par ailleurs, trois facteurs contribuent aujourd'hui à rendre la neutralité plus malaisée. D'abord, les connexions entre les sciences sociales et les institutions publiques se sont considérablement renforcées, et ce de différentes manières : auditions, expertises, think tanks, financements, nominations dans des autorités administratives, etc. Ensuite, les étudiants ont pris une grande place dans la vie universitaire (ils siègent dans les instances de direction et interviennent beaucoup plus qu'avant dans l'évaluation des enseignements) ce qui accroît la pression morale qu'ils peuvent exercer. Enfin, la révolution numérique donne davantage de moyens aux chercheurs pour exprimer leurs points de vue en venant compléter les moyens traditionnels que sont la tribune de presse et la pétition.

Quelle place les méthodes occupent-elles dans votre démarche de chercheur ?

Elle est très grande puisque mes publications en tant que chercheur reposent largement sur des données d'enquêtes quantitatives. Depuis mon doctorat de science politique, qui m'a conduit à mettre en place une enquête auprès de 1500 lycéens et de leurs parents pour étudier la transmission des opinions politiques, j'ai réalisé plusieurs enquêtes, mais j'ai surtout été amené à exploiter des enquêtes réalisées par autres chercheurs, qu'elles soient locales, nationales ou internationales (de type EVS ou ISSP). J'ai aussi réalisé des entretiens mais plutôt durant les phases préparatoires de mes enquêtes. La seule fois où j'ai vraiment exploité des entretiens, c'était pour une étude sur les Guignols de l'info (<https://www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2005-4-page-691.htm>). J'ai aussi fait de l'analyse de discours en étudiant la façon dont les partis extrémistes ont perçu et analysé le « Printemps arabe » (<https://www.editions-harmattan.fr/livre-extremismes-europeens-et-mondes-arabo-musulmans-rapprochements-strategiques-et-convergences-ideologiques-bernard-bruneteau-yves-santamaria-9782379990700-69891.html>).

Ma conviction est que les données quantitatives sont généralement plus satisfaisantes lorsqu'il s'agit d'engager un processus d'objectivation. Les méthodes qualitatives comme l'entretien ou l'observation sont

évidemment très précieuses, et je plaide en leur faveur auprès des étudiants car elles invitent à se mettre à l'écoute des gens ou à visualiser les comportements, mais l'avantage des données quantitatives (qu'elles soient d'ailleurs issues d'enquêtes ou non) est qu'elles exercent une contrainte très forte sur le chercheur, ce qui renforce l'objectivité, même si ce n'est pas une garantie. La quantification présente au moins trois grands mérites que les autres données ne possèdent pas : elle fixe des ordres de grandeur, elle met en évidence des corrélations et elle donne la possibilité de contrôler les principaux facteurs explicatifs.

J'ajoute cependant deux remarques. La première est que la science politique est loin de se réduire à l'exploitation des données empiriques recueillies auprès des individus. Elle nécessite aussi d'analyser des réalités qui ne sont pas toujours accessibles aux méthodes des sciences sociales. L'étude des élections ou des politiques publiques implique par exemple de tenir compte des stratégies des acteurs, ce qui passe inévitablement par un travail de reconstitution et d'interprétation en recoupant diverses informations.

La seconde remarque est que, à côté de mes activités de chercheur, je suis également enseignant. Or, dans l'enseignement, la question des méthodes et de la neutralité se pose aussi, mais de manière différente. L'enseignement n'est pas une science exacte, surtout dans les IEP où la culture générale ainsi que les débats d'actualité occupent une place importante, comme en témoigne l'épreuve du Grand oral.

Sauf dans certains cours, et plutôt en second cycle, les enseignants ne peuvent pas se prévaloir du titre d'expert : on enseigne rarement sur son sujet de thèse. Un cours n'est pas un article de recherche ; il a pour objectif de transmettre des informations, mais aussi de nourrir la réflexion et d'ouvrir des horizons. Chaque séance est singulière, rarement rejouable à l'identique. L'enseignement comporte une dose d'imperfections et de tâtonnements, une part d'aléa ; il peut suivre des cheminements non prévus, se nourrir d'une actualité dramatique, provoquer des émotions.

Un cours est aussi une rencontre entre des personnes qui ont des attentes et des regards différents. Un groupe est constitué d'éléments hétérogènes dont les interactions ne produisent jamais les mêmes effets. Lorsque j'étais étudiant, j'attendais (souvent en vain) que les enseignants fassent part de leurs propres conclusions, non pas pour les singer mais pour pouvoir me situer. La réflexion a besoin de confrontations. Dans l'enseignement supérieur, le professeur n'est pas une machine, et encore moins un simple distributeur de parole. Il doit aussi savoir proposer des contre-arguments, prendre le contre-pied des idées couramment admises. Si l'enseignement supérieur cesse d'être un lieu où l'on met en cause les dogmes et les tabous, où le fera-t-on ? De leur côté, les étudiants doivent apprendre à être dérangés. Ils doivent d'autant plus accepter d'être confrontés à des avis divergents que, plus tard, ils devront faire face à des discordances et des conflits. Il ne faut donc pas chercher à les protéger, et encore moins à les formater.

Pourriez-vous présenter un exemple de recherche, idéalement issue de vos propres travaux, pour illustrer les enjeux et les tensions autour de l'objectivité et de la neutralité en sciences sociales ?

C'est une question que je me pose constamment, moi qui ai choisi, voici une dizaine d'années, de travailler sur l'islam et les musulmans en France, à la fois dans mes enseignements et dans mes recherches.

Peut-on aborder froidement un sujet aussi brûlant ? Si l'on entend par « froidement » une analyse dénuée d'émotion, la réponse est franchement négative car, comme beaucoup de monde, j'ai été très affecté par

les drames qui ont frappé notre pays depuis 2012. Je m'intéresse aussi beaucoup aux tensions et cristallisations qui se manifestent autour de l'islam, qui sont immenses, presque d'ordre tectonique, ce qui me conforte dans l'idée que ce sujet constitue l'un des grands défis de notre époque.

Lorsque j'ai commencé à m'intéresser à ces questions, j'avais le sentiment que les sciences sociales et politiques s'en préoccupaient assez peu, ou qu'elles le faisaient de façon trop morale. J'ai par exemple constaté que l'importance de la religion chez les jeunes musulmans avait tendance à être minorée ou relativisée. C'est ce que j'ai essayé de montrer à partir de données françaises locales (<https://www.cairn.info/revue-francaise-de-sociologie-1-2011-2-page-311.htm>) ou nationales (<https://www.erudit.org/en/journals/ps/1900-v1-n1-ps01072/1021356ar/>).

Après les attentats de 2015, on a vu des universitaires adopter des positions très engagées. Le sujet est devenu encore plus clivant, notamment sur les questions de religion et de laïcité.

Pour l'enseignant que je suis, cette situation complique la tâche, tout en la rendant plus stimulante. Dans mon cours spécialisé « Islam et musulman dans la France contemporaine », je marche sur des œufs tant les passions sont à vif. Comment trouver le bon équilibre entre le souci de ne pas heurter et la nécessité de soulever les problèmes, y compris en présentant des arguments que les étudiants n'aiment pas entendre ? Faut-il éviter les points sensibles ou au contraire les aborder frontalement, tout en sachant qu'il existe désormais, sur ce sujet, des risques pour sa sécurité personnelle ?

Une autre difficulté est de savoir s'il est possible de faire le tri entre les analyses pertinentes et celles qui le sont moins. Suis-je moi-même capable de le faire ? Au nom de quoi mes analyses, ou du moins celles qui me semblent convaincantes, sont-elles plus neutres que celles avec lesquelles je suis en désaccord ?

Je n'ai évidemment pas de réponse mais il me semble que les règles de base de la démarche scientifique permettent d'établir des hiérarchies. C'est ainsi que la thèse d'Olivier Roy sur « l'islamisation de la radicalité » (https://www.lemonde.fr/idees/article/2015/11/24/le-djihadisme-une-revolte-generationnelle-et-nihiliste_4815992_3232.html), qui a connu un grand succès, est certes très stimulante mais elle a pour défaut de ne pas s'appuyer sur une démonstration empirique.

De même, sur la question hautement sensible de l'islamophobie, on est frappé par le manque d'arguments, ou par la présence d'interprétations erronées, comme l'a très bien analysé Philippe d'Iribarne (<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/2019/04/01/31003-20190401ARTFIG00100-islamophobie-une-arme-d-intimidation-pour-dissuader-d-observer-la-realite.php>). J'ai moi-même pu montrer, à l'aide de l'enquête sur les valeurs des Européens (EVS), que c'est en France que l'on enregistre la plus faible proportion de gens qui refusent d'avoir des voisins musulmans (<https://theconversation.com/dis-moi-qui-tu-ne-veux-pas-pour-voisin-les-europeens-et-la-tolerance-131499>).

Le manque de preuves est encore plus flagrant pour la thèse de « l'islamophobie d'Etat », reprise encore récemment par le politologue Jean-François Bayart (https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/10/31/jean-francois-bayart-que-le-terme-plaise-ou-non-il-y-a-bien-une-islamophobie-d-etat-en-france_6057987_3232.html). On doit pourtant lui objecter qu'il n'existe pas en France de lois ou de politiques discriminatoires fondées sur la religion, ou bien que l'Etat

français entretient des relations diplomatiques étroites avec plusieurs pays musulmans au point de laisser ces derniers exercer un certain contrôle sur les différentes composantes de l'islam de France.

La question est de savoir pourquoi certains universitaires s'avèrent perméables à l'égard d'analyses aussi contestables. Il faut peut-être y voir une illustration des analyses de Thomas Kuhn sur le fonctionnement des communautés savantes et l'incommensurabilité des paradigmes (<https://www.cairn.info/histoire-et-philosophie-des-sciences--9782361060398-page-163.htm>). Les sciences sociales, qui se recrutent majoritairement dans les milieux éduqués et urbanisés de la société, ont tendance à se faire les porte-paroles de certaines valeurs. Elles adoptent des grilles de lecture qui rendent réfractaires aux anomalies. Là se trouve l'un des défis pour les sciences sociales et politiques : comment éviter l'enfermement de la réflexion dans les cercles académiques ? Comment garantir la pluralité et la diversité des analyses, tout en respectant les règles minimales de la démonstration scientifique ?

KEINE MEHRHEIT FÜRS GENDERN:

Deutschlernen schwergemacht

- VON EDO REENTS
- -AKTUALISIERT AM 20.05.2021-16:46



Ist die Gliederpuppe wirklich weiblich? Und der Stern männlich? Bild: Picture-Alliance

Gendern stellt ein Lernhindernis für Nichtmuttersprachler dar. Laut einer Umfrage des deutschen PEN-Zentrums bevorzugt sogar eine Mehrheit der Frauen das generische Maskulinum. Die Studie soll aber nicht veröffentlicht werden.

Wer Germanistik studiert hat, erinnert sich vielleicht noch daran, dass unter den Grammatik-Lehrbüchern diejenigen, die im Titel „Deutsch als Fremdsprache“ trugen, nicht die schlechtesten waren. An Verständlichkeit und Pragmatik ausgerichtet, hielten sie sich von konservativer wie von fortschrittlicher Ideologie, von sprachbewahrenden und von sprachverändernden Bestrebungen gleichermaßen fern. Mark Twain, der das Deutschlernen als Tor zur Irrenanstalt betrachtete, hätte sicherlich gerne hineingeschaut.

Wie er zum generischen Maskulinum stand, welches das grammatische Geschlecht vom biologischen des damit Bezeichneten unterscheidet, ist nicht überliefert. Dass es dieses generische Maskulinum, in welchem die meisten Aspekte und Affekte des sogenannten sprachlichen Genderns wie in einem Kristall zusammenschießen, gibt, ist sprachgeschichtlich nicht zu bestreiten. Die Frage ist nur, was man damit (noch) anfängt. Und das hat weit, bis tief in den Alltag reichende Folgen für alle Sprachträger: Sagt man „Liebe Leser“ (generisches Maskulinum), „Liebe Leserinnen und Leser“ (Doppelnennung), „Liebe Leser*innen“ (Sternchen beziehungsweise Asterisk) oder „Liebe Leser_innen“ (sogenannter Glottisschlag)?

Im Lichte der Tradition, auf welche die Fremdsprachendidaktik zurückblickt, hat es Gewicht, wenn sich ein (emeritierter) Lehrstuhlinhaber für Deutsch als Fremdsprache in einem maßgeblichen Schriftstellerverband umhört, wie man es dort mit dem generischen Maskulinum hält. Lutz Götze von der Universität des Saarlandes hat die Mitglieder des PEN-Zentrums Deutschland nach ihrer Meinung dazu befragt. Den rund achthundert Mitgliedern des PEN-Zentrums wurden fünf Fragen zum generischen Maskulinum vorgelegt: Sind Sie 1. für die Beibehaltung des generischen Maskulinums, 2. für die Doppelnennung, 3. für den Asterisk, 4. für andere Kurzformen, 5. für den Glottisschlag?

Es gab 150 Antworten, eine, wie Götze meint, „qualifizierte Minderheit“, die dann, nach heutigen Maßstäben wahrscheinlich zu grob, noch in „männlich“ und „weiblich“ eingeteilt wurde. Man wird es kaum überraschend finden, dass die Männer sich eindeutig für die Beibehaltung des generischen Maskulinums, gegen das Sternchen und gegen den Glottisschlag ausgesprochen haben; eher überrascht, dass die Frauen mit knapper Mehrheit ebenfalls für das generische Maskulinum, aber gegenüber der Doppelnennung, dem Sternchen, dem Glottisschlag und anderen Kurzformen aufgeschlossener sind.

„Insgesamt“, resümiert Götze, „setzen die Schriftstellerinnen stärker als ihre Kollegen auf den Sprachwandel.“ Das ist die grobe Tendenz. Einzelmeinungen bilden das ganze Spektrum zwischen Verteufelung und gesellschaftlicher Heilserwartung ab, das vermutlich auch in der Gesamtbevölkerung anzutreffen ist: vom Beharren auf dem generischen Maskulinum (alles andere wäre „sprachliche Perversion“ oder „Krampf“) über „absoluter Nebenkriegsschauplatz“ bis hin zum Beharren auf dem Diskriminierungsvorwurf, wenn das weibliche Geschlecht keine eigene Nennung erfährt.

Fadenscheinige Gründe

Götze, der das PEN-Zentrum im Rat für deutsche Rechtschreibung vertritt, will unter den Antwortgebern durchgängig einen „Appell an Umsicht und Vernunft“ ausgemacht haben. Das wäre ein beruhigender Befund, in den allerdings ein Misston kommt: Anders als von Götze erbeten, wird das PEN-Präsidium die Untersuchungsergebnisse nicht von sich aus veröffentlichen. Die Präsidentin Regula Venske sagt dieser Zeitung: „Die Ergebnisse der Untersuchung, bei der wir dem Wunsch von Herrn Götze gerne nachgekommen sind, sind nicht geeignet, aus ihr eine offizielle Position des PEN abzuleiten. Das liefe auf eine nachträgliche Änderung des Umfragerahmens hinaus.“

Götze, ein Sozialdemokrat älteren Schlags, hält das für „fadenscheinig“, im Grunde schon für „Zensur“, und verweist auf eine stichprobenhafte Befragung unter Mitarbeitern des Goethe-Instituts: Hier haben sich drei Viertel für die Beibehaltung des generischen Maskulinums ausgesprochen, sämtliche Befragte gegen jede Alternativform. Ein Institutsmitarbeiter aus Ostasien gab zu bedenken, wenn sich das Gendern durchsetze, würde das Deutsche in aller Welt bald überhaupt nicht mehr gelernt.

Die Dinge von außen oder global zu betrachten, ist selten verkehrt. Hier, in der Rücksicht auf Nichtmuttersprachler, könnte sich eine hilfreiche Perspektive auftun: Was ist praktikabel, was unnötig kompliziert, ja eigentlich unzumutbar? Ob der Dissens mit dem PEN-Zentrum etwas an Götzes Vertretung im Rechtschreibrat ändert, darauf will sich Regula Venske nicht festlegen: Darüber werde das Präsidium im Sommer entscheiden.

PFLEGENDE ANGEHÖRIGE:

„Das eigene Leben kann man vergessen“

- VON LIVIA GERSTER
- -AKTUALISIERT AM 20.05.2021-11:52



Mit dem Lifter kann Peter König seiner Partnerin aus dem Bett und in den Rollstuhl helfen. Bild: Daniel Pilar

Die meisten Menschen werden nicht im Heim, sondern zu Hause gepflegt. Doch was, wenn ihre Angehörigen nicht mehr können? Ein Mann am Ende seiner Kräfte erzählt.

Die unbeschwertesten Minuten sind die im Auto. Dann dreht Peter König AC/DC auf: *Rock or Bust* und denkt an nichts. Es sind meist nur kurze Autofahrten durch Goslar, was einkaufen, was vom Amt holen. Kurze Auszeiten von der Pflege seiner Frau. „Das eigene Leben kann man vergessen. Man kann nicht mal eben in den Harz, bisschen wandern“, sagt König und lenkt den Wagen durch aufgeräumte Vororte.

Morgens um neun wecken, auf den Rücken drehen, den Körper aus dem Bett und in den Lifter heben, duschen, umziehen, anziehen, umsetzen. Das dauert vier Stunden und ist nur der Anfang vom Tag. König fürchtet, dass ihm langsam die Kraft ausgeht. „Ich bin kein junger Hüpfen mehr, die 65 kommt.“ Er trommelt auf dem Lenkrad. *We play it fast and lose*, brüllt es aus den Lautsprechern. Dann kehrt Peter König wieder zurück. Zu Nicole, seiner Partnerin, und zu seinem Kampf gegen die Barrieren dieser Welt.

Dieser Kampf beginnt schon nach dem Parken. Überall sieht König hohe Bordsteine, unüberwindbar für Rollstuhlfahrer. „Hallo, bin wieder da!“, ruft er beim Aufschließen. In der Wohnung, einer alten Gaststätte, geht es gleich weiter mit den Hindernissen. An den Wänden hält wegen der Gipsverkleidung kein Griff. Seit drei Jahren suchen sie vergeblich nach einer besseren Wohnung. „Barrierefreier Wohnraum ist total vernachlässigt worden.“

17 Jahre ist es her, da sah sie plötzlich doppelt

Nicole Oelsner kommt auf Rädern mit großen, gelben Smileys drauf. An der Wand hängen Fotos ihrer und seiner Kinder, aus den ersten Ehen. Hier, auf diesen hundertzwanzig Quadratmetern, verbringt Nicole Oelsner ihr Leben. Draußen war sie schon lang nicht mehr. „Es ist jedes Mal ein Akt, das überlegt man sich dreimal“, sagt sie matt hinter ihrer FFP2-Maske. Jedes Wort scheint Kraft zu kosten.

Die Kaffeemaschine hinter dem Esstisch rumort. Der Physiotherapeut ist gerade gegangen. Sie haben die Muskeln im Oberkörper gedehnt. Fünfmal pro Woche machen sie das, was die Krankenkasse etwas viel findet, wie König sagt. Er wird laut: „Aber Menschen mit Handicap, die kosten halt Geld!“

Die Wände sind braun und orange, da, wo es zum Schlafzimmer geht, prangt ein Sonnenuntergang mit Spruch: „Wer keinen Mut hat zum Träumen, hat auch keine Kraft zum Kämpfen.“ Das, sagt Nicole Oelsner, sei auf ihre Krankheit gemünzt, Multiple Sklerose, kurz MS. 17 Jahre ist es her, dass sie den Begriff zum

ersten Mal hörte. Samstags – an die Wochentage erinnert sie sich genau – spielte ihr Sohn Fußball, als sie plötzlich alles doppelt sah. Donnerstags haben die Ärzte Entzündungen im Hirn entdeckt. Sie dachte, mit MS muss man ja nicht unbedingt im Rollstuhl sitzen. Und Peter König nickt: „Die Malu Dreyer ist ja auch noch gut zu Fuß!“

MS ist eine Krankheit, die in Schüben kommt, „unberechenbar“, sagt Oelsner. Sie erklärt es so: „Bei einem Kabelbrand geht der Strom auch nicht mehr durch.“ So sei es auch mit den Nervenbahnen. Der Kopf wolle, aber die Beine nicht. Wenn es plötzlich schlimmer werde, dann brauche der Körper Ruhe. Das Schlimmste für Oelsner ist Hektik. Sie macht eine Pause, dann schaut sie auf König. „Jetzt am Wochenende war auch wieder Hektik.“ König schweigt und schnauft.

Aus dem erschwerten Alltag wurde eine Mission

Als die beiden sich kennenlernten, hatte sie schon die Diagnose, aber war noch ziemlich fit. Sie fanden sich übers Internet, irgendeine Plattform, Jappy oder so, sie wissen es nicht mehr genau. „Man kriegt erst mit der Zeit mit, wie beschissen diese ganze Krankheit ist“, sagt König. Als der Rollstuhl kam, änderte das alles. Ins Auto steigen, irgendwo hinfahren, das ging nicht mehr. Es klingt drastisch, wenn Nicole Oelsner sagt: „Mit dem Rolli hat das Leben aufgehört.“ Zu drastisch für König, der sofort einhakt: „Na, das Leben hat ja nicht aufgehört, nur das Leben, wie man’s kennt!“

Dieses neue Leben, das Leben mit dem Rollstuhl, nennt König „das Planleben“. Mal eben ein Bier in der Kneipe trinken? Auf diese Frage gibt es nun eine ganze Reihe von Gegenfragen: Gibt es da einen ebenerdigen Eingang oder eine Rampe, sind die Türen breit genug? Haben die eine Toilette, auf die Nicole gehen kann? Wann fährt ein Bus, der sich absenken kann? Es werde immer nur an die Fußgänger gedacht, sagt König, jetzt ganz in seinem Element.

Er ist einer, der sich in die Arbeit stürzt, wenn er sich hilflos fühlt. Wenn er merkt, dass die Welt nicht für Menschen wie seine Partnerin gemacht ist, dann will er diese Welt eben ändern. So entstand erst ein Verein, schließlich eine Gesellschaft, die pflegende Angehörige berät, Rampen und Lifter verleiht. Peter König kennt nicht nur Sigmar Gabriel, der hier in Goslar mit ihm zur Schule ging, er kennt auch alle Landräte und Sachbearbeiter in der Region, ist vernetzt mit Aktivisten und Betroffenen aus ganz Deutschland. Aus dem erschwerten Alltag mit einer MS-kranken Frau wurde für König eine Mission. Es gibt nur einen Haken: Seine Partnerin hat auf diesen Kampf gar keine Lust.

Ein Streit, den beide auswendig kennen

Als König von Bussen und Bordsteinen spricht, zuckt sie nur mit den Schultern. „Die Leute lernen, dass man damit leben muss“, sagt sie, als hätte sie mit diesen Leuten nichts zu tun. Die eigene Krankheit, so scheint es, reicht. Wozu sich den Kopf über die Probleme anderer zerbrechen? König wiederum treibt das zur Verzweiflung: „Das ist doch Blödsinn! Die Gesellschaft muss sich nur ein bisschen mehr an die Menschen anpassen!“ Es wirkt wie ein Streit, den beide auswendig kennen, aber trotzdem nicht verhindern können. Hektisch nestelt König an seiner Maske herum. „Ach so, ich wollte ja was holen.“

Nicole Oelsner nimmt seinen Abgang genauso ungerührt hin wie den Ausbruch zuvor. Wäre es eine schlimme Vorstellung für sie, nicht mehr zu Hause zu leben? Wieder zuckt sie mit den Schultern. Einmal war sie im Heim, erzählt sie, als ihr Mann ins Krankenhaus musste. Herzinfarkt. Wie die Leute da vor sich hinvegetiert hätten, „ich fand’s grausig“.

Als König wieder ins Wohnzimmer kommt, sind die roten Flecken aus seinem Gesicht verschwunden, aber seine Frau kann das nicht sehen, sie starrt in den aufgemalten Sonnenuntergang. „Nicole sprach von der Hektik am Wochenende“, sagt König, jetzt in einem neuen, aufgeräumten Ton. „Ja, ich mache viele Sachen schnell und auf einmal. Ich kann da nicht aus meiner Haut.“

Am Wochenende war es wieder so: Er wollte gern raus mit ihr, in die Sonne, aber dann dauerte alles so lang, dass es sich nicht mehr lohnte. Da wurde er wütend. Und wenn er wütend wird, kriegt er immer Atemnot. „Belastungsasthma“, sagt er.

„Die Politik hilft uns einfach nicht“

König denkt, dass ihnen ein wenig Abstand helfen würde. Damit er wieder Kraft sammeln und seiner Aufgabe besser gerecht werden kann. Aber das ist gar nicht so einfach zu organisieren. Letztes Mal, als er mit gepackten Koffern aufbrach, bekam er schon nach wenigen Stunden einen Anruf. Die Pflegerin konnte Oelsner einfach nicht bewegen. Sie wusste nicht, wie. Also Urlaub abbrechen und zurück. König ärgert sich über die Agenturen, die diese Pflegerinnen vermitteln, ohne sie zu schulen.

Wie immer, wenn Peter König ein Problem sieht, geht er es an. In diesem Fall ist die Lösung gleich ein Millionenprojekt; ein Heim für Kurzzeitpflege, damit die Angehörigen mal eine Pause machen können. Ein Gebäude und einen Investor gibt es schon, doch König verliert sich immer wieder im „Genehmigungsdschungel“, wie er sagt. Er ist jetzt wieder beim großen Ganzen: „Die Politik hilft uns einfach nicht.“

So kam es ihm auch schon zu Beginn der Pandemie vor, als sie keine sicheren Masken bekamen. Und dann, als längst in den Heimen geimpft wurde, aber keiner an die Pflegebedürftigen zu Hause dachte. Erst vor ein paar Wochen bekamen beide ihre erste Spritze.

König findet es ja gut, dass jetzt so viel über die Pfleger in den Kliniken gesprochen werde, aber was ist mit Leuten wie ihm? König war beim Bundesgrenzschutz, dann in der freien Wirtschaft, jetzt ist das hier sein Job. „Wieso gibt es kein Pflegegeld für pflegende Angehörige?“, fragt er. Die meisten werden nicht im Heim, sondern zu Hause gepflegt, drei Viertel aller Fälle. „Wenn davon nur ein Teil wegbrechen würde, dann hätten wir einen Pflegekollaps.“

Die Frau von früher erkennt König schon lange nicht mehr

Oelsner unterbricht die Erörterungen: „Hilfst du mir mal auf Toilette?“ König springt auf, sie verschwinden im Bad. Nach ein paar Minuten kommt er zurück an den Tisch, mit einem Gerät, das klingeln wird, sobald sie ihn wieder braucht. Mit gedämpfter Stimme: „Wenn man mit dem Patienten und dem Partner an einem Tisch sitzt, das ist schwierig, weil jeder hat seine eigene Sicht.“ Er hustelt. Und kommt jetzt auf das Eigentliche zu sprechen, das, worunter er am meisten leidet. „Nicole hält alles für selbstverständlich.“

Ihm fehlt sein eigenes Leben, aber noch mehr fehlt ihm etwas anderes. Früher, vor zehn Jahren, da habe sie gesagt: „Das ist so toll, dass du das alles machst.“ Aber die Frau von früher erkennt König schon lange nicht mehr. Sie sei wie abgekapselt, immer in sich verkrochen. „Manchmal frag ich mich: was mach ich hier eigentlich? Aber dann denk ich: Du kannst ja kein Arsch sein und weggehen.“

Er träumt von einem Erfolg, den alle Welt sieht

Das Gerät vor ihm heult auf, spielt den Marsch der Zinnsoldaten, nicht gerade wie ein Orchester, eher wie eine Nintendo-Konsole. König eilt ins Bad.

Wie haben sich die beiden verändert? Nicole Oelsner, jetzt wieder am Tisch, überlegt nicht lange: „Früher hab ich immer viel für andere gemacht, jetzt habe ich mir einen gewissen Egoismus angeeignet.“ Das ist zu viel für König. „Damit tut man doch andern weh!“ Oelsner schweigt, schaut aus unbewegten Augen ins Nichts. Und König bleibt diesmal sitzen, seufzt.

Es ist nicht so, dass Nicole Oelsner aufgegeben hätte. Aber ihre Ziele sind andere als die ihres Partners. Sie beschränken sich auf die eigene Wohnung. Und fühlen sich trotzdem groß an. Wie zum Beispiel der Kuchen, den sie mal für ihre Söhne buk. Es dauerte lange, und die Küche sah aus wie sau. „Aber ich hab es geschafft.“

Das sind Oelsners Erfolge. Und König? Er träumt von einem Erfolg, den alle Welt sieht, so wie den Protestmarsch eines Vaters, der seinen schwerbehinderten Sohn von Hamburg bis zum Brandenburger Tor schob. „Der eckt überall an und erreicht auch was“, schwärmt König. Gerade baue er ein barrierefreies Boot. Seine Augen leuchten.

König will auch nicht aufgeben. Seine Partnerin nicht und schon gar nicht sein großes Projekt, drüben in Hahnenklee. Dort sollen Menschen wie Nicole Oelsner sich wohlfühlen, während Menschen wie er mal Zeit für sich bekommen. „Damit man zur Ruhe kommt und dann versucht, wieder ein paar Tage ein vernünftiger Mensch zu sein“, sagt er. „Bis es dann wieder von vorn losgeht.“

193,105

<https://www.lefigaro.fr/vox/monde/vague-migratoire-urgence-aux-frontieres-20210520>

Le Figaro (site web)

jeudi 20 mai 2021 - 20:41 UTC +02:00 404 mots

Vox ; Vox Monde

Vague migratoire: «Urgence aux frontières»

L'éditorial du Figaro, par Philippe Gélie.

Les beaux jours ne sont pas encore revenus que la Méditerranée se couvre déjà de rafiots chargés de désespérés. Des drames humains vus trop souvent sont sur le point de se répéter, pour le profit cynique des passeurs et, parfois, des gouvernements de pays d'origine ou de transit. Ces derniers mois, la pandémie de Covid-19 avait eu l'effet d'un anesthésiant. Face au danger sanitaire et à la fermeture presque généralisée des frontières, y compris entre les États membres de l'espace Schengen, la demande d'exil s'était provisoirement tarie et l'offre des trafiquants asséchée. Un répit qui ne fera bientôt plus illusion. Pour les marchands de voyages clandestins, les affaires reprennent de plus belle, dopées par l'explosion du chômage et de la pauvreté engendrée par la crise dans les pays pourvoyeurs de réfugiés.

Cette fois, les dirigeants européens ne peuvent pas jouer la surprise. Depuis les vagues d'immigration incontrôlée de 2011 et 2015, ils connaissent la donne et mesurent les enjeux - sécuritaires, économiques et politiques. «*C'est maintenant*» qu'il faut agir, exhorte le responsable du dossier à Bruxelles. Mais l'UE avance à la vitesse d'une tortue devant une vague qui chaque fois la submerge. Son «pacte pour la migration et l'asile» est en chantier depuis neuf mois, et le mastodonte bureaucratique ne prévoit pas d'accoucher de cette «solution» à mille pages avant la présidence française début 2022. Entre-temps, les 900 000 aspirants à l'Europe parqués dans des camps en Libye auront eu tout le temps de se jeter à l'eau vers Malte et l'Italie, au péril de leur vie.

Les Européens veulent profiter de la liberté de circulation que leur offre Schengen, mais ils refusent d'en payer solidairement le prix. L'investissement dans un corps de gardes-frontières européens reste insuffisant: 10 000 agents à l'horizon 2027, quand les États-Unis en comptent deux fois plus pour 2,5 fois moins de kilomètres à surveiller. Un quart des voyageurs entrant dans l'UE ne sont enregistrés nulle part! À défaut d'efficacité, les Vingt-Sept continueront de se déchirer sur une meilleure répartition du «fardeau». Avec la terreur de voir des milliers de demandeurs d'asile s'inviter dans les prochaines campagnes électorales en Allemagne et en France.

Le Figaro (site web)

vendredi 21 mai 2021 - 06:00 UTC +02:00 2318 mots

Vox ; Vox Société

Jean-Marie Rouart et Jean-Michel Blanquer: face à l'islam, quel modèle de civilisation?

Devecchio, Alexandre, Bernier, Martin

GRAND ENTRETIEN - Dans un magistral essai, *Ce pays des hommes sans Dieu*, l'académicien exalte la civilisation chrétienne, seul rempart capable, selon lui, de contrer l'offensive islamiste. Il en débat avec le ministre de l'Éducation nationale, défenseur passionné du modèle républicain.

LE FIGARO MAGAZINE. - La première question qui est au cœur du livre de Jean-Marie Rouart est celle de la fragilité de notre civilisation face à l'essor de l'islam. La lutte contre l'islamisme est-elle une lutte contre un intégrisme religieux ou une bataille plus large, une bataille culturelle et de civilisation?

Jean-Michel BLANQUER. - C'est d'abord la lutte contre un obscurantisme et une déviation. L'islamisme radical pose un problème à notre société et à notre civilisation d'une part, et à l'islam lui-même d'autre part, comme une espèce de danger nucléaire fiché à l'intérieur de cette religion qui lui fait d'ailleurs courir un risque mortel, dont on doit se soucier aussi, pour l'humanité en général, et pour les musulmans. Et puis, bien sûr, c'est un risque pour notre civilisation parce que c'est un islamisme conquérant et que, comme tous les intégrismes conquérants, il est sans vergogne. Plus on lui montre des signes de faiblesse, plus il avance. Donc, nous devons lui opposer à la fois la force du droit et la force de l'âme. C'est pourquoi ce combat porte sur l'ensemble des points que vous avez évoqués.

Jean-Marie ROUART. - La loi contre le séparatisme est une loi qui semble considérer que les religions sont en elles-mêmes un facteur susceptible d'apporter un trouble et de contenir une forme d'obscurantisme. C'est contre cette idée que je m'élève. Je crois que la religion est une aspiration à l'élévation chez tous les hommes. Et cette élévation s'accompagne culturellement de belles œuvres d'art qui sont la marque d'un perfectionnement de l'esprit puisque toute culture en général, littérature, sculpture ou peinture, est au départ inspirée par la croyance. **Je ne pense donc pas que l'islam soit dangereux en soi. Mais qu'il est aujourd'hui soumis à des dérives néfastes, voire criminelles, provenant parfois des séquelles des conflits du Proche-Orient, qu'il faut bien sûr combattre.** Ce qui nous menace aussi aujourd'hui face à l'islam, c'est la faiblesse de notre modèle de civilisation. Je crois à la civilisation française et cette civilisation est gravement en péril. Elle est en péril parce que ses fondamentaux, qui étaient l'État, le christianisme - qui nous a modelés profondément, autant notre société que notre sensibilité -, ainsi que la littérature, qui était l'un des liens majeurs qui réunissaient les Français entre eux, sont fragilisés.

Partagez-vous ce constat d'une civilisation française en péril? Et, si oui, la laïcité peut-elle être à la hauteur de cet enjeu?

Jean-Michel BLANQUER. - Cette loi, en aucun cas, n'est pensée comme étant contre les religions. Je dirai même le contraire. On est dans une tradition qui se veut respectueuse des cultes et qui affiche simplement une neutralité de l'État vis-à-vis du culte. C'est le cadre juridique à mon avis totalement indispensable de notre temps. Mais définir un cadre juridique n'a jamais défini un projet de société ou un cadre de civilisation. Là où je vous donnerai raison, c'est que nous devons en effet avoir des ambitions plus hautes que de défendre l'individu et son nombril. **De ce point de vue, il est évident que ce qui nous constitue, ce qui fait que nous sommes la France, ne doit pas être jeté aux orties mais doit être d'abord transmis: c'est le sens de l'éducation.** C'est un aspect fondamental que la transmission des savoirs, et par exemple il est évident que **nos enfants sont entourés d'art et de réalités architecturales qui font appel, à tout le moins, à une culture gréco-latine et judéo-chrétienne, en l'occurrence qui est notre**

héritage, de même qu'ils ont besoin d'avoir toute une série de clés de lectures qui relèvent de la transmission. Aucune société ne survit à l'absence de transmission.

Jean-Marie ROUART. - **Pourtant, les responsables religieux dans leur ensemble ne sont pas favorables à cette loi.** Ils estiment qu'elle est **un vecteur d'athéisme**. On assiste à une évolution très forte vers une conception matérialiste depuis la loi de 1905. Le Concordat introduisait déjà la laïcité sans pour autant nier l'importance des religions puisqu'il les subventionnait. Il y a donc eu une évolution, même par rapport à Gambetta qui disait, en 1877, «*Le cléricalisme, voilà l'ennemi!*», mais qui n'était nullement hostile au Concordat. Que le cléricalisme soit l'ennemi, mais il l'a toujours été, d'une certaine façon, même pour beaucoup de croyants. Même pour Jésus. Mais il y a une déviation de cet anticléricalisme. Il y a maintenant une sorte d'acceptation de l'athéisme qui est due à l'influence du marxisme et le résultat d'une évolution de la pensée matérialiste en général. **La religion est considérée comme «l'opium du peuple», comme un âge un peu attardé de l'évolution humaine.** Sur le plan individuel, je comprends parfaitement qu'on ne soit pas croyant. Et il faut respecter cette liberté. **Néanmoins, il me semble qu'il incombe à l'État une autre responsabilité qui dépasse celle de l'individu: une responsabilité qui ne peut méconnaître le besoin de transcendance de la collectivité. Sinon, c'est un État froid,** sans boussole, qui, d'une certaine façon, risque de laisser toute une population égarée et malheureuse.

N'est-il pas possible d'avoir une forme de sacré et de transcendance sans religieux? Et dans ce cas, la laïcité, et plus largement le modèle républicain, peut-elle être une réponse?

Jean-Michel BLANQUER. - Il y a d'une part le débat sur le cadre juridique de la vie des religions qui débouche sur la laïcité en tant qu'elle nous permet de vivre dans une société libre. Et il y a d'autre part les enjeux que l'on peut qualifier de métaphysiques ou d'esthétiques, qui relèvent de la liberté. Le sens de la vie, la beauté de la vie, du monde qui nous entoure, et les grands enjeux du Bien, du Beau, du Vrai sont des enjeux éternels de l'humanité, mais l'État n'a pas vocation à les définir. **Je prétends que la laïcité est un modèle non seulement adapté à notre temps mais adapté à notre monde.** Certains pays aujourd'hui sont embarrassés de ne pas avoir ce modèle juridique pour faire face à cela. Ces outils de 1905 nous sont encore bien précieux aujourd'hui, et on voit bien qu'ils ont une forme d'intemporalité, autrement dit d'utilité à travers les époques, mais ils nécessitent aussi le nouvel élément que nous ajoutons maintenant et qui renvoie à des points très concrets. La loi nouvelle permet, par exemple, de sévir particulièrement contre toute personne qui menace un détenteur de la puissance publique. Elle est faite pour protéger les fonctionnaires, pour empêcher la pression religieuse dans différentes circonstances. **Elle est faite aussi pour éviter que l'enfant soit soumis à des endoctrinements très précoces comme c'est le cas avec les écoles hors contrat salafistes. Il y avait une véritable nécessité de légiférer.** Confortée par les lois, la République permet tous les enchantements que chacun est libre de déployer dans le cadre d'une société libre.

Jean-Marie ROUART. - **Il y a un aspect qui me frappe, c'est l'aspect défensif de cette loi.** Aujourd'hui, on ne met pas du tout en valeur ce qui constitue **la civilisation française**. Cette civilisation française, pour moi, c'était notre atout majeur et notre protection. C'était ce modèle dynamique qui nous permettait de convaincre et même d'enthousiasmer des gens qui n'étaient pas d'accord avec nous. **Cette civilisation française est complètement imprégnée par le judéo-christianisme, qui l'a pour ainsi dire constituée. On ne peut pas comprendre la France, ce que nous sommes, cette idée de liberté sans cela. On croit abusivement que notre liberté vient du siècle des Lumières et de la Révolution française, puisque les hommes politiques aujourd'hui ne parlent plus que de la République, ils ne parlent plus de la France.** Cette idée fondamentale apportée par le judéo-christianisme à la civilisation française serait aussi un élément qui permettrait une conversion des gens qui ne sont pas d'accord avec une fausse idée de notre pays, qui voient dans la France à la fois un pays colonialiste et répressif et ne voient pas son identité profonde. Une identité qui est à la fois généreuse et tournée vers le monde, non pas pour l'asservir mais dans la recherche d'une civilisation idéale. La difficulté dans le cadre de l'action du gouvernement, me semble-t-il, c'est que celui-ci n'est pas à l'aise pour revendiquer **ce fond chrétien, sans lequel la France est complètement incompréhensible.**

A-t-on trop négligé l'héritage de la France, ses racines gréco-latines et judéo-chrétiennes au profit d'une République désincarnée dont la capacité à générer un sentiment d'adhésion est aujourd'hui en crise?

Jean-Michel BLANQUER. - Il y a un faux procès lorsqu'on laisse penser que parler de la République signifie ne pas parler de la France. Je parle sans arrêt de la France et je parle sans arrêt de la République. Nous devons être fidèles à notre pays et être à l'offensive pour porter ce qu'il est, ce qu'il représente, si l'on ne veut pas justement être sur la pente du déclin. **Je pense que personne ne peut discuter ou contester le fait que l'Europe occidentale en général et la France en particulier sont héritières des racines gréco-latines et judéo-chrétiennes.** Je ne suis pas certain qu'il faille l'explicitier juridiquement, parce que je ne vois pas les conséquences juridiques intéressantes de cela. **En revanche, l'explicitier historiquement, philosophiquement, intellectuellement, bien sûr, oui.** L'enjeu de civilisation est de retrouver le Beau, le Bien, le Vrai. Nous avons à nous réinventer. Cette force ne viendra pas du retour de Clovis ou de la marine à voile. Elle viendra forcément d'une capacité à regarder d'où nous venons mais aussi ce

qui nous entoure. S'il y a bien une chose dont je ne doute pas, c'est que les éléments de réinvention viendront en effet de la capacité à puiser dans notre héritage, sans le reproduire mais en s'en inspirant. De ce point de vue-là, par exemple, **l'enseignement du grec et du latin à l'école est pour moi un enjeu fondamental**. Car en lisant les auteurs grecs et latins, on a une forme de confrontation à l'éternité des enjeux humains et donc une source de régénérescence de l'humanisme. Il faut une vitalité de la vie culturelle, de la vie collective, qui a effectivement pour principale menace aujourd'hui l'individualisme matérialiste, l'immédiateté, des choses qui enlèvent toute beauté à la vie et qui créent des risques de déclin et de dégénérescence de la civilisation.

Jean-Marie ROUART. - Ce qui me paraît frappant dans votre discours, c'est que sur cette idée de vérité que vous avez évoquée, la République a au fond beaucoup évolué. Elle s'est rendu compte de ses insuffisances spirituelles. **Le catéchisme républicain était calqué sur l'Évangile. Vis-à-vis du religieux, elle a compris ses failles.** Ce trait montre bien le caractère de reconnaissance implicite du catholicisme qui était fondamental dans l'histoire de France. C'est quelque chose qu'un certain républicanisme intégriste a tendance aujourd'hui à vouloir extirper. Mais on ne peut pas retirer la France d'elle-même. **C'est pourquoi l'éducation religieuse est fondamentale. Cette éducation religieuse ne relève pas d'une question de foi, de prosélytisme, mais il faut la voir comme un acte de compréhension profonde de ce que nous sommes.**

Si nous n'avons pas conscience de ce que nous sommes, nous ne pouvons pas apprécier l'esprit de ce qui constitue la civilisation française, et nous ne pouvons pas le transmettre à des gens qui sont d'une culture étrangère à la nôtre. On ne peut pas leur exprimer les valeurs que notre civilisation implique, on ne peut pas les convertir. Et cette éducation religieuse, je conçois à quel point elle est très difficile à mettre en place. **Pourtant, sans cette grille, tout est incompréhensible dans la France, toute sa culture, sa peinture est incompréhensible. Il est important que la société française revendique ce qu'elle est sans nier son origine chrétienne, en respectant les autres religions.** Car vous dites que vous êtes pour la laïcité, mais tout le monde est pour la laïcité! **Parce que le christianisme contient la laïcité.** Ce que je conteste, ce sont les oukases du parti laïcard. Ce sont les militants acharnés d'une laïcité particulière, voulant nier les origines religieuses de la France. **Le combat de Voltaire, c'était contre le cléricalisme, mais il n'était pas hostile à la religion.** Voltaire a été élevé par les Jésuites et il a reconnu la dette qu'il avait envers eux. **Le révolutionnaire Chabot a dit: «Le citoyen Jésus-Christ est le premier des sans-culottes du monde.»** On peut admettre l'anticléricalisme, je comprends moins bien cette dérive qui prône l'athéisme d'État.

Ce pays des hommes sans Dieu, de Jean-Marie Rouart, Bouquins, 180 p., 19 €.

Le Figaro (site web)

vendredi 21 mai 2021 - 13:00 UTC +02:00 1061 mots

Actualité ; Société

50% de la population française sera-t-elle métissée en 2050, comme le dit Mélenchon ?

LA VÉRIFICATION - Que disent les démographes de ce sujet sensible qui interpelle sur l'identité et l'immigration ?

LA QUESTION. Lors d'un meeting à Aubin, dans l'Aveyron, Jean-Luc Mélenchon a avancé qu'« en 2050, 50% de la population française sera métissée ». « Nous sommes ce peuple qui se créolise en ce moment même », s'est réjoui le candidat de La France insoumise à la présidentielle. Cette expression de « créolisation » est empruntée à l'écrivain antillais Édouard Glissant qui prônait le mélange et l'interpénétration des cultures plutôt que l'assimilation.

» LIRE AUSSI - Eric Zemmour: « Derrière l'inquiétude démographique, le spectre de l'immigration incontrôlée »

La déclaration du leader de la France Insoumise a été vivement critiquée par François-Xavier Bellamy. « Dire que la société est en train de se métisser, c'est raciste. Ça ne correspond pas du tout à l'identité de la nation française », a rétorqué l'eurodéputé LR sur Europe 1 avant de défendre une vision « profondément universaliste » et « opposée à toute forme d'ethnicisme ». « La France, ça n'est pas une ethnie qu'on vient métisser. La France, c'est une culture qu'on vient rejoindre. Il faut s'assimiler », a-t-il relevé.

L'affirmation de Jean-Luc Mélenchon met en jeu des sujets complexes et hautement inflammables sur l'identité, la nationalité, l'immigration. Mais qu'est-ce qu'un métis ? Selon le dictionnaire, il s'agit d'une personne dont les parents sont de couleur de peau différente. Sans qu'il soit question de nationalité. D'autres définitions du métissage mettent en avant l'union de deux personnes d'origine ethnique différente. Au-delà de la sensibilité politique du sujet, comment vérifier l'assertion du leader de La France insoumise ?

VÉRIFICATIONS. Il faut tout d'abord préciser qu'en droit français, la notion de « groupe ethnique » n'a pas d'existence juridique. L'état civil français n'y fait pas référence. Les enquêtes démographiques ne retiennent pas plus cette notion que celle des phénotypes. Les statistiques fondées sur un « référentiel ethno-racial » telles que pratiquées aux États-Unis ou en Grande-Bretagne sont interdites.

Très limitées et contrôlées en France, les statistiques ethniques sont cependant autorisées dans certaines enquêtes, après l'obtention d'une dérogation de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil). Elles peuvent alors contenir des données comme « enfant d'immigré algérien » ou « Français né d'un père turc » ... C'est le cas de l'enquête *Trajectoires et origines* (TeO) de l'Ined et de l'Insee, dont la dernière parution date de 2016. Mais cette dernière ne s'appuie que sur un échantillon de la population. Elle prévoyait à l'origine une question sur la couleur de la peau mais cette dernière a été censurée par le Conseil constitutionnel. Autre source d'information, les enquêtes de l'Insee qui procèdent par filiation en recueillant le pays et la nationalité de naissance des parents. C'est sur ces données que les démographes pourraient fonder une estimation à 30 ans de la part de la population ayant un lien plus ou moins récent avec l'immigration.

Le pourcentage avancé par Jean-Luc Mélenchon fait peut-être abusivement référence à une projection effectuée par le démographe et historien Hervé Le Bras en 2019 sur les naissances. Dans une note pour la Fondation Jean Jaurès, ce dernier écrit qu'une des preuves du métissage de la France « est fournie par l'état civil ». « 30 % des naissances ont dans leur ascendance à deux degrés à la fois des immigrés et des non-immigrés », indique-t-il. Et de conclure : « Si l'immigration continue à ce rythme, on peut calculer que 50 % des naissances seront dans ce cas en 2050 ». Mais ce texte ne porte pas sur la population totale et ne peut donc pas correspondre à la déclaration du leader de la France Insoumise.

Des projections difficiles

Dans son dernier livre, *Serons-nous submergés ? Épidémie, migrations, remplacement*, aux éditions de l'Aube, Hervé Le Bras donne une estimation du «métissage» futur qui porte cette fois sur l'ensemble de la population. Il y précise son modèle de calcul mais pointe également les chausse-trappes de cet exercice. «*En 2050, sous réserve bien sûr d'une hypothèse de migration et de fécondité différentielle des groupes de même ampleur qu'actuellement, 33 % de la population posséderait au moins un parent ou un grand-parent immigré ou serait immigrée et 42 % en 2100, toujours en remontant à deux générations*», résume-t-il pour le *Figaro*.

L'Insee, pour sa part, ne se risque pas à cet exercice. «*Ces projections dépendent beaucoup de facteurs migratoires et du critère pris en compte pour définir le métissage. Or, il est difficile de faire des projections sur le solde migratoire jusqu'à 2050. Sera-t-il le même dans 10 ans ? Cela dépend de nombreux facteurs, notamment de la situation sur le plan international*», souligne Jérôme Lè, chef de la Cellule Études et statistiques sur l'immigration de l'Insee. La dernière publication de l'Institut ne donne d'ailleurs que le chiffre actuel de descendants d'immigrés, sans remonter jusqu'aux grands-parents. «*7,6 millions de descendants d'immigrés*» dont au moins un parent est né étranger vivent en France hors Mayotte, soit «*11,5 % de la population*». La moitié d'entre eux ont deux parents immigrés, précise l'Insee.

Le sujet est-il trop tabou ? «*Les caractéristiques de la population d'origine étrangère dépendent évidemment du nombre de générations prises en compte*», rappelait la démographe Michèle Tribalat dans une étude publiée en 2015 sur l'«*estimation des populations d'origine étrangère en France en 2011*». Dans cette enquête remontant à la troisième génération et donc aux grands-parents, elle calculait que «*parmi les moins de 60 ans résidant en France métropolitaine, près de 30% sont d'origine étrangère*». Mais elle ne s'avance pas sur l'avenir : «*En France, nous manquons d'informations disponibles pour faire cette projection, notamment des données récentes sur l'état de la mixité des couples*», juge Michèle Tribalat.

En conclusion, aucune donnée statistique ne permet de corroborer la déclaration de Jean-Luc Mélenchon. Sa projection de 50% de la population métissée en 2050 manque de solidité. Les chiffres sur les descendants d'immigrés varient selon que l'on remonte aux grands-parents ou aux seuls parents. De plus, il n'existe pas de données récentes incluant la troisième génération. Elles devraient être publiées dans la prochaine enquête TeO, actuellement menée par l'Insee et l'Ined. «*Les statistiques ethniques restent rares en France et ne font pas l'unanimité ce qui rend cette projection impossible*», résume le géographe Laurent Chalard, spécialiste des populations.

URTEIL NACH MESSERANSCHLAG:

Fassungslos vor einer „gotteslästerlichen“ Tat



Der Angeklagte vor der Urteilsverkündung Bild: EPA

Abdullah A. wollte in Dresden „Ungläubige“ töten. Als Richter Hans Schlüter-Staats zu ihm spricht, hätte man eine Stecknadel fallen hören können: „Sie haben den Namen Gottes missbraucht, und das ist eine Sünde, die kaum zu übertreffen ist.“

- VON STEFAN LOCKE, DRESDEN
- -AKTUALISIERT AM 21.05.2021-15:54

Neunzig Minuten lang hat Richter Hans Schlüter-Staats am Freitagvormittag bereits das Urteil begründet, als er sich noch einmal direkt an den Angeklagten wendet. Abdullah A. sitzt wie an allen Verhandlungstagen regungslos zwischen seinem Verteidiger und seinem Dolmetscher. Gefesselt an Händen und Füßen, fährt er sich nur gelegentlich mit der rechten Hand über das Gesicht.

Auch zu Beginn dieses letzten Verhandlungstages ist er am Morgen als einziger sitzen geblieben, als das Gericht den Saal betritt. Jetzt blickt er nach unten, schaut den Richter nicht direkt an. Er habe lange überlegt, ob er das hier sagen solle, beginnt Schlüter-Staats. „Ich bin selbst ein gläubiger Mensch“, sagt er. „Das, was Sie getan haben, ist wahrhaft gotteslästerlich gewesen. Sie haben den Namen Gottes missbraucht, und das ist eine Sünde, die kaum zu übertreffen ist.“

Im Saal könnte man jetzt eine Stecknadel fallen hören. „Sie haben gemordet, weil Sie Gott klein gemacht haben“, fährt Schlüter-Staats fort. „Aber fragen Sie sich mal, was das für ein kleiner und rachsüchtiger Gott wäre, der Menschen töten lässt, weil er sie für Ungläubige hält. Nur weil ich selbst gläubig bin, kann ich mir nichts Schlimmeres vorstellen, als wenn jemand den Namen Gottes so missbraucht wie Sie.“

In die beinahe atemlose Stille hinein fügt der Richter dann noch ein „Vielleicht denken Sie mal drüber nach“ an, wohl wissend, dass es in der gegenwärtigen Verfassung des Angeklagten kaum Früchte tragen wird. Im Gegenteil. Ausführlich waren gleich am ersten Prozesstag das Motiv für die Tat, die genaue Schilderung des Hergangs und die Tatsache, dass er weitere Anschläge begehen wolle, zur Sprache gekommen. Zwar hatte A. im Prozess die Aussage verweigert, sich aber gegenüber seinem Gutachter vor Prozessbeginn in einer Weise geöffnet, die diesen selber überrascht hat. „Ich hatte das Gefühl, dass er mal mit jemandem über alles reden wollte“, hatte der Sachverständige Norbert Leygraf gesagt, und dann all das geschildert, was der Angeklagte ihm erzählt hat.

Auch der Richter geht in seiner Urteilsbegründung am Freitag noch einmal ausführlich auf all das ein, er schildert, wie die Touristen Oliver L. und Thomas L., damals 54 und 53 Jahre alt, am Abend des 4. Oktober vergangenen Jahres durch die Dresdner Innenstadt bummelten. Es sei ein wirklich besonders schöner Tag

gewesen, hatte Oliver L. dem Gericht in seiner Vernehmung erzählt. Beide, die seit sieben Jahren ein Paar waren, seien den ganzen Tag mit ihren Fahrrädern unterwegs und abends in einem spanischen Restaurant Essen gewesen. Sie waren auf dem Rückweg zu ihrem Hotel, als Abdullah A. sie hinterrücks mit zwei Messern angriff.

Er habe einen Schlag gespürt und erst gedacht, ein Bekannter habe sie zufällig entdeckt und wolle auf sich aufmerksam machen, schilderte Oliver L. seine Erinnerung an die Tat. Alles, was unmittelbar danach geschah, konnte er nicht mehr rekapitulieren. „Zum Glück“, wie er in seiner Vernehmung sagt. Er war via Video aus seinem Wohnort Köln zugeschaltet, weil er nicht nach Dresden reisen und vor allem aber nicht dem Mann direkt begegnen wollte, der seinen Lebenspartner ermordet und ihn selbst schwer verletzt hat.

Thomas L., auch das schildert der Richter noch einmal in aller juristischen Genauigkeit, verblutete, nachdem ihm der Täter ein Küchenmesser mit einer 21 Zentimeter langen und vier Zentimeter breiten Klinge in den Rücken gerammt hatte. Oliver L., den Abdullah zur gleichen Zeit mit einem nur wenig kleineren Messer angegriffen hatte, überlebte knapp. Nur weil das Messer an einem Lendenwirbel stecken blieb und zwei Touristinnen unmittelbar erste Hilfe leisteten, hätten ihn die Ärzte retten können. Wenige Millimeter weiter links hätte es eine Hauptschlagader durchtrennen, nur wenige Millimeter weiter rechts hätte der Angriff für L. mit einer Querschnittslähmung enden können, sagte der behandelnde Arzt. All das kommt noch einmal zur Sprache am Ende dieses Prozesses gegen einen Angeklagten, der nahezu alle Beteiligten fassungslos zurücklässt. „Fassungslos“ ist auch die Vokabel, die der Richter in seiner Begründung mehrfach verwendet.

„Aber seid nicht die Aggressoren!“

„Fassungslos“ sei man, wenn man den Täter und seine Gründe betrachtet, sagt Schlüter-Staats. Abdullah A. hatte detailliert geschildert, wie er sich, frisch aus einer drei Jahre und einen Monat währenden Haft entlassen, in einen Supermarkt begab und zwei Messersets kaufte, explizit um „Ungläubige“ zu töten. Bevor er an jenem Herbstsonntag von seiner Unterkunft mit der Straßenbahn in die Dresdner Innenstadt fuhr, hatte er gebetet und immer wieder eine Koran-Sure zitiert, die lautet: „Bekämpft auf dem Weg Gottes diejenigen, die Euch bekämpfen, aber seid nicht die Aggressoren.“

Man frage sich, wie man aus dieser Sure eine Tat gegen „Ungläubige“ herauslesen könne, sagt der Richter. Bereits hier wendet er sich ein erstes Mal direkt an Abdullah A.: „Denken Sie mal drüber nach, was für komische, absurde, gotteslästerliche Maßstäbe Sie hier anlegen.“ Zumal, auch das kommt noch einmal zur Sprache, A. sich in den Tagen nach der Tat ohne sich etwas anmerken zu lassen, mit seinem Bewährungshelfer und mit Menschen traf, die sich um ihn kümmerten. Auch diese Leute, sagte der Richter, seien doch in den Augen A's. Ungläubige.

Noch einmal kommt auch zur Sprache, wie viele Menschen an jenem Abend im Dresdner Zentrum unwissentlich dem Tode entronnen sind. A. hatte seinem Gutachter detailliert erzählt, wen er sich zunächst alles als Opfer auserkoren hatte. Zwei Männer und eine Frau, die auf dem Neumarkt in Nähe der Frauenkirche zusammenstanden, dann zwei Männer, die jedoch kurz darauf einzeln ihrer Wege gingen, ein Mann, der in einem Haus verschwand. Bis er schließlich auf Oliver L. und Thomas L. traf, sie beobachtete, ihnen folgte und letztlich angriff, nicht nur, weil er sie als „Ungläubige“ sah, sondern auch für homosexuell hielt.

A. habe beide aus einer tief verwurzelten Homophobie heraus angegriffen. „Doch es hätte jeden von uns treffen können“, so der Richter. Der ursprüngliche Plan von A. war es, auch das hat er ausführlich dem Gutachter erzählt, am Tatort zu bleiben und so lange zu „kämpfen“, bis er selbst – etwa durch die Polizei – sterben würde. Warum er letztlich doch die Flucht ergriff, blieb unklar. Mutmaßlich lag es am heftigen Kampf, den Oliver L. sich mit ihm lieferte, und von dem dieser tiefe Schnittwunden an den Beinen davon trug, so wie den lauten Schreien seiner Opfer. „Ihm ist keine andere Lösung eingefallen, als zu fliehen“, so der Richter.

Fassungslos macht zudem, wie der Angeklagte gegenüber dem Gutachter schilderte, dass er nach der Tat nachgedacht habe und mit sich unzufrieden gewesen sei – weil er die Tat nicht vollendet und Oliver L. nicht auch getötet habe. Zudem gab er frank und frei zu, dass er sich nun auf eine größere Tat vorbereiten und

weitere Ungläubige töten wolle. Als die Ermittler ihn aufgrund einer DNA-Spur, die sie am Schuh von Oliver L. gefunden hatten, zwei Wochen später im Dresdner Zentrum festnahmen, trug A. abermals ein Messer bei sich. „Man muss wohl fast sicher sein, dass er an jenem Abend erneut einen Mordversuch unternommen hätte“, sagt Schlüter-Staats.

Das Geständnis, das A. gegenüber dem Gutachter abgelegt hat, war für den Nachweis der Tat letztlich unerheblich. Die Ermittler hatten genügend Spuren: Videos, die A. beim Kauf der Messer und der Fahrt zum Tatort zeigen, sein Handy, dass die gesamte Zeit am und um den Tatort zu orten gewesen war, sowie die DNA von Oliver L., die sich auf dem Kapuzen-Shirt fand, das A. an jenem Abend getragen hatte.

Wie kann ein Mensch so etwas tun?

Der Schuldspruch ist dann kaum noch eine Überraschung. Das Gericht verurteilt Abdullah A. wegen Mordes, versuchten Mordes und gefährlicher Körperverletzung zu lebenslanger Haft und stellt die besondere Schwere der Schuld fest. Damit ist es praktisch ausgeschlossen, dass A. nach 15 Jahren im Gefängnis auf Bewährung freikommen kann. Die Mordmerkmale sieht das Gericht zweifach erfüllt. Demnach tötete A. hinterrücks, heimtückisch und aus niederen Beweggründen. „Er hat sich wahllos Opfer gegriffen, um sie zu töten“, sagte Schlüter-Staats. „Man fragt sich, wie kann ein Mensch so etwas tun?“



Ein Kriminaltechniker stellt ein Messer am Tatort sicher. :Bild: dpa

Der Frage war das Gericht im Prozess ausführlich nachgegangen. Zwar hat sich A. auf die Terrororganisation „Islamischer Staat“ (IS) berufen, doch stand er weder mit dem IS in Kontakt noch hatte er von dort einen Auftrag erhalten. Vielmehr habe er Angst vor der Hölle gehabt, was sehr lebensbestimmend für ihn gewesen sei, so der Richter. „Er hat getötet, weil er Kompensation für seine eigenen, weltlichen Verfehlungen zu finden hoffte.“ Konkret, auch das hatte A. in bemerkenswerter Offenheit gegenüber dem Gutachter erklärt, sei es dabei um seine Sexualität gegangen. Er habe sich häufig selbst befriedigt und sich deshalb als unrein empfunden. Um sich des Paradieses würdig zu erweisen, habe er deshalb Ungläubige umbringen wollen. Bereits mehr als drei Jahre zuvor hatte er einen Selbstmordanschlag auf ein Volksfest in Dresden geplant, wofür er drei Jahre Jugendstrafe erhalten hatte, die er bis zum letzten Tag absaß, auch weil in der Haft Vollzugsbeamte angegriffen hatte.

Gleichwohl sah das Gericht auch, dass sich A. nicht in seinem Elternhaus, sondern offenbar erst nach seiner Flucht aus Syrien in Deutschland radikalisiert hatte. Allein in seiner Unterkunft, nahm er via Internet Kontakt zu religiösen Fanatikern auf, die ihm offenbar Halt in dem ihm fremden Land gaben. So wurde A. „das nicht untypische, vielleicht paradigmatische Opfer dieser Ideologie, die jungen, unfertigen Menschen, die Halt suchen, diesen in einer einfachen, fundamentalistischen Form von Religion bieten“, so Schlüter-Staats.

Mit dem Urteil entspricht das Gericht den Anträgen von Bundesanwaltschaft und Nebenklägern. Die Verteidigung hatte für eine Verurteilung nach dem milderen Jugendstrafrecht plädiert. Das Gericht sah dafür jedoch keinen Grund. A. war als 15 Jahre alter unbegleiteter Minderjährige über die Balkanroute nach Deutschland gekommen. Seine Eltern hatten ihn mit ihren Ersparnissen losgeschickt in der Hoffnung, er

könne sie nachholen oder in Deutschland Geld für die Familie verdienen, die im Krieg ihre Existenzgrundlage verloren hatte. Doch A. beging in Deutschland schnell Straftaten und radikalisierte sich auch in der Haft immer weiter.

Erwachsenenstrafrecht „zwingend“

Zwar beschrieben ihn Psychologen und auch sein Anwalt als durchaus zugewandt, nachdenklich und reflektiert, doch sei dieses Verhalten auch nach Überzeugung des Gerichts wohl meist taktischer Natur gewesen, was wiederum auch gegen die Anwendung von Jugendstrafrecht spreche. Es sei nicht erkennbar, dass A. zum Zeitpunkt der Tat noch eine prägbare, in der Entwicklung nicht abgeschlossene Persönlichkeit gewesen sei. Im Gegenteil: Er habe sich „auf eine für uns unvorstellbare Weise“ gefestigt und entwickelt, nicht jugendtypisch in den Tag hineingelebt, sondern einen in seinem Sinne realistischen Plan gehabt.

„Es gibt keinen Zweifel, dass auf den Angeklagten das Jugendstrafrecht nicht mehr angewendet werden kann“, sagt Schlüter-Staats. Vielmehr sei eine Verurteilung nach dem Erwachsenenstrafrecht „zwingend“, genauso wie die besondere Schwere der Schuld. „Die Tat war nicht spontan, sondern geplant“, so Schlüter-Staats. Zudem halte A. seine Tat „nach wie vor für richtig, und er wollte weitere Taten begehen“. A. sei „für die Allgemeinheit gefährlich“, weshalb das Gericht auch keine Unterbringung in einer sozialtherapeutischen Einrichtung anordnete. Darüber hinaus verhängte das Gericht gegen A. Sicherungsverwahrung unter Vorbehalt. Letzteres ausdrücklich nur, weil es sich bei dem Täter noch um einen sehr jungen Menschen handelt. Das ändere jedoch nichts an der lebenslangen Freiheitsstrafe, so der Richter. „Lebenslang heißt lebenslang, so lange von dem Täter Gefahr ausgeht.“

Hätte die Tat verhindert werden können?

Bleibt schließlich noch die Frage, ob die Tat hätte verhindert werden können. Oliver L., der Überlebende, hat sie dem Gericht gestellt und über seinen Anwalt auch erklären lassen, dass er nicht alle Umstände der Tat als aufgeklärt ansehe. Eine Antwort auf die Frage sei schwierig, sagt Schlüter-Staats. Gleichwohl wolle er sich nicht um eine Antwort herumogeln. Fakt ist: A. galt nach seiner Haftentlassung als hochgefährlich, er wurde überwacht. Allerdings nicht rund um die Uhr. Hätte eine elektronische Fußfessel die Tat verhindern können? Nein, ist das Gericht überzeugt, denn es sei ja gerade das Ziel des Angeklagten gewesen, nicht zu fliehen, sondern bei der Tat selbst zu sterben.

Nicht ganz so klar ist die Antwort freilich beim Thema Überwachung. Die Polizei hatte erklärt, alle rechtlich zulässigen Maßnahmen ausgeschöpft zu haben. Eine Rund-um-die-Uhr-Bewachung zählte nicht dazu und wäre obendrein auch aus Personalgründen nicht zu leisten gewesen. Bis zu 30 Polizisten seien für eine solche Überwachung pro Person nötig. Und schließlich: Wer hätte ahnen können, dass Abdullah A. direkt nach der Haftentlassung in einen Supermarkt geht, Messer kauft und kurz darauf „Ungläubige“ tötet? Die Frage, befindet schließlich der Richter, sei nicht zu beantworten, und sie helfe wohl auch nicht weiter.

Abdullah A. zeigt auch nach dem Schlusswort keine Regung. Er bespricht sich kurz mit dem Dolmetscher, dann wird er gefesselt abgeführt. Er habe die Möglichkeit, „gegen dieses irdische Urteil Revision einzulegen“, gab ihm der Richter noch mit auf den Weg. Sein Verteidiger Peter Hollstein sagte im Anschluss, er werde das prüfen. Der Anwalt von Oliver L. sagt, dass sein Mandant nach Ende dieses kräftezehrenden Prozesses hoffe, Frieden zu finden und endlich in Ruhe trauern zu können.

193,115

<https://www.lefigaro.fr/vox/monde/alain-finkielkraut-les-medias-vertueux-avalisent-sans-broncher-la-propagande-du-hamas-20210521>

Le Figaro (site web)

vendredi 21 mai 2021 - 19:42 UTC +02:00 1867 mots

Vox ; Vox Monde

Alain Finkielkraut: «Les médias vertueux avalisent sans broncher la propagande du Hamas»

Devecchio, Alexandre

GRAND ENTRETIEN - Au terme de onze jours de conflit, Israël et le Hamas ont conclu un cessez-le-feu. Cependant, rien n'est réglé, estime Alain Finkielkraut. Pour le philosophe et écrivain, le jusqu'au-boutisme du Hamas, mais aussi celui des ultras israéliens, ont conduit l'État hébreu dans l'impasse.

LE FIGARO. - Comme lors de chaque regain du conflit israélo-palestinien, les manifestations en soutien de la Palestine se sont multipliées, notamment en Europe et en particulier en France. Comment expliquez-vous la centralité de cette cause pour une partie de la gauche et beaucoup de musulmans?

Alain FINKIELKRAUT. - Si, dans le monde entier, le conflit israélo-palestinien électrise et mobilise des foules par ailleurs indifférentes à la situation des Ouïgours en Chine, à la lente disparition des chrétiens d'Orient, aux convulsions africaines, à la sauvagerie répressive de la junte birmane, au sort que réservera aux femmes afghanes le retour annoncé des talibans en Afghanistan et à l'interminable guerre civile en Syrie, c'est parce que Israël est un État juif et que le fait juif continue à rendre fou.

La civilisation occidentale a été traumatisée pour toujours par la Shoah, c'est-à-dire par la tentative de l'Allemagne nazie de faire entièrement disparaître un peuple disséminé sur toute la surface de la terre. Depuis la guerre des Six-Jours, cette hantise se retourne progressivement contre les rescapés de l'extermination et leurs descendants. Pour une partie toujours plus bruyante de la gauche mondiale, la victoire de 1967 et la conquête de territoires qui s'est ensuivie ont fait passer les Israéliens et les Juifs attachés à Israël du mauvais côté de la barricade: de faibles, ils sont devenus forts; de victimes, bourreaux; de persécutés, persécuteurs. En montrant une terrible inhumanité après avoir été traité de manière inhumaine, comme osait l'affirmer Edgar Morin lors de la deuxième intifada, ils ont même perdu leur statut de Juifs. Les Juifs, désormais, ce sont les Palestiniens «opprimés» et «ghettoïsés» par Israël. Le serment du «plus jamais ça» n'est pas oublié, il a changé de cible: il en vient à viser ceux-là mêmes qu'il avait pour vocation de protéger du pire. Quant aux musulmans obnubilés par la cause palestinienne, ils considèrent que la présence et la prospérité d'un État juif au cœur du Moyen-Orient comme un affront, comme un camouflet, comme une humiliation insupportable. Mais la signature des accords d'Abraham le montre: ce sentiment n'est plus unanime.

En France, certaines manifestations ont été interdites par crainte des débordements. En Allemagne, les manifestations ont été ponctuées de slogans antijuifs. Comment expliquer un tel degré de tension?

Ceux qui, en France et dans les autres pays occidentaux, attisent la haine des Juifs exècrent l'antisémitisme. Avec une vigilance de tous les instants, ils traquent les vestiges de cette idéologie chez les nostalgiques de Maurras ou du maréchal Pétain. Ils s'insurgent plus généralement contre les intellectuels et les journalistes qui, selon eux, banalisent les thèmes de l'extrême droite.

Et, en même temps, leurs médias vertueux avalisent sans broncher la propagande du Hamas en dénonçant les «massacres» commis par l'armée israélienne à Gaza. Ce qui fait que la jeunesse «woke» descend dans la rue pour protester contre le «génocide du peuple palestinien» et que les enfants issus de l'immigration trouvent dans cette nazification du sionisme une raison supplémentaire de s'en prendre à leurs condisciples juifs et de leur rendre la vie impossible. L'enfer de la haine est pavé de bonnes intentions antiracistes.

Dans ce cas de figure, faut-il y voir une haine plus large de la civilisation occidentale?

Les adeptes du genou à terre ne voient à l'œuvre dans la multiplicité des situations humaines que le racisme de l'homme blanc. «Palestinian Lives Matter», disent-ils sur la lancée de leurs autres engagements et sans se soucier de la dimension nationale et religieuse du contentieux qui les obsède.

Y a-t-il un lien entre «palestinisme» et «islamo-gauchisme» ?

Pour les «islamo-gauchistes» (dont la presse qui se veut sérieuse et progressiste nous explique à longueur de colonnes qu'ils n'existent que dans la tête des idéologues réactionnaires), les musulmans sont tout à la fois les Juifs et les prolétaires du XXI^e siècle. La situation des Palestiniens est donc, à leurs yeux, emblématique et ils sont d'autant plus résolus à leur apporter un soutien inconditionnel que la classe ouvrière et le peuple traditionnel se sont détournés d'eux. Ils savent que les habitants des quartiers dits populaires s'identifient massivement aux Palestiniens, ils misent donc sur ce nouveau peuple en constante augmentation pour arriver un jour au pouvoir. Et ce n'est pas le chagrin de la petite minorité juive qui va leur faire changer d'avis. Toute honte bue, la gauche insoumise maquille son abandon des Juifs en lutte contre l'islamophobie.

Ceux qui, en France ou ailleurs, soutiennent la cause palestinienne sans vouloir la destruction d'Israël, mais qui critiquent la politique de son gouvernement, doivent-ils être, pour autant, rangés du côté des antisémites ou des «islamo-gauchistes»? N'y a-t-il pas un danger à criminaliser a priori toute critique d'Israël?

Ceux qui soutiennent la cause palestinienne sans vouloir la destruction d'Israël auraient dû appeler avec ceux qui soutiennent Israël sans se satisfaire de la mise sous tutelle des Palestiniens à une grande manifestation commune pour le retour au calme et à la négociation. Malheureusement, on ne les a pas entendus.

Pour en revenir au conflit lui-même, la politique du gouvernement israélien, ces dix dernières années, a-t-elle contribué à alimenter la haine et permis au Hamas de capter plus aisément la colère de la population?

Si la gauche israélienne est exsangue et si le «maintenant» de «la paix maintenant» vient d'atteindre l'âge de la retraite, c'est parce que le camp d'en face ne leur a laissé aucune chance. Quand l'armée israélienne se retire du Sud Liban, le Hezbollah, féal de l'Iran, s'y installe et pointe ses missiles sur la Galilée. Deux ans après le démantèlement de toutes les colonies juives de Gaza, le Hamas renverse violemment l'autorité palestinienne et contraint par ses actions terroristes Israël à établir un blocus. Ce territoire non occupé est engagé dans une guerre à mort contre l'occupation par les Juifs de toute la terre de Palestine. Imaginez ce qui serait arrivé si, au lieu de consacrer l'argent qu'il reçoit ou qu'il prélève à bâtir des tunnels et à acheter des missiles, le gouvernement palestinien avait choisi d'assurer à sa population une vie décente: il n'y aurait pas de blocus, le camp de la paix serait aujourd'hui au pouvoir en Israël et travaillerait à un règlement définitif du conflit. Mais aucun dirigeant israélien ne sera mandaté pour faire des concessions territoriales à un ennemi irréductible et surarmé par le régime des mollahs qui n'a jamais fait mystère de sa volonté d'en finir avec Israël.

On ne peut cependant en rester à ce constat. Ce qui est un crève-cœur pour la gauche israélienne est pour la droite extrême une aubaine. Cette droite se félicite de l'absence de partenaire qu'elle fait mine de déplorer. Le regret qu'elle affiche dissimule (de moins en moins) le soulagement qu'elle éprouve. L'idée de se séparer de tout ou partie de la Cisjordanie lui est, en effet, odieuse. Ce n'est pas l'impérialisme qui la motive, c'est le sentiment d'avoir achevé en Judée-Samarie le retour du peuple juif sur la terre d'Israël. Ce sentiment peut se comprendre mais il fait fi du droit des Palestiniens et par sa politique de grignotage territorial ou encore par ses provocations calculées (telles que le projet d'expulser des familles palestiniennes d'un quartier de Jérusalem Est en arguant d'un titre de propriété juif ancien comme si de nombreux Arabes n'avaient pas eux-mêmes été contraints de quitter leur logement pendant la guerre de 1948), la coalition au pouvoir s'emploie à rendre impossible l'émergence d'un interlocuteur raisonnable. Israël ne peut se permettre d'offrir au Hamas un État palestinien, mais si le statu quo s'éternise, les Juifs finiront par devenir minoritaires dans l'État qu'ils ont édifié pour sortir de la condition de minorité. Israël perdra ainsi sa raison d'être. Voilà où nous en sommes.

Les roquettes lancées de Gaza sur l'État israélien ont fait 10 morts, dont un enfant, tandis que la riposte de Tsahal a fait 200 morts dont 58 enfants. Le conflit est certes asymétrique, mais la riposte n'est-elle pas disproportionnée?

Sans le dôme de fer, les 4600 roquettes lancées par le Hamas sur toutes les villes d'Israël auraient fait des dizaines de milliers de morts. Tsahal de son côté met tout en œuvre pour viser juste et éviter les victimes civiles. Les uns tirent au hasard depuis des zones urbaines, les autres ne cessent de progresser en précision. Comme l'a très bien dit l'ambassadeur d'Israël à l'ONU: «*Israël utilise des missiles pour protéger ses enfants, le Hamas utilise ses enfants pour protéger ses missiles.*»

Les affrontements intercommunautaires en Israël même, dans des localités où Juifs et Arabes israéliens cohabitaient jusqu'alors, ne sont-ils pas plus inquiétants que les affrontements avec Gaza? Croyez-vous au scénario de la guerre civile?

Il y a eu à Lod, ville mixte, de véritables pogroms. Des gens ont été battus à mort, des magasins pillés, des synagogues incendiées. Et des fanatiques juifs, qui ont aujourd'hui leurs représentants à la Knesset, ont répondu au lynchage par le lynchage. C'est horrible. Mais je ne crois pas au scénario de la guerre civile. Des Arabes et des Juifs israéliens ont manifesté ensemble à Haïfa et ailleurs pour la coexistence. Il y a de très nombreux étudiants arabes dans les universités israéliennes. Dans les hôpitaux, des médecins juifs et des médecins arabes soignent des patients et des blessés juifs, arabes-israéliens, mais aussi palestiniens de Cisjordanie et de Gaza. C'est une petite et tremblante lueur d'espoir dans la nuit tragique de ce conflit sans fin.

Quelle est, selon vous, la nature du conflit aujourd'hui? S'agit-il toujours d'un conflit territorial ou est-ce un conflit religieux et culturel? Dans ce cas, la solution des deux États n'est-elle pas désormais illusoire?

Benyamin Netanyahou a cru pouvoir enterrer la question palestinienne. Le voici cruellement dérompé. À l'heure de l'islam radical et de l'expansionnisme iranien, la solution semble illusoire. Mais il ne serait pas moins chimérique de croire que la non-solution peut durablement la remplacer. Les acteurs du conflit et le grand médiateur américain devront, un jour ou l'autre, prendre le taureau par les cornes.

Les dessous de la tribune de soutien à Israël qui a réuni Manuel Valls, Luc Ferry, Gilles-William Goldnadel et Bat Ye'or

Le texte paru sur le site du « Figaro » est proche des thèses de la droite dure israélienne. Il compte soixante-seize signataires, dont l'ex-premier ministre socialiste et l'ex-ministre de l'éducation, mais aussi des personnalités proches de l'extrême droite.

Par [Abel Mestre](#)

Publié aujourd'hui à 06h42, mis à jour à 14h52

C'est une [tribune](#) parue mardi soir 18 mai sur le site du *Figaro* qui interroge. Un texte virulent qui reprend certaines lignes forces de la droite dure israélienne, à savoir considérer Israël comme un avant-poste occidental face au terrorisme islamiste, et qui réfute, en creux, la capacité des Palestiniens à revendiquer des droits politiques. Ainsi, le texte n'évoque pas les Palestiniens, mais parle de « *peuple arabe de Palestine* ».

Un texte, enfin, signé par soixante-seize personnalités, dont l'ancien premier ministre socialiste (2014-2016) Manuel Valls, le philosophe et ex-ministre de l'éducation (2002-2004) Luc Ferry, la démographe Michèle Tribalat, Philippe Val, l'ancien patron de *Charlie Hebdo*. Mais aussi par Bat Ye'or, intellectuelle britannique, figure de [l'extrême droite post-11-Septembre](#), autrice du pamphlet *Eurabia* (Jean-Cyrille Godefroy, 2006). Dans ce livre, elle accuse les élites européennes de renoncer à leurs racines judéo-chrétiennes et de livrer leurs peuples à une nouvelle « dhimmitude ». Ou par Gilles-William Goldnadel, avocat médiatique proche de la droite la plus dure, voire de l'extrême droite. M^e Goldnadel fut d'ailleurs le conseil de Bat Ye'or.

Intitulé « Ceux qui menacent Israël nous menacent aussi », le texte dénonce la couverture médiatique « *surréaliste* » du conflit qui renverrait « *dos-à-dos les belligérants* », mais aussi la dérive « *islamo-gauchiste* » de certains partis politiques. « *Les tentatives d'excuser ou de justifier la violence islamiste qui serait la conséquence d'une juste colère des humiliés, des "spoliés", des opprimés sont infondées et mensongères. (...) En affrontant la figure avancée de l'islamisme à Gaza, Israël contribue à la défaite d'un totalitarisme islamique qui sévit aussi sur notre territoire* », peut-on ainsi lire.

Un « salon néoconservateur »

A l'origine de sa rédaction, l'avocate Caroline Valentin. Se présentant comme « *orpheline politiquement* », elle fut tour à tour socialiste puis sarkozyste. Aujourd'hui, elle estime « *que la gauche a abandonné les gens qu'elle devait défendre et protéger* ». Elle attend une personnalité politique qui « *remette en cause l'oligarchie, le système* » et qui « *condamne les salaires maintenus à la baisse par l'immigration* ».

Régulièrement, elle organise chez elle un « salon ». « *On pourrait le qualifier de néoconservateur* », selon un signataire de la tribune. Toutes les personnes contactées, affirment ne pas appartenir à ce « salon ». M^{me} Valentin reste obscure sur ses membres car, selon elle, « *des journalistes mal intentionnés pourraient en déduire des accointances qui n'existent pas* ». « *Ce sont des réunions informelles, pas un organisme politique ou militant. Les gens qui viennent ne sont pas d'accord sur tout. Plein de signataires n'y viennent pas* », indique-t-elle.

Reste que la tribune est née dans ce terreau. M^{me} Valentin : « *Des gens que je connais se sont indignés du traitement réservé dans les médias [au conflit actuel]. Tous sont persuadés qu'il était important de*

comprendre que la guerre contre le Hamas est une guerre contre une officine islamiste, qui fait des centaines de milliers de victimes, notamment dans les pays musulmans. » Gilles-William Goldnadel affirme, de son côté, que le salon « a uni beaucoup de gens autour de cette pétition. Il m'arrive d'échanger avec eux, ils font un bon travail de réflexion ».

M^{me} Valentin ne voit pas le problème à avoir des personnalités clivantes comme Bat Ye'or ou Gilles-William Goldnadel parmi les signataires. « *Cette question est un peu dérisoire, ce n'est pas parce que vous signez une tribune avec quelqu'un que l'on devient son double idéologique* », tranche-t-elle.

La critique de la couverture médiatique

Manuel Valls confirme : « *Je n'ai aucun problème à signer avec des gens avec qui je suis en désaccord. Les politiques de gauche présents mercredi au rassemblement des policiers sont d'accord avec Jordan Bardella ?* » L'ex-chef du gouvernement a été approché par Luc Ferry et par la philosophe Renée Fregosi. « *J'ai trouvé le texte de qualité, qu'il correspondait à ce qu'il fallait dire sur le conflit et sa lecture par la presse*, détaille l'ancien candidat à la mairie de Barcelone. *On m'a donné la liste des signataires. Je suis un ancien premier ministre, tout le monde connaît mes positions sur le conflit.* » Pour M. Valls, « *Israël est un allié stratégique* » face à l'islamisme. Il poursuit : « *Bernard-Henri Lévy a raison quand il dit que s'il y avait un Etat palestinien, ce serait un Etat terroriste.* »

Beaucoup de signataires ont été convaincus par le double angle de la tribune, la critique de la couverture médiatique – ils visent notamment celle du *Monde* qui serait « *indulgente* » envers le Hamas – mais surtout sur le rôle de vigie qu'aurait Israël.

L'ancien trotskiste Jean-Marie Brohm partage cette analyse. L'universitaire, connu pour sa critique radicale du sport et membre de l'Observatoire du décolonialisme, estime qu'il est fondamental de dénoncer « *la gangrène islamiste* ». Il concède qu'il n'aurait pas écrit la tribune de la même façon. « [Le premier ministre israélien] *Benyamin Nétanyahou est un malade mental, il y a une extrême droite fascisante en Israël* », souligne-t-il ainsi.

Autre personnalité qui n'était pas d'accord avec certains passages du texte : le philosophe Alain Finkielkraut. Il n'a pas signé, car les modifications qu'il avait proposées n'ont pas été retenues. « *Je parlais de "fautes" et pas d'"erreurs", ainsi que de la "provocation que constituait l'expulsion de familles palestiniennes". Je mentionnais également la "complaisance pour l'extrême droite", explique le coauteur du Nouveau Désordre amoureux [Seuil, 1977]. J'aurais préféré une tribune moins inconditionnelle, plus équilibrée.* »

<https://www.faz.net/aktuell/politik/die-gegenwart/cancel-culture-der-raum-des-politischen-diskurses-wird-eng-17344077.html?premium>

POLITISCHE KORREKTHEIT:

Die Schließung der Demokratie

- VON PETER GRAF KIELSMANSEGG
- -AKTUALISIERT AM 21.05.2021-12:57



Eine „politische Pandemie“, und ausgerechnet die Universitäten bilden darin eine Avantgarde: Der Wirtschaftswissenschaftler und AfD-Gründer Bernd Lucke (Mitte) versucht am 16. Oktober 2019 an der Universität Hamburg seine Antritts-Vorlesung zu halten. Die Veranstaltung muss wegen der Proteste von Studenten abgebrochen werden. Bild: dpa

Radikale Minderheiten verengen Schritt für Schritt den Raum des politischen Diskurses. Sie tun das im Namen der Demokratie – doch die soll nur noch für Gleichgesinnte gelten. Alle anderen werden ausgeschlossen.

Lange haben wir es für eine Selbstverständlichkeit gehalten: Demokratie und die offene Gesellschaft – das sind zwei Seiten einer Medaille. **Karl Popper**, dessen Werk „Die offene Gesellschaft und ihre Feinde“ diesem Begriff Geltung verschaffte, hat es so gesehen. Im Schatten der Totalitarismen seiner Zeit, mit denen sein Buch sich auseinandersetzte, schien es, als habe er nur etwas ganz und gar Offensichtliches ausgesprochen. Offene Gesellschaft – das heißt im Kern Respekt vor der Freiheit des Denkens und des Redens als Fundament des gesellschaftlichen und des politischen Lebens. Wie sollte Demokratie ohne diesen Respekt möglich sein? Und wie anders könnte dieser Respekt institutionalisiert werden als in einer rechtsstaatlich verfassten Demokratie?

Gehören Demokratie und offene Gesellschaft wirklich untrennbar zusammen? Ziemlich genau ein Jahrhundert vor Poppers „Die offene Gesellschaft und ihre Feinde“ hatte Alexis de Tocqueville in seiner epochalen Analyse der jungen amerikanischen Demokratie eine Gegenthese formuliert: Zu den Feinden oder richtiger zu den Gefährdern der offenen Gesellschaft kann gerade auch die Demokratie gehören. Nicht der demokratisch verfasste Staat war es, von dem Tocqueville die Gefahr für die Freiheit des Denkens, des Redens, des Schreibens ausgehen sah, sondern die demokratische, die vom Geist der Demokratie geprägte Gesellschaft.

In Worten, die an Deutlichkeit nichts zu wünschen übrig lassen – das einschlägige Kapitel trägt die Überschrift „Über die Allmacht der Mehrheit in den Vereinigten Staaten und ihre Wirkung“ –, **beschrieb Tocqueville als einen der stärksten Eindrücke, die er von seiner Reise mitbrachte, den ungeheuren Konformitätsdruck, den die Mehrheit mit ihren Anschauungen auf die ausübt, die anders denken als sie.** Er erkannte darin **eine neue Art von Despotismus. „Ich kenne kein Land, in dem im Allgemeinen weniger geistige Unabhängigkeit und weniger wahre Freiheit herrscht als Amerika“** – mit diesem dramatischen Satz leitete Tocqueville die Schlüsselpassage des Kapitels ein. Und er fuhr fort: „Die Mehrheit umspannt in Amerika das Denken mit einem erschreckenden Ring.“



Professor Dr. Peter Graf Kielmansegg ist emeritierter Professor für Politikwissenschaft an der Universität Mannheim. :Bild: privat

Bestimmte Themenfelder werden zu Tabuzonen

Sodann beschrieb Tocqueville genauer, was den neuen Despotismus vom traditionellen Despotismus unterscheidet: Der neue Souverän, die Mehrheit „sagt nicht mehr: entweder du denkst wie ich oder du bist des Todes, er sagt: du bist frei, nicht so zu denken wie ich; du behältst dein Leben, deinen Besitz, alles; aber von dem Tage an bist du unter uns ein Fremdling. Näherst du dich deinen Mitmenschen, werden sie dich wie ein unreines Wesen fliehen, und selbst die, die an deine Unschuld glauben, werden dich verlassen, denn auch sie würden gemieden. Ziehe hin, ich lasse dir das Leben, es wird aber für dich schlimmer sein als der Tod.“ Mag der Staat noch so sehr durch Grundrechte gezähmt sein, respektiert die Gesellschaft die Bedingungen der Möglichkeit der Freiheit nicht, so gibt es keine Freiheit – das ist die Quintessenz von Tocquevilles Befund.

Fast zweihundert Jahre nach Tocquevilles Amerika-Buch wissen wir: Er hat recht behalten mit seiner Warnung, dass Konformitätsdruck zu einer dramatischen Gefährdung der Freiheit in der Demokratie werden kann. Er hat recht behalten mit seiner Wahrnehmung, **dass Stigmatisierung die tödliche Waffe des Konformitätsdrucks** ist. **Nicht recht behalten hat er aber mit seiner Annahme, dass es die Mehrheit sei, von der die Gefahr des neuen gesellschaftlichen Despotismus ausgeht.**

Für die westlichen Demokratien unserer Tage jedenfalls gilt: **Es sind von unerschütterlicher Selbstgewissheit getragene, oft kleine, aber sehr aggressive Minderheiten, die „das Denken mit einem erschreckenden Ring zu umspannen“ versuchen, die das Ideal der offenen Gesellschaft aufkündigen und die Prozesse der Schließung der Demokratie im Namen der Demokratie in Gang setzen.**

Schließung der Demokratie meint: Der Raum freien politischen Diskurses wird Schritt für Schritt verengt. Bestimmte Themenfelder werden besetzt und zu Tabuzonen erklärt, in denen sanktionsbewehrte Sprachregelungen gelten. Sie werden, heißt das, für den freien Diskurs gesperrt. Erfolg können die jeweils aktiven Minderheiten damit nur haben, wenn sie Mitläufer finden, die den Tabuisierungen im öffentlichen Raum Nachdruck und Breitenwirkung verschaffen. **Und wenn denen, die anderen Sinnes sind, der Mut zum Widerspruch fehlt.**

„Wir sind die Demokratie“

Das **Selbstverständnis** derer, die Schließungskampagnen betreiben, lässt sich auf die Formel bringen **„Wir sind die Demokratie“**. Die Nähe der Formel zum populistischen Schlachtruf „Wir sind das Volk“ ist alles andere als zufällig. Hier wie dort geht es um **Exklusion im Namen der Demokratie, Exklusion derer, die anders sind, Exklusion derer, die anders denken. Demokratie als geschlossene Gesellschaft Gleichgesinnter – das ist das Ideal, das hinter der Gewissheit „Wir sind die Demokratie“ steht. Andersdenkenden nicht mehr zuzuhören, nicht mehr mit ihnen zu reden, sie, wenn es möglich ist, aus der Öffentlichkeit zu verbannen ist die Handlungsmaxime, die aus diesem Ideal folgt. Wer nicht so denkt, redet, schreibt, agiert wie wir, gehört nicht dazu.**

Dabei ist von den beiden Spielarten demokratischer Selbsterhöhung die progressive, von der Überzeugung „Wir sind die Demokratie“ getragene die gefährlichere, jedenfalls in den deutschen Verhältnissen. Denn dem Populismus, der von rechts her kommt, stellt sich hierzulande ein starker Widerstand fast aller Kräfte entgegen, die in dieser Gesellschaft etwas gelten.

Schließungskampagnen hingegen, die der Devise folgen „Wir sind die Demokratie“, finden erstaunlich starke Resonanz und Unterstützung in der intellektuellen Welt, den Medien, den Universitäten. Und der Mut, ihnen entgegenzutreten, ist nicht sehr verbreitet, auch in der Politik nicht. Schließlich tragen diese Kampagnen das Banner demokratischer Ideale vor sich her, oft unter Berufung auf das Recht des Opfers vergangenen, fortwirkenden Unrechts.

Das Instrument der Schließung ist **die Ächtung, die Verhängung der Acht im Namen der Demokratie. Wer geächtet ist, steht außerhalb der demokratischen Diskursgemeinschaft.** Er ist kein Mitbürger mehr, dem man in der politischen Auseinandersetzung Argumente schuldet. Ächtung trifft auch den, der sich mit einem Geächteten noch auf ein Gespräch einlässt. Er hat sich durch Kontakt infiziert. Die Exklusionsstrategie kennt keine Halbheiten.

Durch Kontakt infiziert

Nicht selten wird dem Geächteten zugerufen, Kritik müsse er aushalten; das gehöre zur Demokratie. Dieser Zuruf hat etwas Zynisches. Es handelt sich ja gerade nicht darum, dass Argumenten Argumente entgegengesetzt werden, wie es im demokratischen Streit der Meinungen sein soll. **Es handelt sich darum, dass Andersdenkende als Personen disqualifiziert werden.** Man erklärt sie zu „Unberührbaren“ im öffentlichen Diskurs der demokratischen Gesellschaft.

Die Frage drängt sich auf, wie Kampagnen, die so offensichtlich den Geist der Demokratie verleugnen, im Namen der Demokratie geführt werden und erstaunlich erfolgreich sein können. Eine mögliche **Erklärung** lautet, dass Gesellschaften sich in diesen Kampagnen **an Traumata abarbeiten**, die in einem tief in ihre Geschichte eingebetteten epochalen Unrechtsgeschehen ihre Wurzeln haben: dem zähen Festhalten an der Institution **Sklaverei** im Fall der Vereinigten Staaten, der Vergangenheit als Großmacht des **Kolonialismus** im britischen Fall, dem Menschheitsverbrechen des **Holocausts** im deutschen – symbolische Wiedergutmachung als Leitmotiv der **Demokratieschließung, die eben deshalb auch mit dem besten Gewissen betrieben werden kann.**

In diesen Erklärungsversuch fügt sich ein, dass **inzwischen Genderbewegungen verschiedener Couleur, Minderheiten, die sich über ihre geschlechtliche Identität definieren, Schlüsselakteure in den Kampagnen der Demokratieschließung geworden sind.** Auch hier **legitimiert der Status des Opfers vergangenen oder auch gegenwärtigen Unrechts, den die Akteure für sich in Anspruch nehmen, ihren Feldzug gegen die, die als andersdenkend wahrgenommen werden.**

Eine politische Pandemie

Was immer zur Erklärung des **Phänomens** zu sagen sein mag – man kann das Bestreben vielfältiger Kräfte, den Raum freien politischen Diskurses im Namen der Demokratie Schritt für Schritt einzuengen, bei aller Varianz zwischen den Gesellschaften des Westens als **eine Art von politischer Pandemie beschreiben.** Deutschland hat teil an dieser politischen Pandemie, aber es stellt sich doch auch als ein Sonderfall dar. Natürlich ist es seine Geschichte, die Deutschland immer wieder zu einem Sonderfall macht, die zwölfjährige Verbrechenherrschaft des Nationalsozialismus, die dem Land für alle Zukunft eine einzigartige Bürde auferlegt hat, auferlegt auch dadurch, dass es die Bürde angenommen hat.

Im Schatten dieser Vergangenheit konnte sich eine **spezifisch deutsche Schließungsstrategie** herausbilden. Wer in den Vergangenheitsschatten gerückt wird, ob zu Recht oder Unrecht, wird zur Unperson. Davor sind nicht viele gefeit. Dem, der Vorfahren hat, die in den Jahren 1933 bis 1945 in Deutschland gelebt haben, solle, so wurde es jüngst mit einigem Beifall vorgeschlagen, das Schild „**Nazihintergrund**“ umgehängt werden. Die Assoziationen, die dieses Etikett heraufbeschwört, sind willkommen.

Aber es muss gar nicht explizit auf den Nationalsozialismus Bezug genommen werden. **Schon das Etikett „rechts“ weist in die gewünschte Richtung, ohne dass es einer genaueren Begründung bedürfte. „Gegen rechts“ ist denn auch die Kampfparole dieser spezifisch deutschen Strategie.** Sie unterstellt, dass es „rechte“ politische Haltungen und „rechte“ politische Bewegungen nicht gibt, die den demokratischen Verfassungsstaat bejahen und deshalb einen legitimen Anspruch auf politische Mitgestaltung unseres Gemeinwesens haben. **Die Formel „gegen Rechts“ hebt die Unterscheidung zwischen einem demokratiekonformen, vielleicht sogar der Demokratie bekömmlichen Konservatismus und einem demokratiefeindlichen Rechtsextremismus bewusst auf.**

Dass linke politische Kräfte ein Interesse daran haben, diese Grenzlinie zu verwischen, kann niemanden überraschen. Wie weit sie dabei Unterstützung finden, im Sprachgebrauch der öffentlich-rechtlichen Medien etwa, sogar der Kirchen, überrascht schon eher. Es hat gewiss nicht nur, aber doch auch mit dieser Schließungsstrategie zu tun, **dass die Union allmählich eine Partei der linken Mitte geworden ist – die Strategie zielt ja darauf, das Spektrum legitimer politischer Standorte im demokratischen Wettbewerb zu halbieren.**

Universitäten als Avantgarde

Es fällt auf und macht betroffen, dass ausgerechnet Universitäten eine Art von Avantgarde in den Schließungsfeldzügen bilden, **vor allem in den angelsächsischen Ländern, aber auch in Deutschland.** Alle **drei Gruppen von Beteiligten** treten uns im akademischen Milieu geradezu exemplarisch entgegen: **die aktiven Minderheiten**, die den Feldzug führen, **die Mitläufer**, die es für opportun halten, dabei zu sein, **und die, denen der Mut zum Widerspruch fehlt**, weil sie Ächtung fürchten.

Müsste nicht das **Wahrheitsethos** der Wissenschaft die Universität wie keine andere Institution auf das Prinzip Offenheit verpflichten, auf die Bereitschaft, zuzuhören, Antworten im offenen Austausch der Argumente zu suchen? Oder sind gar nicht die Wissenschaftler die treibende Kraft, sondern die Universitätsverwaltungen, denen es um das Bild geht, das sich die Öffentlichkeit von ihrer Institution macht? Wie auch immer – **es bleibt ein Rätsel, dass gerade Universitäten nicht begreifen, wohin der Weg der Gesinnungsschulungen und Gesinnungsprüfungen führt: in die Welt von „1984“.**



Für die freie wissenschaftliche Diskussion und Rede bald geschlossen? Goethe-Universität, aufgenommen während der Corona-Pandemie im April 2021 :Bild: Lucas Bäuml

Die Schließungsprozesse, das versteht sich von selbst, sind in hohem Maße themenbezogen – jeder kennt die Themen, bei denen inzwischen höchste Vorsicht in allen öffentlichen Äußerungen geboten ist. Aber ihre Wirkungen sind keineswegs auf diese Themenbereiche beschränkt. **Die Kampagnen verändern das gesellschaftliche Klima und die Tonart, in der eine Gesellschaft mit sich selbst im Gespräch ist, von Grund auf, weit über einzelne Themenfelder hinaus.**

An **drei Beispielen** will ich verdeutlichen, was es heißt, **ein Themenfeld zu besetzen, um es für die freie Diskussion zu schließen.** Dabei ist die Absicht nicht, die Sache selbst, um die es jeweils geht, aus- oder auch nur anzudiskutieren. Es geht darum, konkret vor Augen zu führen, warum eine Demokratie sich selbst

preisgibt, wenn sie Schließungskampagnen, wer immer sie betreibt und wie immer sie gerechtfertigt werden, nicht entgegentritt; **wenn sie duldet, dass ein Diskussionsverbot nach dem anderen Geltung gewinnt.** Auf allen drei Feldern geht es um **Fragen von existenzieller Bedeutung für das Gemeinwesen, um Fragen also, bei denen auch die Freiheit des Diskurses im politischen Meinungskampf von existenzieller Bedeutung ist.**

1. Demokratie und Diversität

Bejahung von Diversität – diese Maxime hat das Selbstverständnis der westlichen Demokratien in ihrer jüngsten Entwicklungsphase wie keine andere bestimmt. Aber der allgemeine Diversitätseнтуhusiasmus hat es eher schwierig gemacht, die Frage, wie die Demokratie mit Diversität umgehen sollte, so zu diskutieren, wie sie sich der Demokratie stellt.

Soll sie sich auf den Abbau tatsächlicher, konkreter Diskriminierung – und Diskriminierungsvorwürfe sind es ja, die die Diversitätsdebatten bestimmen – konzentrieren? Oder hat sie die demokratische Bürgergesellschaft zu einer ständischen Gesellschaft neuer Art umgebaut, einer Gesellschaft, deren Stände Identitätskollektive sind, die sich in strikter Subjektivität, und das heißt eben auch ein Stück weit Beliebigkeit, konstituieren? Es ist offensichtlich, dass hier vor allem **das demokratische Verständnis von Repräsentation zur Debatte steht.**

Für kaum ein Themenfeld sind inzwischen so drakonische Sprachregelungen durchgesetzt worden wie für dieses. Dabei gilt gerade hier, dass Freiraum des Denkens und Redens gebraucht wird. Es mag heikel sein zu fragen: Was ist Rassismus, und wann ist einer ein Rassist? Oder: **Wann schlagen berechtigte Diskriminierungsanklagen in unberechtigte Privilegierungsforderungen um? Und wann in Herrschaftsansprüche – Ansprüche, die Gesellschaft nach eigenen Vorstellungen umzuformen, ohne Rücksicht selbst auf überwältigende Mehrheiten?** Aber es ist legitim, ja notwendig, so zu fragen. **Herrschaftsansprüche haben übrigens zunächst oft die Sprache im Visier**, aber dahinter natürlich dann auch das, was die Sprache auf den Begriff bringt.

2. Politisches Streitthema Migration (+ Islam)

Eng benachbart der Diversitätsthematik ist das politische Streitthema Migration. Es ist etwas aus dem Fokus geraten, überlagert vor allem von der Pandemie. Aber es kann keinen vernünftigen Zweifel daran geben, dass **die Wanderungsbewegungen aus den Armut- und Unruheregionen des Globus in die reichen und sicheren Regionen eine der großen Herausforderungen für viele westliche Demokratien bleiben werden.**

Dass der Zustrom von **Flüchtlingen aus anderen Kulturräumen** in den betroffenen Demokratien ein zentraler Gegenstand des politischen Konfliktes geworden ist, könnte zu der Frage Anlass geben: Kann denn von Schließung hier überhaupt die Rede sein? Das Thema ist doch auf dem Markt demokratischen Meinungsstreites höchst präsent. Ja, das ist es – aber in einer Deformation, die deutlich widerspiegelt, dass auch auf diesem Feld eine wirksame Schließungskampagne geführt wird.

Auch und gerade in der Migrationsdiskussion ist die Symmetrie des demokratischen Diskurses verloren gegangen, jedenfalls in Deutschland. **Die Fragen, um die es geht – „Wie weit sollen Demokratien ihre Grenzen öffnen? Wie weit können sie es ohne Selbstgefährdung tun?“ –, werden nicht so erörtert, als hätten beide Seiten valide, legitime Argumente. Oft hat es den Anschein, als stünden sich weltoffene Menschenfreunde und fremdenfeindliche Ethnonationalisten gegenüber. Gut und Böse ist klar geschieden. Die Frage „Wie weit sollten, wie weit können Demokratien ihre Grenzen öffnen?“ wird umformuliert in die Frage „Darf man Menschen in Seenot ertrinken lassen?“. Mit der Frage ist auch die Antwort gegeben. Denen, die die Moral auf ihrer Seite haben, stehen Unmenschen gegenüber.**

Natürlich gibt es wirkliche Islamophobie

Die verhängnisvolle Folge dieser Strategie ist, dass der politische Einspruch gegen faktisch offene Grenzen in vielen betroffenen Demokratien tatsächlich eine Sache fremdenfeindlicher Parteien am rechten Rand geworden ist. Deutschland gehört zu ihnen. **Das Schwert der moralischen Verurteilung, das über dem an sich**

legitimen und notwendigen Meinungsstreit hängt, erzwingt einen für die Demokratie höchst schädlichen Konformismus. **Menschen finden sich vor die Alternative gestellt, sich entweder in diesen Konformismus einzufügen oder sich dem rechten Rand zuzuwenden.**

Wer hierzulande über Migration nachdenkt, muss auch über die Thematik „**Der Islam und Europa**“ nachdenken. **Die Frage, ob der Islam – jedenfalls in den Ausprägungen, in denen er in der islamischen Welt dominiert – mit den Traditionen und Werten Europas vereinbar ist, ist legitim und muss gestellt werden. Dasselbe gilt für die Frage, welchen Islam Europa aufnehmen kann, ohne sich selbst zu beschädigen.**

Aber auch dieser Diskussion tritt **eine Schließungskampagne** mit ihrem charakteristischen Instrumentarium entgegen. **Islamophobie ist ihr Schlüsselbegriff.** Das Wort Phobie signalisiert, dass ein blinder, ja krankhafter Hass am Werk ist. Wer einer Phobie verfallen ist, ist kein ernst zu nehmender Diskussionspartner mehr. Das Wort ist denn auch in allen Schließungsfeldzügen sehr präsent. **Aber ist, wer zweifelnd, skeptisch die Frage stellt, wie Europa und der Islam zueinander stehen und unter welchen Voraussetzungen die Integration dieser fremden Religion und Kultur gelingen kann, notwendig von blindem Hass oder blinder Furcht getrieben? Fragt er nicht vielleicht, alles andere als blind, weil er sich um die Bewahrung dessen sorgt, was Europa zu Europa macht? Natürlich gibt es wirkliche Islamophobie. Aber wenn das Wort genutzt wird, um jede kritische Auseinandersetzung mit dem Islam zu ersticken, muss man widersprechen – entschieden.**

3. Familie als Konstrukt

Das dritte Themenfeld, das ich exemplarisch nennen will: die Familie. Familie nicht von den Bedürfnissen des Kindes, sondern von den Lebensplänen und Lebenswünschen der Erwachsenen her zu denken ist der die Entwicklung beherrschende Zug der Zeit. Familie wird dadurch zu einem fast beliebigen Konstrukt, das sich diesen Plänen und Wünschen immer wieder neu anzupassen hat. Worauf es hier ankommt: Über diesen Wandel offen, kontrovers zu diskutieren, ihn zum Gegenstand des demokratischen Meinungsstreites zu machen wird immer schwieriger.

Auch hier, heißt das, sind Schließungsprozesse in Gang. **Kann man, ohne als homophob geächtet zu werden, noch öffentlich dafür eintreten, dass Kinder Vater und Mutter brauchen, und zwar in einer stabilen Familiengemeinschaft für die ganze Zeit ihres Heranwachsens? Kann man, ohne als homophob geächtet zu werden, noch die Ansicht vertreten, dass die Ehe zwischen Mann und Frau eine andere gesellschaftliche Bedeutung hat als andere Partnerschaften, weil nur aus der Gemeinschaft von Mann und Frau Kinder hervorgehen können und weil diese Gemeinschaft die dem Kind in seinem Heranwachsen förderlichste ist? Noch einmal: Es geht hier nicht darum, die Fragen selbst aus- oder auch nur anzudiskutieren. Es geht um die Verteidigung der Möglichkeit, den gesellschaftlichen Diskurs überhaupt zu führen – als Diskurs unter Bürgern, die einander zuhören und einander respektieren.**

Wir haben begonnen mit der Formel von den zwei Seiten einer Medaille. Das Verhältnis von Demokratie und offener Gesellschaft zueinander ist komplexer als diese Formel. **Schließungskampagnen, die bestimmte Themen im Visier haben, machen aus einer offenen Gesellschaft noch keine geschlossene. Aber sie beschädigen den demokratischen politischen Prozess. Je erfolgreicher sie sind, desto mehr geht es an die Substanz der Demokratie.**

Der Geist des erzwungenen Konformismus ist nicht der Geist der Demokratie, auch dann nicht, wenn dieser Zwang im Namen der Demokratie ausgeübt wird. Um der Demokratie willen müssen wir uns deshalb gegen jeden Versuch wehren, es seien Mehrheiten oder Minderheiten, die ihn unternehmen, „unser Denken“ – noch einmal Tocquevilles Worte – „mit einem erschreckenden Ring zu umspannen“.

BUCH „APROPOS CASANOVA“:

Phosphoreszierende Intellektualität

- VON KATHARINA TEUTSCH
- -AKTUALISIERT AM 21.05.2021-21:41



Was macht Casanova zur erquickenden Gedankenquelle? Sein verantwortungsloses Jonglieren mit den Milieus. Bild: INTERFOTO

Der ungarische Schriftsteller Miklós Szentkuthy war entflammt für Casanova, und nun zündet sein literarischer Ideenkarneval endlich auch auf Deutsch. Katharina Teutsch über Szentkuthys Meisterwerk.

Wenn Rezensenten nicht wissen, wo sie anfangen sollen, fangen sie am Anfang an: „Der Heilige Alfonso starb im Alter von einundneunzig Jahren, doch hatte man ihm, dem Verfasser unzähliger Bücher und Briefe, das Schreiben bereits im Alter von dreiundachtzig verboten, aus gesundheitlichen Gründen. Das Formulieren ging ihm leicht von der Hand, doch korrigierte er nichts, gar nichts, Gedanke und Gefühl rieselten nur so aus ihm heraus, mal in einfachem Stil, mal in barockem, wie unaufhörlicher Schnee, doch hinter seiner Stilsicherheit wüteten Leidenschaft, Kummer und Freude in Bezug auf das Schicksal Gottes, die Seele sowie den ursprünglichen Körper des Menschen, das Ziel oder die inakzeptable Ziellosigkeit der Geschichte.“

Scholastik, freudianische Erkenntnisse, Marx'sche Beobachtungen, existenzialistische Verzweiflung zerrissen beinahe seinen Körper und seine Seele wie die gefiederte Schicksalsbestie die Leber des Prometheus, er war voller fußzappelnder Ungeduld und schwindelerregender Angst, es könnte zu spät sein – für die Niederschrift seiner Erinnerungen, seines Gottesporträts, seiner Geschichtsbeschauung, des Summa summarum seiner Natur- und Seelenforschung. Und gerade als diese ihm so lieben Themen in einem wechselhaften Verhältnis von Fragen und Antworten in ihm eine endgültige Reife erreichten, verbot man ihm das Schreiben.“

Das schrieb der ungarische Gymnasiallehrer Miklós Szentkuthy im Alter von einunddreißig Jahren auf die erste Seite seines großangelegten Kommentars zu den Lebenserinnerungen des Giacomo Casanova, dem er die Vita des erotomanen Heiligen Alfonso Maria de' Liguori voranstellte, was alles zusammengenommen dann den Auftakt eines Schreibprojekts namens „Das Brevier des Heiligen Orpheus“ bildete. Danach verbot man Szentkuthy erst mal das Schreiben.

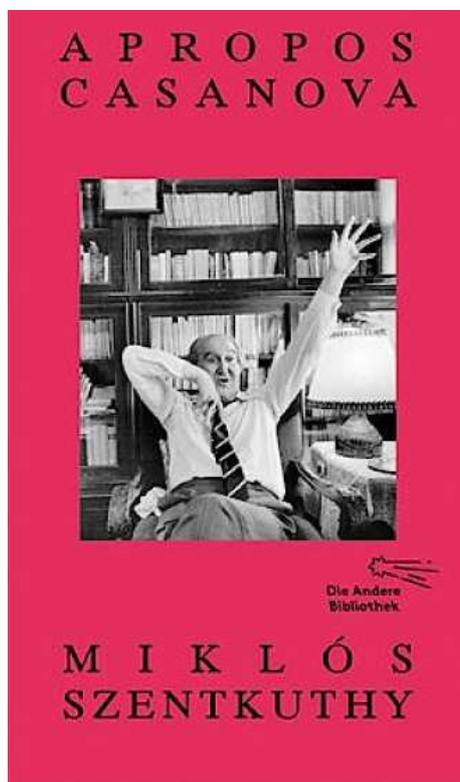
„Apropos Casanovas“ Weg nach Deutschland

Die 1939 erschienene Melange aus Liebesessayistik, Epochenporträt, Ideenkarneval und Theologie-Satire galt dem präfaschistischen Horthy-Regime als freche Blasphemie. Im kommunistischen Ungarn galt Szentkuthy später dann lange als „klassenfremdes Element“. Und so konnte „Apropos Casanova“ erst in den siebziger Jahren ohne zensorisches Gezeter verlegt werden. Wiederum fast vierzig Jahre danach ist das Buch

erstmals auf Deutsch zu lesen: in einer kongenialen Übersetzung von Timea Tankó. Kongenial, weil der Text, bestehend aus einer „Vita“ und einer „Lectio“ (nach dem Vorbild des Bibelkommentars), von phosphoreszierender Intellektualität ist.

Jeder Satz darin hat eine solch vorwärtsdrängende Dynamik, dass man ihm nur japsend hinterherschreiben kann. Es ist unmöglich, mit dem Geist dieses Buchs Schritt zu halten. Unmöglich aufzuzählen, wovon „Apropos Casanova“ im Ganzen handelt. Alles, was man über dieses Buch sagen kann, muss notwendig Fragment und Zufall bleiben.

Zufällig ist Szentkuthys Interesse an der Casanova-Figur natürlich keineswegs. Was macht den Venezianer für den Ungarn aber zu einer solch erquickenden Gedankenquelle? Das Eindrucksvollste an Casanova, schreibt Szentkuthy hierzu, sei die absolute Sicherheit, mit der er die wesentlichen Charakteristika der Liebe erfasst habe. Ihre Daseinsgrundlage sei nämlich „das Weiterziehen“. Und zwar „aus einem Palazzo in den nächsten, aus einem Bordell ins nächste, aus dem Seminar ins Gefängnis, aus der Kajüte in den Harem, aus dem Park ins Dienstmädchenzimmer, vom Papst in die venezianische Nacht – das verantwortungslose Jonglieren mit den Milieus als Wesen der Liebe“.



1939 erschienen: Nach über 70 Jahren ist „Apropos Casanova“ auch auf deutsch erhältlich. :Bild: Szentkuthy/Die Andere Bibliothek

Jeder Liebesbegriff braucht sein kulturelles Milieu. Ganz klar für Szentkuthy, dass der Katholizismus den idealen Nährboden für Casanovas Liebes-Rite-de-passage bildet: „Der Protestantismus kennt den Büberwahn des einsamen Eremitendaseins nicht, auch nicht das großspurige Purpur der römischen Simonie – folglich kennt er auch Casanova nicht“, behauptet Szentkuthy. Doch als man schon denkt, diese These sei so neu nicht, liefert ihr Verfasser die schönste Verfeinerung: „Die Psychologie, die es in diesem Werk gibt (und die gibt es), entspringt der Seelenkunde des Beichtens und kehrt, allem Zynismus zum Trotz, auch zu dieser zurück. Die These ist also: Ein Protestant kann nicht verliebt sein. Ein echter Katholik natürlich auch nicht – nur dieser zwischen Heuchelei und Aberglaube lavierende, pendelnde Peripheriekatholik der Gegenreformation.“

Das ist also der Preis der Zivilisation: „Unklare, verschwommene Verhältnisse.“ Und jeder, der von sich in Klarheit denkt, der also „entweder Priester oder Abenteurer oder Liebhaber“ zu sein behauptet, macht sich zur Witzfigur. Anders Casanova. „Genau das ist ja das Großartige: diese uneingeschränkte Akzeptanz, diese mutige und siegreiche Bejahung der zivilisationsimmanenten Widersprüche. Das, woran andere romantisch zugrunde gehen, in die größte Freude zu verwandeln. Andere Jugendliche leiden in einer solchen Lage, comme il faut, an Neurasthenie und werden Schriftsteller. Casanova hingegen schöpft genau aus dieser Verlogenheit der Zivilisation seine Gesundheit, macht sie zum Sport. In Kunst wurde die Lüge schon oft verwandelt, Casanova verwandelt sie endlich in Lebenslust.“

Das ist die Dialektik der Aufklärung mal von hinten aufgezümt. Hinter der Fassade bürgerlicher Moral lauert nicht (nur) der Abgrund, sondern (auch) die Einladung zum freien Spiel! Eine Montessori-Schule für Lebenskunstklosterschüler. Denn auch die Religion kriegt durch Casanova neues Profil. „Ja, es ist Gottes Wille, denken wir, dass nicht Johannes der Täufer die Predigt hält, mit Rauschebart in der Wüste, sondern ein verliebter venezianischer Schwindler, mit Perücke und ohne wahren Glauben: Das macht die gesamte Religion vertrauter, menschlicher, echter.“

Casanova: Der erfrischend andere Zeitgenosse

Und so wird einem der ohnehin schon sympathische Casanova, der mit Päpsten, Prinzessinnen und Prostituierten gleichermaßen passioniert parlierte, immer sympathischer. Ist Casanova damit ein typischer Bewohner des Dixhuitième? Als jemand, der sich auf das gesellschaftliche Spiel mit vielen Registerwechseln verstand, vermutlich schon. Selbstverständlich nicht als Durchschnittsbürger, sondern als einer, der seinen Lebensstil den zeittypischen Widersprüchen anpassen konnte – und zwar als Virtuose der schnöden Wirklichkeit.

Die Wirklichkeit des achtzehnten Jahrhunderts, heißt es bei Szentkuthy, sei die „Wirklichkeit der Maske“ gewesen. Und hinter der Maske lauert bekanntlich das Nichts. Damit steht das Tragödienpotential des buntscheckigen Maskenballs fest, den Casanova Nacht für Nacht mit Hingabe besucht. Einer ganz bestimmten Wahrheit verlieh er damit Stil, meint Szentkuthy. „Und einem ganz bestimmten Lebensstil verhalf er ein für alle Mal zu intellektuellem Hintergrund.“ Ein Gedanke, der in „Apropos Casanova“ in viele Nebengedanken aufgefächert wird. Jeder Satz darin beglückend, witzig, weise, wahr.

Vermutlich war Szentkuthy wie sein Vorbild ein Connaisseur des anderen Geschlechts. Und Casanovas Verführungskunst war wohl nicht von verpuppter Misogynie getrieben, wie der handelsübliche Musenkult der Neuzeit, sondern von Wertschätzung. „Was wird wohl die letzte an das Fräulein gerichtete Aufforderung sein, bevor er mit ihr ins Hotelbett steigt?“, fragt Szentkuthy einmal in einem Quellenkommentar zum Bettgeflüster. „Denken Sie!“, wird er gesagt haben. Und Szentkuthy weiß: „Mit diesem kurzen Satz hat er ihr das stärkste Aphrodisiakum verabreicht.“

La maire de Chicago refuse d'être interviewée par des journalistes blancs:

«Les États-Unis, victimes d'une névrose ségrégationniste»

FIGAROVOX/ENTRETIEN - Lori Lightfoot, édile de la troisième ville des États-Unis, n'autorise que les journalistes noirs et métis à l'interroger. Sous prétexte de lutter contre les discriminations, la maire de Chicago oppose les «races» et les communautés, déplore l'écrivain Rachel Khan.

Par [Aziliz Le Corre](#)

Publié hier à 19:05, mis à jour hier à 23:46



Rachel Khan. *Léa Crespi pour le Figaro Magazine*

Rachel Khan est juriste, scénariste, actrice et écrivain. Dans son dernier essai, Racée (L'Observatoire), elle se moque des nouvelles idéologies «décoloniales» et «intersectionnelles» qui, sous prétexte d'antiracisme, ne font, selon elle, qu'alimenter les ressentiments.

FIGAROVOX. - La maire de Chicago, Lori Lightfoot, a annoncé qu'elle n'accordera des interviews qu'aux journalistes noirs ou métis. Que vous inspire cette déclaration ?

Rachel KHAN. - Cette déclaration de la maire de Chicago n'advient pas comme ça d'un coup comme un cheveu sur la soupe. C'est la logique du dogme raciste poussé à l'extrême, par certaines associations comme celle de Fara Khan. Depuis plus d'une trentaine d'années et c'est ce que j'évoque dans mon livre Racée, certaines personnalités afro-américaines ont pris ce genre de positions radicales. Le caractère inédit cette fois c'est que cette déclaration vient d'une élue, d'une ville très symbolique qu'est Chicago. Cela signifie aussi que les États-Unis, sont tellement imbibés par les *wokes* et le communautarisme qu'ils sont désormais prêts à recevoir ce genre de propos qui divisent encore un peu plus leur société. À partir du moment où la «race» est un critère de sélection quel que soit le sujet, il n'y a pas d'autre mot que de qualifier de raciste cette parole. Cette dernière rejoue clairement une névrose ségrégationniste.

Quel est le but de refuser les interviews aux Blancs ? En sous texte cela veut dire qu'il n'y aurait que les «minorités » qui pourraient comprendre la maire ou lui poser les bonnes questions. C'est terrifiant dans ce que cela raconte. Cela veut dire que le Blanc offense, de fait et que seuls «les concernés» seraient réellement capables. La compétence première pour ce métier reviendrait ainsi à la couleur de peau.

La repentance, la culpabilisation, la bien pensance mal placée a produit des « idiots utiles » extrêmement dangereux.

Rachel Khan

Les journalistes blancs, qui ont soutenu le mouvement Black Lives Matter, vont-ils accepter cette censure ?

Il est probable qu'ils l'acceptent.

La repentance, la culpabilisation, la bien pensance mal placée a produit des «idiots utiles» extrêmement dangereux.

Nous en sommes loin en Europe mais j'ai quand même reçu, suite à la sortie de *Racée*, des injonctions de ce type de journalistes (hommes blancs) qui m'ont expliqué que j'étais traître à la cause. Ce qui est totalement incohérent par rapport à ce qu'ils défendent, quand il s'agit de la liberté d'expression des Noirs.

Alors, oui je pense que certains seront capables de se dire «*c'est de bonne guerre, vous avez raison de vous venger, après tout ce que l'on a fait*». Mais des questions demeurent : Où se trouve la réparation de l'histoire dans cela ? ; quel est le but ? ; comment en sortir de cette «race» qui déchire depuis des siècles ?

Selon vous, assiste-t-on à l'émergence d'un nouveau totalitarisme ?

C'est vrai que cela ressemble aux pires périodes de l'histoire.

Ce que l'on voit émerger surtout c'est une fissure de plus en plus grande, non pas entre les classes mais entre les races. Dire que l'on refuse un journaliste parce qu'il est Blanc c'est ouvrir une nouvelle page de l'histoire où la lutte contre les discriminations, validée par une élue, se résume au rejet de l'autre, à la vengeance et à l'humiliation. C'est extrêmement violent.

C'est parce que nous sommes libres et égaux que nous sommes tous concernés contre toutes les discriminations, toutes les injustices et c'est par ce combat en commun que nous déployons nos humanités.

Rachel Khan

Par ailleurs, dans ce monde ultra-médiatisé qu'est-ce que cela signifie ? Que nous allons avoir des médias de Noirs et des médias de Blancs, chacun parlera de sujets qui sont censés intéresser la communauté pour laquelle ils sont mis sur le marché. Il s'agit très précisément d'une logique séparatiste totalement contraire à nos principes fondamentaux et à l'universalisme. C'est l'universalisme qui est attaqué par ces courants intolérants et totalitaires. En effet, c'est parce que nous sommes libres et égaux que nous sommes tous concernés contre toutes les discriminations, toutes les injustices et c'est par ce combat en commun que nous déployons nos humanités.

Qu'un pays aussi développé puisse produire ce genre de pensée arriérée est irréel.

La crainte qui traverse tous les esprits c'est lorsque les *white supremacy* vont faire de même et ainsi de suite... Je ne comprends pas l'histoire qu'est en train de s'écrire les États-Unis après tout ce qu'ils ont vécu d'horreurs, j'espère juste que nous ne serons pas colonisés par cet impérialisme raciste.

DER ANDERE BLICK

Der Nahe Osten ist die gewalttätigste Region der Welt. Hier gelten die Gesetze des Dschungels

Im Heiligen Land schweigen jetzt die Waffen. Doch es geht nicht nur um Israel und die Hamas. Die ganze Region ist in Aufruhr. Wer wie die deutsche Regierung nach Frieden ruft, muss Druck auf alle Beteiligten ausüben – dazu zählt auch Iran.

Eric Gujer Chefredakteur der NZZ

129 Kommentare 21.05.2021, 05.30 Uhr



Eine Familie in der israelischen Stadt Petah Tikva kehrt zu ihrem durch Raketen zerstörten Haus zurück.

Alle haben ein Ende des Blutvergiessens gefordert: Washington, Brüssel, die Uno ohnehin, und der deutsche Aussenminister Maas legte gleich einen ganzen Friedensplan für Israel und Palästina vor. Unter einem Gesamtkonzept geht in Deutschland eben gar nichts.

Allen diesen Forderungen ist eine Fehleinschätzung gemeinsam. Die Hamas hat den Krieg nicht aus Mordlust begonnen, Israel schoss nicht aus Rachsucht zurück. Hier liegt kein Fall von alttestamentarischem «Auge um Auge, Zahn um Zahn» vor. Es ist mehr ein blutiges Schachspiel. Beide Seiten hatten ihre Kriegsziele und kämpften so lange, bis diese erfüllt waren. Dann vermittelte Ägypten wie immer im Geheimen einen Waffenstillstand.

Diejenigen, die am lautesten einen Friedensschluss verlangten, hatten [damit am wenigsten zu tun](#). Dennoch ging es in diesem Krieg auch um Washington, um Berlin, London und Paris – und ein bisschen auch um Gelsenkirchen. Doch davon später.

Zwei militarisierte Pseudostaaten bedrohen Israel

Vor allem die Europäer betrachten ratlos die Raketeneinschläge in Tel Aviv und den Bombenhagel auf den Gazastreifen. Auf ihrem Kontinent werden Konflikte seit bald achtzig Jahren mit friedlichen Mitteln

ausgetragen; Ausnahmen wie die Balkankriege und der russisch-ukrainische Konflikt bestätigen die Regel. **Im Nahen Osten gelten hingegen die Gesetze des Dschungels.**

Hier ist der Krieg noch die Fortsetzung der Politik mit anderen Mitteln. Trotzdem geraten Kampfhandlungen nur selten gänzlich ausser Kontrolle. Alle Beteiligten wissen, welche roten Linien sie besser nicht überschreiten. Selbst Trump hielt sich beim Raketen-Duell mit Iran daran. Nur Bürgerkriege wie in Jemen oder Syrien gehorchen einer anderen Logik, der von Hass und blindwütiger Vergeltung.

Die Regierung in Jerusalem befindet sich in einem Dilemma. Zwar bedeutet die Hamas für Israel keine tödliche Bedrohung. Selbst Tausende von abgefeuerten Projektilen stellen die Existenz des Landes nicht infrage. **Zugleich sind an seinen Grenzen zwei militarisierte Pseudostaaten herangewachsen, die vom und für den Krieg leben.**

Dem jüdischen Athen steht ein doppeltes arabisches Sparta gegenüber. Im Norden bildet der **Hizbullah** in Libanon einen Staat im Staat und bedroht Israel inzwischen auch von Syrien aus. Im Süden herrscht die **Hamas** über den Gazastreifen. Der ist eine Mischung aus Armenhaus, Freiluftgefängnis und Heerlager und **kollabiert nur deshalb nicht, weil ausländische Geldgeber das islamistische Regime stabilisieren.** Zu den Sponsoren zählt auch die Uno, die zwar nach Frieden ruft, aber gleichzeitig den bizarren Status quo verlängert.

Die Zeit arbeitet gegen Israel

Weder Hizbullah noch Hamas sind einfach Milizen oder Terrororganisation, sondern sie unterhalten faktisch reguläre Truppen. Sie kämpfen mit Raketen, Drohnen und Panzerabwehrwaffen und nicht nur mit Kalaschnikows. **Beide benötigen ein Feindbild, um ihre Militärausgaben und die Vernachlässigung der unter ihrer Herrschaft lebenden Zivilisten zu rechtfertigen.**

Israel hat sich bereits 2006 in Libanon eine blutige Nase geholt. Seine haushoch überlegenen Streitkräfte wurden nur knapp mit dem Hizbullah fertig, der geschickt Guerillataktik und konventionelle Kriegsführung verband. Deshalb scheuen sich Israels Generäle, mit Bodentruppen in das Häusergewirr des Gazastreifens einzudringen. Den wertvollsten Aktivposten der Hamas können sie so nicht ausschalten: die in Tunneln versteckte militärische Infrastruktur.

Die israelische Luftwaffe attackierte zivil-militärische Ziele, etwa in Wohnhäusern gelegene Tunneleingänge oder Büros der Islamisten, um diese zu schwächen und sich selbst ein paar Jahre Ruhe zu kaufen – bis zum nächsten Waffengang.

Die Zeit arbeitet allerdings gegen Israel. Die Raketen werden präziser, und sie reichen immer weiter. **Bald wird die Hamas auch über Marschflugkörper und Kampfdrohnen verfügen.** Dann dürfte die offiziell bei 90 Prozent liegende, tatsächlich aber geringere Abschussquote der israelischen Flugabwehr sinken. **Die Flugzeugangriffe dienen daher auch der Abschreckung:** Wir können euch nicht vernichten, aber jederzeit in die Steinzeit bomben. Auch deshalb wartete Israel damit zu, bis es die Kampfhandlungen einzustellen konnte.

Die **Hamas** hat im Gegenzug die Konfrontation nie zu weit getrieben, auch nicht im Jahr 2014, als die Feindseligkeiten fünfzig Tage andauerten. Ihr Ziel erreicht sie auch so. **Sie demonstriert, dass es ohne sie keine Klärung des Konflikts gibt. Das aber kann lange dauern, denn in einem befriedeten und demokratischen Palästina hätte weder das autoritäre Hamas-Regime eine Existenzberechtigung noch die unpopuläre Fatah.** Diese weiss schon, warum sie im Westjordanland **keine Wahlen zulässt.** Auch

deshalb ist **die von manchen kultisch verehrte Zweistaatenlösung hinfällig**, nicht nur wegen der **Kompromisslosigkeit Israels**.

Die Europäer sollten die Atomgespräche mit Iran abbrechen

Weshalb kann sich der bettelarme Gazastreifen eine so grosse Armee leisten? Die Hamas und der Islamische Jihad haben in den letzten Tagen 3000 Missile auf Israel abgefeuert. Deren Produktion erfordert beträchtliche Ressourcen. **Hier kommt Iran ins Spiel, das den Hizbullah steuert und der Hamas mit Raketentechnologie und Geld hilft. Teheran hat sich ein Netz von Verbündeten geschaffen**, auch im Irak, in Syrien und Jemen, **weil es nach regionaler Hegemonie strebt**.

Die iranischen Schiiten bekämpfen den sunnitischen Machtblock unter saudischer und ägyptischer Führung. Dessen gar nicht mehr so stiller Partner ist Israel. Seit es diplomatische Beziehungen zu den Golf-Emiraten aufnahm und Saudiarabien dazu seinen Segen gab, machen die Beteiligten aus der Allianz kein Geheimnis mehr. **Verlierer der neuen Konstellation sind Palästinenser und Iraner**, was beide nur dazu anstachelt, ihren Einsatz im nahöstlichen Monopoly zu erhöhen.

Daher sollten Paris, London oder Berlin Druck auf Iran ausüben und die Wiener Gespräche über eine Neuauflage des Atomabkommens abbrechen. Um die Sanktionen abzuschütteln, braucht Iran den Vertrag, den Obama vor sechs Jahren abschloss und Trump dann kündigte.

Mit ihren Vorverhandlungen bauen die Europäer Präsident Biden eine Brücke. Dieser sucht einen Vorwand, um dort anzuknüpfen, wo Obama aufhörte. Doch das Abkommen ist obsolet. Im Jahr 2015 war es den Versuch wert, Iran international aufzuwerten, obwohl Teheran nur unverbindlich auf sein Atomprogramm verzichtete. Heute überwiegen klar die Risiken.

In Teheran haben wieder die Hardliner das Sagen. Zudem hat sich **die Rivalität zwischen Saudiarabien und Iran so verhärtet**, dass alle auswärtigen Mächte dies in ihr Kalkül einbeziehen müssen. Trump förderte die Entwicklung nach Kräften. Sein Nachfolger laviert, weil er eine rückwärtsgewandte Politik verfolgt. Er agiert mit Rezepten, die aktuell waren, als er Obama als Vizepräsident diente.

Zudem nimmt Biden Rücksicht auf den erstarkten linken Flügel seiner Partei, den die rücksichtslose israelische Siedlungspolitik mehr beunruhigt als die geopolitische Lage. Dass Iran unterdessen ein Zweckbündnis mit Russland und China einging, dass also im Nahen Osten eine antiwestliche Achse im Entstehen begriffen ist, bekümmert die Demokraten offenkundig wenig.

Arabischer Antisemitismus in Deutschland

Deutschland hingegen steht bei Israel im Wort. Immerhin hat Bundeskanzlerin Angela Merkel vor der Knesset erklärt, das Wohlergehen des Landes sei Teil der deutschen Staatsräson. War dieses Bekenntnis ein Muster ohne Wert? Die Bundesregierung sollte Teheran daran erinnern, dass sich eine aggressive Regionalpolitik nicht mit einem Atomabkommen vereinbaren lässt, von dem Iran ungleich mehr profitieren würde als seine Vertragspartner. Das wäre ein klares Signal, dass gerade Deutschland in diesem Konflikt nicht neutral bleiben kann.

Diese Sprache verstünde wohl auch die Hamas. In den letzten Tagen fanden in europäischen Städten antiisraelische, oft hemmungslos antisemitische Demonstrationen statt. **In Gelsenkirchen zog ein Mob zu der Synagoge und skandierte «Scheissjuden». Im Zuge der jüngsten Migrationswellen sind solche Stimmen**

lauter geworden. Dabei mischen türkische und arabische Muslimbrüder mit, aus denen die Hamas hervorgegangen ist. Deren Sympathisanten dürfen nicht bestimmen, welche Formen der «Israelkritik» in Europa toleriert werden. Das erfordert den entschlossenen Rechtsstaat im Innern und eine Aussenpolitik, die Prioritäten zu setzen versteht.



Bewohner von Petah Tikva, Israel, schauen aus dem Fenster ihres beschädigten Hauses. Seit Tagen feuern Anhänger der Hamas Raketen vom Gazastreifen aus Richtung Israel. (20. Mai 2021)

Le Figaro, no. 23867

Le Figaro, lundi 17 mai 2021 967 mots, p. 2

Politique

En Europe, l'effacement sans fin des gauches de gouvernement

Avec seulement six représentants parmi les Vingt-Sept, la social-démocratie est partout en déclin.

Rovan, Anne

LES GAUCHES de gouvernement n'en finissent pas de s'effacer en Europe. Parmi les Vingt-Sept, six dirigeants seulement sont étiquetés sociaux-démocrates : l'Espagnol Pedro Sanchez, le Portugais Antonio Costa, la Finlandaise Sanna Marin, la Danoise Mette Frederiksen, le Suédois Stefan Löfven ainsi que le Maltais Robert Abela. En 2002, ils étaient treize, alors que l'UE ne comptait que quinze États membres.

Les élargissements successifs de l'Union n'ont fait qu'amplifier la tendance. À l'Est, les sombres souvenirs du communisme jouent comme un repoussoir, sauf exception. Pour Dominique Reynié, directeur général de la Fondapol, la social-démocratie n'a pas fini de trinquer, coincée entre une gauche radicale qui conserve, bon an mal an, un socle solide et des écologistes en plein essor. « *L'affaiblissement de la social-démocratie ne va pas s'arrêter* », affirme-t-il.

Les dégringolades de certains partis sont d'ores et déjà spectaculaires. En Grèce, le Pasok a chuté de 44 % à moins de 10 % des voix entre 2009 et 2019. La crise de la dette a rebattu les cartes, au profit de Syriza puis de la droite, désormais au pouvoir. En France, le PS qui détenait tous les pouvoirs en 2012 - y compris le Sénat - est devenu marginal. En Allemagne, les Verts sont en bonne place pour remporter les élections de septembre, devant une CDU-CSU usée par plus de quinze ans aux affaires et un SPD affaibli par des années de cogestion.

La troisième voie

Vaille que vaille, quelques partis résistent. Notamment en Belgique, où le PS francophone reste en tête dans la moitié sud du pays. « *Nous subissons les mêmes tendances que celles observées en Europe, mais dans une moindre mesure. Pour le moment, nous n'avons pas de droite populiste et ou de droite populaire* », analyse Paul Magnette, le président du Parti, un temps pressenti pour diriger le gouvernement fédéral belge, avant que le libéral néerlandophone Alexander De Croo s'impose.

Effondrement du communisme, vieillissement de la population et épuisement du modèle de l'État-providence, erreurs stratégiques des partis, impréparation face aux mutations à venir... Les raisons du déclin sont profondes. Le tournant opéré au début des années 1990 par une gauche européenne désireuse d'emprunter une troisième voie - libérale et réformatrice - portée par Gerhard Schröder, Tony Blair et Bill Clinton, a pesé très lourd dans le décrochage d'une partie des électors populaires. « *Quand la gauche s'est retrouvée face aux mutations profondes du capitalisme, c'était soit la résignation - elle anticipait un rapport de force défavorable - soit la capitulation* », résume l'eurodéputé Emmanuel Maurel, qui a claqué la porte du PS en 2018 pour siéger dans les rangs de la Gauche unitaire européenne (GUE). Avec du recul, Paul Magnette, toujours maire de Charleroi, se félicite de ne pas avoir cédé « *aux chants de sirène de la gauche brahmane* » comme la surnomme l'économiste Thomas Piketty. « *Nous sommes un des seuls partis à avoir résisté en Europe. Nous avons gardé notre électorat populaire, composé des ouvriers, des classes moyennes inférieures et des personnes vivant dans la précarité. Nous avons aussi maintenu des liens structurés avec les syndicats.* »

Paradoxalement, alors que la gauche européenne est en très grande difficulté, beaucoup dans ses rangs veulent y croire à nouveau. Car la crise du Covid a remis au goût du jour une partie sa doctrine économique et amené nombre de dirigeants à la promouvoir. Il est désormais question du retour de la puissance publique face au marché, de réindustrialisation du continent, de libre-échange moins aveugle et plus exigeant. Le sommet social de Porto, auquel ont participé récemment les Vingt-

Sept à la demande d'Antonio Costa, a voulu lancer un message politique fort, sur le salaire minimum européen notamment. Reste à concrétiser...

Pour l'heure, c'est avant tout vers Joe Biden que se tournent les regards, alors que le président américain s'est attelé à un programme de redistribution des revenus. Scepticisme de certains Européens qui, à l'instar du secrétaire d'État aux Affaires européennes, Clément Beaune, ironisent sur la « Bidenmania » galopante. « *Biden rend crédible une politique que les dirigeants de la droite européenne conspuent depuis des années* », se réjouit ainsi Emmanuel Maurel. « *Que la gauche mondiale ou européenne cite Joe Biden comme référence est presque le signal d'une fin* », relève Dominique Reynié.

Écologie de droite

La gauche pourrait-elle tirer profit du retour en grâce de ses idées pour se remettre en selle ? Pas sûr. Car les valeurs de la droite sur d'autres sujets gagnent inexorablement du terrain chez les Européens, comme le démontre une récente enquête du Cevipof menée dans quatre grandes démocraties - France, Allemagne, Royaume-Uni et Italie. Sur des questions telles que l'immigration, l'islam, la responsabilité de l'individu dans sa réussite personnelle ou encore la liberté d'entreprise, la diffusion de ces valeurs auprès des sympathisants de gauche est manifeste. Sur l'immigration, ils sont ainsi plus nombreux à être pour la fermeture des frontières que leur ouverture ou le statu quo, à l'exception des sympathisants du Parti démocrate italien. Or, les partis de gauche n'ont toujours pas pivoté sur ces sujets tabous, à l'exception notoire des sociaux-démocrates danois qui ont entrepris un virage sur l'immigration en 2018, comme l'a fait alors l'ensemble de classe politique du pays.

Déjà débordée par la droite sur ces questions, la gauche risque de devoir faire face à une nouvelle concurrence, celle des Verts cette fois. Car, une écologie de droite commence à émerger en Europe. En Autriche, un pays certes très conservateur, les Verts ont accepté sans état d'âme de gouverner avec le chancelier Sebastian Kurz, dans une coalition dont le programme est de protéger tout autant le climat que les frontières. En Allemagne, les écologistes savent également se montrer pragmatiques, en se saisissant notamment des sujets sécuritaires. Dans la famille écologiste, les tabous ont commencé à tomber.

ANDREJ SACHAROW:

Vordenker der Andersdenkenden

- VON GERHARD GNAUCK, WARSCHAU
- -AKTUALISIERT AM 23.05.2021-08:18



Andrej Sacharow im Jahr 1977. Bild: Agentur Focus

Andrej Sacharow, Friedensnobelpreisträger und Atomphysiker, war der vielleicht wichtigste Dissident der Sowjetunion. Dieses Jahr wäre er 100 Jahre alt geworden.

Am 23. Mai 1984 zog eine Prozession von Herren und einigen Damen zu Fuß zur Bonner Beethovenhalle: Mitglieder der Bundesversammlung unterwegs zur Wahl des Bundespräsidenten Richard von Weizsäcker. Andere fuhren in dunklen Limousinen vor, ein Abgeordneter der damals noch neuen Grünen-Fraktion erschien auf einem rosa Fahrrad.

Am Ziel wartete eine kleine Schar von Demonstranten mit Flyern in den Händen – Unterstützer eines Mannes, der es vielleicht ebenso wie Weizsäcker verdient gehabt hätte, Präsident seines Landes zu werden. Doch stattdessen lebte er in Verbannung und stand gerade im Hungerstreik: der russische Friedensnobelpreisträger Andrej Sacharow.

Bonn hat damals viele Demonstrationen gesehen. Die größten zogen unter Parolen wie „Schmidt und Reagan rüsten fleißig für ein neues Neununddreißig“ gegen Atomraketen zu Felde, vor allem gegen die der NATO. Sacharow war zwar auch gegen Atomraketen, aber vor allem auch gegen die seines eigenen Landes, der Sowjetunion, und so hatten seine Unterstützer in der Atmosphäre jener Zeit Grund genug, sich als Exoten zu fühlen – umso mehr, als sie zu einer für Bonner Verhältnisse ungewöhnlichen Waffe griffen: Sie waren aus Solidarität mit Sacharow selbst in den Hungerstreik getreten. Die Menschenrechtsgruppe IGFM hatte die Aktion organisiert. Sacharow selbst wiederum hatte zu diesem letzten Mittel gegriffen, um Aufmerksamkeit auf seine Frau Jelena Bonner zu lenken; sie war, schwer krank, gerade verhaftet worden und hoffte auf Behandlung im Ausland.

Steiler Aufstieg, tiefer Sturz

Der Lebenslauf des Andrej Dmitrijewitsch Sacharow, der als Hungerstreikender mehrmals sein Leben aufs Spiel setzte, war selbst für die an dramatischen Lebensläufen so reiche Sowjetunion ausgesprochen ungewöhnlich. Erst ging es in steiler Karriere nach oben. Dann – freiwillig – nach ganz unten und in den letzten Jahren dann wieder aufwärts.

Sacharow wurde am 21. Mai 1921 in Moskau geboren. Sein Studium der Physik musste er im Zweiten Weltkrieg aufgrund der Evakuierung vor der heranrückenden Wehrmacht im Osten der Sowjetunion fortsetzen. 1947 folgte in Moskau die erste Dissertation und dann die Zuteilung zu einer geheimen Forschergruppe, welche die Sowjetunion zur Atommacht machen sollte. Bald verschwand er in den abgeschirmten Instituten des „militärisch-industriellen Komplexes“. Der Zeitzeuge Michail Woslenskij erinnerte sich später, dass man damals über ihn nur noch Gerüchte hörte – etwa die Vermutung, „dass dem genialen Atomphysiker wieder durch Geheimerlass ein Orden verliehen wurde“. 1953 wurde Sacharow mit 32 Jahren als jüngstes Mitglied in die Akademie der Wissenschaften aufgenommen. Der sichtbare Erfolg, an dem er entscheidenden Anteil hatte: Im selben Jahr zündete die Sowjetunion ihre erste Wasserstoffbombe.

Bald wurde er mit Auszeichnungen überschüttet: Lenin-Preis, Stalin-Preis, Held der Arbeit. Doch 1957 begann er, vor den atomaren Geistern, die er selbst gerufen hatte, zu warnen: Die Führung, damals unter KP-Chef Nikita Chruschtschow, möge darauf verzichten, immer neue Waffen zu erproben. Vergebens: Ein weiterer Bombentest wurde angeordnet. „Das Gefühl der Ohnmacht und des Grauens, das mich an jenem Tag erfasste, hat sich für mein ganzes Leben in mein Gedächtnis geprägt“, schrieb Sacharow später.

Unter Parteichef Leonid Breschnew wurde der Physiker zum Vordenker der Andersdenkenden. Mehr noch, das Akademiemitglied wurde zum Aktivisten an der Basis. Damals setzte er sich zum Beispiel für die Familie des Russlanddeutschen Friedrich Ruppel ein, die jahrelang um Übersiedlung nach Deutschland kämpfte. Sacharow machte ihren Fall wie viele weitere publik, und als es 1974 so weit war, begleitete er die Ausreisenden in Moskau selbst zum Bahnhof.

Noch glaubte er offenbar an die Reformierbarkeit des Systems; sonst hätte er nicht so viele Memoranden verfasst (etwa seine „Gedanken über Fortschritt, friedliche Koexistenz und geistige Freiheit“ im Jahr 1968). Im Laufe der Zeit kristallisierte sich jedoch heraus, was später zum Kern seiner Überzeugungen werden sollte: dass friedliche Politik nach außen von Freiheit und Menschenrechten im Inneren nicht zu trennen sei. Der sowjetische Einmarsch in Afghanistan 1979 bestätigte ihn. Jetzt forderte er die Außenwelt auf, als Sanktion die Olympischen Spiele 1980 in Moskau zu boykottieren – was viele Länder, unter anderem die Bundesrepublik, dann auch taten.

Lange glaubte der Bürgerrechtler an die Konvergenz der Systeme in West und Ost und hoffte auf Abrüstung. Er warnte früh vor Überbevölkerung und ökologischen Problemen. Viele seiner Aussagen lesen sich heute erstaunlich aktuell. Sein weltweiter Ruhm verschaffte ihm Gehör, und als er 1975 den Friedensnobelpreis erhielt, hofften manche seiner Zeitgenossen, Moskau könne einen so berühmten Mann nicht einfach hinter Gitter bringen.

Das Imperium schlug zurück

Hinter Gitter nicht – das Imperium schlug anders zurück. Sacharow wurde 1980 auf der Straße festgenommen und in die für Ausländer gesperrte Stadt Gorkij (heute Nischnij Nowgorod) verbannt. Seine Orden wurden ihm aberkannt. Schon kurz nach der Ankunft in Gorkij drangen „zwei Männer, die vorgaben, betrunkene Arbeiter zu sein, in meine Wohnung ein und zogen eine Makarow-Pistole, obwohl gewöhnliche Sowjetbürger solche Waffen nicht tragen dürfen“, schilderte der Verbannte. „Sie drohten, ein ‚Afghanistan‘ aus der Wohnung zu machen.“ Sacharow beklagte damals, der Geheimdienst KGB sei zu „mafiaähnlichen Methoden“ fähig. Sein Schicksal wurde nur dadurch erleichtert, dass seine Frau sich entschloss, die meiste Zeit mit ihm in Gorkij zu sein. Dort lebten die beiden bis 1986 in fast völliger Isolation, rundum überwacht und ohne Telefon. Nur in einer Hinsicht hatten seine vielen Hungerstreiks offenbar Erfolg: Bonner durfte 1985 zu einer Herzoperation in die USA reisen.

Und dann kam der neue Herrscher: Michail Gorbatschow. Ein Anruf, und der „Vater der Wasserstoffbombe“ war ein freier Mann und durfte nach Moskau zurückkehren. Drei Jahre vergingen, und Sacharow wurde in der ersten teilweise freien Wahl der Sowjetunion Abgeordneter. Unvergesslich die Szene, wie er im Frühjahr 1989 als Redner dem neuen Parlament vorwirft, es habe den Reformier Gorbatschow mit zu viel Macht ausgestattet. Sacharows Argument: Er habe „größte Hochachtung“ vor Gorbatschow (der als Moderator der Debatte hinter ihm thronte). Aber Person und Verfahren seien zu trennen. „Und was ist, wenn es einmal ein anderer sein wird?“

Dieser andere regiert heute: Wladimir Putin. Eine für dieses Wochenende geplante Fotoausstellung des Moskauer Sacharow-Zentrums über seinen Namensgeber wurde gerade verboten.

Sacharow starb 1989, und seit 1990 trägt eine Moskauer Straße seinen Namen: Sacharow-Prospekt. Dort fanden in der Putin-Ära große Demonstrationen gegen Wahlfälschungen statt. Unter den Rednern: Alexej Nawalnyj, zunächst einer unter vielen. Doch seit dem Giftanschlag auf ihn und seiner Inhaftierung ist Nawalnyj an die Stelle des einstigen Verbannten getreten - als bekanntester Regimegegner Russlands.

193,139

<https://www.lefigaro.fr/politique/eric-zemmour-derriere-l-inquietude-demographique-le-spectre-de-l-immigration-incontrolee-20210521>

Le Figaro (site web)

vendredi 21 mai 2021 - 06:01 UTC +02:00 600 mots

Vox ; Vox Société

Eric Zemmour:

«Derrière l'inquiétude démographique, le spectre de l'immigration incontrôlée»

Zemmour, Eric

CHRONIQUE - François Bayrou a abordé la question taboue: la démographie. Selon l'Insee, 44 % de l'accroissement naturel du pays en 2017 provient de l'immigration.

Il a osé. François Bayrou a abordé la question taboue par excellence, que les esprits progressistes ne prennent qu'avec des pincettes, de peur de passer pour réactionnaire, ou catholique intégriste, voire complotiste: la démographie. Le haut-commissaire au Plan a osé évoquer ce sujet majeur même s'il a tempéré son audace en plaçant l'immigration à égalité avec la relance de la natalité comme solution.

Cette question démographique fut au cœur des obsessions des élites françaises entre 1870 et 1940. Les Français ne faisaient plus guère d'enfants, les cercueils étaient souvent plus nombreux que les berceaux, tandis que «l'ennemi héréditaire» allemand s'avérait prolifique en diable. Et puis le baby-boom de l'après-guerre, et la politique nataliste suivie par tous les gouvernements, de droite comme de gauche, avaient renvoyé cette grande affaire dans les placards de l'Histoire. Elle en ressort aujourd'hui et risque de ne plus quitter le devant de la scène.

Une immigration de peuplement

D'abord, parce que les statistiques finissent par alerter même les esprits les plus sereins. Depuis quelques années, le taux de natalité française n'est plus de deux enfants par femme qui permet la reproduction de la population. La droite accuse François Hollande d'avoir cassé la politique nataliste française en limitant les aides en fonction des revenus. La gauche prétend que les difficultés économiques sont décisives pour expliquer ce repli. Mais l'essentiel est ailleurs.

Selon l'Insee, 44 % de l'accroissement naturel du pays en 2017 provient de l'immigration. Une immigration de moins en moins européenne, de plus en plus africaine ; de moins en moins catholique, de plus en plus musulmane. Une immigration de peuplement et très peu de travail (22 % seulement des immigrés venus d'Afrique en 2019 avaient un travail en 2020), qui coûte très cher en allocations diverses. **Une immigration de plus en plus éloignée des codes culturels du peuple français, de moins en moins assimilable, et dont la jeunesse refuse le principe de l'assimilation, le confondant avec un reniement de ses racines et de son identité**, tandis que nos élites bien-pensantes, Emmanuel Macron en tête, rejettent elles aussi cette assimilation qui a pourtant permis aux vagues d'immigrés venus d'Italie, d'Espagne ou de Pologne de se fondre harmonieusement dans le creuset français.

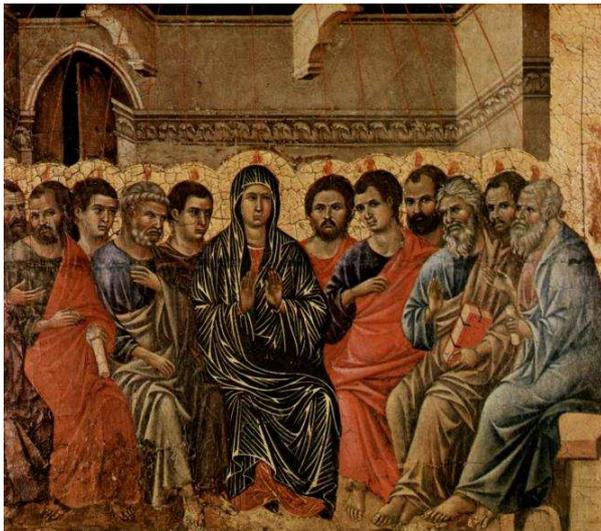
De son côté, Jean-Luc Mélenchon a choisi d'exalter cette France de 2050 qui aura «50 % de sa population métissée». Comme s'il avouait la réalité du «grand remplacement» qu'il a toujours niée, mais en l'habillant avec d'autres

mots: «*métissage*» ou «*créolisation*». Derrière cette sémantique qui sent la biguine et le punch, il y a la réalité des kebabs halal et des femmes voilées. **Une colonisation d'une partie de la France par une autre civilisation**. Les Français devront décider s'ils veulent lutter pour conserver la France telle que nous la connaissons ou subir cette France «*créolisée*», c'est-à-dire islamisée. **«La démographie, c'est le destin», disent les Américains avec raison. Les Français l'avaient oublié, ils devront s'en souvenir.**

Pourquoi la Pentecôte symbolise la naissance de l’Eglise

Célébrée cinquante jours après Pâques, la Pentecôte commémore l’effusion du Saint-Esprit sur un groupe de disciples de Jésus. La théologienne Odile Flichy revient sur cet épisode qui marque le point de départ de l’évangélisation.

Publié aujourd’hui à 07h36



La Pentecôte, par Duccio di Buoninsegna, 1308

Entretien. En grec, le terme *pentêkostê* signifie « cinquantième ». Selon la tradition chrétienne, c’est en effet cinquante jours après la Résurrection de Jésus que ses disciples, réunis pour la fête juive de Chavout, reçoivent « *la force du Saint-Esprit* ».

Cet épisode fondateur, qui marque le début de l’Eglise, est relaté dans les Actes des apôtres. Ce livre du Nouveau Testament met en scène l’universalisation du message de Jésus, depuis les premières persécutions de Jérusalem jusqu’à l’évangélisation de Rome, comme l’explique ici la théologienne Odile Flichy.

Que sait-on du contexte d’écriture des Actes des apôtres ?

Odile Flichy. L’hypothèse qui tend actuellement à s’imposer est celle d’un seul auteur, Luc, d’un ouvrage en deux volumes : son Evangile et les Actes des apôtres, composés à la fin du I^{er} siècle. La possibilité de deux auteurs différents ou celle d’un ouvrage unique divisé en deux ne sont plus défendues aujourd’hui.

Luc peut donc être considéré comme le premier historien du christianisme, ce qu’il revendique d’ailleurs lui-même au début de son Evangile. Il fait d’abord l’histoire de l’œuvre de Jésus puis, avec les Actes, raconte comment les apôtres ont poursuivi sa mission ; les événements débutent peu après la mort du Christ, vers 33 ou 34, et s’achèvent après l’arrivée de Paul à Rome vers 64. Luc aurait donc écrit une vingtaine d’années après les faits.

Le livre débute sur un moment fondateur pour la communauté : la venue de l’Esprit saint à la Pentecôte. Que signifient les « langues de feu » qui se posent sur chacun des apôtres ?

L’événement est annoncé dès l’ascension de Jésus, que Luc raconte deux fois, à la fin de son Evangile et au début des Actes, dans une sorte de tuilage narratif. Jésus leur dit alors : « *Vous serez mes témoins.* » Le terme est capital, car pour Luc, c’est avoir été témoin de la résurrection qui définit un apôtre – à ses yeux, Paul n’en est donc pas un. Mais, on l’oublie souvent, ces douze apôtres symbolisent les peuples d’Israël et cet

événement de la Pentecôte, qui se déroule à Jérusalem, ne s'adresse qu'aux juifs. Selon la théologie de Luc et de Paul, l'annonce de la Bonne Nouvelle se fera d'abord auprès d'Israël avant d'être révélée au reste du monde.

« Les langues de feu signifient que, désormais, les apôtres pourront s'adresser à tous les peuples d'une façon qu'ils comprendront »

Luc relate les faits avec le lexique habituel de la théophanie : l'Esprit saint se manifeste par du bruit, du vent et des langues de feu. Ces dernières signifient que, désormais, les apôtres pourront s'adresser à tous les peuples d'une façon qu'ils comprendront. L'universalité est ainsi annoncée, explicite le premier discours de Pierre au moment de la Pentecôte. Comme prévenait Jésus au début des Actes : « *Vous allez recevoir une force quand le Saint-Esprit viendra sur vous ; vous serez alors mes témoins à Jérusalem, dans toute la Judée et la Samarie, et jusqu'aux extrémités de la terre* » (Act. 1, 8). Tout l'itinéraire suivi dans les Actes, de Jérusalem à Rome, montre cette ouverture progressive sur l'universel.

Comment le livre progresse-t-il d'une Pentecôte uniquement juive à une évangélisation universelle ?

Les Actes contiennent une série d'événements-clés. La Pentecôte au chapitre 2 ne concerne qu'Israël, mais la mort d'Etienne [*premier diacre et premier martyr de l'Eglise, NDLR*] au chapitre 6 oblige les membres hellénistes, c'est-à-dire les juifs de langue grecque de la communauté, à quitter Jérusalem. Commence alors l'évangélisation de la Samarie par Philippe, selon le programme annoncé par Jésus. Juste après (chapitre 9), Paul se convertit à la suite du célèbre épisode du chemin de Damas. Cela annonce la prédication au monde non juif, mais celui qui est encore appelé Saul est juif... Comment va-t-il faire ?

Le chapitre 10, qui s'intercale entre cette conversion et la prédication de Paul, donne la réponse. Rencontrant Corneille, Pierre lui dit : « *Vous savez qu'il est défendu à un Juif de se lier avec un étranger ou d'entrer chez lui ; mais Dieu m'a appris à ne regarder aucun homme comme souillé et impur.* » (10, 28) Ce verset est capital, car Pierre indique au lecteur que c'est Dieu lui-même qui a donné la loi et que l'évangélisation hors du monde juif fait partie de son plan. Les Actes disent ainsi aux juifs que Dieu ne les a pas abandonnés et que l'élection n'est pas remise en cause, et aux païens que le message les concerne aussi car le salut est pour tous.

Quelles sont les ressources des premiers chrétiens pour leur prédication ?

Luc les résume dans les trois « sommaires » des Actes, des bilans qui viennent ponctuer le récit. Le premier, qui évoque la vie communautaire (Act. 2, 42-47), souligne le témoignage de foi qu'elle constitue et l'accroissement des fidèles qu'elle entraîne. Les deux sommaires suivants (Act. 4, 32-35 et 5, 12-16) confirment, en en donnant une description plus précise, le caractère concret de ce témoignage évangélique sous trois aspects : mise en commun des biens, signes et prodiges, succès auprès du peuple. Ces sommaires insistent sur le parallélisme entre la mission de Jésus et celle des apôtres. De nombreux épisodes des Actes sont d'ailleurs construits en symétrie avec des passages de l'Évangile.

Investis de la puissance de l'Esprit saint, les apôtres proclament la résurrection du Christ et agissent à l'image de leur maître, selon la mission qu'il leur a confiée en guérissant les malades et en chassant les esprits impurs. Luc prend soin de distinguer les missionnaires chrétiens des nombreux thaumaturges [*sorciers, magiciens, NDLR*] de l'époque en accompagnant toujours ces prodiges par la parole. Quand Philippe arrive en Samarie, un dénommé Simon y fait déjà de la magie en se l'attribuant ; Philippe réalise les mêmes prodiges, mais explique qu'ils appartiennent à Jésus, marquant ainsi une singularité de la parole chrétienne, qui évite la confusion entre ce qui est donné par l'Esprit saint et le reste.

Comment convainquent-ils des publics aussi différents que les juifs et les païens ?

Luc attribue à Paul la capacité de s'adresser à toutes les cultures avec des mots qu'elles peuvent comprendre. Dans tous ses voyages missionnaires, Paul se rend d'abord à la synagogue avant d'aller parler aux non-juifs. Lui-même ne se convertit d'ailleurs pas, puisque le Christ est le Messie promis à Israël. Quand il s'adresse

aux juifs d'Antioche (chapitre 13), il rappelle le lien entre l'Évangile et l'Ancien Testament, soulignant que Dieu avait promis un descendant à David et leur parlant de la notion de salut qui leur est familière. En revanche, quand il discourt devant les philosophes grecs (chapitre 17), il ne fait référence ni à la Bible ni à Jésus. Il attire leur attention sur le « dieu inconnu » de l'un de leurs autels en leur expliquant qu'il s'agit du Seigneur du ciel et de la terre qu'il vient leur annoncer.

« Les Actes disent aux juifs que Dieu ne les a pas abandonnés, et aux païens que le message les concerne aussi car le salut est pour tous »

En ce sens, je crois que les Actes des apôtres nous parlent directement car ce texte nous invite à trouver des mots qui fassent sens pour le public auquel on les destine. En cela, la figure de Paul est très actuelle, et témoigne d'un formidable rapport au monde en nous montrant que le message chrétien peut être entendu de tout le monde à condition de ne pas être enfermé dans sa petite chapelle. C'est un effort vers l'altérité.

Comment fonctionne la communauté des chrétiens dont les Actes évoquent les premiers pas ?

La vie communautaire, annoncée dans l'Évangile, est présentée de façon exemplaire, idéalisée même, dans le premier sommaire qui conclut l'épisode de la Pentecôte. Elle repose sur la prière, le partage du pain, la communauté des richesses, la communion fraternelle et la prédication. Luc veut prouver que le témoignage évangélique ne consiste pas seulement en de bonnes paroles, mais se réalise aussi en actes.

Ananie et son épouse Saphire, qui vendent leur propriété pour donner l'argent aux apôtres mais en gardent secrètement une partie, montrent pourtant que cette communauté n'est pas parfaite...

Cet épisode intervient juste après le sommaire sur la vie communautaire, et en particulier l'exemple de Barnabé qui a déposé aux pieds des apôtres l'argent du champ qu'il a vendu. C'est après ce récit idyllique qu'Ananie vient montrer, comme un contre-exemple, que la communauté n'est pas idéale. Ce premier péché au sein de l'Église est interprété par Pierre comme la présence malfaisante de Satan, qui cherche à diviser l'Église.

« Luc veut prouver que le témoignage évangélique ne consiste pas seulement en de bonnes paroles, mais se réalise aussi en actes »

L'exégète Daniel Marguerat avance une lecture intéressante du geste d'Ananie. Selon lui, l'événement fait passer les premiers chrétiens de la communauté à l'Église. La première mention du mot « Église » intervient juste après l'épisode d'Ananie, au chapitre 5. Elle n'a alors rien de commun avec l'institution qui se créera plus tard : elle désigne seulement l'assemblée de croyants. En montrant que la communauté n'était pas parfaite, Ananie la fait sortir de son idéalisation initiale. A partir de ce moment où elle devient faillible, l'Église peut exister. L'événement, raconté sur le modèle de la Genèse, contient un message analogue à celui de la [chute d'Adam et Eve](#) : le péché fait mourir.

Comment interpréter la fin abrupte du livre, au milieu d'un discours de Paul à Rome ?

Luc clôt en effet les Actes en plein discours de Paul. Par ce procédé, il ne lui coupe pas la parole et laisse donc entendre qu'il est encore en train de parler, c'est-à-dire de nous parler.

Spécialiste du Nouveau Testament, Odile Flichy enseigne à la faculté de théologie du Centre Sèvres-Paris. Elle est l'autrice de *La Figure de Paul dans les Actes des apôtres* (Cerf, 2007) et de *L'Évangile de Matthieu* (Cerf, 2016).

Published on *March 12, 2021*

The Threat to Academic Freedom: From Anecdotes to Data

written by Eric Kaufmann



Academia has become a closed system, a moral community defined by a set of sacred progressive values. The surge of no-platformings which took off in America in 2015 and hit Britain in 2018–19, or the fivefold jump in the rate of cancelling American academics which took place in 2019, present merely the tip of an iceberg of self-censorship and conformity. In this essay, I present extensive new survey data on the scale of the problem in the US, Canada, and Britain from my new report for the Center for the Study of Partisanship and Ideology entitled “Academic Freedom in Crisis: Punishment, Political Discrimination, and Self-Censorship.” This leads, at the end, into a discussion of policy solutions, where I argue that only government intervention can break the spiral of conformity gripping the contemporary university. The British government’s recent policy white paper on academic freedom, which adopted most of the recommendations of my previous co-authored report, “Academic Freedom in the UK,” is a blueprint that other jurisdictions are invited to follow. My current report represents an expansion of the UK report to encompass North America, where the situation is arguably even more pressing.

Progressive defenders of the status quo rightly point out that the total number of no-platformed academics represents little more than .01 percent of the total number of academics. They go on to claim that this proves that concern over progressive authoritarianism and low viewpoint diversity is nothing more than an opportunistic right-wing moral panic. My new report punctures this dishonest facade, exposing the pervasive structure of punishment, discrimination, and fear that underpins conformity to academia’s progressive sacred values and affects a majority of conservative academics.

Even if newsworthy incidents were the whole iceberg, there would still be cause for concern: would we so casually brush aside a few incidents of blatant anti-black or anti-Muslim exclusion? Yet something vastly more consequential lies beneath the surface. Universities are supposedly institutions dedicated to questioning received wisdom and pursuing truth. Veritas, Latin for “truth,” is Harvard’s motto, not “social justice.” Yet today, the search for truth is increasingly subordinate to a totalising creed that views tackling unequal outcomes between race, gender, and sexual identity groups as its sacred mission and conservatives—or even centrists—as moral reprobates.

I could rely on painful and outrageous anecdotes of the Bret Weinstein, Charles Murray, or Kathleen Stock variety. However, as a social scientist, I think it’s also important to cite reliable and valid survey data which can lay the “just a few anecdotes” canard to rest. The report distinguishes between two forms of coercion: punishment and discrimination. The first represents what I term “hard authoritarianism” and consists of everything from a university firing an academic to a department head warning them through to colleagues bullying them. The second prong, “soft

authoritarianism,” involves political discrimination, whether during hiring and promotion, or when refereeing a grant application or journal article.

As figure 1 below shows, the net result of punishment and discrimination is to create a climate of fear that leads political minorities like conservatives or gender-critical feminists to self-censor in research, teaching, and discussions with colleagues and students. This produces a hostile climate which repels those who hold minority beliefs from pursuing academic careers and pressures non-conformists to leave the system. The feedback arrow shows that this narrows viewpoint diversity, reducing opposition to the climate of conformity, shifting people’s sense of political reality to the cultural Left.

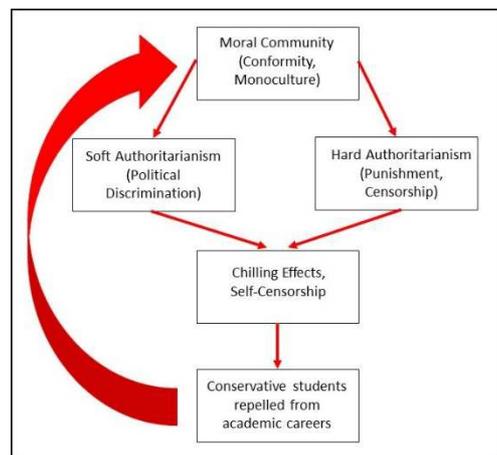


Figure 1

The moral community is now self-reproducing. It is also self-radicalising. In addition to dissuading conservatives, this climate of opinion attracts and empowers radical activists. These actors drive ideological crusades, calling out dissenters for blaspheming the sacred values of the ideological regime. Ideological homogeneity, as [Cass Sunstein](#) and [John Ellis](#) show, empowers extremists who exemplify shared values rather than producing an exchange of ideas that leads to a productive middle ground. Meanwhile, the paucity of conservatives weakens resistance to progressive intolerance, permitting radical innovators to establish illiberal policies such as “decolonizing the curriculum” or compelled diversity statements while instilling fear into potential dissenters. The moral community has become a closed system, reproducing itself, and becoming more radical over time. Heretics exist, but must remain under cover.

This doesn’t mean there is no limit to radical infiltration. The supply of radicals who can publish in established top journals is finite. Methodological rigour helps ensure that most academics remain moderate even if they nod to progressive enthusiasms. As in contemporary China, most feel that their freedom is relatively unaffected because they do not seek to challenge the regime. The moderate-left academic majority may well wonder what all the fuss is about. “How can you expect a man who’s warm to understand one who’s cold,” Aleksandr Solzhenitsyn is known to have remarked.

It’s now time to flesh out the model in figure 1. Let’s begin with punishment, the hard face of the system. Figure 2 shows results across two previous surveys (of European Union academics and UK-based Universities and College Union (UCU) member academics), as well as five sets of results from three surveys I conducted of American and Canadian academics and PhD students:

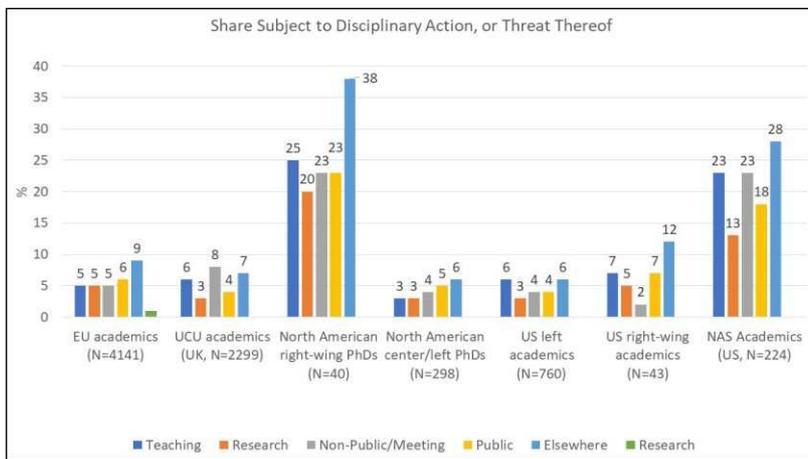


Figure 2. Source: Kaufmann, Eric, *Academic Freedom in Crisis*, p. 16.

The first point to note is that thousands of academics have experienced disciplinary action for things they have written or said in research, teaching, or in public or private meetings. Across these measures, three to nine percent of the overwhelmingly left-leaning British UCU and EU academics report being disciplined or threatened for their views. Eleven percent of the UCU academics in Britain report being disciplined on at least one dimension. Fourteen percent of left-wing academics in my North American surveys report being disciplined on at least one dimension. While ideological conflict is a factor, factional and methodological disputes, as well as personality conflicts, can also produce hard authoritarianism.

Even so, what is noteworthy is that conservatives report an elevated level of punishment compared to other academics. One-in-three conservative academics and PhD students in the US say they have been charged or threatened with disciplinary action on at least one dimension. The situation is especially dire among conservative PhD students in North America, who report very high levels of administrative threat—from 20 to 38 percent on each of five dimensions, with 83 percent reporting threat on at least one. To surmount my small sample of 43 conservative academics and 40 conservative graduate students, I polled members of the National Association of Scholars (NAS), an organisation whose membership in my sample is 60 percent conservative. While there is self-selection of academics concerned with academic freedom into the NAS, the fact that 46 percent say they have been charged or threatened on at least one dimension provides, alongside my other samples, further evidence of higher punishment levels for conservatives.

I also collected testimonials from respondents, asking people to describe their experiences. This unearthed a number of instances of everyday repression, as with one conservative American geographer who reported that “The university is right now considering disciplinary proceedings because of innocuous items I posted on my private blog. I think I’ll be alright, but conservative academics are somewhat persecuted for their views.” A conservative professor in Education added that “every year I am called into my boss’s office because of some controversy surrounding course curricula.” While I don’t have comparable data on gender-critical scholars, it is noteworthy that around 10 percent of comments from left-wing academics mentioned problems arising from their stance on the transgender issue, the most commonly reported problem. As one left-wing Canadian anthropologist related: “I have been dismissed as undergraduate programs chair in my department because I am a gender critical feminist. Students currently have a petition underway supporting this dismissal.”

Figure 3 offers a more detailed look at a range of disciplinary threats, drawing from both the UCU surveys and my NAS replication of the same questions. This reveals threat levels two to four times higher among NAS staff compared to the left-leaning EU and UCU samples. It’s one thing to brush aside no-platformings and dismissal campaigns as rare compared to a denominator of 100,000 academics in Britain or over half a million in America. It is considerably harder to downplay the hard authoritarianism being reported by around a third of American conservative faculty and graduate students and a 10th of all British academics. Recognising the dire state of protection for academic freedom in Britain, the authors of the UCU study recommended more robust legal

protections for academic freedom against the authoritarian pressure coming from their universities, something echoed in my co-authored Policy Exchange reports on Academic Freedom in the UK in [2019](#) and [2020](#). Thankfully, the UK government has listened, and has adopted most of our recommendations in its February 2021 white paper.

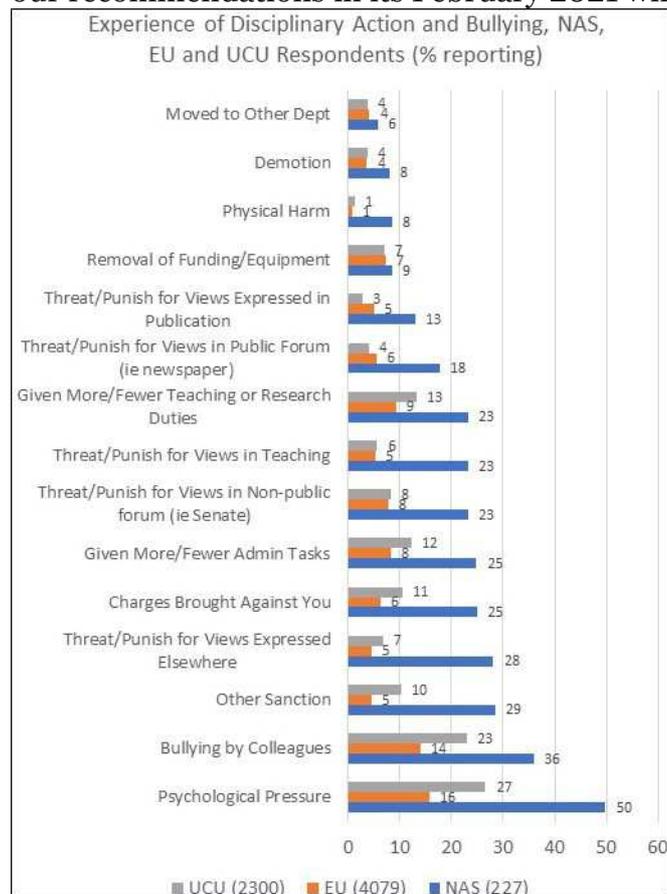


Figure 3. Source: Kaufmann, Eric, Academic Freedom in Crisis, p. 17. Sample size in parentheses. We've considered experiences of victimisation, but what about academics' willingness to discipline speech? University administrations are an important player in the disciplinary process, but many of the complaints about academic punishment in figure 3 pertain to action from colleagues, often in their capacity as department heads or in other administrative roles in the university. In order to measure the level of academic support for disciplining speech which challenges progressive sacred values, I devised five hypothetical scenarios. These are loosely modelled on actual cases, and, regardless of whether they disapprove of the conclusions, I felt it was important to gauge whether people were willing to permit these academics the freedom to make their case. The five scenarios were as follows:

1. If a staff member in your institution did research showing that greater ethnic diversity leads to increased societal tension and poorer social outcomes, would you support or oppose efforts by students/the administration to let the staff member know that they should find work elsewhere? [Support, oppose, neither support nor oppose, don't know]
2. If a staff member in your institution did research showing that the British Empire did more good than harm, would you support or oppose efforts by students/the administration to let the staff member know that they should find work elsewhere? [Support, oppose, neither support nor oppose, don't know]
3. If a staff member in your institution did research showing that children do better when brought up by two biological parents than by single or adoptive parents, would you support or oppose efforts by students/the administration to let the staff member know that they should find work elsewhere? [Support, oppose, neither support nor oppose, don't know]
4. Please imagine a member of your organisation has done work showing that having a higher share of women and ethnic minorities in organisations correlates with reduced organisational performance. Several thousand professionals, some from your organisation, have signed an open letter calling for the staff member to be fired in order to protect disadvantaged groups from a hostile learning environment. A small group have started a counter-petition defending the staff member on grounds of academic freedom. Would you: (a) Sign the open letter, which called for the staff member to be fired, b) Support

- the views expressed in the open letter, but choose not to sign it, c) Not support nor sign either letter, d) Support the counter-petition, but choose not to sign it, e) Sign the counter-petition, f) Don't know.]
5. If someone in your department was known to favour restrictions on immigration, would you support efforts by students/the administration to let the person know that they should find work elsewhere? [Support, oppose, neither support nor oppose, don't know]

Figure 4 shows how American academics responded to the hypotheticals. The good news is that support for dismissing dissident professors is low. Generally around 10 percent in the US, Britain, and Canada, reaching a maximum of 13–18 percent on the organisational performance question. Most academics do not support cancel culture.

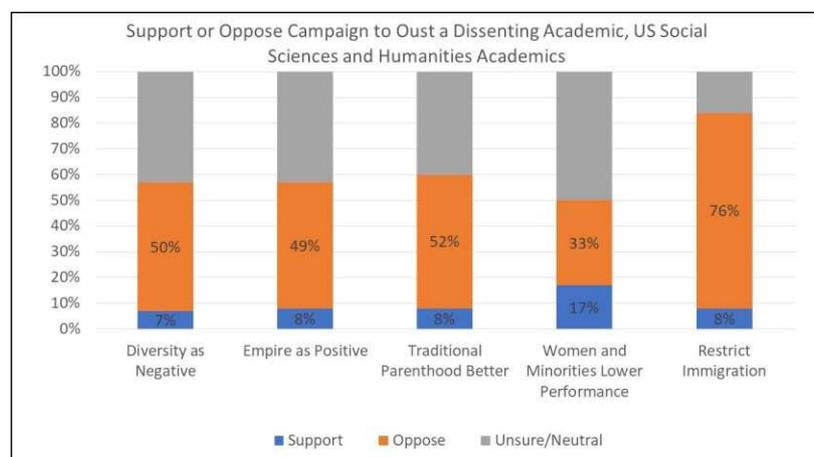


Figure 4. Source: Kaufmann, Eric, *Academic Freedom in Crisis*, p. 22.

However, the picture is not all rosy when it comes to academic freedom. Notice that the share who oppose cancellation is only resounding—76 percent (83 percent in Britain)—in the case of firing an academic who favours lower immigration levels. Across the rest of the items in figure 4, 40–51 percent were unsure or neutral: not favouring dismissal, but not opposing it either. This was especially true for the hypothetical finding that women and minorities lower organisational performance, where 51 percent of American and 60 percent of British academics marked the neutral or “don't know” boxes.

These results tell us that few academics support cancel culture, but a large minority or even a small majority are complicit in its operation. This is, in my view, because many are cross-pressured between their support for academic freedom and their adherence to the left-modernist goal of equalising material and psychic outcomes for historically disadvantaged race, gender, and sexual identity groups. It is also important to recognise that among the roughly half of academics who oppose cancel campaigns, a slight majority said they would publicly oppose cancellation. Only for PhD students did a majority of opponents say they would keep their views private. While the idea of a “silent majority,” drawn from Timur Kuran's idea of preference falsification, cannot be ruled out, these answers indicate that the problem is as much one of winning hearts and minds as of unleashing the courage of a faculty overwhelmingly committed to academic freedom.

To illustrate how far the battle of ideas is from being won, we can examine a question fielded by YouGov in Britain which asks whether people support political correctness because it protects minorities from discrimination, or whether they oppose it as a threat to free speech. Figure 5 shows that, when phrased this way, the 164,000 members of the British public who were polled on YouGov's massive Profiles panel oppose political correctness more than they support it by a 47–37 margin while the degree-holding public backs it by a modest 48–41. However, the 603 British active and retired academics in my sample who could be matched to the YouGov data on this question backed political correctness by a 64–31 margin, rising to 76–20 among the 176 currently active social sciences and humanities (SSH) academics. This demonstrates considerable academic preference for minority protection over free speech, at the abstract level, when the two values collide.

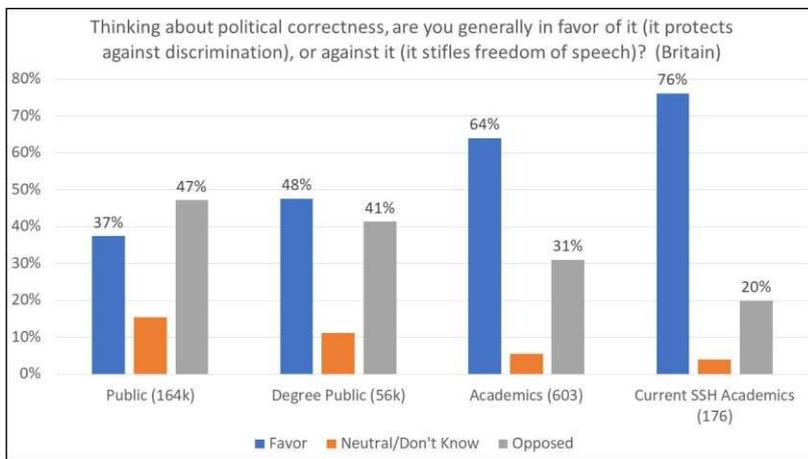


Figure 5. Source: Kaufmann, Eric, *Academic Freedom in Crisis*, p. 39. Sample sizes in parentheses.

Another question that reveals academics' pronounced predilection for progressive aims concerns "decolonizing" the curriculum. To wit, "Please imagine there was a new initiative in the Humanities, Arts, and Social Sciences at your institution, stipulating that on each reading list, at least 30 percent of readings must come from women and 20 percent from ethnic minority authors." Responses included supporting this publicly, supporting it privately, neither, opposing it privately, and opposing it publicly.

Figure 6 shows that among academics in SSH disciplines—the majority of the academic sample—about half (44–51 percent), and a clear majority of PhD students (61–70 percent), support mandatory race and gender quotas on reading lists. Against this, just a third of academics, and 15–19 percent of doctoral students, opposed the measures. No wonder the idea of decolonizing the curriculum has spread widely across university departments.

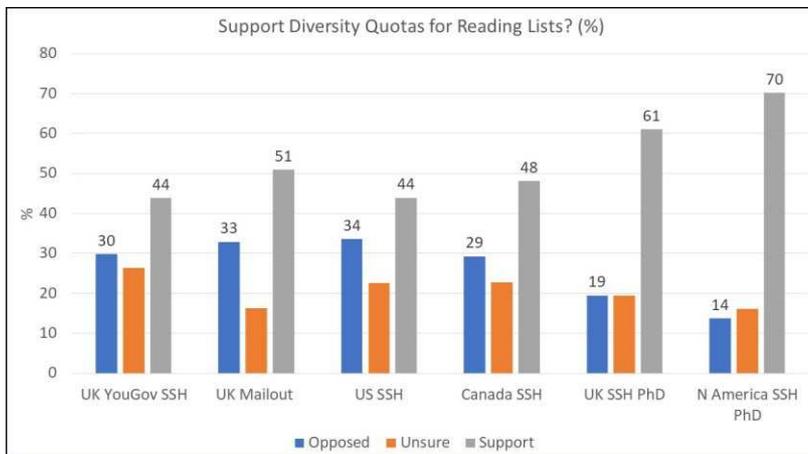


Figure 6. Source: Kaufmann, Eric, *Academic Freedom in Crisis*, p. 44.

A related question asked respondents whether they prioritised academic freedom or social justice. The term "academic freedom" may have primed academic respondents to recalibrate because this time there was a clear majority for the liberal position: 58 for compared to 26 against in the US and 53–34 in Canada (I have no data for Britain). Among doctoral students, by contrast, social justice was viewed as more important than academic freedom in North America by a 40–34 margin, and nearly as important as academic freedom, at 33–37, in Britain.

These views appear to be relatively solid: asking respondents to read a paragraph outlining the virtues of free speech had no effect on PhD or academic views on the priority of free speech in any country. Only in the case of undergraduate students did the free speech paragraph have a significant effect in shifting opinion, by around 15 points in favour of prioritising free speech over "emotional safety." On the flip-side, a paragraph promoting emotional safety pushed British undergraduates a similar distance against the free speech option.

British academics were the only scholarly group that could be manipulated, and only in a progressive direction. I asked them to read a diversity statement modelled on that of the University of California. In my YouGov survey, 39 percent of British academics who read the diversity statement went on to reply that it was more important for reading lists to reflect the racial and gender makeup of students than to be based on “foundational texts,” whereas just 25 percent of those who did not read the diversity statement prioritised race and gender representation over foundational texts. This finding replicated on my British emailed online survey.

Younger and far-Left academics, as well as Brexit supporters, were unaffected by reading the pro-diversity paragraph, suggesting that their views are now fixed. American and Canadian academics were similarly unmoved by the diversity statement, indicating that opinions have largely crystallised among North American scholars, and, in Britain, among younger academics and PhD students. That is, groups already acquainted with this debate are less biddable. Future attempts to change attitudes must therefore focus primarily on undergraduate students.

Academic support for punishment

Support for quotas carries severe implications for academic freedom. Are the academics who favour decolonizing the curriculum ready to quash the liberty of those who want the right to choose their own readings? To find out, I asked American and Canadian academic supporters of quotas what should happen to colleagues who refuse to amend their lists to comply with a quota policy. Table 1 shows that on the one hand, just 12 percent support firing dissidents or cancelling their courses. This is good news, but also reveals that many academics may not be aware of the implications that their progressive enthusiasms have for academic freedom. On the other hand, 63 percent recommended at least one course of action contrary to the spirit of free inquiry, be this compelled implicit bias training, social pressure or less favourable teaching, administration or research funding. Here we see the authoritarian wolf that lurks in the sheep’s clothing of progressivism. This also helps explain the significant rates of punishment experienced by conservatives in figures 2 and 3.

Table 1. Preferred Punishment for Reading List Race/Gender Quota Non-Compliance among Pro-Quota North American Academics

Answer	Percent
Don't know	15
No action of any kind	12
No formal or informal pressure, but must take extra implicit bias awareness training	28
No formal disincentives, just social pressure	27

Give them less favorable teaching and administrative roles, or access to research

funding 7

Cancel the course, make them teach a course that meets the quotas 9

Terminate employment due to breach of contract 3

Source: Kaufmann, Eric, *Academic Freedom in Crisis*, p. 52. N=474 pro-quota academics in US and Canada (out of total 1,093 sample).

The anti-freedom tilt of doctoral students is a red flag which raises the disconcerting reality that younger scholars are more intolerant than today's academics even though they are ideologically similar to older academics. As figure 7 shows, academics under the age of 35 are twice as likely to support at least one of the dismissal campaigns in figure 4 as those over 50. American PhD students are around three times as likely to back at least one campaign as academics over 50: they have a .56 probability of supporting at least one of the cancellation scenarios in figure 4. Moreover, while faculty in North America over 50 prioritise academic freedom over social justice by a three-to-one ratio, the two are evenly matched among their counterparts aged 30 and under. In regression models, age is as or more important than being far-Left when it comes to backing a dismissal campaign, or prioritising social justice over free speech. If these changes are generational, as longitudinal studies of student data from the 1990s to the 2010s suggest, then the climate for academic freedom is going to become more, rather than less, difficult in the years and decades to come.

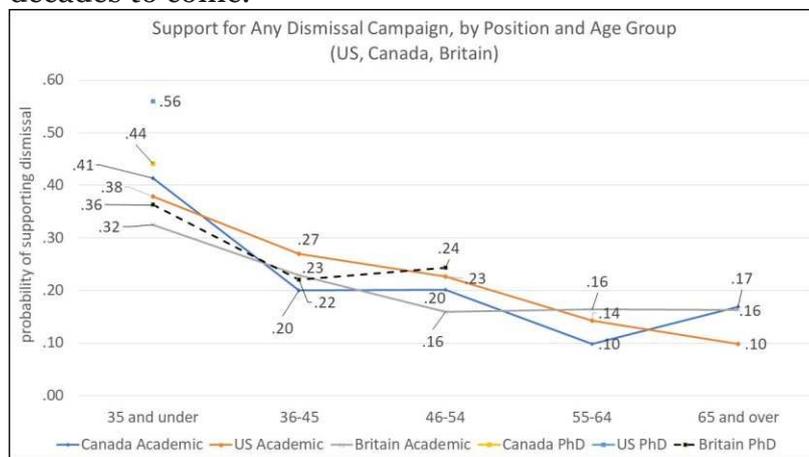


Figure 7. Source: Kaufmann, Eric, *Academic Freedom in Crisis*, p. 32. Point estimates after controls for age, gender, SSH/STEM and race.

Political discrimination

No-platforming and dismissal campaigns have become frequent only recently. The NAS reports 65 new incidents in 2020, a fivefold increase over the preceding year, while the FIRE disinvitations database shows a big rise in left-motivated no-platformings beginning in 2015. However, this shouldn't blind us to the more severe longstanding problems stemming from political discrimination and lower-level disciplinary action.

Here it is worth remembering that American campus speech codes, nearly 90 percent of which are unconstitutional, began to be enacted in the late 1980s, when the phrase "political correctness" first emerged. We shouldn't make the mistake of imagining that the current upsurge of intolerance is a new fad that will pass, like McCarthyism, from the scene. Rather, it is a deeply embedded feature of today's dominant ideology, left-modernism, which has become progressively institutionalised since the late 1960s. Academic illiberalism is arguably in its sixth decade, and has been a feature of elite universities for four decades.

While hard authoritarianism in the form of punishment is one arm of the system, political discrimination arguably poses a more pervasive threat. Using a concealed list technique, I found that 40 percent of American academics wouldn't hire a known Trump supporter, rising to 45 percent among Canadian academics. One-in-three British academics wouldn't hire a known Brexit supporter. Trump was elected president with nearly half the popular vote in 2016. Brexit passed 52–48 on a 72 percent turnout. The fact these mainstream views are deemed grounds for discrimination is disconcerting.

In line with previous studies, I also found substantial discrimination against conservative grant applications, paper submissions, and promotion applications. Adopting a multiplier derived from the Brexit and Trump experiment, this means that between a fifth and a half of academics would discriminate against the Right in grants, papers, or promotion bids. On a four-person panel, this means that the likelihood of a conservative encountering at least one biased assessor is pushing toward certainty.

Discrimination can be social as well as professional. Collegiality is a big part of academic life, and an important aspect of workplace satisfaction. But academics were cool about the idea of sitting down to lunch with a Brexit or Trump supporter. Barely half of British academics would be comfortable having lunch with a Brexit voter, and just 41 percent of American academics said they would be comfortable dining with a Trump supporter. Gender-critical academics faced even harsher headwinds: just 28 percent of American and Canadian academics, and barely a third of British academics, would have lunch with someone opposed to the idea of transwomen accessing a women's shelter. Alongside evidence that gender-critical feminists have been no-platformed more than any other group, this suggests that they face the highest level of discrimination of any political minority in academia.

Punishment and discrimination, as I sketched in figure 1, creates a hostile climate for political minorities, and chills their academic freedom. Figure 8 shows that right-leaning academics consistently report significantly higher hostility than left-leaning academics—a finding that replicates results from a series of previous studies. If we exclude retired academics, who make up 40 percent of my British YouGov sample, nearly all my surveys show that a majority of conservatives say their departments are hostile rather than supportive environments for their views. Limiting the analysis to active SSH academics, fully 75 percent of British and American conservatives say they work in a hostile department for their beliefs. In SSH fields, centrists also report relatively high hostility, with 40 percent of American SSH academics saying they work in a hostile environment compared to just four percent of their leftist colleagues. It is also worth noting that in Canada and Britain, far-leftists generally report more hostility than moderate leftists. Indeed, British academics were similarly uncomfortable having lunch with supporters of the far-leftist Jeremy Corbyn as with Brexit supporters.

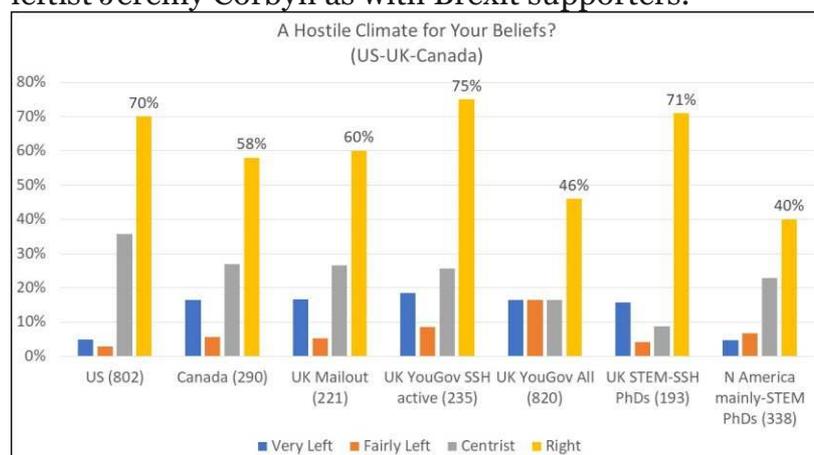


Figure 8. Source: Kaufmann, Eric, *Academic Freedom in Crisis*, p. 109.

Hostile environments translate into chilling effects which silence speech and inquiry. Figure 9 focuses on SSH disciplines, highlighting that the minority of academics who are politically on the right report much higher levels of self-censorship than those on the left. In the US, 70 percent of conservative SSH academics self-censor in research, teaching, and academic discussions. 56 percent of Canadian, and 50 percent of British, academics on the Right, also do so. In North America, nearly half (42–47 percent) of centrist academics report that they self-censor, as do 21

percent in Britain. This indicates that progressive conformity affects the centre as well as the Right, but is more oppressive in North America.

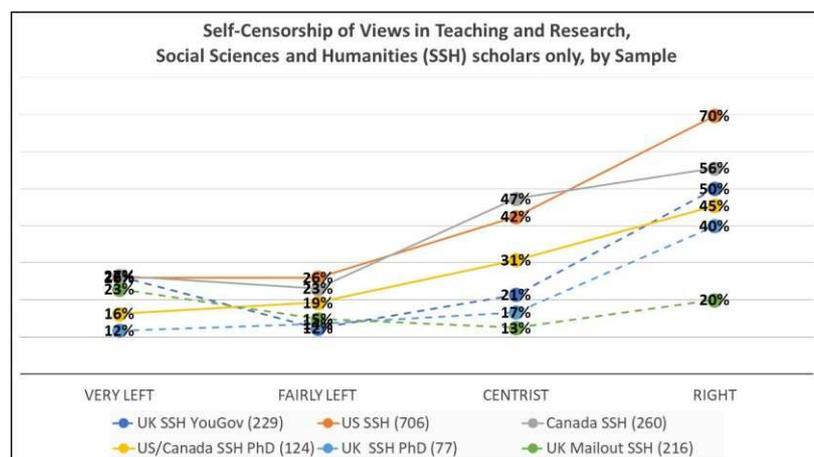


Figure 9. Source: Kaufmann, Eric, *Academic Freedom in Crisis*, p. 124.

Is academia more biased than other professions?

These results may appear to indicate that academics, or leftists, are uniquely biased. However, there is plenty of research to indicate that political discrimination is a widespread feature of our society. Using a survey of college-educated workers in Britain, and comparing it with my surveys of academics, I found that the willingness of conservatives to discriminate against leftists, and vice-versa, was similar among Left and Right, both inside and outside academia. Nevertheless, that survey also found that employees in universities were far more likely than degree-holders in other sectors to say that Brexit supporters would not be comfortable expressing their views to colleagues. What explains the higher chilling effect in universities?

The problem lies partly with the fact that people's views are transparent in their work in SSH fields, and partly in the extreme political skew of academia. For instance, in my UK survey, supporters of right-wing parties among SSH academics were outnumbered 7:1 by supporters of left or liberal parties, and in my North American surveys by a whopping 14:1. The latter is quite close to the 11.5:1 Democrat-to-Republican voter registration ratio unearthed by Mitchell Langbert and colleagues in an exhaustive sample of current faculty in the top 60 American universities for History, Journalism/Communications, Law, Economics, and Psychology. This is especially so when Economics (at 4.5:1) is excluded (I excluded Economics from my SSH category).

When the Left outnumbers the Right 14:1, it doesn't matter that right-wing academics are discriminating at equal rates to their leftist counterparts. The aggregate effect of two-way discrimination hits the Right far more, and my academic surveys show that discrimination *in favour* of left-leaning applications and papers often cancels out discrimination against them. This leads to self-censorship on the Right but not on the Left. No wonder studies of legal scholarship find that the work of registered Republican academics cannot be identified by coders, whereas that of Democrats often can be because they openly espouse their values in their work.

The result of punishment and discrimination is hostility and self-censorship, which deters political minorities such as conservatives from pursuing an academic career. Figure 10 shows that, when asked about considerations that might affect their decision to pursue an academic career, conservative graduate students are much more likely than others to express concern that their political views will make their life difficult in academia. This predicts lower interest in pursuing an academic career among right-leaning SSH master's students. I also find a significantly higher share of right-leaners among British academics who retire early, suggesting that selection effects work to both limit the entry of, and hasten the exit of, conservatives.

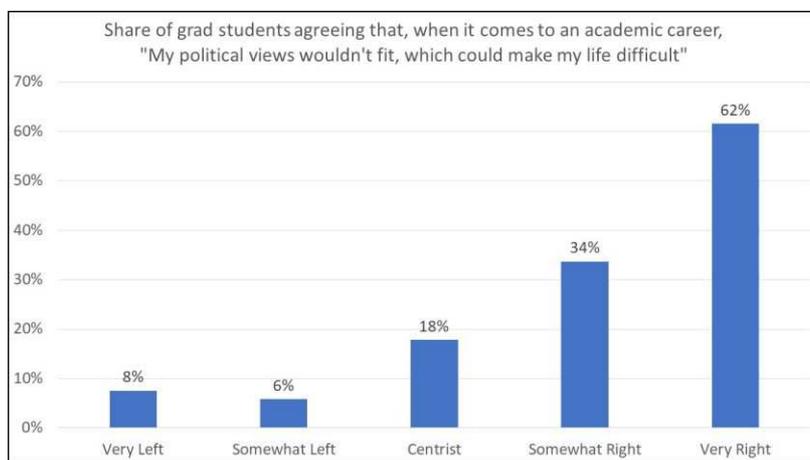


Figure 10. Source: Kaufmann, Eric, *Academic Freedom in Crisis*, p. 92. N= 843, with 95 “Somewhat Right” and 26 “Very Right”. Includes Master’s and PhD students, STEM and SSH students. National breakdown is 434 UK, 368 USA, 41 Canada.

It’s not clear whether chilling effects, stereotypes about academia, the limited breadth of interests represented by academic staff or active discrimination best explains why SSH academia is more politically skewed than other professions and has shifted from a 2:1 or 3:1 Left-to-Right ratio in the 1960s to somewhere between 9:1 and 14:1 today. The relatively progressive politics of people with advanced degrees accounts for only part of the political homogeneity of SSH academia.

Policy options

Academic freedom and viewpoint diversity seem to be caught in a downward spiral as conformity to the left-modernist values of the moral community on campus stifles the university’s truth-seeking mission. How can we break this spiral and free the university? Only external intervention from government, in my view, can reverse the damage.

In a [separate article](#) published soon after my report’s release, which may be read as a policy chapter to the report, I distinguish two approaches to reform; libertarian and interventionist. Libertarian actors such as the [Heterodox Academy](#), [FIRE](#), the [Academic Freedom Alliance](#), and the [Free Speech Union](#) believe that legal advice, free speech rankings, lawsuits, and public information campaigns can revive the free speech culture and lead liberal actors to vote with their feet for openness, incentivising universities to change.

While such efforts are vital, and these organisations are correct that academic freedom will only truly be safe when there is a consensus in favour of the free speech culture, my report suggests that threats to academic freedom on campus are likely to increase as younger cohorts enter the ranks of academia. This means more pressure from activists on universities to curb academic freedom. A reactive approach in which dissenters must engage in costly and time-consuming legal battles effectively concedes defeat. “The punishment is the process” and a defensive stance is a “recipe for failure,” [notes a University of Texas professor](#). Accusers are free to try their hand again and again, no matter how often the accused escapes punishment. The result is a chill on prospective dissent and self-censorship, fulfilling the aim of the left-modernist speech police.

The only means of resisting this is to open the university to scrutiny from government, in line with the law, which is accountable to voters, the media, and the courts in a way backroom university meetings and tribunals are not. Society is not merely composed of the government and citizens, with government the only threat to liberty. There is also an intermediate layer of institutions, such as universities, corporations, or organised religion, which can threaten liberty. In these cases, government intervention protects the freedom of citizens, even if it infringes on institutional autonomy for a time. The federal government’s forced de-segregation of southern universities in the early 1960s to protect the liberty of black citizens is good example of this. Libertarian purists who reflexively react against “government” wind up serving as the useful idiots of left-modernist authoritarianism.

Moreover, the libertarian analysis fails to appreciate the structural, deep-rooted sources of self-censorship in universities. The problem didn't start in 2015, but in the late 1960s, as Nathan Glazer remarked in 1969:

The Free Speech Movement, which stands at the beginning of the student rebellion in this country, seems now almost to mock its subsequent course. In recent years, the issue has been how to defend the speech... The right of unpopular political figures to speak without disruption on campus; the right of professors to give courses and lectures without disruption that makes it impossible for others to listen or to engage in open discussion; the right of professors to engage in research they have freely chosen... all these have been attacked by the young apostles of freedom and their heirs.

In the late 1980s, the children of the '60s emerged as a force in universities. These were the years when political correctness, multiculturalism, and Afrocentrism reared their heads and universities enacted their first speech codes. These are almost all unconstitutional, yet remain on the books. As universities became increasingly left-dominated in the late 1980s, political discrimination became more pronounced, further narrowing the ideological range among the faculty and setting a self-fulfilling spiral in motion. As radicals came to occupy positions of power in the university, punishment joined with discrimination to drive conformity. Taboos around race, gender, and sexuality acted as force multipliers, allowing the radical minority to intimidate the majority of faculty. Are we really prepared to endure another 40 years of political discrimination and injustice against political minorities, and more decades of political monoculturalism, in the hope that somehow, against the grain, campus culture will change?

In my co-authored report on Academic Freedom in the UK, from which a portion of the UK data for my CSPI report was drawn, we recommended a number of legislative and policy changes to the UK government. Importantly, most of our recommendations were adopted in the government's new Academic Freedom white paper, which is likely to become law later this year. Foremost among these is the creation of the new position of Academic Freedom Champion on the Office for Students (OfS), the sector regulator. This individual will be tasked with proactively auditing universities for compliance with their free speech duty to not only defend, but promote, academic freedom. In addition, this office will act as an ombudsman to hear cases from individuals whose rights have been abridged by their universities. The new bill gives the regulator teeth to fine universities, which is vital. Only if the cost is high will administrators be able to face down activists and tell them that they cannot restrict the freedom of dissenting academics, no matter how much they wish to do so. These measures should address hard authoritarianism, but we know that political discrimination is the bigger issue fuelling the chilling effects that affect most conservatives, gender-critical feminists, and a near-majority of centrists. Accordingly, our recommendations also include an explicit mention of political discrimination as grounds for bringing a complaint against a university. I recommend that university officers, when speaking in an official administrative capacity, be governed by a duty to remain politically neutral on any issue not directly concerned with the university's narrow sectoral self-interest. Finally, I've argued for a requirement that universities show equivalent action between policies to promote traditional forms of diversity and equality, and moves to promote viewpoint diversity and equality. Institutions would be free to dial down all forms of equity and diversity, but should not be permitted to privilege identity-based diversity over political diversity.

In the US and Canada, federal and provincial or state laws have either focused on abstract free speech policies which have little practical impact on everyday practices in universities, as in Ontario and Alberta, or are incoherent in their defence of academic freedom, as in many Republican-controlled states. Attention has too often focused exclusively on a few no-platforming incidents. Consistency should be the watchword. You cannot enforce a speech code defining anti-Semitism more tightly than the law, as has occurred under the Trump administration in America or the Ford premiership in Ontario, and simultaneously hope to be taken seriously when arguing against similar codes for transphobia or racism. Mooting affirmative action to promote the hiring of conservatives, as South Dakota seems to have done, is similarly illiberal unless tied to an argument over equivalent action with other forms of equality and diversity. Similarly, attacks on tenure, as in Iowa, or the banning of non-compulsory courses on Critical Race Theory (CRT), as in New Hampshire, Georgia, and Oklahoma, run contrary to principles of academic freedom. CRT

should be prohibited only when made compulsory and taught in an uncritical manner. State legislative action has done some good by banning free speech zones, but future activity needs to be consistent, principled, and proactive to target the problem. In this regard, the UK model is one that other jurisdictions should follow.

Few people think that the desegregation of southern universities, or the British government's takeover of Islamist-controlled public schools in Britain, was a bad idea. With patient and principled regulation, public universities can be freed from their current spiral, allowing them to return to their truth-seeking mission. Private universities that accept public money can also be incentivised to be liberal. This will safeguard academic freedom for political minorities, improving the production of knowledge and the student experience while enabling the conversations that can heal our growing political divisions.

Eric Kaufmann is a professor of Politics at Birkbeck College, University of London and is affiliated with the Center for the Study of Partisanship and Ideology (CSPI), the Manhattan Institute and Policy Exchange. You can follow him on Twitter @epkaufm.
Photo by Valentino Mazzariello on Unsplash